



Panorama des comptes nationaux 2013



Panorama des comptes nationaux 2013

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux 2013*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2013-fr

ISBN 978-92-64-18483-1 (imprimé)
ISBN 978-92-64-18484-8 (HTML)

Collection : Panorama des comptes nationaux
ISSN 2220-1874 (imprimé)
ISSN 2220-1882 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © Yahia LOUKKAL – Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2013

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Cette publication, présente des données sous forme d'indicateurs et privilégie les comparaisons entre pays. L'objectif est de rendre les comptes nationaux plus accessibles et plus informatifs et dans un même temps de fournir les informations les plus pertinentes concernant les définitions et les problèmes de comparabilité inhérents à chaque indicateur.

L'éventail des indicateurs a volontairement été établi de façon assez large afin de refléter la richesse des Bases de données de l'OCDE sur les comptes nationaux. Cette large sélection a également pour objet d'inciter les utilisateurs à porter leur attention sur d'autres indicateurs que le célèbre PIB. Certains travaux récents ont joué un rôle déterminant dans le choix des indicateurs. Le rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi) est un exemple particulièrement marquant.

Ceci ne doit pas conduire à diminuer l'importance du PIB, qui reste incontestablement la principale et la meilleure mesure de l'activité économique globale ; mais d'autres indicateurs peuvent être mieux adaptés pour rendre compte de certains aspects de l'économie. Par exemple, le revenu national net peut être considéré comme une meilleure mesure du revenu disponible des citoyens d'un pays avec la prise en compte des revenus de la propriété et des transferts de fonds avec les pays étrangers et le revenu disponible ajusté des ménages par tête peut être considéré comme un indicateur permettant de mieux mesurer le bien-être matériel. Mais il reste encore beaucoup à faire en particulier du point de vue des statistiques. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a mis en évidence la nécessité pour les instituts statistiques nationaux de produire des données plus détaillées qui reflètent mieux les modalités de distribution par activité – ceci concerne essentiellement les revenus – et de développer les comptes nationaux afin qu'ils prennent en compte les services non marchands produits par les ménages ainsi que les loisirs. Nous espérons qu'en produisant cette publication, une telle prise de conscience et la dynamique qui en découle seront renforcées. Le contenu de la publication évoluera avec le temps et de nouveaux indicateurs seront ajoutés dès que ceux-ci deviendront disponibles.

La publication est divisée en six chapitres : le premier fournit une introduction générale et met l'accent sur les indicateurs dérivés du PIB. Le second chapitre concerne les revenus et présente des indicateurs comme l'épargne des ménages et la capacité ou le besoin de financement. Le troisième chapitre s'intéresse aux indicateurs en relation avec l'approche par la dépense du PIB et contient des informations sur les principales composantes de la demande et des importations. Le quatrième chapitre présente des indicateurs dans une perspective de production. Les cinquième et sixième chapitres concernent respectivement les administrations publiques et le stock de capital. Enfin, les annexes fournissent une sélection de séries de référence qui sont importantes en tant que telles mais aussi parce qu'elles sont utilisées dans le calcul de la plupart des indicateurs présentés ailleurs dans la publication. Les annexes contiennent également quelques éléments d'information concernant le Système de comptabilité nationale 2008 qui deviendra progressivement la base de travail de cette publication. En effet les indicateurs présentés pour l'Australie suivent le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). Pour tous les autres pays les indicateurs se fondent sur le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Il est important de noter cependant que

les différences entre le SCN 2008 et le SCN 1993 n'ont pas un impact significatif sur la comparabilité des indicateurs présentés dans cette publication. L'annexe à la fin de cette publication décrit les changements principaux par rapport au SCN 1993 susceptibles d'avoir un impact sur les indicateurs présentés ici et pour l'Australie, elle fournit aussi une indication de la grandeur de l'impact pour les changements principaux.

Table des matières

Guide du lecteur	7
Produit intérieur brut (PIB)	15
1. Taille du PIB	16
2. Croissance du PIB	18
3. PIB par tête	20
Revenus	23
4. Revenu national	24
5. Mesures réelles des revenus	26
6. Revenu disponible	30
7. Épargne	32
8. Taux d'épargne des ménages	34
9. Capacité/besoin de financement	36
Dépenses	39
10. Consommation des ménages	40
11. Consommation finale des administrations publiques	44
12. Investissement	46
13. Exportations et importations de biens et services	50
Production	57
14. Valeur ajoutée	58
15. Rémunération des salariés	62
Administrations publiques	65
16. Total des dépenses	66
17. Dépenses des administrations publiques par fonction	68
18. Impôts	70
19. Cotisations sociales	72
20. Prestations sociales	74
21. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques	76
22. Actifs et passifs financiers	78
Capital	81
23. Stock de capital net	82
24. Consommation de capital fixe	84
25. Actifs non financiers des ménages	86
26. Actifs financiers des ménages	88

Annexe A.	Séries de référence	91
Annexe B.	Le SCN 2008 : Changements par rapport au SCN 1993	102
Annexe C.	Glossaire des principaux termes	106

Ce livre contient des...



StatLinks

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.
Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre
navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.
Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet,
il vous suffit de cliquer sur le lien.
Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Guide du lecteur

Présentation et contenu

Chaque indicateur est accompagné par un texte relativement court. Le premier paragraphe décrit en termes généraux ce que l'indicateur permet de mesurer et pourquoi l'indicateur est important. Le lecteur trouvera ensuite une description plus détaillée des concepts sous-jacents (Définition) conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993* (SCN 1993). Le dernier paragraphe (Comparabilité) met en évidence les points sensibles nécessitant une grande précaution dans l'analyse des performances d'un ou plusieurs pays. On retrouve pour plusieurs indicateurs les mêmes problèmes de comparabilité et les mêmes précautions à prendre dans l'analyse comparée des performances. Plutôt que de reproduire pour chaque indicateur les mêmes informations, les problèmes récurrents sont décrits ci-dessous.

SCN 1993 – Définitions standardisées

Les données de cette publication sont conformes aux définitions du SCN 1993 « Système de comptabilité nationale 1993 » élaboré en commun par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

SCN 2008 – Principaux changements par rapport au SCN 1993

Le SCN 2008 est désormais finalisé mais il faudra plusieurs années avant que tous les pays de l'OCDE soient en mesure de fournir des statistiques conformes au nouveau système de définitions. Les principaux changements par rapport au SCN 1993 sont présentés dans l'annexe.

Questionnaires et sources des données

Sauf indication contraire, les données sont envoyées à l'OCDE par les pays au moyen de questionnaires standardisés.

Conventions statistiques

- Tous les taux de croissance sont obtenus à partir des données aux prix constants (ou en valeurs réelles).
- Les rapports, pourcentages et répartitions sont calculés à partir des données aux prix courants.
- La contribution de Y à la croissance de X (Y étant une composante de X) est définie comme le taux de croissance de Y (aux prix constants chaînés ou en base fixe) pondéré par le poids de Y dans X aux prix courants (au cours de la période précédente t-1).

Signes et abréviations

- .. Valeurs manquantes, non définies ou non fournies.
- e Estimations du Secrétariat de l'OCDE.
- |: Rupture.

Pays et zones

Dans la plupart des cas, les données sont disponibles pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Lorsqu'une donnée est manquante ou lorsqu'une donnée n'a pas été envoyée à l'OCDE, des estimations ont souvent été produites.

Total OCDE

Sauf indication contraire, la zone « total OCDE » renvoie à l'ensemble des pays de l'OCDE.

La zone euro

Les données pour la « zone euro » proviennent des bases de données d'Eurostat.

Données en euros

Les données concernant les pays de l'Union économique et monétaire (UEM) sont exprimées en euros.

Les données relatives aux années antérieures à l'entrée dans l'UEM ont été converties à partir de l'ancienne monnaie nationale en appliquant le taux de conversion irrévocable approprié. Cette présentation rend plus aisée l'analyse de données au sein d'un pays sur une période longue et garantit que les évolutions historiques (c'est-à-dire les taux de croissance) restent inchangés. Cependant les euros antérieurs à l'UEM correspondent à un concept purement théorique et normalement ils ne devraient pas être utilisés pour calculer des zones ou pour comparer des pays entre eux.

Pays en voie d'accession

En 2010, le Chili (le 7 mai), la Slovaquie (le 21 juillet), Israël (le 7 septembre) et l'Estonie (le 9 décembre) sont devenus pays membres de l'OCDE. La Fédération de Russie demeure encore dans le processus d'accession. L'OCDE travaille également avec de grandes puissances mondiales, comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Bien que les données pour ces pays ne fassent pas partie de cette publication, certaines données de comptabilité nationale les concernant sont disponibles sur le site web de l'OCDE. Pour plus d'informations, voir la section « Données en ligne ».

Commentaires généraux sur les concepts et la comparabilité

Les commentaires ci-dessous concernent plusieurs indicateurs et sont fournis ici dans le « Guide du lecteur » afin de ne pas les répéter dans les différents chapitres de la publication.

Parités de pouvoir d'achat du PIB et de la consommation individuelle effective

Les PPA sont les taux de conversion monétaire qui permettent d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux de prix existant entre les pays. Les dépenses imputées au PIB, pour les différents pays, converties en utilisant les PPA sont en effet exprimées en fonction d'une même structure de prix internationaux si bien que les écarts entre pays reflètent uniquement les différences de volume de biens et services achetés. Les comparaisons de l'activité

économique effectuées à partir des taux de change devraient le plus souvent être évitées dans la mesure où de telles comparaisons intègrent les différences de prix. De plus, les séries de taux de change ont tendance à être plus volatiles que les séries de PPA, ce qui induit des difficultés lorsqu'on effectue des comparaisons entre pays ou sur une période longue.

Toutefois, il faut faire attention lorsqu'on utilise les PPA pour des comparaisons internationales. Lorsque des pays sont très proches, il n'est pas pertinent d'établir un classement précis. Comme souvent avec les statistiques, il existe un certain degré d'incertitude lié aux sources et aux procédures de calcul sur lesquels reposent les PPA. Une petite différence observée entre deux pays pour un indicateur converti au moyen des PPA, par exemple le PIB ou le revenu national ajusté par les PPA, ne sera pas significative d'un point de vue statistique ou économique dans la plupart des cas.

Les PPA du PIB sont utilisées dans tous les tableaux et graphiques utilisant les PPA comme taux de conversion excepté dans les tableaux et graphique suivants pour lesquelles les PPA de la consommation effective individuelle sont utilisées : tableau 6.1 (Revenu disponible brut ajusté des ménages par tête), graphique 10.2 pour la consommation individuelle effective des ménages, tableau A.5 (Consommation individuelle effective, PPA courantes), tableau A.6 (Consommation individuelle effective, PPA constantes 2005).

1995-98 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul annuel effectué par Eurostat. Les PPA pour tous les autres pays sont des estimations de l'OCDE.

1999, 2002, 2005 et 2008 : Les PPA pour tous les pays, à l'exception du Chili, sont les résultats des calculs triennaux effectués par Eurostat et l'OCDE.

2000-01, 2003-04, 2006-07, 2009-10 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats du calcul effectué par Eurostat. Les PPA des pays non européens sont des estimations de l'OCDE.

2011 : Les PPA pour tous les pays européens sont les résultats préliminaires du calcul annuel effectué par Eurostat. Les PPA des pays non européens sont des estimations de l'OCDE. Les estimations et les résultats préliminaires doivent être interprétés avec précaution car ils feront l'objet de révisions.

Les PPA pour le Chili sont estimées sur la base des résultats du programme de comparaison internationale (CPI) de 2005.

Vous trouverez plus de renseignements sur le site internet des PPA : www.oecd.org/std/ppp.

Taux de change

Les taux de change utilisés dans cette publication ont été calculés par le Fond monétaire international et sont publiés dans *International Financial Statistics*. Ce sont des taux de marché correspondant à des moyennes annuelles.

Indicateurs par tête

Dans cette publication, de nombreux indicateurs sont présentés « par tête ». Il est important de noter que les estimations de la population qui sont utilisées pour calculer ces indicateurs sont conformes à la notion de résidence telle qu'elle est définie dans le SCN : concrètement la population comprend les personnes qui résident dans un pays pendant un an ou plus, quelque soit leur nationalité. La population comprend également les personnels des missions diplomatiques, les militaires et leur famille se trouvant en dehors du territoire national, les étudiants qui sont partis à l'étranger pour leurs études et les patients qui sont partis à l'étranger pour être soignés, même si ceux-ci quittent le pays de résidence pour une période supérieure à un an. La règle des « 1 an » signifie que les

résidents réguliers qui partent vivre à l'étranger pour moins d'un an sont compris dans la population de leur pays d'origine et que des visiteurs étrangers (par exemple, les vacanciers) qui viennent dans un pays pour moins d'un an sont exclus.

Une remarque importante doit être faite dans ce contexte. Des individus peuvent faire partie des salariés d'un pays (contribuant ainsi au PIB de ce pays par l'accroissement de la production) et faire partie en même temps des résidents d'un autre pays (leur salaires apparaissant alors dans le revenu national du pays de résidence).

Années fiscales, années calendaires

Sauf indication contraire ci-dessous ou dans les textes accompagnant les indicateurs, toutes les données de cette publication sont fournies sur une base calendaire.

Les données concernant l'Australie et la Nouvelle-Zélande renvoient à des années fiscales – du 1^{er} juillet de l'année indiquée au 30 juin de l'année suivante pour l'Australie et du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante pour la Nouvelle-Zélande.

Estimations en volume (prix constants)

La plupart des pays de l'OCDE sont désormais capables de produire leurs comptes nationaux en utilisant des séries en volume chaînées. Seul le Mexique produit encore des données en volume à partir d'une année de base fixe, souvent mise à jour moins fréquemment que les données en volume chaînées, et reliées aux estimations de l'année de base précédente.

Le SCN recommande la fabrication d'estimations à partir de séries en volume en chaîne. Cette méthode permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Il y a cependant un inconvénient à cette méthode de chaînage : les agrégats en volume ne sont pas égaux à la somme de leurs composantes.

Valeurs brutes et nettes

Le terme « brut » désigne une valeur avant que la consommation de capital fixe ne soit déduite. Toutefois, le terme « net » ne renvoie pas forcément à la notion de « net d'amortissement ». Par exemple les « transferts en capital nets reçus du reste du monde » n'utilisent pas le terme « net » dans le sens « net d'amortissement ».

Classification Industrielle (CITI Rev 4 et CITI Rev 3, Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique)

Auparavant, la classification industrielle était basée sur la CITI Rev 3. Actuellement, la classification de référence est la CITI Rev 4.

La plupart des pays fournissent maintenant leurs séries par activité selon la classification CITI Rev 4, alors qu'ils avaient l'habitude de les fournir selon la CITI Rev3.

Il est important de souligner que de nombreux pays ont saisi ce changement de classification afin d'améliorer leurs sources (et ainsi modifier leurs totaux). La classification CITI Rev3 ne sera plus mise à jour pour les pays qui sont passés à la classification CITI Rev4. La plupart des pays en dehors de l'UE continuent de fournir leurs données selon la classification CITI Rev3. Mais ces pays durant les prochaines années passeront comme prévu à la CITI Rev 4. Les détails pour les pays concernés sont disponibles dans le paragraphe comparabilité.

La nouvelle classification CITI Rev 4 est divisée en 10 branches d'activités. La CITI Rev 3 est divisée en 6 branches. Aussi, les catégories ont été réunies par l'OCDE dans un souci

de présentation, comme montré ci-dessous, et chacun doit avoir en tête qu'elles ne sont en aucun cas " équivalentes ", bien que la comparabilité ait été gardée autant que possible :

Rev. 4	Rev. 3
A	A – B
B – E	C – E
F	F
G – I + J	G – I
K + L + M – N	J – K
O – Q + R – U	L – P

Ces deux classifications CITI et leurs correspondances sont disponibles sur le site web de l'UNSD (en anglais uniquement) :

- <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=2>.
- <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=27>.

Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Plusieurs pays ne sont pas capables de séparer les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) dans leurs comptes par secteur. Par conséquent, afin de garantir un niveau de comparabilité maximal, le compte des ménages comprend les ISBLSM dans cette publication.

Égalités importantes du SCN

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

- = Dépense de consommation finale
- + Formation brute de capital (FBC)
- + Exportations de biens et services
- Importations de biens et services
- = Valeur ajoutée brute aux prix de base
- + Impôts moins subventions sur les produits

Revenu national net (RNN) aux prix du marché

- = PIB aux prix du marché
- + Impôts moins subventions sur la production et les importations (nets, reçus du reste du monde)
- + Rémunération des salariés (nette, reçue du reste du monde)
- + Revenus de la propriété (nets, reçus du reste du monde)
- Consommation de capital fixe

Revenu national disponible net (RNDN)

- = RNN aux prix de marché
- + Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (nets, reçus du reste du monde)
- + Cotisations et prestations sociales et autres transferts courants (nets, reçus du reste du monde)

Égalités importantes du SCN (suite)**Épargne nette**

- = RNDN aux prix du marché
- Dépense de consommation finale
- + Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (nets, reçus du reste du monde)

Capacité/besoin de financement

- = Épargne nette
- + Transferts en capital (nets, reçus du reste du monde)
- Formation brute de capital
- Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits
- + Consommation de capital fixe

Pour en savoir plus

Des références utiles « Pour en savoir plus » sont disponibles à la fin de la plupart des sections.

Pour toutes les sections, les informations générales sur la méthodologie et les définitions détaillées sont disponibles dans :

- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.

Des extraits de la publication du SCN 1993 sont disponibles dans :

- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, Paris.

Des informations supplémentaires et des tableaux complémentaires se trouvent dans :

- OCDE (2011), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 : Economie, environnement et société*, Éditions OCDE, doi : <http://dx.doi.org/10.1787/10.1787/factbook-2010-fr>.

Données en ligne**Panorama des comptes nationaux – Base de données**

La Base de données Panorama des comptes nationaux est mise à jour en ligne en continu et contient des séries couvrant une période plus longue que la publication : www.oecdilibrary.org/oecd/content/data/data-00369-fr. Les données sont disponibles dès 1970 pour certains pays.

Un inventaire des séries fournies dans *Panorama des comptes nationaux* est disponible en ligne. L'inventaire comprend les titres des séries ainsi que les codes de la base de données. L'inventaire se trouve à l'adresse suivante : www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux/panorama.

Données détaillées des comptes nationaux

Panorama des comptes nationaux est l'un des fichiers de données de la base de données Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>. Cette grande base de données comprend des informations très détaillées sur les comptes nationaux annuels, les comptes financiers et les comptes du gouvernement dont la plupart sont aussi disponibles en fréquence trimestrielle.

Liste des fichiers de données disponibles en ligne :

Agrégats des comptes nationaux

- Produit intérieur brut.
- Revenu disponible et capacité/besoin de financement.
- Population et emploi par activité.
- PPA et taux de change.

Comptes nationaux détaillés

- Comptes de patrimoine des actifs non financiers.
- Formation de capital par activité.
- Dépense de consommation finale des ménages.
- Actifs fixes par activité et par type de produit.
- Emploi par activité.
- Comptes non financiers par secteur.
- Comptes non financiers simplifiés.
- Valeur ajoutée par activité.

Comptes financiers

- Comptes financiers consolidés (flux).
- Comptes financiers non consolidés (flux).
- Comptes de patrimoine financier consolidés (stocks).
- Comptes de patrimoine financier non consolidés (stocks).

Comptes des administrations publiques

- Dépenses par fonction.
- Dette de Maastricht.
- Principaux agrégats.
- Impôts et cotisations sociales.

Websites

- OCDE Comptes nationaux, www.oecd.org/std/comptesnationaux.





PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

1. Taille du PIB
2. Croissance du PIB
3. PIB par tête

1. Taille du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure que l'on utilise habituellement pour évaluer la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Le PIB est le meilleur indicateur pour rendre compte de l'activité économique, toutefois ce n'est pas un bon indicateur pour mesurer le bien-être des sociétés car il n'est qu'une mesure des conditions de vie matérielles d'un groupe d'individus. Les sections et les indicateurs qui suivent traitent de ce sujet plus en détail et c'est l'un des principaux objectifs de cette publication.

Les pays calculent le PIB dans leur monnaie nationale. Afin de comparer les pays entre eux, les estimations du PIB doivent être converties dans une monnaie commune. Souvent la conversion se fait à partir des taux de change mais dans ce cas on obtient des résultats trompeurs qui ne reflètent pas toujours les volumes réels de biens et services compris dans le PIB. Une meilleure méthode consiste à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA). Les PPA sont des convertisseurs monétaires qui éliminent les différences dans les niveaux de prix entre pays. Ils permettent ainsi d'effectuer des comparaisons internationales du PIB en volume et donc de comparer la taille réelle des économies.

Définition

Que signifie « Produit intérieur brut » ? « Brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite pour l'amortissement des machines, bâtiments et autres actifs utilisés dans la production. « Intérieur » veut dire que l'on prend uniquement en compte les unités institutionnelles résidentes contribuant à la production. « Produit » renvoie à tous les types de biens et services produits, qu'ils soient achetés, imputés ou mesurables autrement. Ces biens et services se retrouvent dans la consommation finale des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques ; dans les actifs fixes et les exportations (moins les importations).

Le PIB aux prix du marché peut être mesuré de trois façons différentes :

- Soit comme la production moins la consommation intermédiaire (c'est-à-dire la valeur ajoutée) plus les impôts sur les produits (comme la TVA) moins les subventions sur les produits.
- Soit comme les revenus obtenus à partir de la production, c'est-à-dire la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent d'exploitation des entreprises et des administrations publiques, du revenu mixte des entreprises non constituées en société et des impôts nets sur la production et les importations (TVA, impôts sur les salaires, droits de douane, etc., moins les subventions).
- Ou encore comme les dépenses en biens et services finaux moins les importations : dépenses de consommation finale, formation brute de capital et exportations moins importations.

Comparabilité

La comparabilité est bonne mais pour certains pays, il existe encore quelques différences qui peuvent avoir un impact sur les comparaisons du PIB : c'est le cas par exemple de la production pour compte propre de logiciels ou des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

La mesure de l'économie non observée (ENO, également appelée économie informelle, grise ou économie de l'ombre) peut également avoir un impact sur la comparabilité des données, bien que pour les pays de l'OCDE, ce type d'activité soit considéré dans la plupart des cas comme peu significatif. (Voir également le « Guide du lecteur » pour les informations relatives aux PPA.)

Pour certains pays, les années les plus récentes ont été estimées par le Secrétariat. Les données historiques de certains pays ont également été estimées lorsque ces pays ont révisé leur méthodologie et ont fourni des données conformes aux nouvelles définitions pour quelques années seulement. La procédure d'estimation consiste simplement à lier les anciennes et les nouvelles séries en conservant les taux de croissance.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/335303788330>.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- Lequiller, F. et al. (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/334811030426>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264275355-fr>.

Tableau 1.1. **Produit intérieur brut, PPA courantes**

Milliards de dollars USD

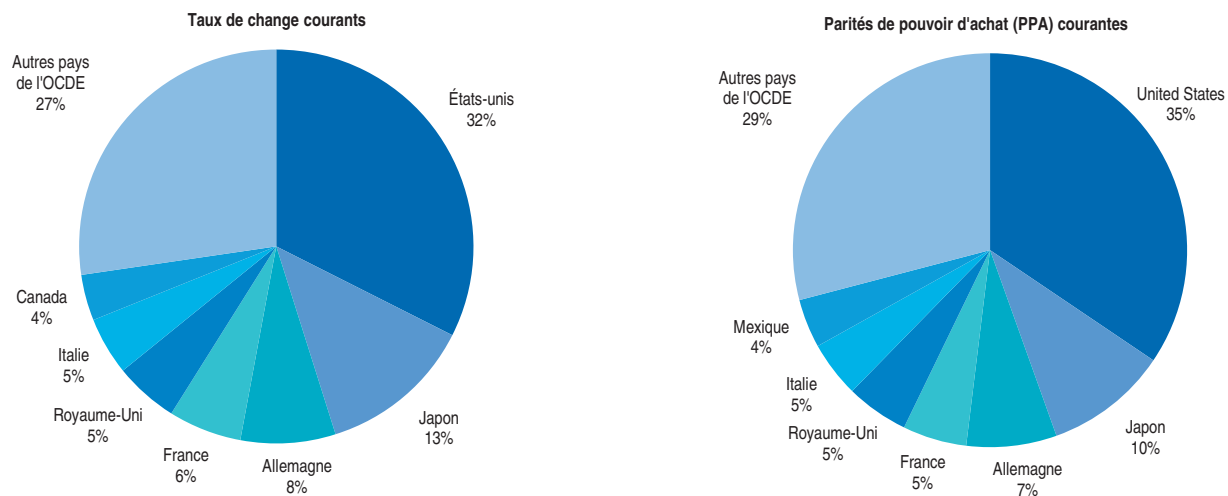
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1 984	2 052	2 118	2 199	2 264	2 340	2 449	2 566	2 764	2 925	3 048	2 952	3 084	3 232
Australie	478	510	539	568	599	638	674	717	768	824	847	883	916	956 e
Autriche	209	217	232	233	246	254	268	277	302	316	332	326	336	355
Belgique	249	259	283	293	310	314	325	337	361	379	397	396	412	427
Canada	770	825	874	910	938	989	1 049	1 132	1 201	1 263	1 299	1 276	1 333	1 396 e
Chili	137 e	138 e	147 e	156 e	162 e	172	189	206	226	243	257	257	276	299
Corée	647	727	808	860	936	966	1 039	1 097	1 173	1 268	1 306	1 324	1 423	1 506
Danemark	139	143	154	158	165	164	174	180	196	206	219	211	224	229
Espagne	751	792	858	919	994	1 040	1 108	1 189	1 340	1 446	1 511	1 477	1 466	1 485
Estonie	12	12	14	15	16	18	20	22	26	29	30	26	27	29
États-Unis	8 741	9 301	9 899	10 234	10 590	11 089	11 798	12 564	13 315	13 962	14 219	13 898	14 419	14 991
Finlande	116	122	133	138	143	144	156	161	175	191	202	190	195	203
France	1 367	1 424	1 533	1 628	1 705	1 693	1 761	1 861	1 992	2 114	2 191	2 171	2 221	2 290
Grèce	177 e	184 e	199 e	216 e	235 e	248 e	264 e	270	298	311	333	331	314	295
Hongrie	109	113	121	136	149	155	164	171	184	190	205	202	204	213
Irlande	89	98	110	118	130	139	149	161	181	197	188	178	182	189
Islande	8	8	8	9	9	9	10	10	11	12	13	12	11	11
Israël ¹	125	131	147	150	154	149	160	161	169	183	187	191	202	217
Italie	1 359	1 386	1 467	1 554	1 540	1 571	1 601	1 657	1 792	1 903	1 997	1 941	1 930	2 000
Japon	3 076	3 116	3 295	3 382	3 472	3 571	3 748	3 890	4 063	4 264	4 289	4 096	4 326	4 383 e
Luxembourg	18	21	23	24	26	27	30	32	37	41	41	40	43	46
Mexique	849 e	894 e	987 e	1 009 e	1 048 e	1 109	1 186	1 294	1 439	1 531	1 627	1 541	1 645	1 745 e
Norvège	122	133	162	167	168	175	195	220	251	263	292	264	280	306
Nouvelle-Zélande	72	77	81	86	90	95	100	105	113	121	124	127	130 e	134 e
Pays-Bas	400	426	468	494	516	514	540	573	622	667	706	682	701	715
Pologne	363	383	404	419	442	458	497	526	575	639	687	722	760	814
Portugal	159	170	182	190	199	203	209	225	243	257	265	265	271	270
République slovaque	56	56	59	65	70	73	79	87	99	113	125	122	127	131
République tchèque	148	152	160	172	179	191	205	218	239	263	270	270	267	277
Royaume-Uni	1 369	1 424	1 534	1 627	1 703	1 773	1 897	1 985	2 128	2 189	2 214	2 143	2 226	2 236
Slovénie	31	33	35	37	39	41	44	47	51	55	59	56	55	57
Suède	216	230	248	251	261	273	292	295	324	352	365	347	370	392
Suisse	215	219	234	241	252	254	265	275	306	338	367	362	379	403
Turquie	536	518	589	561	572	588	688	781	895	976	1 068	1 038	1 137	1 292
Zone euro	6 996	7 270	7 717	8 146	8 457	8 644	9 031	9 506	10 313	10 976	11 420	11 190	11 404	11 764
OCDE-Total	25 098 e	26 295 e	28 107 e	29 219 e	30 324 e	31 436 e	33 335 e	35 293	37 859	40 030	41 279	40 320	41 895 e	43 525 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769284>

Graphique 1.1. **Produit intérieur brut : Taux de change courants et PPA courantes**

Les sept plus grandes économies de l'OCDE. En pourcentage du total OCDE, 2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768581>

2. Croissance du PIB

Les variations de la taille d'une économie sont généralement mesurées par les variations des niveaux du PIB en volume (ou du PIB en termes réels). Le terme « réel » signifie que les variations du PIB dues à l'inflation ont été enlevées. Le résultat est une mesure de la variation de la production en volume pour l'ensemble de l'économie.

Définition

Pour convertir les valeurs nominales du PIB en valeurs réelles il faut disposer d'indices de prix détaillés, qu'ils soient implicites ou obtenus par enquête. Lorsque les indices sont appliqués aux valeurs nominales, on obtient les variations en volume correspondantes. Les variations en volume pour tous les biens et services – la plupart des pays utilisent plusieurs centaines de séries – sont ensuite agrégées afin d'obtenir une variation globale du PIB en volume. Dans le passé, la plupart des pays utilisaient une pondération fixe pour effectuer cette agrégation et l'année de base pour laquelle les poids avaient été calculés n'était révisée que tous les 5 ou 10 ans. Il est important de noter que les taux de croissance ne sont pas indifférents au choix de l'année de base. Les mesures de la croissance pouvaient être biaisées pour les années éloignées de l'année de base.

C'est pour cette raison que le *Système de comptabilité nationale de 1993* recommande désormais que les poids soient représentatifs de toutes les périodes pour lesquelles on calcule un taux de croissance. Cela signifie concrètement que les pondérations doivent être redéfinies chaque année, et qu'on obtient au final des indices de volume « chaînés » (voir la section « Comparabilité » ci-dessous).

Comparabilité

Comme mentionné dans la section 1, la comparabilité entre pays du PIB en valeurs nominales est bonne. Il existe quelques

différences dans les méthodes utilisées pour calculer les estimations en volume du PIB, en particulier pour ce qui concerne la consommation des administrations publiques, mais cela n'a pas pour conséquence de rendre les taux de croissance moins comparables.

Exception faite du Mexique, tous les pays de l'OCDE calculent leur estimation annuelle du PIB réel en utilisant des indices de volume en chaîne (en d'autres termes, les poids sont révisés tous les ans). Le Mexique, comme de nombreux pays non membres de l'OCDE, révisent les pondérations moins fréquemment. Cette méthode a tendance à biaiser les taux de croissance (généralement les chiffres sont surestimés).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.


Pour en savoir plus

- Ahmad, N. et al. (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OCDE Area: The Role of Measurement*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/838342850485>.
- Eurostat (2001), *Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux*, Eurostat, Luxembourg.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.

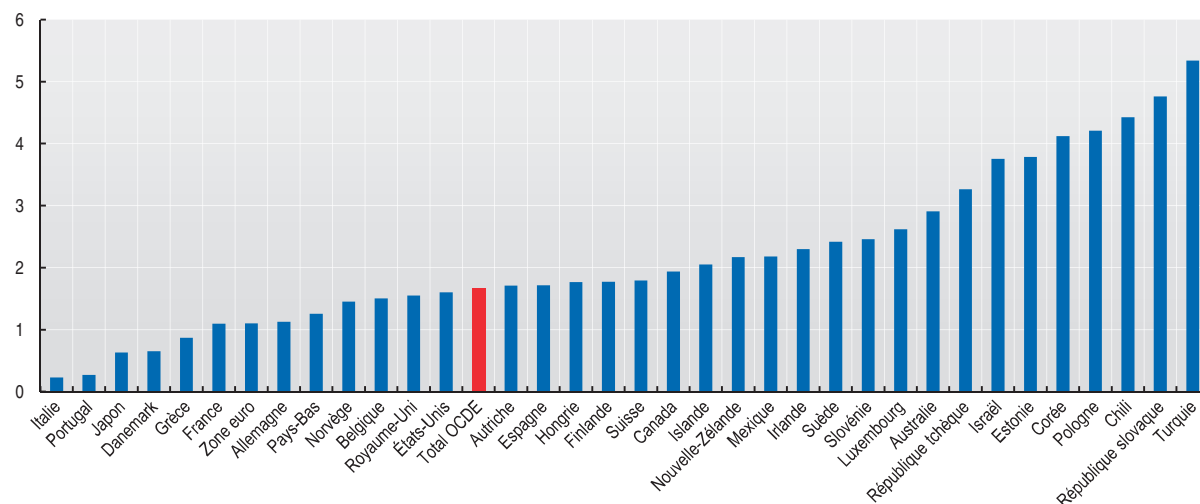
Tableau 2.1. **Produit intérieur brut, volume**
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.9	1.9	3.1	1.5	0.0	-0.4	1.2	0.7	3.7	3.3	1.1	-5.1	4.2	3.0
Australie	5.0	3.8	1.9	3.9	3.2	4.1	3.2	3.0	3.8	3.8	1.4	2.3	2.1	2.3 e
Autriche	3.8	3.5	3.7	0.9	1.7	0.9	2.6	2.4	3.7	3.7	1.4	-3.8	2.1	2.7
Belgique	1.9	3.5	3.7	0.8	1.4	0.8	3.3	1.8	2.7	2.9	1.0	-2.8	2.4	1.8
Canada	4.1	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.0	2.8	2.2	0.7	-2.8	3.2	2.4 e
Chili	3.3 e	-0.7 e	4.5 e	3.3 e	2.2 e	4.0 e	7.0	6.2	5.7	5.2	3.3	-1.0	6.1	6.0
Corée	-5.7	10.7	8.8	4.0	7.2	2.8	4.6	4.0	5.2	5.1	2.3	0.3	6.3	3.6
Danemark	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.4	1.6	-0.8	-5.7	1.6	1.1
Espagne	4.5	4.7	5.0	3.7	2.7	3.1	3.3	3.6	4.1	3.5	0.9	-3.7	-0.3	0.4
Estonie	6.8	-0.3	9.7	6.3	6.6	7.8	6.3	8.9	10.1	7.5	-4.2	-14.1	3.3	8.3
États-Unis	4.4	4.9	4.2	1.1	1.8	2.6	3.5	3.1	2.7	1.9	-0.4	-3.1	2.4	1.8
Finlande	5.0	3.9	5.3	2.3	1.8	2.0	4.1	2.9	4.4	5.3	0.3	-8.5	3.3	2.7
France	3.4	3.3	3.7	1.8	0.9	0.9	2.5	1.8	2.5	2.3	-0.1	-3.1	1.7	1.7
Grèce	3.4 e	3.4 e	4.5 e	4.2 e	3.4 e	5.9 e	4.4 e	2.3 e	5.5	3.5	-0.2	-3.1	-4.9	-7.1
Hongrie	4.1	3.2	4.2	3.7	4.5	3.9	4.8	4.0	3.9	0.1	0.9	-6.8	1.3	1.6
Irlande	8.8	11.1	10.7	5.3	5.6	3.9	4.4	5.9	5.4	5.4	-2.1	-5.5	-0.8	1.4
Islande	6.3	4.1	4.3	3.9	0.1	2.4	7.8	7.2	4.7	6.0	1.2	-6.6	-4.0	2.6
Israël ¹	4.2	3.3	8.7	-0.2	-0.1	1.5	4.9	4.9	5.8	5.9	4.1	1.1	5.0	4.6
Italie	1.4	1.5	3.7	1.9	0.5	0.0	1.7	0.9	2.2	1.7	-1.2	-5.5	1.8	0.4
Japon	-2.0	-0.2	2.3	0.4	0.3	1.7	2.4	1.3	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.4	-0.8 e
Luxembourg	6.5	8.4	8.4	2.5	4.1	1.7	4.4	5.3	4.9	6.6	-0.7	-4.1	2.9	1.7
Mexique	5.0 e	3.8 e	6.6 e	0.0 e	0.8 e	1.4 e	4.1	3.3	5.1	3.4	1.2	-6.3	5.6	3.9 e
Norvège	2.7	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	4.0	2.6	2.5	2.7	0.0	-1.7	0.7	1.4
Nouvelle-Zélande	1.2	5.2	2.5	3.5	4.9	3.9	3.6	3.2	2.2	2.9	-1.1	0.8	0.9 e	0.5 e
Pays-Bas	3.9	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.9	1.8	-3.7	1.6	1.0
Pologne	5.0	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.1	1.6	3.9	4.3
Portugal	5.1	4.1	3.9	2.0	0.8	-0.9	1.6	0.8	1.4	2.4	0.0	-2.9	1.4	-1.7
République slovaque	4.4	0.0	1.4	3.5	4.6	4.8	5.1	6.7	8.3	10.5	5.8	-4.9	4.4	3.2
République tchèque	-0.2	1.7	4.2	3.1	2.1	3.8	4.7	6.8	7.0	5.7	3.1	-4.5	2.5	1.9
Royaume-Uni	3.5	3.2	4.2	2.9	2.4	3.8	2.9	2.8	2.6	3.6	-1.0	-4.0	1.8	0.8
Slovénie	3.5	5.3	4.3	2.9	3.8	2.9	4.4	4.0	5.8	7.0	3.4	-7.8	1.2	0.6
Suède	4.2	4.7	4.5	1.3	2.5	2.3	4.2	3.2	4.3	3.3	-0.6	-5.0	6.6	3.9
Suisse	2.7	1.4	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.9
Turquie	3.1 e	-3.4	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.7	-4.8	9.2	8.5
Zone euro	2.8	2.9	3.8	2.0	0.9	0.7	2.2	1.7	3.2	3.0	0.4	-4.4	2.0	1.4
OCDE-TOTAL	2.7 e	3.4 e	4.1 e	1.4 e	1.7 e	2.1 e	3.2 e	2.7	3.2	2.8	0.2	-3.6	3.0 e	1.8 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769303>

Graphique 2.1. **Produit intérieur brut, volume**
Taux de croissance annuel moyen, 2001-2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768600>

3. PIB par tête

Le produit intérieur brut (PIB) par tête est un indicateur essentiel de la performance économique et il est souvent utilisé pour mesurer le niveau de vie ou le bien-être économique, bien qu'il ne soit pas toujours adapté.

Par exemple le PIB par tête moyen ne donne aucune information sur la distribution du PIB par citoyen. Le PIB par tête moyen peut augmenter et en même temps, si les inégalités de revenus augmentent, la situation d'un nombre croissant d'individus peut se détériorer.

De la même façon, dans certains pays (voir la section « Comparabilité » ci-dessous), on peut avoir un nombre important de travailleurs frontaliers ou saisonniers, on peut aussi avoir des entrées et des sorties de revenus liés à la propriété et dans les deux cas, les deux phénomènes vont entraîner une divergence entre la valeur de la production et celle des revenus des résidents. Le niveau de vie sera alors surestimé ou sous-estimé.

Une analyse détaillée de ces questions se trouve dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (voir la partie « Pour en savoir plus »).

Définition

La définition du PIB est donnée dans la section 1 et les estimations de la population sont décrites dans le « Guide du lecteur ».

Une attention particulière portée au PIB par tête est également très utile pour analyser les différents moteurs de la croissance du PIB. Par exemple, le PIB réel peut être amené à augmenter sans que le PIB par tête en valeur réelle ne s'améliore. Dans ce contexte, il peut être utile de décomposer le taux de croissance par tête en deux composantes : la croissance de la productivité du travail (mesurée comme le PIB divisé par les heures travaillées) et le taux de croissance de l'utilisation du travail (heures travaillées divisées par la population).

Comparabilité

La comparabilité de la population et du PIB entre les pays est excellente (voir la section 1). Cependant, il faut faire attention dans l'interprétation des données, par exemple pour le Luxembourg et dans une moindre mesure pour la Suisse qui comptent un nombre important de travailleurs frontaliers. Ces travailleurs contribuent au PIB mais ne sont pas compris dans les chiffres de la population. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est souvent préférable d'utiliser le revenu par tête qui est calculé à partir du revenu national net ou brut (RNN ou RNB). Voir le second chapitre sur les revenus pour plus d'informations. (Se reporter également au « Guide du lecteur » pour les informations relatives aux comparaisons utilisant les PPA.)

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264275355-fr>.
- Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (rapport de Stiglitz-Sen-Fitoussi), www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm.

Tableau 3.1. **Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100**

PPA courantes

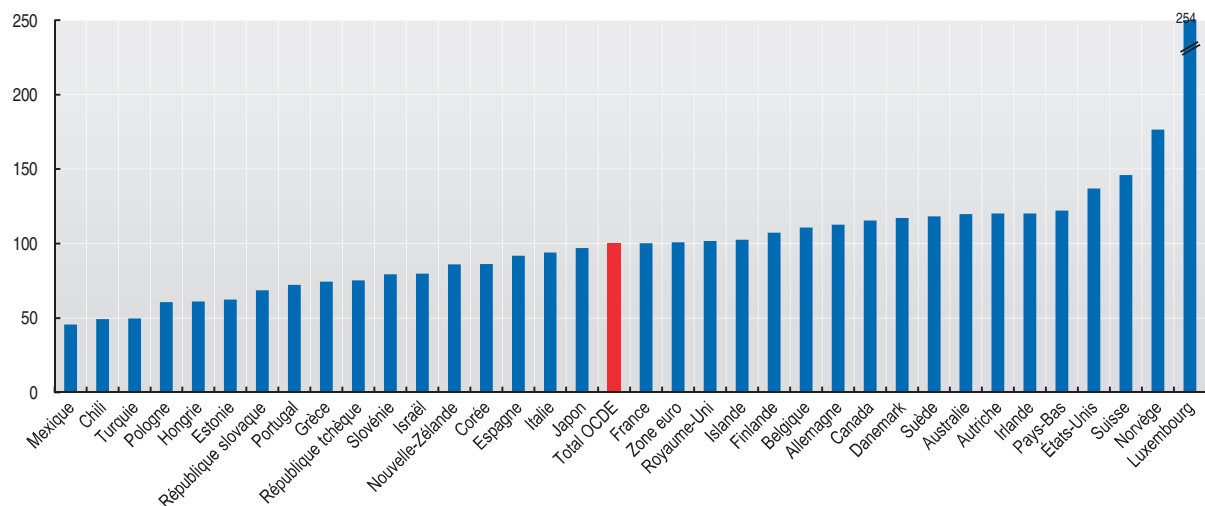
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	109	109	106	106	106	106	105	105	106	107	109	110	111	113
Australie	115	117	115	115	117	119	118	118	117	117	115	121	120	120 e
Autriche	119	118	118	115	117	117	117	114	116	115	117	119	118	120
Belgique	110	110	113	113	116	113	111	109	109	108	109	112	112	111
Canada	116	118	117	116	115	117	117	119	117	116	115	115	115	115 e
Chili	41 e	40 e	39 e	40 e	40 e	40	42	43	44	44	45	46	48	49
Corée	63	68	70	72	76	76	77	77	77	79	79	82	85	86
Danemark	118	117	118	117	119	114	115	112	114	114	118	116	119	117
Espagne	85	86	87	90	93	93	92	93	96	97	98	98	94	92
Estonie	38	38	40	42	46	50	52	56	61	65	65	60	60	62
États-Unis	143	145	144	142	142	143	143	143	141	140	138	137	137	137
Finlande	102	103	105	105	106	103	106	104	105	109	112	108	107	107
France	103	103	103	106	107	102	100	100	100	100	101	102	101	100
Grèce	74 e	73 e	75 e	78 e	82 e	84 e	85 e	82	85	84	87	89	82	74
Hongrie	48	48	49	53	57	57	58	57	58	57	60	61	60	61
Irlande	109	113	118	122	128	130	130	131	134	136	125	121	120	120
Islande	126	124	118	121	120	115	120	118	114	112	116	112	105	103
Israël ¹	94	93	96	92	90	83	83	78	76	77	75	77	78	80 e
Italie	108	106	106	108	104	102	98	96	96	97	98	98	94	94
Japon	110	107	106	105	105	105	104	103	101	101	99	98	99	97 e
Luxembourg	195	213	220	214	221	227	231	231	249	255	249	243	251	254
Mexique	40 e	40 e	41 e	40 e	40 e	41	41	42	44	44	45	44	45	46 e
Norvège	124	130	148	147	143	143	151	161	171	169	181	166	169	176
Nouvelle-Zélande	86	88	86	87	88	88	87	85	86	86	86	89	87 e	86 e
Pays-Bas	115	117	121	122	123	119	118	119	121	123	127	125	124	122
Pologne	43	43	43	43	45	45	46	47	48	51	53	58	59	61 e
Portugal	71	73	73	73	74	73	71	72	73	73	74	76	75	72
République slovaque	47	45	45	48	50	51	52	55	58	63	68	69	69	69
République tchèque	65	64	64	67	68	70	71	72	74	77	76	78	75	75
Royaume-Uni	106	106	107	109	111	111	113	111	111	108	106	105	105	102
Slovénie	71	73	72	73	76	77	79	79	81	82	86	83	80	79
Suède	110	113	115	112	113	114	115	111	113	116	117	113	116	118
Suisse	137	133	133	131	132	128	126	124	129	134	140	141	143	146
Turquie	39	36	38	34	33	33	36	39	41	42	44	44	46	50
Zone euro	101	101	100	102	103	101	100	99	100	101	102	103	101	101
OCDE-Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769322>

Graphique 3.1. **Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100**

PPA courantes, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768619>



REVENUS

4. Revenu national
5. Mesures réelles des revenus
6. Revenu disponible
7. Épargne
8. Taux d'épargne des ménages
9. Capacité/besoin de financement

4. Revenu national

Le produit intérieur brut (PIB) par tête est l'indicateur le plus souvent utilisé pour comparer les niveaux de revenu. Mais de nombreux analystes préfèrent utiliser deux autres mesures qui lui sont, en théorie, supérieures. Il s'agit du revenu national net (RNN) et du revenu national brut (RNB) par tête.

Définition

Le RNB est défini comme le PIB plus les salaires et rémunérations nets reçus de l'étranger, plus les revenus nets de la propriété provenant de l'étranger plus les impôts et subventions nets reçus de l'étranger. Le RNN est égal au RNB net de l'amortissement.

Les salaires et rémunérations provenant de l'étranger sont perçus par des personnes qui vivent et consomment principalement sur le territoire économique mais qui travaillent à l'étranger. (Ce phénomène est assez courant dans les régions frontalières.) Les salaires et rémunérations provenant de l'étranger peuvent également être perçus par des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger pour une période courte (comme les travailleurs saisonniers) mais dont le centre d'intérêt économique reste dans le pays d'origine. Les travailleurs expatriés et les travailleurs émigrés qui travaillent à l'étranger pour 12 mois ou plus sont considérés comme faisant partie de la population résidente du pays où ils travaillent. Parfois ces personnes envoient une partie de leurs revenus à des proches dans leur pays d'origine, mais ces transferts de fonds sont considérés comme des transferts entre des ménages résidents et des ménages non-résidents et sont enregistrés dans le revenu disponible national (voir la section 6) et non dans le revenu national.

Les revenus de la propriété provenant de l'étranger comprennent les intérêts, les dividendes et tout ou partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères appartenant à des résidents. Dans la plupart des pays, la plus grande partie de la différence entre PIB et RNB s'explique par les revenus nets de la propriété reçus de l'étranger.

Il est important de noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères appartenant à des résidents peuvent dans certains cas ne pas revenir aux résidents concernés. Dans certains pays il existe des restrictions au rapatriement des profits. Les bénéfices non distribués correspondent à des valeurs imputées et dans la mesure où il n'y a pas de transac-

tion réelle il est nécessaire d'imputer un flux de sortie du même montant. Le flux de sortie imputé est considéré comme une transaction financière (un réinvestissement des bénéfices à l'étranger) et non comme un flux de sortie lié aux revenus de la propriété.

Les pays qui effectuent de nombreux investissements directs à l'étranger vont donc dans certains cas apparaître comme des pays bénéficiant de revenus de la propriété importants et donc d'un RNB élevé. Cependant, dans les faits, une grande partie des revenus de la propriété ne vont pas revenir vers le pays d'origine et vont plutôt contribuer à l'investissement direct étranger.

Comparabilité

La comparabilité est bonne mais il existe de nombreuses difficultés pratiques pour mesurer les flux internationaux de salaires et de rémunérations, les flux des revenus de la propriété ainsi que l'amortissement. C'est pour cette raison que le PIB par tête est le plus souvent utilisé comme indicateur des revenus ou du bien-être, bien que dans ce contexte il soit théoriquement inférieur au RNN ou RNB.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- OCDE (2009), *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264079205-en>.

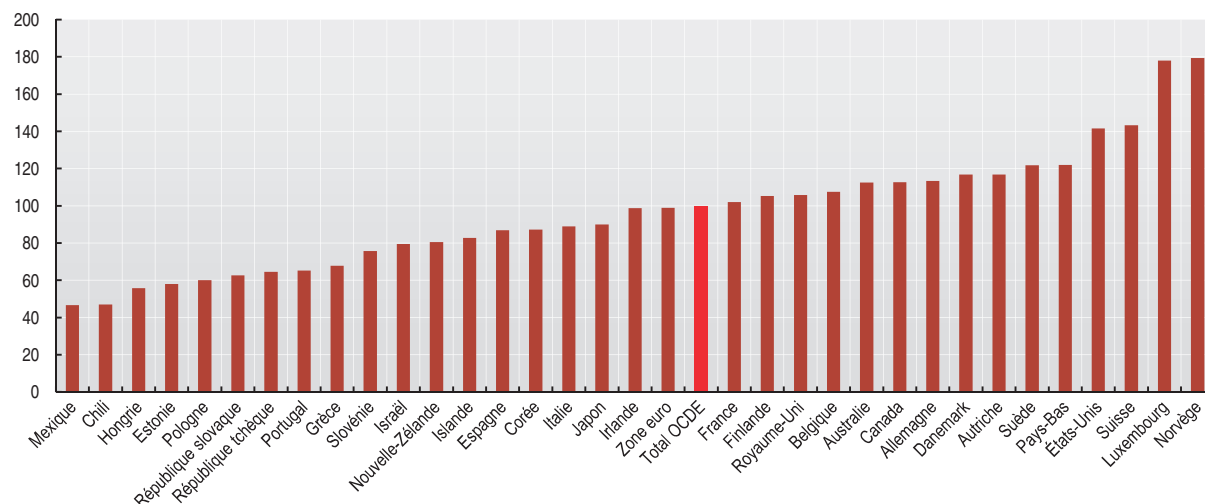
Tableau 4.1. **Revenu national net par tête, OCDE = 100**

PPA courantes

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	106	106	102	103	103	104	105	104	107	108	109	111	112	113
Australie	107	109	107	109	110	113	110	109	107	108	107	114	112	112 e
Autriche	114	113	113	110	113	113	112	109	111	111	115	115	115	117
Belgique	110	110	114	113	116	113	109	106	105	105	107	107	110	108
Canada	111	113	114	113	112	114	114	116	115	115	114	113	112	113 e
Chili	41 e	39 e	38 e	39 e	38 e	38 e	38 e	39 e	38 e	39 e	42 e	44 e	45 e	47 e
Corée	61	66	69	72	76	76	77	77	76	79	80	83	86	87
Danemark	113	112	111	111	113	109	111	110	113	112	115	114	118	117
Espagne	85	85	87	89	92	92	90	90	93	93	93	94	90	87
Estonie	38	38	39	41	45	48	50	54	57	61	62	57	55	58
États-Unis	148	150	149	148	146	147	147	148	146	143	141	140	141	142
Finlande	97	98	101	103	104	100	104	101	103	107	110	107	106	105
France	106	106	107	109	109	105	103	102	101	103	103	105	103	102
Grèce	77 e	76 e	77 e	81 e	85 e	85 e	85 e	81	83	82	85	87	77	68
Hongrie	42	42	43	48	52	53	53	53	53	52	55	57	55	56
Irlande	99	99	104	105	108	114	114	114	119	120	110	103	102	99
Islande	125	123	116	118	122	115	116	115	106	106	86	83	80	83
Israël ¹	92	89	90	89	87	79	80	77	75	77	75	77	78	80 e
Italie	105	104	103	106	102	100	95	93	93	94	94	95	90	89
Japon	103 e	101 e	99 e	98	98	98	97	97	95	96	93	91	92	90 e
Luxembourg	176	189	187	186	182	174	201	198	185	205	193	150	163	178
Mexique	41 e	41 e	42 e	41 e	42 e	42	42	43	45	45	47	45	46	47 e
Norvège	119	126	145	147	142	144	151	163	172	169	182	167	170	179
Nouvelle-Zélande	80	81	79	82	83	83	81	78	78	78	78	84	82 e	81 e
Pays-Bas	112	117	121	121	123	118	119	117	122	124	122	121	120	122
Pologne	42	43	43	43	44	44	45	46	46	49	53	58	58	60 e
Portugal	69	70	69	69	70	69	67	68	67	67	67	69	68	65
République slovaque	43	41	41	44	46	44	46	49	52	58	64	64	64	63
République tchèque	59	58	57	59	60	62	63	64	65	67	69	68	64	64
Royaume-Uni	109	107	108	112	115	116	117	116	114	113	113	111	109	106
Slovénie	68	70	69	70	73	75	76	76	77	79	82	79	76	76
Suède	110	113	114	111	113	117	116	112	115	121	122	117	119	122
Suisse	137	135	135	129	129	131	128	129	133	128	123	138	146	143
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	100	100	99	101	101	100	99	98	99	100	100	102	100	99
OCDE-Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769341>Graphique 4.1. **Revenu national net par tête, OCDE = 100**

PPA courantes, 2011

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768638>

5. Mesures réelles des revenus

Comme indiqué dans les sections précédentes, les mesures des revenus tels que le revenu national ou le revenu disponible sont généralement, en théorie, préférées au PIB lorsqu'il s'agit d'analyser le bien-être, en termes nominaux comme en termes réels. Il existe toutefois certaines spécificités liées au calcul et aux interprétations connexes du revenu réel, par opposition au PIB réel, qui méritent d'être mentionnées.

Définition

Alors que le PIB peut être mesuré de manière relativement simple en volume, parce que l'on dispose, au moins en principe, de données relatives aux prix et aux quantités pour tous les flux qui le composent (grâce à l'approche par les dépenses ou par la production), ce n'est pas le cas des composantes supplémentaires du revenu qui traduisent la différence entre le revenu national et le PIB, qu'il est impossible de décomposer en termes de prix et de quantités. Ces flux peuvent être mesurés en valeurs « réelles » grâce à l'utilisation d'un indice des prix approprié qui mesure leur réel pouvoir d'achat en liaison avec un panier choisi de biens et de services. Cependant, le passage du PIB réel au revenu national brut ne tient pas simplement au choix d'un indice des prix approprié permettant de corriger les composantes supplémentaires du revenu. Un autre ajustement prenant en compte l'évolution des termes de l'échange est nécessaire ; ceci ne vaut que pour les mesures exprimées en valeurs réelles.

Le revenu intérieur brut exprimé en prix courants est, contrairement au revenu national brut, exactement égal au PIB. Si les prix des exportations d'un pays augmentent plus rapidement (ou diminuent plus lentement) que les prix de ses importations, il faudra moins d'exportations pour payer un volume donné d'importations. Ainsi, une amélioration des termes de l'échange permet à des résidents d'acheter un volume plus important de biens et de services à l'aide des revenus générés par un niveau donné de production intérieure. Une telle amélioration (ou au contraire une dégradation, par exemple si les prix des importations augmentent plus rapidement que ceux des exportations), qui est incluse dans la rubrique *gains et pertes d'échange résultant de modifications des termes de l'échange*, reflète la différence entre le revenu intérieur brut et le PIB réel. Il s'ensuit qu'elle forme aussi une partie de la différence entre le PIB réel et le revenu national réel (revenu national brut et revenu national net) et le revenu disponible (et disponible ajusté).

Ces gains ou pertes d'échange sont égaux à la balance commerciale courante ajustée à l'aide d'un indice des prix unique, moins les exportations réelles, plus les importations réelles (les estimations des exportations réelles et des importa-

tions réelles étant conformes à celles utilisées pour le calcul du PIB réel). De cette façon, le revenu intérieur brut est égal à la consommation finale (ménages, ISBLSM et consommation finale des administrations publiques) plus la formation brute réelle de capital plus la balance commerciale « réelle ».

Comparabilité

La comparabilité des mesures en prix courants du revenu est décrite dans les parties précédentes. Le choix d'un indice des prix unique pour ajuster la balance commerciale courante varie d'un pays à l'autre. Le SCN recommande que le choix de l'indice des prix soit laissé aux autorités statistiques qui se décideront en fonction des circonstances nationales. Trois approches sont couramment utilisées. La première consiste à utiliser soit l'indice global des prix des importations, soit l'indice global des prix des exportations. La deuxième consiste à utiliser une moyenne pondérée des indices globaux des prix des importations et des exportations. Enfin, la troisième méthode, retenue par de nombreux pays pour des raisons de simplicité, consiste à utiliser un indice général des prix (généralement, il s'agit du déflateur implicite des dépenses intérieures finales brutes). L'avantage de cette troisième méthode est que les composantes du revenu qui reflètent la différence entre le revenu national brut (autres mesures du revenu) et le PIB peuvent également être ajustées utilement grâce à ce même indice général des prix (et le sont d'ailleurs généralement).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus


- Eurostat (2001), *Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux*, Eurostat, Luxembourg.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

5. Mesures réelles des revenus

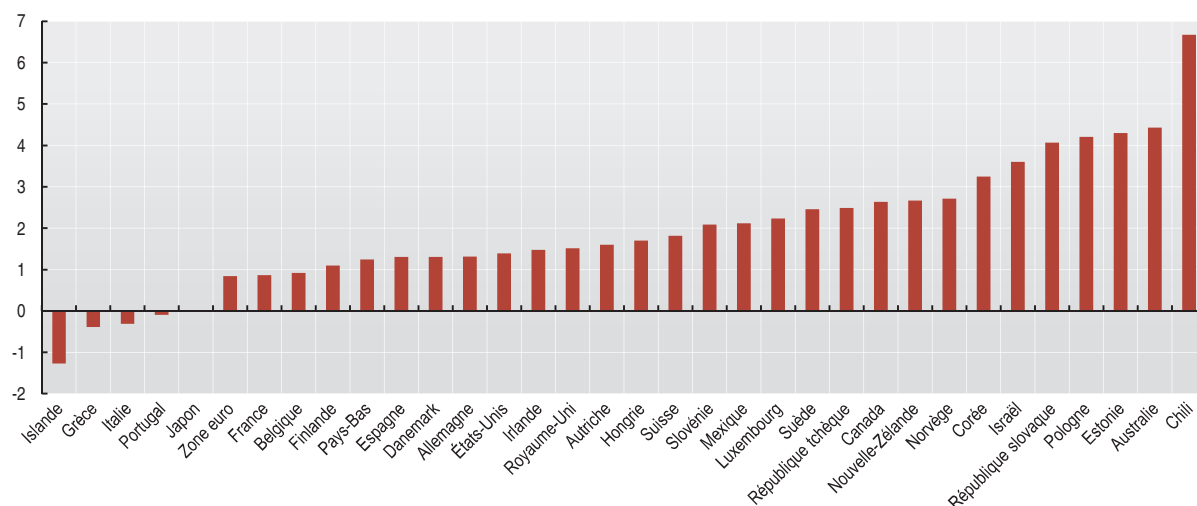
Tableau 5.1. **Indice du revenu national réel net**

Année 2005 = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	91	93	94	96	96	97	100	100	105	108	107	103	107	109
Australie	75	79	80	84	87	92	96	100	104	110	114	115	122	129 e
Autriche	87	89	92	92	95	96	98	100	104	107	108	103	106	108
Belgique	90	93	95	95	97	97	99	100	102	105	104	100	105	104
Canada	74	78	85	85	87	91	96	100	104	107	110	101	106	110 e
Chili	71 e	71 e	74 e	76 e	78 e	81 e	91 e	100	111 e	119 e	119 e	120 e	135 e	145 e
Corée	71	77	83	86	93	95	98	100	104	109	108	109	116	118
Danemark	84	86	88	89	90	91	95	100	104	104	104	96	101	102
Espagne	78	81	85	88	91	94	97	100	104	106	106	103	102	100
Estonie	61	61	66	70	76	83	90	100	110	120	115	98	98	107
États-Unis	82	86	90	90	91	93	97	100	103	103	102	98	102	104
Finlande	82	86	90	93	95	94	99	100	104	108	107	98	102	103
France	87	91	93	95	95	96	98	100	102	105	104	101	102	103
Grèce	79 e	81 e	83 e	87 e	91 e	95 e	99 e	100	104	107	106	102	94	84
Hongrie	73	75	78	82	88	93	97	100	102	101	102	96	97	97
Irlande	68	73	80	82	85	91	94	100	107	111	106	97	99	95
Islande	92	91	92	96	100	96	92	100	101	108	82	73	75	82
Israël ¹	82	83	88	90	89	89	93	100	107	113	114	117	123	128
Italie	92	94	95	97	98	98	100	100	102	103	99	95	96	94
Japon	94 e	94 e	95 e	95	95	97	99	100	101	103	99	93	96	95 e
Luxembourg	71	78	80	81	80	80	95	100	96	111	104	78	90	101
Mexique	78 e	83 e	90 e	90 e	92 e	92	96	100	106	110	111	101	107	111 e
Norvège	66	71	83	84	82	84	91	100	107	108	114	101	106	110
Nouvelle-Zélande	76	78	81	85	89	95	98	100	101	106	104	106	109 e	111 e
Pays-Bas	84	90	95	96	96	96	100	100	106	109	106	100	103	108
Pologne	80	83	86	87	88	90	95	100	106	113	121	123	128	131 e
Portugal	91	95	96	97	99	99	100	100	100	102	100	98	100	96
République slovaque	79	78	80	83	87	86	92	100	108	120	127	119	123	124
République tchèque	80	80	81	84	87	90	94	100	105	109	114	106	106	107
Royaume-Uni	78	80	83	87	91	95	98	100	101	106	106	99	100	101
Slovénie	76	81	82	86	90	94	97	100	106	113	115	107	106	106
Suède	82	85	88	89	90	94	97	100	105	110	110	102	109	113
Suisse	86	88	91	88	88	93	95	100	103	98	91	101	108	106
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	88	90	93	94	95	96	99	100	103	106	105	100	102	103
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769360>Graphique 5.1. **Revenu national net en valeurs réelles**

Taux de croissance annuel moyen 2001-2011

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768657>

6. Revenu disponible

Le revenu disponible, en tant que notion, est plus proche de la notion de revenu telle qu'on l'entend généralement en économie que du revenu national ou du PIB. Au niveau de l'économie dans son ensemble, il diffère du revenu national au sens où des éléments de revenus supplémentaires y sont inclus, principalement des *autres transferts courants* tels que des *transferts de fonds*. Pour les pays dans lesquels ces éléments supplémentaires constituent des sources de revenus significatives, il ne fait aucun doute que le revenu disponible doit être pris en compte lors de la formulation de l'action publique. Dans les pays de l'OCDE, la différence entre le revenu national et le revenu disponible à l'échelle de l'ensemble de l'économie est généralement insignifiante. Il existe une autre différence très importante entre le revenu national et le revenu disponible : elle concerne la répartition des revenus entre les différents secteurs. À ce niveau, des différences significatives apparaissent. Pour l'essentiel, elles sont le reflet de la réaffectation du revenu national : *des entreprises et des ménages vers l'administration*, sous l'effet des impôts sur le revenu ; *des ménages à l'administration* sous l'effet des cotisations sociales ; et *de l'administration et des entreprises vers les ménages* sous l'effet des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature. C'est principalement cette réaffectation qui rapproche la notion de revenu de la notion économique. De fait, si, pour des raisons de simplicité, on ne tient pas compte des changements de valeur nette qui peuvent découler des transferts en capital ou des plus-values par exemple, le revenu disponible peut être considéré comme le montant maximal qu'une unité peut se permettre de consacrer à des biens de consommation ou des services sans avoir à réduire ses actifs financiers ou non financiers ou bien à accroître son passif.

Définition

La description donnée ci-dessus s'applique à ce que l'on qualifie de revenu disponible, qui peut être présenté brut ou net d'amortissement. Il existe toutefois une variante importante de cette notion, dite *revenu disponible ajusté*, qui est calculée en réaffectant aux ménages les « revenus » de l'administration et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) afin de tenir compte des transferts sociaux en nature. Ces transferts reflètent les dépenses que l'administration ou les ISBLSM consacrent à des biens ou services individuels, par exemple la santé ou l'éducation, pour le compte d'un ménage particulier.

Cette variante constitue un outil important de comparaison internationale entre les « revenus » des ménages dans la mesure où elle est ajustée pour tenir compte du niveau des biens et services individuels « consommés » par les ménages par le biais de l'imposition par exemple. En effet, l'ajustement permet d'imputer des dépenses de l'administration/des ISBLSM sur les ménages (*consommation effective*) et également d'imputer aux ménages les mêmes valeurs que s'il s'agissait de revenus (ce qui signifie que l'*épargne nette* n'est en rien modifiée par cette réaffectation, voir la section 7). En théorie, certains transferts sociaux en nature peuvent concerner des ménages non résidents ou des administrations/ISBLSM, mais ils sont généra-

lement insignifiants et de ce fait, le SCN recommande que, sauf indication contraire, ces flux transfrontaliers soient éliminés par compensation.

Comparabilité

La comparabilité est bonne, mais des difficultés pratiques existent lorsqu'il s'agit de mesurer les éléments supplémentaires de revenus, tels que les transferts de fonds, qui expliquent la différence entre le PIB et le revenu disponible (y compris ajusté). C'est pour cette raison que le PIB par habitant est l'indicateur le plus largement utilisé du revenu ou du bien-être, même s'il est théoriquement inférieur, dans ce contexte, aux mesures du revenu disponible.

Les deux mesures du revenu disponible comprennent les versements de cotisations aux plans de retraite et à la sécurité sociale et les pensions et prestations versées par les plans de retraite et la sécurité sociale. Le SCN préconise ce traitement car il correspond mieux à la notion individuelle de revenu et ce malgré le fait que les versements de cotisations aux plans de retraite et la perception de pensions par les retraités constituent une acquisition et une cession d'actifs financiers (voir aussi la section 7). Cependant, les pays n'incluent pas tous ces flux particuliers de prestations de retraite dans le revenu disponible, ce qui affecte la comparabilité au niveau sectoriel, marginalement il est vrai.

Le tableau 6.2 montre les taux de croissance du revenu disponible net des ménages en valeurs réelles (avec les valeurs nominales déflatées par le déflateur de la consommation finale des ménages). Le tableau 6.3 montre des taux de croissance annuels dans le revenu net ajusté disponible des ménages en valeurs réelles (avec les valeurs nominales déflatées par le déflateur de la consommation effective individuelle).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non-financiers par secteur », annuel, *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00034-fr>.
- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non-financiers par secteur », trimestriel, *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00626-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

Tableau 6.1. Revenu disponible brut ajusté des ménages par tête

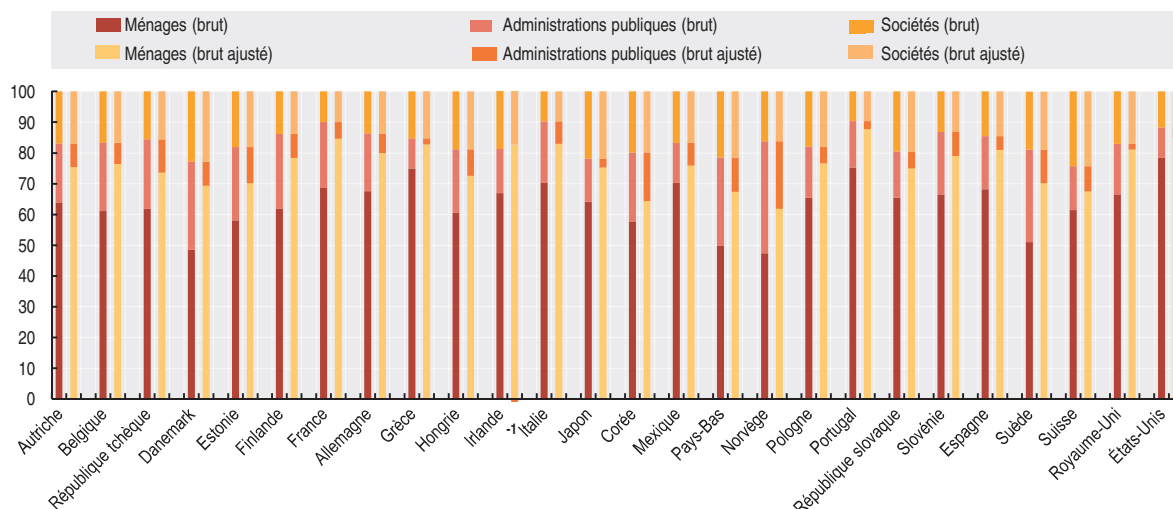
PPA courantes, dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	19 667	20 381	21 415	22 213	23 307	24 150	24 745	26 084	27 075	28 015	29 269	29 484	30 518	31 868
Australie	18 876	19 786	21 493	22 224	23 295	23 992	25 482	25 907	27 004	28 696	30 094	30 202	31 362	..
Autriche	19 372	20 270	22 165	21 981	23 505	24 196	25 169	25 704	27 403	28 250	29 264	29 333	29 813	30 609
Belgique	18 766	19 377	21 829	22 738	24 295	23 704	24 273	24 160	25 113	25 994	27 469	28 017	28 121	28 657
Canada	19 029	19 718	20 898	21 711	22 169	22 786	24 013	24 977	25 897	27 348	28 226	28 339	29 433	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9 848	10 353	11 041	..
Corée	10 939	11 321	11 741	11 978	12 654	13 278	14 220	14 749	15 454	16 255	16 860	17 136	18 084	18 592
Danemark	17 560	17 389	18 498	19 055	20 762	20 248	21 078	20 988	22 327	23 367	24 466	24 865	25 873	26 444
Espagne	..	..	16 987	18 005	19 785	19 913	20 532	21 347	22 554	23 347	24 740	24 885	24 289	23 983
Estonie	6 582	6 621	7 567	7 954	9 058	9 557	9 980	10 712	11 761	13 233	14 169	13 972	13 685	13 858
États-Unis	25 515	26 474	28 139	29 162	30 348	31 617	33 123	34 373	36 360	37 810	39 662	38 608	39 658	..
Finlande	14 547	15 421	16 840	17 417	18 933	19 360	20 705	21 114	22 333	24 258	26 087	26 654	27 493	27 924
France	18 637	19 230	21 301	22 756	24 768	23 909	24 671	25 116	26 032	27 408	28 348	28 726	29 316	29 876
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	19 553	21 027	22 821	23 682	23 549	21 859	20 303
Hongrie	8 714	9 039	9 751	10 632	11 966	12 303	12 853	13 306	13 872	13 861	14 309	14 428	14 494	15 275
Irlande	..	..	..	..	19 538	20 449	21 570	22 972	23 918	25 004	25 433	24 886	24 706	24 594
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	18 552	18 988	20 365	22 133	22 145	22 326	22 475	22 909	24 016	25 066	26 323	25 627	25 836	26 275
Japon	..	..	..	18 760	19 813	20 478	21 228	22 380	23 035	23 908	24 339	24 708	25 616	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	34 222	35 153	37 277	37 559	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	9 124	9 624	10 239	11 084	11 679	12 217	11 290	12 924	..
Norvège	18 696	19 139	20 816	21 260	23 737	25 132	26 349	27 665	27 117	29 377	30 701	31 891	32 863	34 791
Nouvelle-Zélande	14 077	15 190	15 037	15 771	15 743	16 401	17 556	17 753	18 787	..	..	..	..	..
Pays-Bas	17 609	18 386	20 477	21 947	23 523	22 427	23 059	23 468	25 096	26 706	27 445	27 294	27 442	27 510
Pologne	8 168	8 593	9 270	9 783	10 368	10 444	10 757	11 024	11 780	13 094	13 989	14 831	15 540	..
Portugal	12 107	13 136	14 475	15 067	15 816	16 062	16 542	17 685	18 264	18 905	19 772	20 067	20 713	20 663
République slovaque	8 448	8 241	8 803	9 701	10 700	10 463	10 915	11 856	12 692	14 574	16 120	16 486	17 334	17 508
République tchèque	10 496	10 871	11 732	12 673	13 361	13 885	14 521	14 999	15 857	16 903	16 645	17 602	17 738	17 868
Royaume-Uni	18 123	18 736	20 945	22 525	24 115	24 441	25 616	26 050	27 177	27 196	27 205	27 493	28 123	27 927
Slovénie	12 346	12 949	14 208	15 021	16 445	16 354	17 184	17 846	18 781	19 675	20 717	20 553	20 777	21 305
Suède	15 863	16 886	18 668	19 842	21 476	21 715	22 153	22 182	23 415	25 289	26 791	26 874	27 008	28 109
Suisse	20 737	21 176	22 645	23 494	24 758	24 069	24 923	25 272	26 643	29 021	30 495	30 537	31 813	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	18 220	19 705	20 910	22 166	22 238	22 818	23 580	24 640	25 772	26 886	26 908	27 270	27 803
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769379>

Graphique 6.1. Revenu disponible – brut et brut ajusté – par secteur

Total des secteurs = 100 %, 2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768676>


6. Revenu disponible

Tableau 6.2. **Revenu disponible net des ménages en valeurs réelles**

Taux de croissance annuel en pourcentage

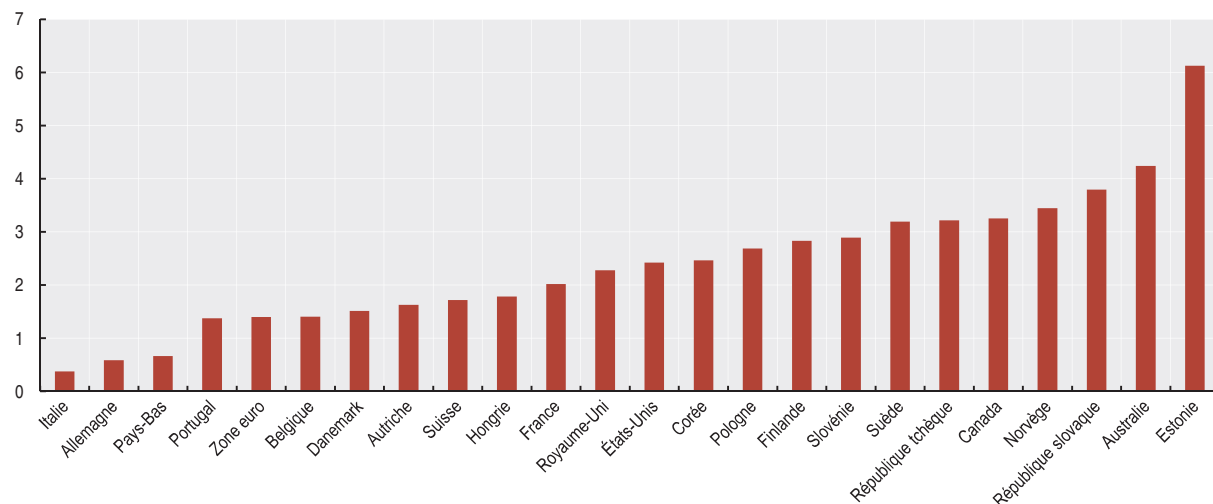
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.1	1.8	0.9	1.7	0.0	0.7	0.6	0.4	1.2	0.0	0.9	-0.5	0.9	1.2
Australie	3.0	4.3	4.6	3.0	1.9	5.0	4.9	3.5	6.2	5.1	7.4	1.1	3.7	..
Autriche	2.5	4.1	1.9	-0.5	1.5	1.8	2.6	2.8	2.7	2.6	0.7	0.3	-0.6	-0.9
Belgique	2.0	2.5	1.8	3.1	-0.2	-0.2	-0.2	0.1	2.7	2.2	2.1	2.8	-1.3	-1.1
Canada	2.8	2.9	4.8	2.8	1.8	2.1	3.8	2.5	5.7	3.8	4.2	1.1	3.5	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.4	5.9	..
Corée	-4.0	2.8	0.4	0.9	3.4	4.9	4.7	2.3	2.6	2.7	1.3	1.6	4.1	0.9
Danemark	2.7	-3.8	0.5	3.7	2.0	2.4	2.7	2.2	1.8	0.1	-0.2	0.0	3.7	1.1
Espagne	..	..	..	3.1	3.0	3.7	2.7	3.8	3.0	3.2	3.3	1.8	-5.0	-3.4
Estonie	2.5	-1.9	11.2	5.9	7.0	7.3	2.0	11.0	10.8	11.8	-0.1	-4.3	-6.4	2.5
États-Unis	6.0	3.1	4.8	2.5	3.6	2.9	3.1	1.4	4.0	2.0	2.7	-2.5	2.1	1.6
Finlande	2.4	4.5	0.6	3.2	2.2	6.0	4.8	1.0	2.7	3.6	2.4	1.9	2.5	0.0
France	3.0	2.7	3.1	3.1	3.5	0.5	2.1	1.1	2.4	3.0	0.2	1.2	0.9	0.6
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	5.1	7.3	-2.3	-0.4	-11.4	-10.7
Hongrie	3.4	1.5	1.2	5.2	6.4	5.5	4.0	3.6	1.7	-3.0	-1.8	-4.4	-2.1	2.6
Irlande	..	..	..	..	..	2.4	5.3	7.9	4.4	4.4	6.0	1.3	-2.7	-3.9
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	-1.4	1.5	0.1	3.0	1.2	0.5	0.9	0.6	0.9	1.0	-1.4	-3.0	-0.7	-0.8
Japon	..	..	..	..	1.0	0.0	1.1	0.9	0.8	0.8	-1.2	1.3	2.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.0	3.7	1.5	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	4.0	4.6	5.5	3.4	1.0	-7.7	4.1	..
Norvège	5.7	2.5	3.8	0.0	8.0	4.6	3.3	7.8	-6.4	6.3	3.9	3.9	3.5	4.2
Nouvelle-Zélande	5.4	7.8	-4.1	3.7	-0.5	8.4	5.8	2.4	2.1	..	..	..	..	..
Pays-Bas	3.5	2.1	2.2	5.6	-0.6	-2.5	0.6	-0.3	0.5	2.6	-0.3	-1.1	-0.1	-0.2
Pologne	5.5	3.5	1.7	4.1	-1.0	1.2	1.7	1.5	4.8	4.2	4.0	4.7	2.1	..
Portugal	4.6	6.6	3.6	1.6	1.0	0.3	1.7	0.7	-0.4	1.9	1.6	1.8	1.3	-4.6
République slovaque	4.7	-1.3	2.0	3.0	5.1	-0.7	3.9	6.2	3.4	9.1	5.0	1.2	3.6	-1.4
République tchèque	-2.9	2.0	2.0	2.3	3.0	4.0	1.8	5.1	5.6	3.8	2.1	2.7	1.2	-1.4
Royaume-Uni	2.6	2.5	5.0	5.4	2.6	2.9	1.0	1.4	1.2	0.6	1.3	1.6	0.8	-1.5
Slovénie	1.7	3.5	4.5	4.6	3.2	0.6	3.9	4.1	3.2	4.2	1.8	-1.1	-0.2	-0.4
Suède	1.6	2.9	5.1	6.5	3.1	0.9	1.3	1.9	3.6	5.5	2.3	2.0	1.6	3.5
Suisse	2.5	3.0	2.7	2.9	-1.3	-0.8	2.3	2.2	3.7	4.1	0.1	1.5	1.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	1.7	2.8	1.4	1.0	1.6	1.3	1.7	2.1	0.5	-0.1	-0.6	-0.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769398>

Graphique 6.2. **Revenu disponible net des ménages en valeurs réelles**

Taux de croissance annuel moyen, 2000-2010




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768695>

Tableau 6.3. Revenu disponible net ajusté des ménages en valeurs réelles

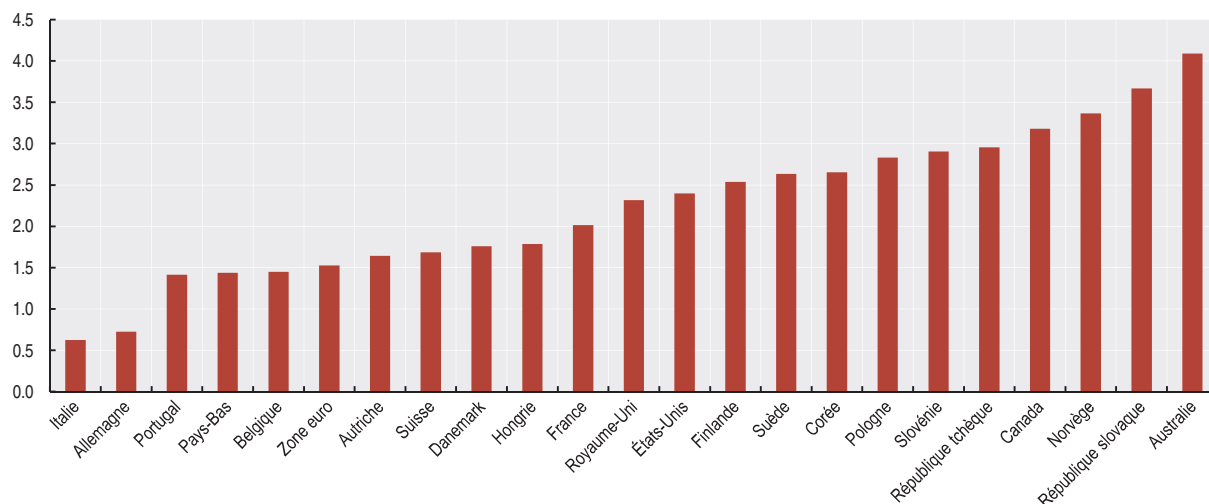
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.3	1.6	0.9	1.6	0.2	0.8	0.3	0.6	1.2	0.4	1.3	0.0	1.1	1.2
Australie	4.2	3.8	4.3	3.0	2.1	5.2	4.9	3.0	5.8	4.7	6.8	1.2	3.2	..
Autriche	2.6	3.9	1.7	-0.4	1.6	1.8	2.3	2.7	2.8	2.7	1.1	0.3	-0.4	-0.7
Belgique	2.0	2.2	2.1	2.8	-0.2	0.1	0.4	0.1	2.4	2.3	2.2	2.2	-0.8	-0.5
Canada	2.6	2.7	4.4	2.9	1.8	2.2	3.6	2.5	5.1	3.7	4.1	1.4	3.3	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	-3.7	2.9	0.5	0.7	3.7	4.9	4.8	2.5	3.0	2.7	1.6	2.1	4.2	..
Danemark	3.0	-2.0	1.0	3.3	2.3	2.1	2.6	1.8	2.1	0.7	0.8	0.8	2.9	0.3
Espagne	..	..	..	3.2	3.3	3.8	3.1	3.9	2.9	3.3	3.4	1.8	-4.4	-3.2
Estonie	1.4	-1.6	8.7	4.8	6.4	6.7	2.4	9.6	10.3	10.9	0.6	-3.5	-5.5	2.3
États-Unis	5.8	3.0	4.7	2.5	3.6	2.8	2.8	1.4	3.7	1.9	2.5	-1.8	1.7	..
Finlande	2.6	3.9	0.8	2.8	2.2	5.0	4.2	1.4	2.2	3.1	2.2	1.4	1.8	0.0
France	2.6	2.4	2.9	3.0	3.3	0.8	2.1	1.2	2.2	2.8	0.5	1.4	1.1	0.8
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	5.5	7.4	-2.4	-0.5	-10.3	-10.4
Hongrie	2.7	1.4	1.1	5.1	6.3	5.6	3.8	3.7	1.9	-4.2	-1.1	-3.7	-2.6	2.1
Irlande	..	..	..	..	..	3.1	4.9	6.8	4.5	4.9	4.8	1.5	-2.7	-4.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	-1.1	1.4	0.4	3.2	1.4	0.8	1.2	0.8	0.9	1.0	-1.0	-2.4	-0.6	-0.7
Japon	..	..	..	..	1.2	0.2	1.2	1.0	0.8	1.0	-0.8	1.4	2.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.3	3.3	2.3	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	3.6	4.5	5.3	3.4	0.9	-7.1	3.9	..
Norvège	5.5	2.6	3.6	1.2	7.1	4.3	3.1	7.0	-4.5	5.2	3.4	3.8	3.3	3.7
Nouvelle-Zélande	5.4	6.7	-3.1	3.7	0.0	7.6	5.6	2.7	2.0	..	..	..	..	..
Pays-Bas	3.4	2.0	2.3	5.2	0.2	-1.4	0.6	0.2	3.5	3.0	0.5	0.5	0.5	0.5
Pologne	4.9	3.3	1.8	3.9	-1.0	1.6	1.7	1.9	5.0	4.2	4.6	4.6	2.3	..
Portugal	4.8	6.1	3.6	1.7	0.9	0.5	1.6	1.2	-0.6	1.6	1.4	2.2	1.5	-4.6
République slovaque	4.7	-4.4	1.3	3.0	5.0	-1.0	2.6	5.7	3.9	9.9	5.5	1.3	3.4	-1.9
République tchèque	-2.7	1.7	1.4	3.2	3.6	3.9	1.6	3.5	4.4	3.3	1.8	2.9	1.1	-1.5
Royaume-Uni	2.5	2.5	4.5	5.0	2.8	2.8	1.3	1.5	1.4	0.8	1.3	1.9	0.9	-1.2
Slovénie	2.2	3.4	4.1	4.3	3.4	1.0	3.7	3.9	3.2	3.9	2.2	-0.5	0.0	-0.1
Suède	2.6	2.4	3.2	5.9	3.0	0.8	0.8	1.8	3.0	4.1	1.9	2.0	1.5	3.0
Suisse	2.3	2.8	2.4	2.7	-0.8	-0.1	1.9	2.3	3.3	3.8	-0.5	1.9	1.7	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	1.9 e	2.7 e	1.5 e	1.1 e	1.6 e	1.5 e	1.9 e	2.2 e	0.7 e	0.1 e	-0.1 e	-0.1 e
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769417>

Graphique 6.3. Revenu disponible net ajusté des ménages en valeurs réelles

Taux de croissance annuel moyen, 2000-2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768714>

7. Épargne

L'épargne a pour objectif d'accroître les ressources futures pouvant être consacrées à la consommation et de protéger contre toute évolution non prévue des revenus. L'épargne dans sa définition la plus simple est très proche de la notion d'épargne couramment utilisée par l'homme de la rue. Elle reflète le montant de revenu disponible qui reste après les dépenses de consommation finale et qui est investi, que ce soit en actifs financiers tels que des dépôts bancaires ou actions par exemple ou en actifs non financiers tels que des biens immobiliers. Elle revêt une importance capitale dans bien des domaines, que ce soit pour l'analyse de la viabilité des modes de consommation ou bien la marge de manœuvre des pouvoirs publics pour stimuler la demande ou relever les impôts. L'épargne publique constitue également un indicateur important dans un contexte budgétaire. Par exemple, la « règle d'or » selon laquelle l'épargne publique devrait être égale à zéro sur la durée d'un cycle économique est souvent retenue comme objectif budgétaire.

Définition

L'épargne représente la différence entre le revenu disponible et les dépenses de consommation finale plus la variation des droits des ménages sur les fonds de pension (dans la mesure où cette composante constitue également un déterminant du revenu disponible des ménages mais avec un signe opposé, voir aussi la section 6). On peut aussi la calculer en utilisant le revenu disponible ajusté et la consommation finale effective à la place du revenu disponible et de la consommation finale. L'épargne reflète ainsi le revenu résiduel utilisé pour acquérir des actifs financiers ou non financiers. L'épargne nette est égale à l'épargne nette de l'amortissement.

Comme par définition les entreprises n'ont pas de consommation finale, leur épargne est exactement égale à leur revenu disponible.

Il est important de relever ici que le revenu disponible n'inclut pas de plus-value, ni *a fortiori* de moins-value et de ce fait, l'épargne n'en comprend pas non plus. Certains ont soutenu que le revenu disponible comme l'épargne devraient inclure des plus-values, mais il peut arriver que les prix des actifs augmentent pour des raisons indépendantes du potentiel productif de l'économie, une réduction de la prime de risque par exemple. De plus, les plus-values doivent à l'évidence être réalisées avant qu'elles puissent être consacrées à soutenir la consommation, et le fait même de les réaliser risque en fait d'en réduire le montant. Enfin, les ménages ne réagissent pas de la même façon aux plus-values et aux revenus, en partie parce que les prix des actifs sont volatiles et en partie parce qu'une fraction importante du patrimoine des ménages n'est pas liquide (par exemple les fonds de pension).

Il est intéressant de noter dans ce contexte le traitement des taxes sur les plus-values, qui sont incluses dans le revenu disponible. En poussant le raisonnement à l'extrême, cela signifie pour les ménages que pendant les périodes de fermeté des prix des actifs, l'épargne va diminuer, toutes choses étant égales par ailleurs, à cause des taxes devant être acquittées sur les plus-values réalisées.

Comparabilité

Comme le revenu disponible et les dépenses de consommation finale sont des agrégats importants, de petites variations de l'un ou des autres peuvent faire varier fortement l'épargne brute. Bien qu'en soi, cela n'empêche pas les comparaisons internationales, cela signifie tout de même qu'une certaine prudence est de mise lorsqu'il s'agit d'interpréter les premières estimations des statistiques de l'épargne, qui sont susceptibles d'être révisées.

Comme indiqué dans la section 6, tous les pays ne prennent pas en compte les variations des droits des ménages sur les fonds de pension, ce qui a un impact sur les estimations de l'épargne au niveau sectoriel.

Une certaine prudence s'impose également en ce qui concerne la possibilité d'interprétation économique au niveau sectoriel. Par exemple, comme dans de nombreux pays les taxes sur les plus-values sont inférieures à l'impôt marginal sur le revenu, une entreprise peut, au lieu de verser un dividende, choisir de racheter ses fonds propres avec une surcote, permettant ainsi à ses actionnaires de réaliser une plus-value. Il s'ensuit que les estimations de l'épargne des ménages sont inférieures à ce qu'elles auraient été si des dividendes avaient été versés, dans la mesure où les dividendes sont comptabilisés dans le revenu disponible.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

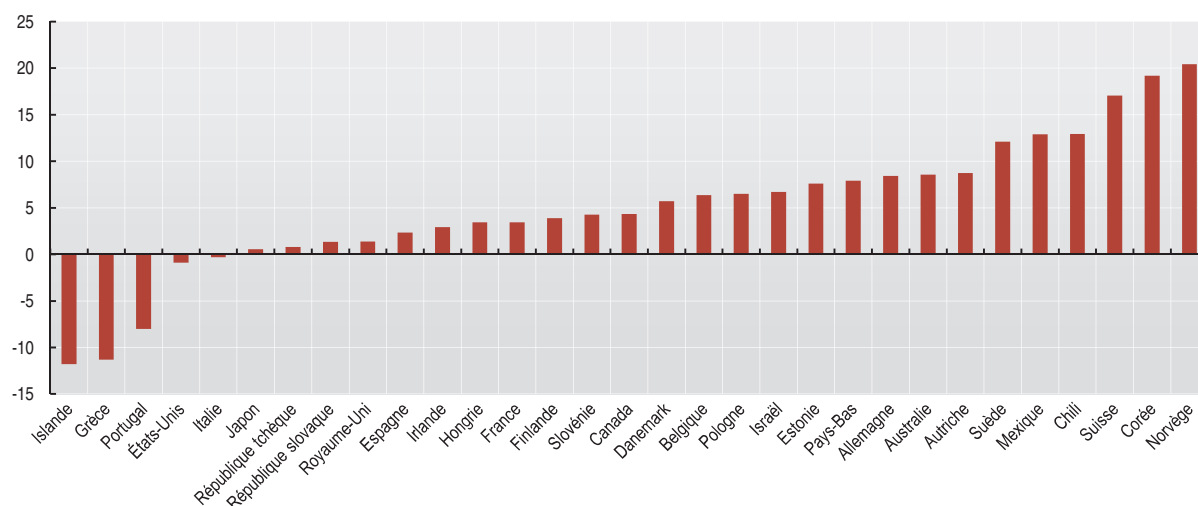
Tableau 7.1. **Épargne nette**
Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	6.7	6.0	5.8	5.4	5.3	4.9	7.6	7.6	10.1	12.3	10.6	6.7	8.4	8.8
Australie	4.8	5.5	4.6	5.7	5.2	6.0	5.6	6.6	6.5	7.0	8.7	7.0	8.6	..
Autriche	8.4	8.3	8.6	7.9	9.6	8.9	9.6	9.2	10.4	12.2	12.3	7.5	8.7	9.8
Belgique	10.7	11.2	11.6	10.2	10.0	9.5	9.9	9.5	9.8	10.8	8.6	3.2	6.4	5.4
Canada	5.7	7.5	10.8	8.9	7.7	8.0	10.0	11.0	11.7	10.9	10.4	3.1	4.3	..
Chili	10.0 e	9.1 e	8.7 e	8.4 e	8.4 e	8.5 e	10.9 e	11.6 e	13.9 e	13.2 e	10.3 e	10.1 e	12.9 e	11.1 e
Corée	21.5	19.8	19.1	17.5	17.5	18.8	21.1	18.8	17.5	17.5	17.5	17.0	19.2	18.7
Danemark	4.8	5.7	6.8	7.4	6.6	6.6	7.0	9.3	9.9	8.7	8.2	2.4	5.7	6.7
Espagne	9.5	9.3	9.6	9.2	9.8	10.0	8.7	8.0	7.6	6.6	4.7	3.7	2.3	1.4
Estonie	10.6	8.7	11.4	10.8	9.8	9.7	9.4	11.3	10.8	10.9	8.4	6.1	7.6	11.1
États-Unis	7.4	6.7	6.4	4.4	2.5	1.8	2.6	3.0	4.0	1.9	0.2	-2.4	-0.9	-0.8
Finlande	9.4	10.9	13.0	13.4	12.4	9.2	11.0	9.7	10.4	11.7	9.5	3.6	3.9	3.8
France	8.9	9.7	9.3	8.8	7.4	6.7	7.1	6.8	7.3	7.7	6.6	3.2	3.4	4.1
Grèce	-0.1 e	-0.1 e	-0.1 e	0.1 e	-0.9 e	-0.1 e	-0.1 e	-1.7	-1.3	-3.1	-6.8	-9.9	-11.3	-14.3
Hongrie	3.0	-0.2	1.0	2.4	2.0	0.0	1.7	1.8	1.8	0.2	1.8	1.4	3.4	4.3
Irlande	14.4	13.3	13.6	11.2	10.3	12.8	13.1	13.2	13.8	10.8	5.4	1.4	2.9	2.1
Islande	5.9	3.1	1.2	4.8	7.7	3.0	2.1	0.5	-1.1	0.1	-14.8	-14.6	-11.8	-8.1
Israël ¹	8.7	7.4	6.8	5.9	3.7	4.2	5.3	8.2	10.3	8.9	6.8	6.8	6.7	6.8
Italie	7.1	6.7	6.0	6.4	6.0	5.0	5.5	4.5	4.7	5.2	2.6	-0.2	-0.3	-1.1
Japon	8.8 e	7.3 e	7.3 e	5.3	4.3	4.8	5.6	5.7	5.9	6.7	4.1	-0.6	0.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	14.2 e	14.8 e	15.5 e	11.5 e	12.3 e	12.8	15.2	14.8	16.9	16.8	16.2	12.1	12.9	..
Norvège	10.9	13.5	21.9	21.2	17.3	16.4	19.7	25.0	27.2	25.5	27.7	18.4	20.4	23.6
Nouvelle-Zélande	2.1	1.7	3.6	5.7	5.3	5.6	4.9	2.4	1.2	2.2	0.0	1.7	..	..
Pays-Bas	10.8	12.5	13.7	12.0	10.8	10.4	12.6	11.8	14.5	14.5	10.9	6.2	7.9	11.6
Pologne	7.7	6.6	6.1	4.8	2.9	3.3	2.8	5.2	5.3	7.3	7.7	6.2	6.5	..
Portugal	5.2	4.4	1.9	1.0	0.8	0.1	-1.1	-3.8	-4.6	-4.1	-6.7	-8.3	-8.0	-7.6
République slovaque	3.8	2.8	2.7	1.8	0.9	-2.3	-0.1	1.0	1.5	5.2	4.4	-1.8	1.4	2.5
République tchèque	7.0	5.0	5.3	5.0	3.4	2.2	4.0	6.0	7.1	7.1	8.3	1.7	0.8	1.6
Royaume-Uni	6.7	4.1	3.4	3.8	3.7	4.0	3.7	3.9	3.5	5.1	5.6	1.5	1.4	1.8
Slovénie	7.3	7.4	7.1	7.8	8.6	9.1	9.6	10.1	11.6	12.8	10.9	5.2	4.3	4.0
Suède	10.0	10.1	10.6	10.0	9.3	11.3	11.3	12.4	14.3	16.6	16.0	9.3	12.1	13.1
Suisse	13.0	13.2	15.3	12.2	9.5	13.4	13.7	17.4	18.7	13.7	6.8	12.1	17.0	14.4 e
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769436>

Graphique 7.1. **Épargne nette**
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768733>

8. Taux d'épargne des ménages

L'épargne des ménages constitue la principale source nationale de fonds permettant de financer les dépenses d'investissement, qui sont l'un des moteurs de la croissance économique à long terme. Les taux d'épargne des ménages varient considérablement d'un pays à l'autre à cause de différences d'ordre institutionnel, démographique ou encore socio-économique. Par exemple, les dispositions gouvernementales en matière de pensions de retraite et la structure démographique de la population ont une influence sur le taux d'épargne de la population (les personnes âgées ont tendance à puiser dans leurs actifs financiers au détriment de l'épargne). De la même façon, la disponibilité et le coût du crédit, ainsi que le regard porté sur l'endettement, peuvent également influencer les choix opérés par les particuliers lorsqu'ils décident de dépenser ou d'épargner.

Définition

En comptabilité nationale, l'épargne des ménages est estimée en retranchant les dépenses de consommation des ménages du revenu disponible des ménages et en ajoutant la variation des droits des ménages sur les fonds de pension (puisque cet élément est aussi un déterminant du revenu disponible des ménages mais avec un signe opposé).

Le revenu disponible des ménages est essentiellement composé des revenus tirés d'emplois salariés et de la gestion d'entreprises non constituées en sociétés, auxquels on ajoute la perception d'intérêts, de dividendes et de prestations sociales mais dont on retranche le montant courant des impôts, frais financiers et cotisations sociales acquittés. Il faut noter que les revenus des entreprises comprennent les loyers imputés versés par les propriétaires-occupants des logements.

Les dépenses de consommation des ménages consistent principalement en décaissements d'espèces pour l'acquisition de biens de consommation et de services, mais elles comprennent également les dépenses imputées que les propriétaires-occupants, en leur qualité d'occupants, se versent à eux-mêmes en leur qualité de propriétaire de leurs logements, ainsi que la production de biens à des fins d'utilisation personnelle tels que les produits agricoles, dont la valeur est également incluse dans les revenus.

Le taux d'épargne des ménages est calculé en divisant l'épargne des ménages (plus la variation des droits des ménages sur les fonds de pension) par le revenu disponible des ménages.

Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés soit en valeur brute, soit en valeur nette. Les taux d'épargne nette sont calculés en déduisant la consommation de capital fixe (pour les actifs utilisés dans les entreprises non constituées en société et pour les logements occupés par le propriétaire) de l'épargne et du revenu disponible des ménages, si bien que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux présentés sur une base nette.

La plupart des pays publient des ratios calculés à partir d'une base nette, mais certains publient des ratios calculés sur une base brute, ce qui induit un biais à la hausse par rapport aux ratios en base nette (dans la mesure où l'épargne est toujours inférieure au revenu disponible et où il est peu probable que l'amortissement puisse jamais être supérieur au revenu disponible).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

8. Taux d'épargne des ménages

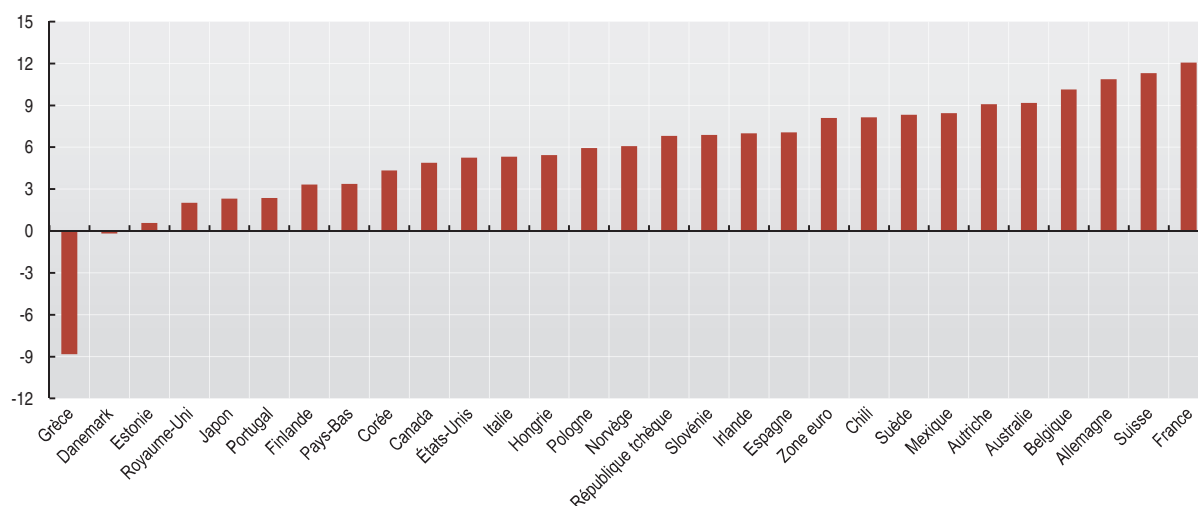
Tableau 8.1. **Épargne nette des ménages**
Pourcentage du revenu disponible des ménages

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	10.3	9.6	9.4	9.5	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	11.0	11.5	10.9	10.9	10.4
Australie	1.5	1.5	2.5	2.6	0.5	0.5	1.0	1.6	3.2	3.6	10.2	8.9	9.2	..
Autriche	8.5	9.9	9.3	7.6	7.9	8.7	9.1	9.6	10.4	11.6	11.5	11.2	9.1	7.4
Belgique	12.8	13.2	12.5	13.8	13.1	12.3	10.7	9.9	10.7	11.4	11.5	13.3	10.1	8.8
Canada	4.9	4.1	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.2	3.6	2.9	4.0	4.7	4.9	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.0	10.9	8.1	..
Corée	23.2	16.1	9.3	5.2	0.4	5.2	9.2	7.2	5.2	2.9	2.9	4.6	4.3	3.1
Danemark	-1.2	-5.6	-4.0	2.1	2.1	2.4	-1.3	-4.2	-2.3	-4.0	-3.7	-0.4	-0.2	-0.2
Espagne	..	..	6.1	5.9	5.8	6.7	5.2	4.8	3.9	4.0	7.7	12.3	7.1	4.7
Estonie	-2.8	-5.4	-3.0	-4.0	-6.4	-7.1	-12.8	-10.8	-13.1	-8.2	-4.1	5.7	0.6	-0.2
États-Unis	5.4	3.2	3.0	2.8	3.7	3.8	3.5	1.7	2.7	2.4	5.5	5.0	5.3	4.4
Finlande	0.6	2.4	0.5	0.3	0.4	1.4	2.7	0.9	-1.1	-0.9	-0.3	4.2	3.3	1.1
France	11.9	11.3	11.0	11.7	13.0	11.9	12.2	11.1	11.2	11.7	11.7	12.6	12.1	12.3
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	-1.7	-1.0	2.5	-4.1	-2.9	-8.8	-12.5
Hongrie	11.7	7.8	6.2	6.7	5.3	2.9	5.4	6.7	7.2	3.3	2.7	4.8	5.4	5.1
Irlande	..	..	..	..	-0.5	0.4	1.2	1.9	-0.9	-2.2	3.7	9.8	7.0	5.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	10.7	9.9	7.9	9.9	10.8	10.3	10.5	10.2	9.5	8.9	8.4	7.1	5.3	4.3
Japon	..	..	..	3.8	3.3	2.7	2.3	1.6	1.3	1.1	0.5	2.3	2.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	3.8	4.3	5.0	6.4	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	11.4	10.1	10.1	10.1	9.6	8.9	8.9	8.4	..
Norvège	5.7	4.7	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.6	-0.5	0.8	3.4	6.6	6.1	8.0
Nouvelle-Zélande	-3.3	1.0	-4.6	-3.6	-9.1	-6.9	-5.6	-7.6	-8.0	..	..	..	..	..
Pays-Bas	12.2	9.0	6.9	9.7	8.7	7.6	7.4	6.4	6.1	6.9	5.9	5.6	3.4	5.0
Pologne	12.1	10.5	10.0	11.9	8.3	7.7	5.5	5.9	6.5	4.6	-0.3	6.8	5.9	..
Portugal	3.3	3.9	3.8	3.8	3.3	3.6	2.8	2.7	0.4	-0.7	-0.8	3.2	2.4	1.7
République slovaque	7.6	6.2	6.0	3.8	3.3	1.1	0.3	1.1	0.1	2.2	1.1	..	..	..
République tchèque	5.0	4.7	5.8	5.2	5.2	4.1	2.9	4.8	6.1	5.7	4.8	6.8	6.8	4.9
Royaume-Uni	2.4	-0.1	-0.3	1.2	0.2	-0.1	-1.7	-2.5	-3.1	-4.3	-2.7	1.8	2.0	1.3
Slovénie	7.3	4.5	7.8	9.8	10.5	8.2	9.5	11.2	11.7	10.0	9.6	8.4	6.9	5.0
Suède	1.8	1.6	3.1	7.3	7.1	5.9	4.7	4.0	4.9	7.2	9.0	11.0	8.3	10.0
Suisse	10.3	10.6	10.6	11.2	9.9	8.6	8.0	8.8	10.7	12.5	11.7	11.4	11.3	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	9.2	8.2	8.9	9.4	9.2	9.2	8.6	8.2	8.6	8.7	9.6	8.1	7.6
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769455>

Graphique 8.1. **Épargne nette des ménages**
Pourcentage du revenu disponible des ménages, 2010



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768752>

9. Capacité/besoin de financement

On parle de capacité de financement si le montant est positif, et de besoin de financement si le montant est négatif. Ce poste reflète le montant des actifs financiers disponibles pour être prêtés, ou nécessaires pour emprunter, afin de financer toutes les dépenses (consommation, formation brute de capital et transferts en capital) au-delà du revenu disponible. Pour comprendre son importance en tant que notion économique, il suffit de savoir que c'est l'un des deux critères (avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme) de déficit excessif figurant dans le Traité de Maastricht et utilisé par la Commission européenne pour apprécier la qualité et la viabilité des finances publiques.

Définition

La capacité ou le besoin de financement peut être mesuré de la même façon en tant que solde comptable soit dans le compte de capital, soit dans le compte des opérations financières.

On peut donc le calculer comme l'épargne moins les acquisitions plus les cessions d'actifs non financiers plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer.

Il est également possible de le mesurer comme la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs. Les actifs (et passifs) financiers comprennent : l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les valeurs mobilières, les actions et autres participations, les réserves techniques d'assurance (y compris les droits des ménages sur les fonds de pensions, voir les sections 6, 7 et 8) et les autres comptes à recevoir ou à payer (par exemple les crédits commerciaux et les avances au titre de travaux en cours ou à entreprendre).

Bien que ce poste puisse être calculé selon l'une ou l'autre méthode, il est important de noter que dans la pratique, parvenir à cette équivalence est l'une des tâches les plus ardues de l'établissement des comptes nationaux.

Un autre élément mérite d'être souligné dans ce contexte : il s'agit des actifs ou passifs éventuels. Il existe de nombreux types d'accords financiers contractuels qui ne donnent pas lieu à une obligation inconditionnelle de procéder à des paiements ou de fournir d'autres valeurs. Ces « actifs ou passifs éventuels » ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs financiers dans le SCN. Si un événement se produit (or, par définition, un actif ou passif éventuel peut très bien ne pas se concrétiser) et que la survenue de cet événement entraîne par exemple des opérations sur actifs financiers, celles-ci sont comptabilisées selon la méthode habituelle. Une autorisation

de découvert bancaire constitue un exemple simple d'actif ou passif éventuel. L'existence de l'autorisation de découvert ne crée pas forcément un actif (pour la banque) ou un passif (pour le titulaire du compte). En revanche, tout emprunt effectué ensuite en vertu de cette autorisation aura pour effet de créer un tel actif ou passif financier.

Comparabilité

D'une manière générale, la comparabilité des statistiques portant sur la capacité ou le besoin de financement est bonne, en particulier pour les pays de l'UE. Cela dit, la difficulté que les pays ont à rapprocher les deux méthodes de mesure donne une indication sur la prudence requise. C'est peut-être au niveau sectoriel que la comparabilité, ou plutôt la prudence nécessaire lors de l'interprétation des données entre pays, pose le plus de problèmes. Là encore, il ne s'agit pas au fond d'une question de différences d'ordre conceptuel, mais de différences réelles entre les catégories d'établissements inclus dans les secteurs institutionnels : par exemple, dans certains pays, les hôpitaux ne sont pas inclus dans les administrations publiques – voir aussi la section 16.

En Irlande, en 2010 le gouvernement a procédé à un transfert en capitaux massif vers l'Anglo Irish Bank, l'Irish Nationwide Building Society, et l'EBS Building Society, ce qui a eu un gros impact sur le chiffre du besoin de financement de l'administration publique.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Revenu disponible et capacité/besoin de financement », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00002-fr>.

Pour en savoir plus

- Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

9. Capacité/besoin de financement

Tableau 9.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

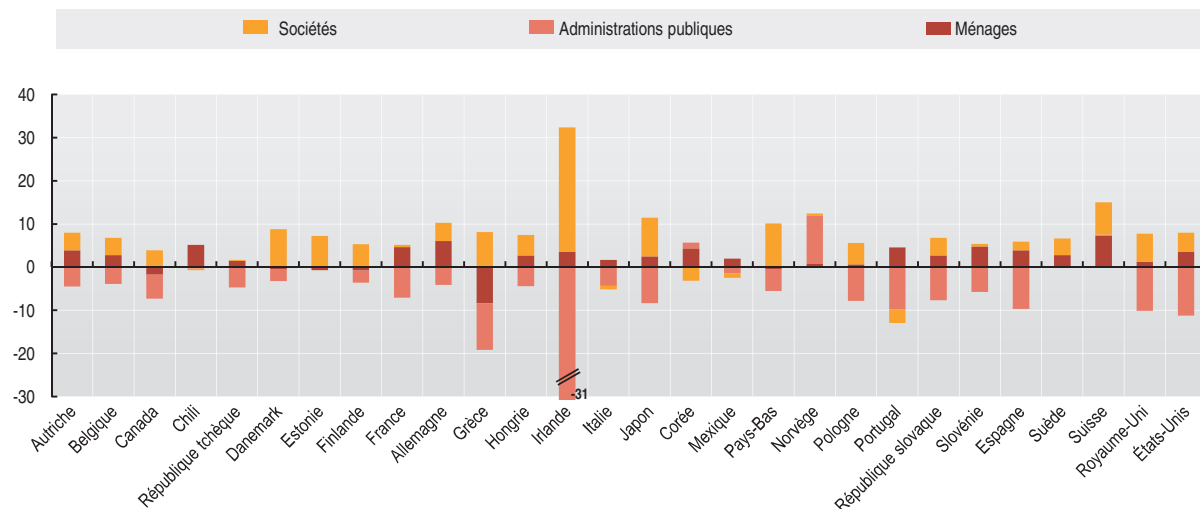
Pourcentage du PIB

	Total			Sociétés			Administrations publiques			Ménages		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Allemagne	-1.4	5.1	6.1	-6.3	1.9	4.3	1.1	-3.3	-4.1	3.7	6.5	6.0
Australie	-2.6	-5.5	-2.4	0.0	-3.6	-0.3	-0.7	1.6	..	-1.6	-3.5	2.6
Autriche	-0.9	2.1	3.5	-3.1	-0.8	4.1	-1.8	-1.8	-4.5	4.0	4.6	3.9
Belgique	4.1	3.1	2.9	-0.6	3.4	4.0	-0.1	-2.6	-3.9	4.7	2.3	2.8
Canada	3.8	2.2	-3.5	1.0	3.9	3.9	2.9	1.5	-5.6	-0.1	-3.2	-1.8
Chili	..	..	4.4	..	..	-0.4	..	..	-0.3	..	..	5.1
Corée	2.2	2.0	2.5	-6.8	-5.2	-3.1	5.4	3.4	1.3	3.6	3.8	4.3
Danemark	1.4	4.5	5.5	2.8	3.6	8.8	2.2	5.0	-2.7	-3.5	-4.0	-0.5
Espagne	-3.2	-6.5	-3.8	-3.6	-6.1	2.0	-1.0	1.3	-9.7	1.3	-1.7	3.9
Estonie	-4.8	-9.4	6.7	-4.3	-2.1	7.1	-0.2	1.6	0.2	-0.3	-8.4	-0.7
États-Unis	-2.8	-5.0	-3.3	-2.5	1.5	4.4	1.5	-3.2	-11.3	-1.8	-3.4	3.6
Finlande	7.7	3.6	1.7	3.0	3.8	5.3	7.0	2.7	-2.8	-2.3	-2.9	-0.8
France	1.3	-0.6	-1.9	-1.1	-0.9	0.5	-1.5	-3.0	-7.1	3.9	3.2	4.6
Grèce	..	-9.5	-11.0	..	4.5	8.1	-3.8 e	-5.6 |	-10.8	..	-8.0	-8.4
Hongrie	-7.6	-7.5	3.0	-6.8	-1.5	4.7	-3.1	-7.9	-4.5	2.4	2.1	2.7
Irlande	..	-2.9	0.7	..	2.4	28.8	4.7	1.7	-30.9	..	-8.6	3.6
Islande	..	..	..	..	..	..	1.7	4.9	-10.1	..	..	..
Israël ¹	-0.4	3.5	..	..	..	..	-4.0	-5.1	-4.8	..	..	..
Italie	0.1	-0.8	-3.6	-1.7	-0.4	-0.9	-0.9	-4.5	-4.3	2.7	4.1	1.6
Japon	..	3.2	3.1	..	6.9	9.0	..	-4.8	-8.4	..	1.1	2.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	6.0	0.0	-0.8	..	..	..
Mexique	..	-0.6	-0.6	..	-3.7	-1.0	..	0.4	-1.5	..	2.7	2.0
Norvège	15.0	16.0	12.4	-0.5	-0.9	0.4	15.4	15.0	11.2	0.1	1.9	0.8
Nouvelle-Zélande	-3.9	-8.9	..	..	..	..	1.7	4.6	..	-5.0	-8.0	..
Pays-Bas	6.1	7.1	4.5	4.6	8.1	10.1	2.0	-0.3	-5.0	-0.5	-0.6	-0.6
Pologne	-5.4	-1.9	-2.3	-6.6	1.3	4.9	-3.0	-4.1	-7.9	4.3	0.9	0.7 e
Portugal	-9.2	-8.8	-8.4	-6.9	-5.2	-3.1	-3.3	-6.5	-9.8	1.0	2.9	4.5
République slovaque	-2.8	-8.9	-0.9	8.7	-4.6	4.1	-12.3	-2.8	-7.7	0.7	-1.5	2.7
République tchèque	-4.0	-2.4	-3.1	-1.9	-0.3	0.2	-3.6	-3.2	-4.8	1.5	1.1	1.4
Royaume-Uni	-2.7	-1.9	-2.3	-3.1	4.9	6.5	3.6	-3.4	-10.2	-1.1	-3.6	1.2
Slovénie	-3.2	-2.2	-0.3	-3.3	-6.6	0.6	-3.7	-1.5	-5.7	3.8	5.9	4.8
Suède	4.5	7.2	6.6	-0.1	4.4	3.8	3.6	1.9	0.0	0.7	0.5	2.8
Suisse	9.4	13.6	14.3	2.9	10.9	7.5	-0.4	-1.1	0.3	8.1	4.8	7.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	-2.6	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	-0.1	-2.6	-6.2	2.3	2.6	3.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769474>

Graphique 9.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

Pourcentage du PIB, 2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768771>





DÉPENSES

- 10. Consommation des ménages
- 11. Consommation finale des administrations publiques
- 12. Investissement
- 13. Exportations et importations de biens et services

10. Consommation des ménages

Les dépenses de consommation finale des ménages sont généralement la composante la plus importante des utilisations finales du PIB, représentant traditionnellement aux alentours de 60 % de celui-ci. Il s'agit donc d'une variable essentielle pour l'analyse économique de la demande. Une notion supplémentaire, celle de consommation finale effective (des ménages), existe également dans le SCN. Cette notion permet d'affecter aux ménages (qui en sont les consommateurs ultimes) les dépenses de consommation individuelle des administrations publiques et des ISBLSM (celles dont bénéficient directement les ménages) et elle constitue ainsi une base importante pour les comparaisons entre pays, en particulier les comparaisons du bien-être.

Définition

Les dépenses de consommation finale des ménages recouvrent tous les achats effectués (dans leur pays ou à l'étranger) par les ménages résidents pour faire face à leurs besoins quotidiens : alimentation, habillement, services de logements (loyers), énergie, transport, bien durables (en particulier voitures), dépenses de santé, de loisirs et au titre de services divers.

Elles incluent également un certain nombre de dépenses imputées, par exemple les produits agricoles produits pour consommation propre, mais l'imputation la plus importante concerne généralement les loyers des propriétaires-occupants. L'autre grande composante de ces dépenses concerne les revenus en nature (il peut arriver que des salariés perçoivent des biens ou des services à titre gratuit ou à des prix non significatifs dans le cadre de leurs salaires).

Par convention, à part les logements, tous les biens et services acquis par des ménages pour satisfaire leurs besoins quotidiens sont comptabilisés en tant que consommation finale. Les achats de logements sont comptabilisés en tant que formation brute de capital fixe. Les paiements partiels au titre de biens et de services « fournis » par les administrations publiques sont inclus dans la consommation finale des ménages. Il s'agit par exemple des cas dans lesquels les ménages doivent payer une partie des services publics ainsi rendus, par exemple les médicaments sur ordonnance ou les services médicaux qui ne sont que partiellement remboursés par l'État. La fraction remboursée est incluse dans les dépenses des administrations publiques et aussi, par voie de conséquence, dans la consommation individuelle effective des ménages.

La consommation individuelle effective des ménages est égale aux dépenses de consommation des ménages auxquelles s'ajoutent les dépenses (individuelles) des administrations publiques et des ISBLSM qui bénéficient directement aux ménages, par exemple les dépenses de santé ou d'éducation. Voir aussi la section 6 consacrée au revenu disponible.

Comparabilité

La comparabilité des deux notions (consommation finale des ménages et consommation individuelle effective des ménages) est bonne. Cependant, les comparaisons entre pays de la consommation individuelle effective constituent une base plus satisfaisante pour mesurer le bien-être relatif des ménages d'un pays à l'autre. Ceci s'explique par le fait qu'il existe des différences importantes entre les pays en ce qui concerne la proportion des dépenses consacrées aux soins de santé et à l'éducation acquittée directement par les ménages et la proportion payée pour leur compte par l'administration, qui est financée par exemple par les impôts et qui ne fait pas partie de la consommation finale des ménages.

Le graphique 10.2 présente la consommation individuelle effective par habitant en utilisant des PPA spécifiquement liées à cette consommation individuelle effective et qui sont en conséquence différentes de celles utilisées pour le PIB global.

Le tableau 10.3 et le graphique 10.3 présentent la contribution de la consommation finale des ménages (et autres composantes de la demande finale et importations) à la croissance du PIB global. Il faut noter que pour les pays qui ajustent leurs estimations courantes de prix du PIB en utilisant ce qu'on appelle les indices de prix superlatifs, comme les États-Unis par exemple, la somme des contributions des composantes individuelles n'est pas nécessairement équivalente au taux de croissance du PIB global.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

10. Consommation des ménages

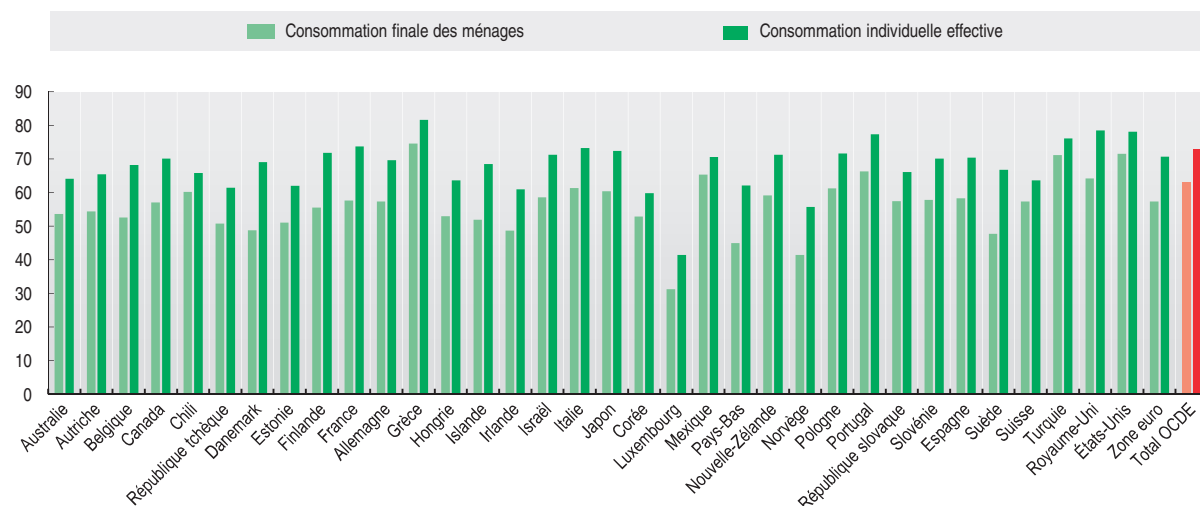
Tableau 10.1. **Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective**
Pourcentage du PIB

	Consommation finale des ménages							Consommation individuelle effective						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	58.8	57.9	55.9	56.2	58.6	57.4	57.4	70.5	69.5	67.2	67.8	71.4	69.9	69.7
Australie	56.5	56.0	55.9	54.0	55.1	54.0	53.7 e	67.1	66.6	66.4	64.9	66.3	64.8	64.2 e
Autriche	55.0	54.2	52.9	52.8	54.8	54.7	54.4	65.6	64.8	63.5	63.7	66.3	66.1	65.5
Belgique	51.5	51.3	50.9	52.0	52.8	52.9	52.6	65.5	65.3	64.9	66.6	68.4	68.3	68.3
Canada	55.2	55.3	55.7	55.5	58.7	57.9	57.1 e	66.8	67.0	67.5	67.6	72.2	71.2	70.2 e
Chili	58.9	55.0	55.8	60.8	59.6	58.3	60.2	64.1 e	59.9 e	60.9 e	66.6 e	66.1 e	64.3 e	65.9 e
Corée	53.8	54.5	54.4	54.7	54.1	52.6	52.9	59.6	60.7	60.7	61.2	61.0	59.3	59.8 e
Danemark	48.2	48.2	48.4	47.9	49.4	48.7	48.8	66.4	66.3	66.6	66.7	70.6	69.4	69.1
Espagne	57.8	57.4	57.4	57.2	56.5	58.0	58.3	68.3	67.9	68.1	68.6	69.2	70.5	70.4
Estonie	55.5	55.4	54.1	54.8	54.4	52.4	51.1	65.0	64.3	63.1	65.4	66.7	64.0	62.0
États-Unis	70.1	69.9	70.0	70.6	70.8	70.8	71.6	76.4	76.2	76.4	77.2	77.8	77.6	78.1
Finlande	51.5	51.7	50.4	51.5	54.6	55.5	55.5	66.3	66.4	64.6	66.3	71.3	72.0	71.9
France	56.9	56.7	56.5	56.9	58.1	58.0	57.7	72.2	71.9	71.5	72.0	74.2	74.2	73.7
Grèce	69.8	69.7	69.6	72.3	72.4	73.4	74.6	76.6	76.5	76.7	79.6	80.0	80.9	81.7
Hongrie	55.0	53.8	55.0	54.2	54.5	52.9	53.0	67.6	66.3	66.6	65.9	66.6	64.2	63.7
Irlande	45.7	45.9	47.3	50.5	49.2	49.9	48.7	56.1	56.4	58.2	62.5	62.9	63.0	61.0
Islande	59.4	58.2	57.4	53.4	51.0	51.4	51.9	76.0	74.6	73.8	70.1	68.7	68.5	68.6
Israël ¹	56.1	56.0	57.8	58.3	57.4	58.6	58.6	69.0	68.6	70.3	71.0	70.0	71.3	71.3
Italie	59.0	59.0	58.6	59.2	60.3	60.6	61.3	70.8	70.9	70.2	71.0	72.8	73.0	73.3
Japon	57.8	57.9	57.3	58.3	60.1	59.2	60.4 e	67.9	67.9	67.4	68.7	71.4	70.6	72.4 e
Luxembourg	35.5	33.5	32.0	32.9	33.9	31.8	31.3	45.5	42.9	41.1	42.4	44.7	42.2	41.4
Mexique	66.6	64.9	64.8	64.8	66.1	65.9	65.4 e	72.0	70.1	70.0	70.1	71.9	71.6	70.6 e
Norvège	42.6	40.9	41.3	39.2	43.6	43.1	41.5	55.7	53.5	54.0	51.7	58.3	57.6	55.8
Nouvelle-Zélande	59.5	59.7	58.0	58.5	59.0	58.5 e	59.2 e	70.4	70.7	69.2	70.3	71.3	70.6 e	71.2 e
Pays-Bas	48.8	47.2	46.2	45.5	46.0	45.5	45.0	62.1	62.0	61.1	60.7	63.0	62.5	62.1
Pologne	63.4	62.5	60.5	61.6	61.1	61.3	61.2	73.5	72.7	70.5	72.0	71.7	72.1	71.6
Portugal	64.7	65.1	65.3	66.8	65.1	66.0	66.3	77.0	76.8	76.4	78.0	77.3	78.1	77.4
République slovaque	57.5	57.2	56.1	57.2	61.0	58.3	57.5	64.9	64.9	64.1	65.6	70.5	67.7	66.2
République tchèque	49.3	48.6	47.7	48.9	50.6	50.7	50.8	60.0	58.9	57.6	58.8	61.5	61.5	61.5
Royaume-Uni	64.6	63.8	63.5	63.3	63.9	64.2	64.3	77.2	76.7	76.3	76.8	78.7	78.7	78.5
Slovénie	54.3	52.8	52.5	52.6	55.7	57.2	57.8	65.6	63.9	62.8	63.3	67.7	69.5	70.2
Suède	48.2	47.2	46.7	47.0	49.3	48.5	47.8	67.3	66.1	65.4	65.9	69.5	67.7	66.8
Suisse	59.9	58.2	56.8	56.5	58.5	57.8	57.4	66.5	64.5	62.9	62.1	64.8	64.0	63.6
Turquie	71.7	70.5	71.3	69.8	71.5	71.7	71.2	75.9 e	74.9 e	75.9 e	74.4 e	76.7 e	76.8 e	76.1 e
Zone euro	57.2	56.7	55.9	56.3	57.5	57.4	57.4	69.6 e	69.1 e	68.2 e	68.9 e	71.2 e	71.0 e	70.7 e
OCDE-Total	62.6	62.2	61.9	62.2	63.1	62.9 e	63.3 e	72.6 e	71.3 e	71.0 e	71.3 e	72.4 e	72.8 e	73.0 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769493>

Graphique 10.1. **Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective**
Pourcentage du PIB, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768790>

10. Consommation des ménages

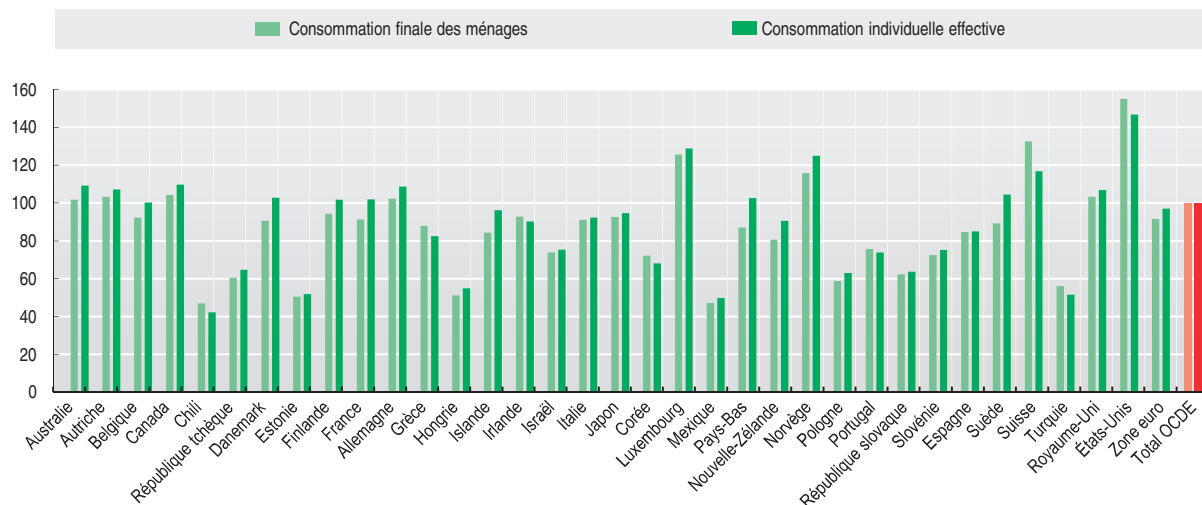
Tableau 10.2. **Consommation finale des ménages, volume**
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.2	2.4	2.0	1.3	-0.6	0.3	0.4	0.2	1.5	-0.2	0.8	0.1	0.9	1.7
Australie	5.1	4.2	3.5	2.9	4.0	5.0	4.4	2.9	4.4	4.7	0.1	2.5	3.4	3.3 e
Autriche	2.3	2.0	2.7	1.4	1.0	1.3	2.1	2.2	1.8	0.9	0.7	1.1	1.7	0.7
Belgique	2.6	2.0	2.6	1.5	0.6	0.8	1.7	1.1	1.7	1.7	2.0	0.6	2.7	0.2
Canada	2.8	3.8	4.0	2.3	3.6	3.0	3.3	3.7	4.2	4.6	3.0	0.4	3.3	2.4 e
Chili	4.7 e	-1.0 e	3.7 e	2.9 e	2.4 e	4.2 e	8.4	8.5	7.8	7.6	5.2	-0.8	10.0	8.8
Corée	-12.5	11.9	9.2	5.7	8.9	-0.4	0.3	4.6	4.7	5.1	1.3	0.0	4.4	2.3
Danemark	2.3	-0.4	0.2	0.1	1.5	1.0	4.7	3.8	3.6	3.0	-0.3	-3.6	1.7	-0.5
Espagne	4.8	5.3	5.0	3.5	2.8	2.9	4.2	4.1	4.0	3.5	-0.6	-3.8	0.7	-1.0
Estonie	5.3	0.9	7.8	7.0	9.5	9.2	8.1	9.5	13.5	8.8	-5.2	-14.8	-2.4	3.5
États-Unis	5.2	5.5	5.1	2.7	2.7	2.8	3.3	3.4	2.9	2.3	-0.6	-1.9	1.8	2.5
Finlande	4.6	2.8	2.2	3.0	2.5	4.8	3.4	3.1	4.3	3.5	1.9	-2.9	3.3	2.5
France	3.7	3.4	3.4	2.4	2.0	1.7	1.7	2.5	2.2	2.4	0.2	0.3	1.5	0.3
Grèce	3.5 e	2.5 e	2.0 e	5.0 e	4.7 e	3.3 e	3.8 e	4.5 e	4.4	3.6	4.3	-1.6	-6.2	-7.7
Hongrie	4.9	6.8	3.1	4.6	8.2	8.4	1.7	2.3	1.7	1.1	-0.7	-6.6	-3.0	0.5
Irlande	7.8	9.2	10.7	4.8	3.8	3.1	3.7	7.0	7.0	6.2	-0.4	-5.7	0.5	-2.3
Islande	10.2	7.9	4.2	-2.8	-1.5	6.2	7.0	12.7	3.6	5.7	-7.8	-15.0	0.0	2.7
Israël ¹	5.6	3.9	8.2	3.4	1.6	-0.3	5.5	3.3	5.1	8.4	1.6	1.9	5.3	3.8
Italie	3.5	2.6	2.4	0.7	0.2	0.9	0.8	1.2	1.4	1.1	-0.8	-1.6	1.2	0.1
Japon	-0.8	1.2	0.4	1.6	1.2	0.5	1.2	1.5	1.1	0.9	-0.9	-0.7	2.6	0.1 e
Luxembourg	5.7	3.6	5.0	3.4	5.8	-5.3	2.2	2.3	3.2	3.3	-0.8	-1.7	2.2	2.4
Mexique	5.4 e	4.3 e	8.2 e	2.5 e	1.6 e	2.2 e	5.6	4.8	5.7	4.0	1.7	-7.3	5.3	4.5 e
Norvège	2.8	3.7	4.2	2.1	3.1	3.2	5.4	4.4	5.0	5.4	1.8	0.0	3.7	2.4
Nouvelle-Zélande	3.0	3.2	1.4	2.7	4.8	6.2	4.6	4.4	2.4	3.3	-1.1	0.4	2.3 e	1.4 e
Pays-Bas	5.1	5.3	3.7	1.8	0.9	-0.2	1.0	1.0	-0.3	1.8	1.3	-2.1	0.3	-1.0
Pologne	5.0	5.7	3.1	2.2	3.4	2.1	4.7	2.1	5.0	4.9	5.7	2.0	3.1	2.5
Portugal	5.1	5.5	3.8	1.3	1.3	-0.2	2.7	1.7	1.8	2.5	1.3	-2.3	2.1	-4.0
République slovaque	6.6	0.4	2.2	5.5	5.7	1.7	4.6	6.5	5.9	6.8	6.1	0.2	-0.7	-0.5
République tchèque	-1.3	2.2	0.9	3.1	3.1	5.3	3.2	3.1	4.4	4.2	2.8	0.2	1.0	0.7
Royaume-Uni	4.3	5.0	5.2	3.8	3.9	3.6	3.2	2.6	1.5	2.7	-1.6	-3.1	1.3	-1.0
Slovénie	2.8	6.6	0.8	2.5	2.6	3.4	3.0	2.1	2.8	6.3	2.3	0.1	1.3	0.9
Suède	3.3	4.0	5.3	0.7	2.6	2.3	2.8	2.8	2.7	3.7	0.0	-0.3	4.0	2.1
Suisse	2.3	2.4	2.4	2.0	0.1	1.0	1.6	1.7	1.6	2.2	1.2	1.8	1.6	1.2
Turquie	0.6 e	0.1	5.9	-6.6	4.7	10.2	11.0	7.9	4.6	5.5	-0.3	-2.3	6.7	7.8
Zone euro	3.0	3.2	2.9	1.9	0.9	1.2	1.5	1.8	2.1	1.7	0.4	-1.0	0.9	0.1
OCDE-Total	3.2 e	4.2 e	4.1 e	2.3 e	2.4 e	2.3 e	2.9 e	2.9	2.8	2.5	0.0	-1.6	2.1 e	1.7 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769512>

Graphique 10.2. **Consommation finale des ménages et consommation individuelle effective par tête, OCDE = 100**
PPA courantes, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768809>

10. Consommation des ménages

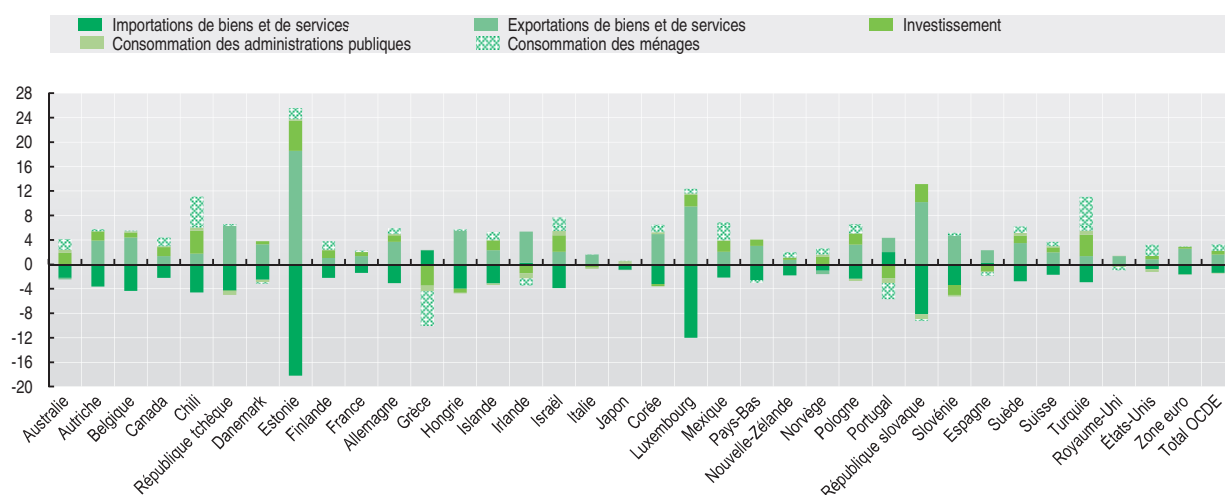
Tableau 10.3. **Contribution à la croissance du PIB par composante de la demande finale**
Pourcentage

	Consommation des ménages			Consommation des administrations publiques			Formation brute de capital fixe			Exportations			Importations		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
Allemagne	0.8	0.9	1.0	0.1	0.2	0.2	-0.7	1.4	1.1	2.1	5.4	3.7	-0.4	-4.3	-3.1
Australie	1.7	2.5	1.8 e	0.6	0.6	0.5 e	2.1	1.4	1.9 e	-0.2	0.8	-0.3 e	-0.3	-2.0	-2.2 e
Autriche	0.8	1.0	0.4	-0.1	0.5	0.0	-0.3	0.1	1.5	2.9	4.2	3.9	-2.5	-2.6	-3.6
Belgique	0.8	0.9	0.1	0.3	0.2	0.2	0.2	0.5	0.8	0.8	4.3	4.4	-0.1	-3.7	-4.4
Canada	1.3	2.3	1.4 e	0.7	0.6	0.2 e	0.8	1.5	1.5 e	-1.4	0.2	1.3 e	2.0	-1.7	-2.2 e
Chili	1.8 e	4.6	5.1	0.3 e	0.7	0.5	0.9 e	0.9	3.8	2.2 e	2.1	1.8	-1.2 e	-3.6	-4.6
Corée	3.1	2.5	1.2	0.6	0.9	0.3	0.1	1.0	-0.3	-1.3	4.5	5.0	1.7	-4.1	-3.2
Danemark	0.0	1.7	-0.2	0.6	0.7	-0.4	-0.3	2.8	0.5	1.5	4.4	3.3	-0.8	-5.9	-2.5
Espagne	2.1	2.3	-0.6	0.7	0.8	-0.1	1.2	2.1	-1.2	1.2	1.7	2.1	-1.5	-3.2	0.3
Estonie	3.9	7.5	1.8	0.5	0.9	0.3	3.4	7.4	4.9	3.4	4.7	18.6	-4.2	-11.7	-18.2
États-Unis	1.9	2.0	1.8	0.6	0.2	-0.5	-0.2	0.5	0.6	-0.6	0.9	0.9	0.4	-1.0	-0.8
Finlande	1.5	2.2	1.4	0.3	0.1	0.1	0.6	0.4	1.3	0.7	5.1	1.1	-0.5	-3.0	-2.2
France	1.3	1.3	0.2	0.3	0.3	0.0	0.4	0.8	0.7	0.7	1.4	1.3	-0.6	-1.4	-1.4
Grèce	3.5 e	3.0	-5.7	0.1 e	0.6	-0.9	1.1 e	3.1	-3.5	0.0 e	1.0	0.1	-0.5 e	-3.6	2.3
Hongrie	2.5	0.9	0.3	0.7	0.8	-0.1	0.5	-0.6	-0.7	6.0	12.6	5.5	-4.2	-10.3	-4.0
Irlande	2.3	3.2	-1.2	1.5	0.9	-0.8	0.1	1.3	-1.5	8.2	4.1	5.1	-6.1	-4.8	0.3
Islande	-1.7	2.1	1.4	1.1	1.0	-0.2	-1.0	6.9	1.6	2.5	-1.5	2.3	3.7	-5.0	-3.1
Israël ¹	1.9	2.9	2.2	1.0	0.8	0.7	-0.6	1.9	2.7	-4.4	2.4	2.1	2.0	-1.4	-3.9
Italie	0.4	0.8	0.1	0.8	0.1	-0.2	0.6	0.7	-0.4	0.7	2.2	1.6	-0.5	-2.0	-0.2
Japon	0.9	0.6	0.1 e	0.7	0.0	0.4 e	-0.5	0.3	0.2 e	-0.8	1.4	0.0 e	-0.1	-0.6	-0.9 e
Luxembourg	1.4	1.1	0.8	0.9	0.3	0.2	1.8	0.8	1.9	6.7	20.2	9.5	-7.8	-16.7	-12.0
Mexique	1.6 e	3.8	3.0 e	-0.2 e	0.2	0.1 e	-1.2 e	2.0	1.8 e	-1.0 e	3.0	2.0 e	0.5 e	-3.6	-2.1 e
Norvège	0.9	2.1	1.0	0.9	0.4	0.3	-0.2	1.9	1.3	2.0	-0.4	-0.6	-0.5	-2.5	-1.0
Nouvelle-Zélande	1.6	1.5	0.8 e	0.7	0.7	0.1 e	1.4	-0.6	0.3 e	1.1	0.8	0.8 e	-1.3	0.5	-1.8 e
Pays-Bas	0.9	-0.2	-0.5	1.0	2.3	0.0	0.0	1.4	1.0	1.4	5.1	3.0	-1.6	-5.4	-2.5
Pologne	1.4	3.2	1.6	0.5	1.1	-0.3	-2.3	2.7	1.8	0.8	5.4	3.3	1.8	-6.6	-2.4
Portugal	0.8	1.2	-2.6	0.7	-0.1	-0.8	0.2	-0.3	-2.2	0.5	3.2	2.3	-0.4	-2.7	2.0
République slovaque	3.1	3.4	-0.3	1.1	1.6	-0.8	3.3	2.5	3.0	4.9	16.0	10.2	-9.8	-14.4	-8.1
République tchèque	1.6	2.2	0.4	0.8	-0.1	-0.5	1.3	1.5	-0.2	7.1	8.9	6.3	-7.9	-6.6	-4.3
Royaume-Uni	2.5	1.0	-0.6	0.5	0.3	0.0	0.4	1.1	-0.2	0.6	3.3	1.3	-1.4	-3.0	-0.2
Slovénie	1.4	1.5	0.5	0.7	0.8	-0.3	0.3	2.6	-1.6	3.4	7.8	4.6	-1.8	-7.6	-3.4
Suède	0.4	1.3	1.0	0.2	0.4	0.5	0.1	1.6	1.2	0.3	4.3	3.5	0.7	-3.7	-2.7
Suisse	1.2	0.9	0.7	0.3	0.0	0.2	-0.8	1.1	0.8	0.3	4.8	2.0	-0.6	-2.8	-1.7
Turquie	-4.7	3.3	5.6	-0.1	1.0	0.6	-6.1	2.8	3.5	0.8	1.5	1.4	5.7	-1.7	-2.9
Zone euro	1.1	1.2	0.1	0.4	0.4	0.0	0.1	1.2	0.3	1.5	3.4	2.6	-0.8	-3.2	-1.6
OCDE-Total	1.4 e	1.7	1.1 e	0.5 e	0.3	-0.1 e	-0.2 e	0.9	0.6 e	0.1 e	2.2	1.6 e	0.0 e	-2.2	-1.4 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769531>

Graphique 10.3. **Contribution à la croissance du PIB par composante de la demande finale**
Pourcentage, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768828>

11. Consommation finale des administrations publiques

La consommation finale des administrations publiques se compose des dépenses engagées par les administrations pour la production de biens et services finaux non marchands (hors FBCF) et de produits et services marchands fournis à titre de transferts sociaux en nature. Il est possible que le montant total de la consommation finale des administrations publiques soit, du point de vue budgétaire, moins pertinent politiquement que les dépenses des administrations publiques (voir la section 16), mais son rôle en tant que composante du PIB total et, de ce fait, comme reflet du rôle direct des administrations en tant que « consommateur » de produits et de services finaux, est important.

Définition

La consommation finale des administrations publiques peut être divisée en deux catégories distinctes.

La première catégorie regroupe les dépenses de consommation collective (défense, justice, etc.) qui bénéficient à la société dans son ensemble, ou à de larges pans de la société, et que l'on qualifie souvent de biens et services publics.

La seconde comprend les dépenses de consommation individuelle (soins de santé, logement, éducation, etc.) qui reflètent les dépenses engagées par les administrations pour le compte des ménages individuels (voir aussi la section 10). Cette catégorie de dépenses est égale aux transferts sociaux en nature des administrations aux ménages (voir la section 6) et à ce titre, elle inclut les dépenses engagées par les administrations publiques en produits et services marchands fournis aux ménages.

Comme les biens et les services produits par les administrations publiques n'ont en général pas de prix de marché, les produits correspondants sont estimés comme la somme des coûts nécessaires pour produire ces biens et services. Ces coûts sont composés principalement de la rémunération des salariés, la consommation intermédiaire et l'amortissement. La consommation finale des administrations publiques peut être alors estimée comme la différence entre d'une part la production des administrations publiques et d'autre part les paiements effectués pour les biens et les services produits par les administrations publiques et la production correspondante utilisée pour la formation de capital fixe.

La distinction entre consommation individuelle et collective est quelquefois difficile à établir. Par exemple, les dépenses effectuées par les ministères de l'Éducation ou de la Santé au niveau national sont incluses dans les services collectifs, reflétant leur rôle de générateur d'actions publiques, de normes et de réglementations. En revanche, les dépenses relatives à l'administration ou au fonctionnement d'un groupe d'hôpitaux par exemple sont comptabilisées comme individuelles. Pour aider à établir la distinction, le SCN contient des orientations fondées sur la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, voir la section 17). Selon ces orientations, toutes les dépenses de consommation finale des administrations publiques comptabilisées aux postes suivants : santé, services de loisirs et sportifs, services culturels, éducation et protection sociale, doivent être traitées comme des dépenses en services individuels à l'exception des dépenses consacrées aux administrations publiques, à la réglementation, à la recherche, etc.

Comparabilité

La comparabilité de la consommation finale des administrations publiques entre les pays est très bonne. Cela étant, l'interprétation des comparaisons entre les dépenses de consommation finale des administrations publiques est encore plus facile si celles-ci sont ventilées entre consommation individuelle et consommation collective (voir aussi la section 6).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

11. Consommation finale des administrations publiques

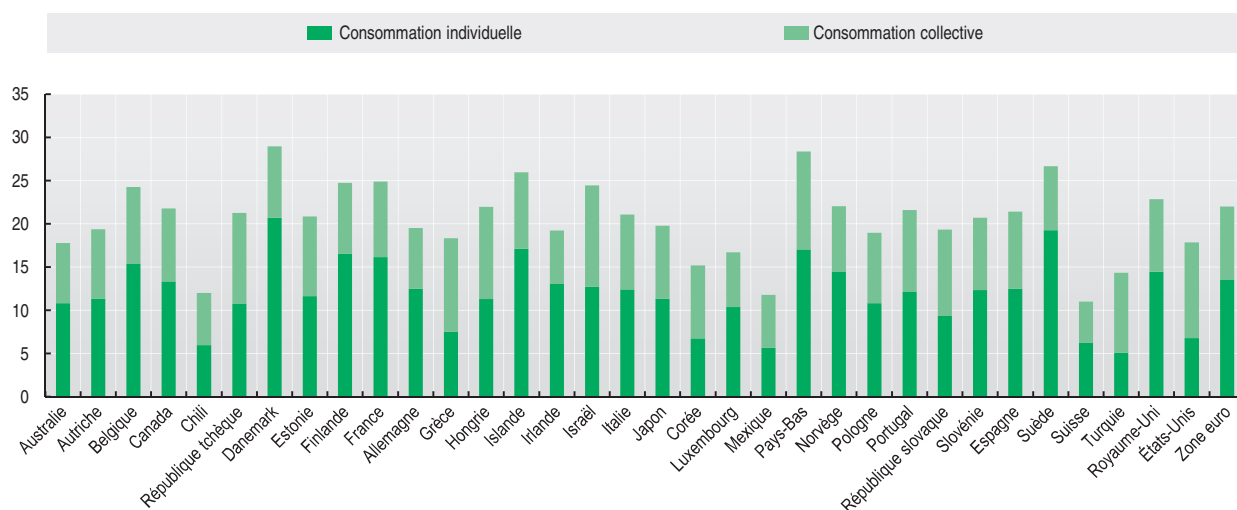
Tableau 11.1. **Consommation finale des administrations publiques**

Pourcentage du PIB

	Consommation individuelle							Consommation collective						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	11.8	11.6	11.4	11.6	12.8	12.5	12.3	7.0	6.8	6.5	6.7	7.2	7.0	7.0
Australie	10.6	10.6	10.5	10.9	11.2	10.8	..	6.6	6.6	6.6	6.7	6.9	6.9	..
Autriche	10.6	10.6	10.6	10.9	11.5	11.3	11.1	7.8	7.7	7.4	7.8	8.3	8.1	7.7
Belgique	14.1	14.0	13.9	14.6	15.6	15.4	15.6	8.6	8.5	8.3	8.5	9.1	8.8	8.8
Canada	11.5	11.7	11.8	12.0	13.4	13.3	..	7.4	7.4	7.4	7.7	8.7	8.4	..
Chili	5.1 e	4.9 e	5.1 e	5.7 e	6.4 e	6.0 e	5.7 e	5.5 e	5.1 e	5.3 e	5.5 e	6.2 e	6.0 e	6.2 e
Corée	5.8	6.2	6.3	6.5	6.9	6.8	..	8.0	8.3	8.4	8.8	9.1	8.4	..
Danemark	18.2	18.1	18.2	18.8	21.2	20.7	20.3	7.9	7.8	7.7	7.7	8.6	8.2	8.1
Espagne	10.5	10.5	10.7	11.4	12.7	12.5	12.1	7.4	7.5	7.6	8.1	8.7	8.9	8.8
Estonie	9.4	8.9	9.0	10.6	12.3	11.6	10.9	7.8	7.3	7.5	8.7	9.7	9.2	8.6
États-Unis	6.3	6.3	6.4	6.6	6.9	6.8	6.5	9.4	9.5	9.6	10.3	10.9	11.1	10.8
Finlande	14.7	14.7	14.2	14.8	16.6	16.5	16.3	7.8	7.6	7.4	7.7	8.6	8.2	7.9
France	15.3	15.1	15.0	15.1	16.1	16.1	16.1	8.5	8.3	8.1	8.1	8.7	8.7	8.4
Grèce	6.8	6.8	7.2	7.2	7.7	7.5	7.1	11.3	10.3	10.7	10.9	12.8	10.8	10.3
Hongrie	12.7	12.5	11.6	11.7	12.1	11.3	10.7	10.0	10.5	10.1	10.1	10.5	10.6	10.1
Irlande	10.4	10.5	10.9	12.0	13.6	13.0	12.3	5.8	6.0	6.3	7.2	6.8	6.2	6.1
Islande	16.5	16.4	16.4	16.8	17.6	17.1	16.6	8.1	8.0	7.8	8.1	8.9	8.8	8.7
Israël ¹	12.9	12.6	12.5	12.7	12.6	12.7	12.7	13.0	12.9	12.5	12.2	11.9	11.7	11.5
Italie	11.8	11.8	11.6	11.8	12.5	12.4	12.0	8.3	8.1	7.9	8.2	8.9	8.7	8.5
Japon	10.1	10.0	10.1	10.5	11.4	11.4	..	8.3	8.1	8.0	8.1	8.6	8.4	..
Luxembourg	10.0	9.4	9.1	9.5	10.8	10.4	10.2	6.5	6.0	5.7	6.0	6.7	6.3	6.3
Mexique	5.4	5.2	5.2	5.3	5.9	5.7	..	5.4	5.2	5.3	5.4	6.1	6.1	..
Norvège	13.1	12.6	12.7	12.5	14.7	14.5	14.3	6.6	6.3	6.6	6.5	7.8	7.5	7.3
Nouvelle-Zélande	10.9	11.1	11.1	11.8	12.2	..	..	7.1	7.5	7.6	8.3	8.1	..	..
Pays-Bas	13.4	14.8	15.0	15.2	17.0	17.1	17.1	10.3	10.3	10.2	10.5	11.7	11.3	10.8
Pologne	10.1	10.2	10.0	10.5	10.7	10.8	10.4	8.0	8.1	7.9	8.1	7.9	8.1	7.7
Portugal	12.2	11.7	11.1	11.1	12.1	12.1	11.1	8.9	8.8	8.8	9.0	9.9	9.5	9.0
République slovaque	7.4	7.6	8.0	8.4	9.4	9.3	8.7	10.9	11.1	9.1	9.1	10.5	10.0	9.3
République tchèque	10.6	10.3	9.9	9.9	10.9	10.8	10.7	10.8	10.4	9.9	9.9	10.6	10.5	9.9
Royaume-Uni	12.6	12.9	12.9	13.5	14.8	14.5	14.2	8.6	8.4	8.0	8.4	8.6	8.4	8.1
Slovénie	11.3	11.1	10.4	10.7	12.0	12.3	12.3	7.7	7.7	6.9	7.5	8.1	8.4	8.5
Suède	19.0	18.9	18.6	19.0	20.1	19.2	19.1	7.1	7.1	6.9	7.1	7.6	7.4	7.4
Suisse	6.6	6.3	6.1	5.7	6.3	6.2	6.3	5.0	4.8	4.7	4.7	4.9	4.8	4.8
Turquie	4.2 e	4.4 e	4.5 e	4.6 e	5.2 e	5.1 e	4.9 e	7.6 e	7.9 e	8.2 e	8.2 e	9.5 e	9.2 e	9.0 e
Zone euro	12.4 e	12.4 e	12.3 e	12.6 e	13.6 e	13.6 e	13.4 e	8.0 e	7.9 e	7.7 e	8.0 e	8.6 e	8.4 e	8.2 e
OCDE-Total	9.2 e	9.2 e	9.2 e	9.5 e	10.2 e	..	..	8.4 e	8.4 e	8.3 e	8.7 e	9.3 e	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769550>Graphique 11.1. **Consommation finale des administrations publiques**

Pourcentage du PIB, 2010

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768847>

12. Investissement

L'investissement ou, pour être plus précis, la formation brute de capital fixe, est une variable essentielle de l'analyse économique, par exemple de l'analyse de la demande ou de la productivité.

Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) est définie en comptabilité nationale comme les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes produits, c'est-à-dire les actifs destinés à être utilisés pour la production d'autres biens ou services pendant au moins un an.

Les acquisitions recouvrent aussi bien les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) que la création d'actifs par des producteurs pour leur propre usage.

L'expression « actifs produits » signifie que seuls sont pris en compte les actifs produits à l'issue d'un processus de production comptabilisé dans les comptes nationaux. Les comptes nationaux recensent également les opérations sur des actifs non produits tels que les terrains ou les réserves pétrolières et minérales par exemple, qui sont portés au bilan séparément en tant qu'achats d'actifs non produits et non en tant que formation brute de capital fixe.

Les prix d'acquisition des biens en capital comprennent les frais de transport et d'installation ainsi que toutes les taxes spécifiques liées à l'acquisition.

La FBCF peut être ventilée en groupes d'actifs particuliers. Le tableau 12.2 présente six groupes : les logements (hors terrains) ; les autres bâtiments et ouvrages de génie civil (routes, ponts, terrains d'aviation, digues, etc.) ; les matériels de transport (navires, trains, avions, etc.) ; les autres machines et équipements (équipements de bureau et matériel informatique, etc.) ; les actifs cultivés (forêts exploitées, bétail élevé pour la production laitière, etc.) et les actifs intangibles fixes type propriété intellectuelle, (exploration minérale, logiciels et bases de données, originaux littéraires et artistiques, etc.).

Le graphique 12.2 présente un autre groupe important de produits des technologies de l'information et de la communication (TIC). Les TIC recouvrent trois grandes catégories : matériel et équipement de bureau (ordinateurs et matériels connexes), matériel de radio, télévision et communication (principalement le matériel de communication) et les logiciels. Il est important de noter que les TIC intégrées dans des actifs autres que des TIC ne sont pas incluses dans ce groupe.

La FBCF peut être également répartie entre secteurs institutionnels. Pour les administrations, cela recouvre généralement les investissements dans les infrastructures de transport et les bâtiments publics tels que les écoles ou les hôpitaux.

Pour les ménages, la FBCF est généralement équivalente aux logements, bien que des investissements dans d'autres produits réalisés par des entreprises non constituées en sociétés puissent aussi bien y figurer.

Comparabilité

Lors de la révision du *Système de comptabilité nationale* en 1993, la portée de la FBCF a été élargie pour y inclure l'exploration de minéraux, les logiciels informatiques et les loisirs ainsi que les originaux artistiques et littéraires. La comparabilité de ces

éléments s'est améliorée ces dernières années, mais dans certains pays, les différents éléments sont moins couverts que dans d'autres, en particulier en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.

Lorsque l'on procède à des comparaisons de la FBCF par secteur institutionnel, il convient de prêter attention aux mécanismes couramment utilisés pour « acquérir » des actifs. Par exemple, il peut arriver qu'une unité préfère louer un actif, lequel, du coup, ne sera pas comptabilisé en tant que FBCF pour elle. Si toutefois l'accord conclu entre le locataire et le bailleur s'apparente à un contrat de location-financement, le SCN considère que le locataire a acquis l'actif. À plus grande échelle, nombreuses sont les administrations qui recourent avec une fréquence croissante à des initiatives de financement privé pour créer des infrastructures publiques. L'opération consistant à déterminer qui est le propriétaire de ces mécanismes au sens du SCN est loin d'être insignifiante et risque de poser des problèmes de comparabilité temporelle et internationale.

Dans le SCN 2008, la portée des actifs a été élargie et s'étend désormais à la recherche et à la mise au point expérimentale ainsi qu'aux systèmes d'armement militaire (voir informations complémentaires en annexe B) mais les chiffres présentés ici ne tiennent pas compte de cet ajout (sauf pour l'Australie qui a adopté le *Système de comptabilité nationale* 2008).

Notes relatives au tableau 12.2 : les « logements » comprennent les « autres bâtiments et ouvrages de génie civil » pour le Chili, la Norvège, le Portugal et la Turquie. Les « logements » incluent aussi les actifs « cultivés » pour le Chili. Au Canada et aux États-Unis, les actifs cultivés ne sont pas capitalisés. Au Royaume-Uni, les « actifs cultivés » sont inclus dans les « autres machines et équipements ». « Les matériels de transports » sont inclus dans « autres machines et équipements » pour le Chili et la Turquie. « Les coûts de transfert de propriété » sont inclus dans le total mais pas répartis par branche d'activités pour l'Australie.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.
- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.


Pour en savoir plus

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/335303788330>.
- Lequiller, F. et al. (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/334811030426>.
- OCDE (2009), *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264079205-en>.

Tableau 12.1. **Formation brute de capital fixe, volume**

Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	4.0	4.5	2.6	-3.3	-6.1	-1.2	-0.2	0.8	8.2	4.7	1.3	-11.6	5.9	6.2
Australie	4.6	8.2	-7.9	9.0	12.7	9.0	6.9	9.3	5.1	9.6	1.4	2.3	4.1	7.2 e
Autriche	3.3	1.2	5.2	-1.0	-4.0	4.8	0.6	0.6	0.5	3.6	0.7	-7.8	0.8	7.3
Belgique	3.3	2.6	5.1	1.0	-4.5	0.1	7.8	6.4	2.6	6.3	2.0	-8.4	-1.4	4.1
Canada	2.4	7.3	4.7	4.0	1.6	6.2	7.8	9.3	7.1	3.5	2.0	-13.0	10.0	6.6 e
Chili	1.9 e	-18.2 e	8.9 e	4.3 e	1.5 e	5.7 e	11.4	23.5	4.3	10.8	17.9	-12.1	14.3	17.6
Corée	-22.0	8.7	12.3	0.3	7.1	4.4	2.1	1.9	3.4	4.2	-1.9	-1.0	5.8	-1.1
Danemark	8.1	-0.1	7.6	-1.4	0.1	-0.2	3.9	4.7	14.3	0.4	-4.2	-15.9	-2.4	2.9
Espagne	11.3	10.4	6.6	4.8	3.4	5.9	5.1	7.1	7.1	4.5	-4.7	-18.0	-6.2	-5.3
Estonie	21.4	-15.5	16.7	13.1	24.2	16.7	6.0	15.2	23.0	9.3	-13.3	-38.3	-7.4	25.7
États-Unis	9.9	9.1	6.9	-1.1	-3.0	3.2	6.2	5.3	2.3	-1.6	-5.8	-16.1	-0.5	4.0
Finlande	11.1	3.3	6.4	2.9	-3.7	3.0	4.9	3.6	1.9	10.7	-0.6	-13.2	1.9	6.8
France	7.4	8.5	6.8	2.2	-1.9	2.2	3.4	4.4	4.0	6.3	0.3	-10.6	1.2	3.5
Grèce	10.6 e	11.0 e	8.0 e	4.8 e	9.5 e	11.8 e	0.4 e	-6.3 e	14.9	22.8	-14.3	-13.7	-15.0	-19.6
Hongrie	12.8	7.4	6.0	1.9	7.4	1.5	7.2	4.5	-2.7	3.8	2.9	-11.1	-9.5	-3.6
Irlande	13.2	13.4	6.2	0.2	2.4	6.4	9.5	14.9	4.9	2.4	-10.0	-27.7	-22.7	-12.2
Islande	34.4	-4.1	11.8	-4.3	-14.0	11.1	28.7	34.4	24.4	-12.2	-20.4	-51.4	-8.6	12.8
Israël ¹	-4.5	0.0	2.3	-3.3	-6.7	-4.5	-0.1	3.2	11.7	12.6	4.6	-3.1	12.2	16.0
Italie	3.9	4.0	6.4	2.7	3.4	-1.3	2.0	1.3	3.4	1.8	-3.7	-11.7	2.1	-1.8
Japon	-6.9	-0.6	0.7	-2.1	-4.9	0.2	0.4	0.8	1.5	0.3	-4.1	-10.6	-0.2	0.8 e
Luxembourg	6.1	22.0	-4.7	8.8	5.2	6.2	2.7	2.5	4.1	18.4	2.0	-15.5	6.8	10.2
Mexique	10.3 e	7.7 e	11.4 e	-5.6 e	-0.6 e	0.4 e	8.0	7.5	9.9	6.9	5.5	-11.8	6.4	8.9 e
Norvège	13.6	-5.4	-3.5	-1.1	-1.1	0.8	11.1	13.5	9.8	11.4	0.2	-7.5	-5.2	6.4
Nouvelle-Zélande	-2.4	10.6	0.4	6.8	7.8	12.9	7.6	5.2	-2.3	4.7 e	-5.2 e	-12.0 e	2.2 e	1.6 e
Pays-Bas	6.8	8.7	0.6	0.2	-4.5	-1.5	-1.6	3.7	7.5	5.5	4.5	-12.0	-7.2	5.7
Pologne	14.0	6.6	2.7	-9.7	-6.3	-0.1	6.4	6.5	14.9	17.6	9.6	-1.2	-0.4	9.0
Portugal	11.8	6.0	3.9	0.6	-3.2	-7.1	0.0	-0.5	-1.3	2.6	-0.3	-8.6	-4.1	-11.3
République slovaque	9.4	-15.7	-9.6	12.9	0.2	-2.7	4.8	17.5	9.3	9.1	1.0	-19.7	6.5	14.2
République tchèque	-1.0	-2.1	6.5	4.5	3.8	0.6	3.0	6.0	5.8	13.2	4.1	-11.0	1.0	-0.7
Royaume-Uni	13.7	2.7	2.6	2.6	3.7	1.2	5.0	2.4	6.3	8.2	-4.6	-13.7	3.5	-1.4
Slovénie	8.6	14.7	2.6	1.3	0.3	7.6	5.0	3.0	10.4	13.3	7.1	-23.2	-13.8	-8.1
Suède	8.8	8.7	5.7	0.5	-1.3	1.6	5.7	8.1	9.2	8.9	1.4	-15.5	7.2	6.7
Suisse	7.0	2.3	4.7	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	4.0
Turquie	-3.9 e	-16.2	17.5	-30.0	14.7	14.2	28.4	17.4	13.3	3.1	-6.2	-19.0	30.5	18.5
Zone euro	6.0	6.0	4.7	0.7	-1.6	1.1	2.2	3.2	5.6	5.2	-1.4	-12.7	-0.1	1.4
OCDE-Total	3.9 e	5.2 e	5.1 e	-0.9 e	-1.0 e	2.4 e	4.6 e	4.6 e	4.5	2.9 e	-2.6 e	-12.5 e	1.9 e	3.4 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769569>Graphique 12.1. **Formation brute de capital fixe (FBCF), volume**

Pourcentage du PIB, 2011

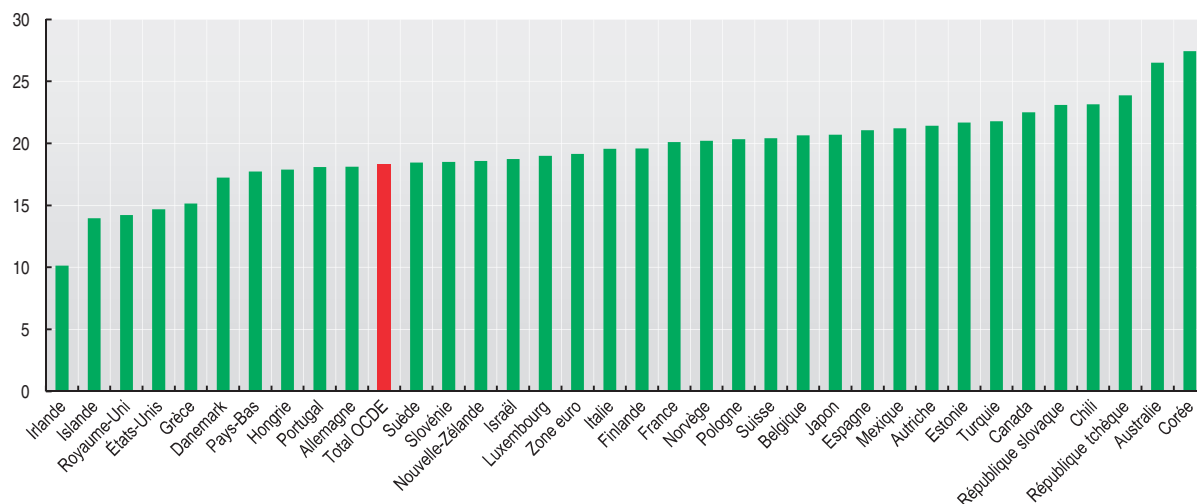
Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768866>

Tableau 12.2. **Formation brute de capital fixe par type d'actif**
Pourcentage de la FBCF totale

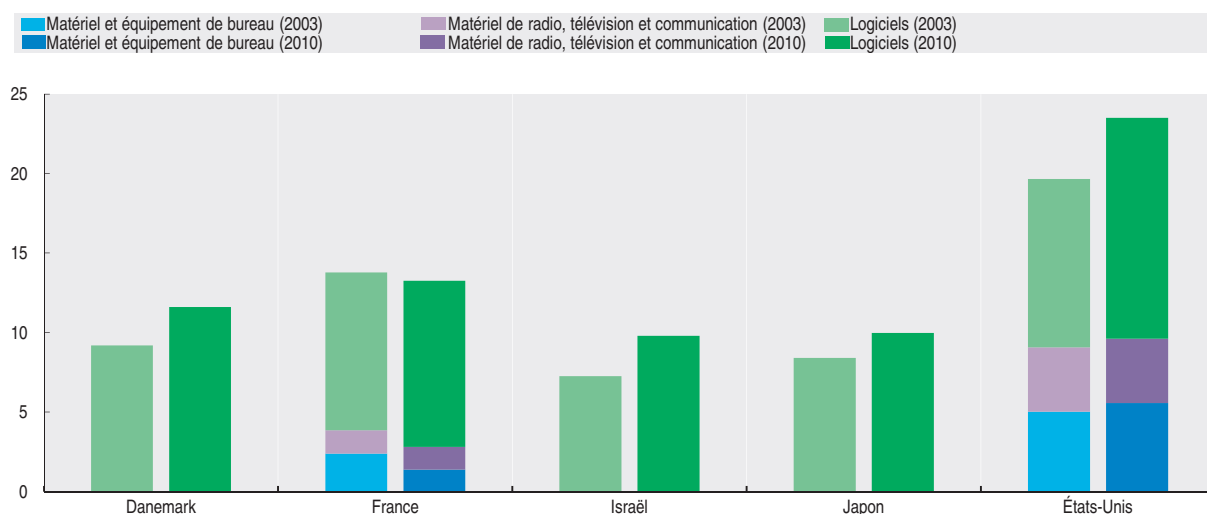
	Logements		Autres bâtiments et ouvrages de génie civil		Matériels de transport		Autres machines et équipements		Actifs cultivés		Actifs fixes incorporels	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Allemagne	31.8	30.6	22.7	23.8	9.9	12.8	30.4	26.5	0.0	0.0	5.3	6.4
Australie	21.3	20.1	24.6	37.5	9.0	6.8	35.0	25.8	1.6	0.9	12.1	11.1
Autriche	22.2	21.8	33.0	32.1	10.7	10.1	27.2	27.3	0.3	0.2	6.7	8.5
Belgique	24.9	30.9	22.5	22.0	10.9	9.4	36.2	30.9	0.2	0.3	5.3	7.2
Canada	23.7	31.7	29.2	36.8	11.3	6.2	27.4	16.9	..	..	8.4	8.4
Chili	64.7 e	62.4	..	..	33.2 e	37.6	..	..	..	..	..	..
Corée	13.2	12.8	40.4	46.0	9.8	7.4	31.2	28.0	..	..	5.3	5.8
Danemark	23.4	23.9	25.9	23.7	12.5	12.3	29.3	25.2	0.0	-0.1	8.8	14.9
Espagne	34.8	31.9	29.3	35.8	10.2	6.4	21.4	19.2	0.3	0.6	3.9	6.1
Estonie	7.8	16.7	42.5	50.4	13.7	7.5	34.6	21.6	0.6	0.7	0.9	3.2
États-Unis	22.6	16.6	25.0	31.6	9.4	6.7	32.5	31.1	..	..	10.4	14.1
Finlande	31.2	35.2	31.8	33.4	6.7	5.4	23.9	17.7	0.2	0.2	6.4	8.1
France	27.7	30.5	29.1	32.1	8.7	7.3	23.6	18.9	0.6	0.3	10.3	10.9
Grèce	40.7 e	30.7	23.2 e	23.1	12.5 e	18.9	18.1 e	20.7	0.2 e	0.3	3.1 e	6.3
Hongrie	14.8	13.5	32.2	42.6	7.4	7.6	39.0	30.3	2.0	1.2	4.7	4.8
Irlande	36.0	25.6	29.1	32.0	12.6	20.6	19.5	14.7	-0.1	-0.3	2.9	7.4
Islande	16.6	18.1	42.0	50.4	11.2	3.5	29.1	25.7	0.7	1.1	0.4	1.2
Israël ¹	27.1	31.7	23.1	22.0	10.3	11.6	31.4	23.7	0.3	0.3	7.7	10.8
Italie	23.7	27.9	23.5	23.5	10.5	8.7	36.2	34.2	0.3	0.2	5.7	5.5
Japon	16.7 e	13.7	34.4 e	33.4	6.7 e	9.6	34.5 e	33.3	..	..	6.1 e	10.0
Luxembourg	12.2	19.2	41.0	40.9	16.0	17.1	22.3	14.0	0.1	0.1	8.4	8.7
Mexique	..	22.8	..	41.7	..	9.2	..	26.4	..	0.0	..	..
Norvège	61.9	67.5	..	..	11.8	9.6	24.6	17.9	..	..	1.7	4.9
Nouvelle-Zélande	23.4	..	25.1	..	10.0	..	32.8	..	..	..	8.6	..
Pays-Bas	26.9	28.1	27.2	30.0	9.6	7.0	26.5	23.8	0.4	0.3	9.3	10.7
Pologne	12.8	13.3	42.5	49.1	10.4	9.1	30.7	25.1	0.0	0.1	3.7	3.2
Portugal	29.6	19.1	30.9	43.4	11.6	8.1	23.2	22.0	0.9	0.8	3.8	6.5
République slovaque	17.3	11.6	34.6	36.3	15.1	12.4	26.7	27.5	3.2	1.5	3.2	10.7
République tchèque	12.7	17.0	32.9	34.7	11.4	12.4	37.4	30.7	0.7	0.2	4.8	5.0
Royaume-Uni	14.6	20.8	32.4	40.5	8.4	7.0	37.5	23.7	..	..	7.1	8.0
Slovénie	13.9	15.9	40.0	40.7	8.9	7.1	31.8	29.2	0.3	0.5	5.0	6.7
Suède	11.3	18.3	23.7	25.7	10.9	8.4	36.7	31.1	0.4	0.4	17.1	16.2
Suisse	17.4	23.3	23.0	22.0	9.4	9.8	42.3	34.1	0.2	0.2	7.6	10.7
Turquie	43.7	44.5	..	..	..	..	56.3	55.5	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769588>

Graphique 12.2. **Investissement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Pourcentage du total FBCF, 2003 et 2010



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768885>

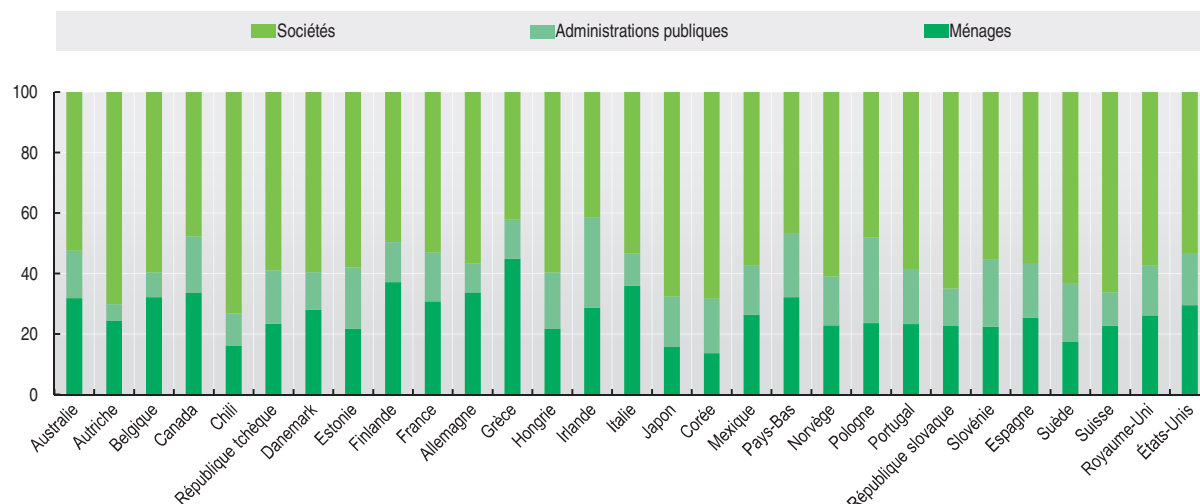
Tableau 12.3. **Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel**

Pourcentage de la FBCF totale

	Sociétés				Administrations publiques				Ménages			
	1998	2002	2006	2010	1998	2002	2006	2010	1998	2002	2006	2010
Allemagne	53.3	56.1	58.5	56.6	8.8	9.6	8.1	9.6	37.9	34.2	33.4	33.8
Australie	51.3	49.7	54.1	52.5	11.5	11.2	10.9	15.6	37.1	39.1	35.0	31.9
Autriche	68.7	71.3	72.2	70.2	7.7	6.1	5.3	5.3	23.6	22.5	22.5	24.5
Belgique	61.1	63.5	60.8	59.7	8.1	8.7	7.5	8.1	30.8	27.9	31.7	32.2
Canada	61.5	55.3	55.5	47.7	11.0	12.7	12.7	18.8	27.5	32.0	31.8	33.5
Chili	..	..	..	73.2	..	..	..	10.6	..	..	..	16.2
Corée	59.0	63.1	65.5	68.4	19.4	17.9	17.3	17.9	21.6	19.1	17.2	13.7
Danemark	68.8	67.4	61.6	59.5	8.2	9.0	9.0	12.5	23.0	23.6	29.4	28.0
Espagne	..	56.0	55.8	56.8	..	13.5	12.2	17.9	..	30.5	32.0	25.4
Estonie	72.5	68.3	61.9	58.0	16.0	17.9	13.0	20.3	11.5	13.8	25.1	21.8
États-Unis	53.6	48.3	48.3	53.3	12.3	14.1	12.2	17.2	34.1	37.5	39.5	29.5
Finlande	55.1	54.4	50.6	49.7	14.3	14.2	11.6	13.2	30.6	31.5	37.8	37.2
France	52.4	53.6	51.4	53.1	16.2	15.9	16.0	16.0	31.4	30.5	32.6	30.8
Grèce	..	..	28.7	42.3	..	..	15.1	12.8	..	..	56.2	44.9
Hongrie	65.9	53.0	58.2	59.7	13.5	21.1	20.6	18.4	20.6	25.9	21.2	21.9
Irlande	..	38.6	32.9	41.4	..	19.5	14.0	29.9	..	41.8	53.1	28.7
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	..	..	..	..	14.4	9.6	..	..	..	..	..
Italie	52.9	57.1	53.1	53.4	12.0	8.3	11.0	10.6	35.1	34.6	35.9	36.0
Japon	..	59.0	66.7	67.6	..	20.5	14.7	16.4	..	20.5	18.6	15.9
Luxembourg	..	..	61.0	..	20.7	21.9	18.8	..	..	..	20.2	..
Mexique	..	..	59.3	57.2	..	..	9.8	16.4	..	..	30.9	26.4
Norvège	66.4	59.1	59.5	61.0	14.6	15.5	14.5	16.2	19.0	25.3	26.0	22.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	13.8	13.0	15.2	..	21.0	20.4	21.2	..
Pays-Bas	55.8	49.2	46.8	46.9	13.3	17.7	16.8	20.9	30.9	33.1	36.4	32.2
Pologne	65.8	56.0	55.8	48.1	16.0	18.4	19.9	28.3	18.2	25.7	24.3	23.6
Portugal	50.8	52.6	59.5	58.5	17.4	15.9	12.7	18.2	31.8	31.5	27.8	23.3
République slovaque	74.8	65.4	70.9	64.9	11.1	12.0	8.2	12.4	14.1	22.7	20.9	22.7
République tchèque	69.9	70.1	62.4	58.9	14.3	11.1	17.5	17.6	15.8	18.8	20.1	23.5
Royaume-Uni	70.3	60.6	53.6	57.2	7.6	8.6	10.4	16.6	22.1	30.8	36.0	26.2
Slovénie	61.8	64.3	62.1	55.4	11.9	12.7	13.9	22.1	26.4	23.0	24.0	22.5
Suède	71.0	68.6	66.8	63.4	18.4	17.8	16.3	19.3	10.6	13.6	16.9	17.3
Suisse	63.9	67.0	67.1	66.2	11.8	11.5	9.8	11.0	24.3	21.5	23.1	22.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Totale	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769607>Graphique 12.3. **Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel**

Pourcentage du total FBCF, 2010

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768904>

13. Exportations et importations de biens et services

Dans un monde contemporain marqué par une mondialisation croissante, les exportations et les importations sont des agrégats fondamentaux dans l'analyse de la situation économique d'un pays. De fait, chaque fois que l'économie mondiale ralentit ou, au contraire, prospère, l'économie nationale en est potentiellement affectée.

Définition

Les exportations de biens et de services sont des opérations de vente de biens et de services (inclus dans la définition de la production au regard du PIB) effectuées par des résidents au profit de non-résidents. Elles incluent aussi les transactions de troc ou des biens exportés sous forme de don ou dotation. De la même manière, les importations reflètent les mêmes opérations, mais effectuées en sens inverse, par des non-résidents au profit de résidents.

Une unité est dite résidente d'un pays lorsque son « centre d'intérêt économique » est situé sur le territoire économique de ce pays. Le territoire économique d'un pays est la zone géographique correspondant à l'État-nation concerné. Il comprend son espace aérien, ses eaux territoriales, ses enclaves territoriales dans le reste du monde (ambassades dans des pays étrangers) et les zones franches. En revanche, les ambassades étrangères situées sur son territoire en sont exclues.

Il n'est pas nécessaire que tous les produits franchissent physiquement les frontières d'un pays pour être comptabilisés en tant qu'exportation ou importation. Les équipements de transport, les biens produits par des résidents dans les eaux internationales et vendus directement à des non-résidents ou encore la nourriture consommée à bord des navires ou des avions ne sont que quelques exemples de transactions qui peuvent être comptabilisées comme des exportations ou des importations sans traverser physiquement les frontières.

Il est possible d'établir un certain nombre d'indicateurs à partir des exportations et des importations de biens et de services, comme par exemple le degré d'ouverture d'une économie (exportations + importations)/PIB (tableaux 13.3 et 13.4) ou les termes de l'échange présentés ici dans le tableau 13.5. Les termes de l'échange sont définis comme le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation.

Comparabilité

Les biens (échanges de marchandises) constituent l'essentiel des importations et des exportations ; celles-ci sont généralement bien couvertes et permettent une bonne comparabilité entre les pays, même si les écarts entre le total des importations et des exportations de biens échangés au niveau mondial montrent bien que dans la pratique, les opérations de mesure de ces flux sont loin d'être évidentes. L'augmentation des échanges sur l'Internet a accru les difficultés de mesure.

La comparabilité des échanges de services est toutefois davantage affectée par les problèmes pratiques de mesure, même si l'approche conceptuelle retenue, comme c'est le cas pour les biens, est la même pour tous les pays de l'OCDE.

Jusqu'à une époque récente, les exportations et les importations de services consistaient principalement en services de transports (maritimes et aériens) et en assurances, mais l'augmentation de la fréquence de l'externalisation, du négoce international (« merchanting »), des services de traitement (voir également l'annexe B pour les modifications qu'entraîne le SCN 2008) et des opérations sur des biens de propriété intellectuelle, par exemple logiciels ou originaux artistiques, a accru les difficultés inhérentes à la mesure des échanges de services. Certains paiements, au titre de logiciels par exemple, sont à tort comptabilisés comme des revenus de la propriété et non portés aux comptes de biens et de services.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

13. Exportations et importations de biens et services

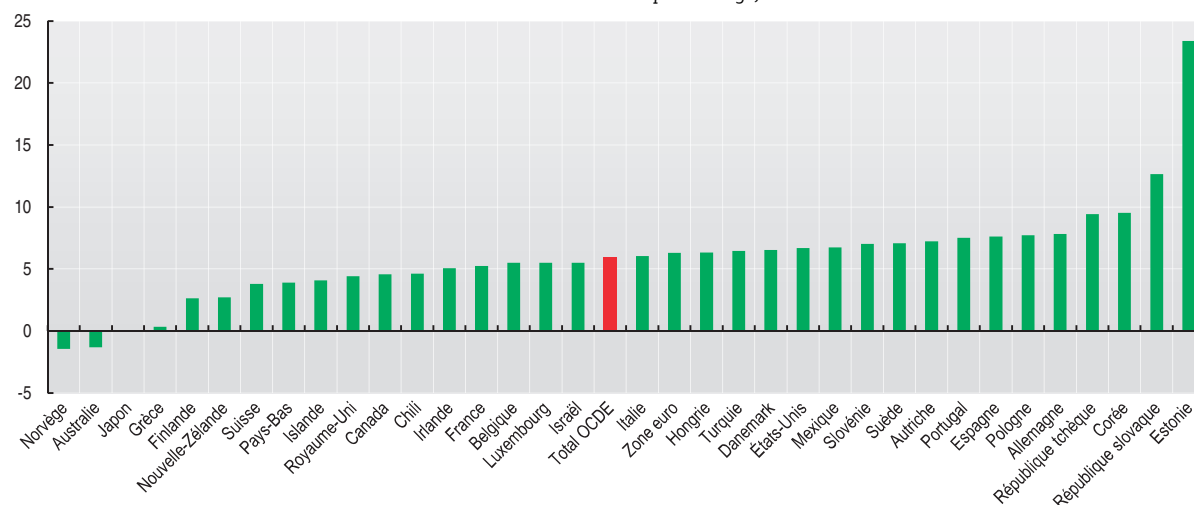
Tableau 13.1. **Exportations de biens et services, volume**

Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	7.7	5.8	13.2	6.4	4.2	2.5	10.7	7.7	13.1	8.0	2.8	-12.8	13.7	7.8
Australie	1.9	9.7	8.2	-0.7	0.2	1.2	3.5	2.7	4.0	3.7	1.7	5.3	0.4	-1.3 e
Autriche	8.3	6.1	13.5	6.2	3.9	1.5	10.1	7.4	7.7	8.9	1.4	-15.6	8.7	7.2
Belgique	4.8	4.5	11.8	1.1	2.5	0.5	6.1	3.8	5.4	5.2	2.1	-11.1	9.6	5.5
Canada	9.1	10.7	8.9	-3.0	1.2	-2.3	5.0	1.9	0.6	1.2	-4.7	-13.8	6.4	4.6 e
Chili	5.2 e	7.3 e	5.1 e	7.2 e	1.6 e	6.5 e	14.0	2.8	5.1	7.2	-0.7	-4.5	1.4	4.6
Corée	12.9	14.4	18.1	-3.4	12.1	14.5	19.7	7.8	11.4	12.6	6.6	-1.2	14.7	9.5
Danemark	4.1	11.6	12.8	3.1	4.1	-1.0	2.8	8.1	9.0	2.8	3.3	-9.5	3.0	6.5
Espagne	8.0	7.5	10.2	4.2	2.0	3.7	4.2	2.5	6.7	6.7	-1.0	-10.0	11.3	7.6
Estonie	13.4	0.4	27.4	4.0	-2.7	7.7	14.5	18.6	6.1	3.7	1.0	-20.6	22.9	23.4
États-Unis	2.3	4.4	8.6	-5.6	-2.0	1.6	9.5	6.8	9.0	9.3	6.1	-9.1	11.1	6.7
Finlande	9.2	11.1	17.3	1.7	3.3	-1.9	8.2	7.0	12.2	8.2	5.8	-21.3	7.5	2.6
France	8.2	4.6	12.4	2.6	1.6	-1.3	4.8	2.9	5.2	2.3	-0.3	-12.1	9.6	5.3
Grèce	5.3 e	18.1 e	14.1 e	0.0 e	-8.4 e	2.9 e	17.3 e	2.5 e	4.3	7.1	1.7	-19.4	5.2	0.3
Hongrie	16.5	11.1	19.7	8.0	3.8	6.2	15.0	11.3	19.1	15.0	5.7	-10.2	14.2	6.3
Irlande	23.1	15.6	20.9	8.4	4.9	0.7	7.6	4.4	5.0	8.4	-1.1	-3.8	6.2	5.1
Islande	2.5	4.0	4.2	7.4	3.8	1.6	8.4	7.5	-4.6	17.7	7.0	7.0	0.6	4.1
Israël ¹	6.6	14.1	23.5	-11.8	-2.2	8.0	17.5	4.5	5.5	9.2	7.1	-12.3	13.5	5.5
Italie	2.5	-1.1	11.6	2.8	-3.0	-1.2	6.3	3.4	8.4	6.2	-2.8	-17.5	11.4	6.0
Japon	-2.7	1.8	12.6	-7.0	7.9	9.5	14.0	6.2	9.9	8.7	1.4	-24.2	24.2	-0.1 e
Luxembourg	11.2	14.3	12.6	4.5	2.1	6.8	11.1	4.4	12.9	9.0	4.4	-10.9	7.7	5.5
Mexique	12.1 e	12.4 e	16.3 e	-3.6 e	1.4 e	2.7 e	11.5	6.8	10.9	5.7	0.5	-13.5	21.7	6.7 e
Norvège	0.7	2.8	3.2	4.3	-0.3	-0.1	1.0	0.5	-0.8	1.4	0.1	-4.2	1.8	-1.4
Nouvelle-Zélande	2.9	7.4	6.3	3.0	7.8	1.1	4.8	-0.2	2.9	3.2	-3.5	4.6	3.7 e	2.7 e
Pays-Bas	6.7	8.7	13.5	1.9	0.9	1.5	7.9	6.0	7.3	6.4	2.0	-7.7	11.2	3.9
Pologne	14.4	-2.5	23.2	3.1	4.8	14.2	14.0	8.0	14.6	9.1	7.1	-6.8	12.1	7.7
Portugal	8.3	3.8	8.8	1.8	2.8	3.6	4.1	0.2	11.6	7.5	-0.1	-10.9	8.8	7.5
République slovaque	21.0	12.2	8.9	6.9	5.2	15.9	7.4	10.0	21.0	14.3	3.1	-16.3	16.0	12.7
République tchèque	11.6	5.7	17.3	11.6	2.4	7.6	13.6	11.6	13.8	11.2	4.0	-10.9	15.5	9.4
Royaume-Uni	3.6	3.1	9.4	2.3	1.9	2.8	4.8	9.1	12.1	-2.5	1.2	-8.2	6.4	4.4
Slovénie	7.5	1.6	13.1	6.4	6.8	3.1	12.4	10.6	12.5	13.7	4.0	-16.7	10.1	7.0
Suède	9.0	7.2	11.7	0.6	1.3	4.2	10.8	6.6	9.0	5.7	1.7	-13.8	11.4	7.1
Suisse	4.1	6.4	12.8	0.7	0.2	-0.9	7.9	7.7	10.1	9.9	2.9	-7.7	7.8	3.8
Turquie	12.0 e	-10.7	16.0	3.9	6.9	6.9	11.2	7.9	6.6	7.3	2.7	-5.0	3.4	6.4
Zone euro	7.3	5.7	12.9	4.0	2.0	1.2	7.8	5.2	8.9	6.6	1.1	-12.4	11.2	6.3
OCDE-TOTAL	6.2 e	5.9 e	12.2 e	0.5 e	2.1 e	3.0 e	9.2 e	6.0 e	9.1	6.8	2.3	-10.9	11.5 e	5.9 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769626>Graphique 13.1. **Exportations de biens et services, volume**

Taux de croissance annuel en pourcentage, 2011

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768923>


13. Exportations et importations de biens et services

Tableau 13.2. **Importations de biens et services, volume**

Taux de croissance annuel en pourcentage

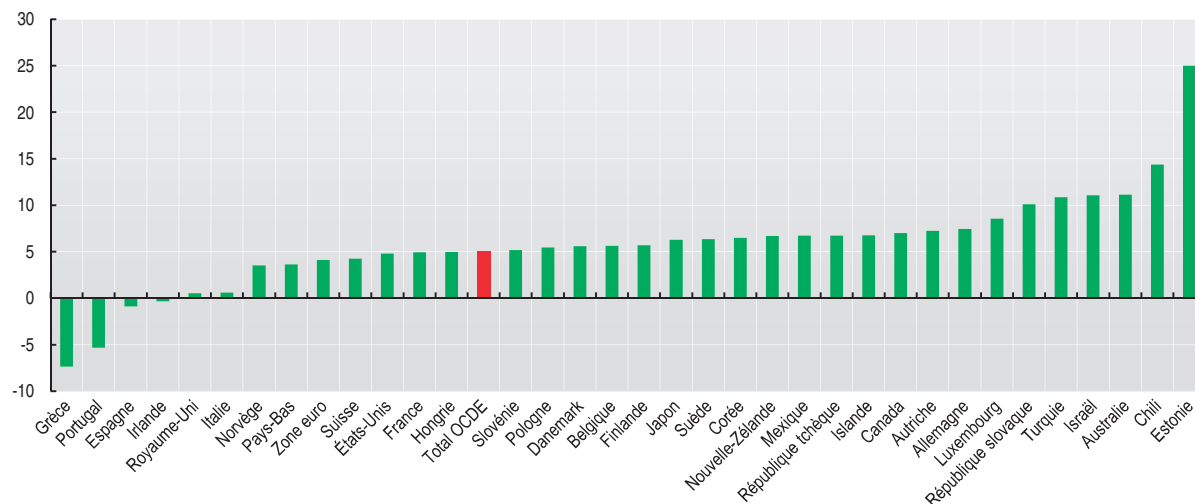
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	9.5	8.6	10.5	1.2	-1.2	5.5	8.2	6.2	11.8	5.4	3.4	-8.0	11.1	7.4
Australie	4.7	11.9	-1.0	1.4	13.1	12.7	12.2	7.2	9.4	14.6	-3.3	5.6	10.4	11.1 e
Autriche	5.2	4.7	10.7	5.6	-0.5	4.5	9.8	6.4	5.2	7.1	0.0	-13.3	8.8	7.2
Belgique	5.6	2.7	12.2	0.2	0.7	0.5	6.1	5.0	5.0	5.5	3.5	-10.6	8.9	5.6
Canada	5.1	7.8	8.1	-5.1	1.7	4.1	8.0	7.1	4.9	5.9	1.5	-13.4	13.1	7.0 e
Chili	6.7 e	-9.5 e	10.1 e	4.1 e	2.3 e	9.7 e	18.3	17.3	11.4	14.3	11.2	-16.2	27.4	14.4
Corée	-22.0	26.4	22.6	-4.9	14.4	11.1	11.7	7.6	11.3	11.7	4.4	-8.0	17.3	6.5
Danemark	8.5	3.5	13.1	1.9	7.5	-1.6	7.7	11.2	13.4	4.3	3.3	-12.3	3.2	5.6
Espagne	14.8	13.7	10.8	4.5	3.7	6.2	9.6	7.7	10.2	8.0	-5.2	-17.2	9.2	-0.9
Estonie	12.5	-5.9	27.1	4.8	7.2	11.2	14.7	18.9	13.9	6.3	-7.0	-32.0	21.0	25.0
États-Unis	11.7	11.5	13.0	-2.8	3.4	4.4	11.1	6.1	6.1	2.4	-2.7	-13.5	12.5	4.8
Finlande	8.7	4.2	16.7	1.3	3.2	3.2	7.4	11.4	7.9	7.0	7.5	-17.2	6.9	5.7
France	11.6	6.6	14.8	2.2	1.7	0.8	5.9	5.6	5.1	5.5	0.9	-9.6	8.9	4.9
Grèce	9.2 e	15.0 e	15.1 e	1.2 e	-1.3 e	3.0 e	5.7 e	-1.5 e	11.1	14.5	0.9	-20.2	-6.2	-7.3
Hongrie	22.9	12.3	18.0	5.4	6.7	9.3	14.3	6.9	15.1	12.8	5.5	-14.8	12.7	5.0
Irlande	27.5	12.6	21.5	7.3	2.4	-1.2	8.7	8.4	6.9	7.9	-3.0	-9.7	3.6	-0.3
Islande	23.4	4.4	8.6	-9.1	-2.6	10.7	14.5	29.3	11.3	-1.5	-18.4	-24.0	4.5	6.8
Israël ¹	1.7	15.6	12.2	-5.3	-1.4	-1.1	12.0	3.6	3.2	11.6	2.3	-13.9	12.5	11.1
Italie	9.0	4.5	9.7	1.9	0.2	2.1	4.8	3.5	7.9	5.2	-3.0	-13.4	12.5	0.6
Japon	-6.7	3.3	10.7	0.9	0.3	3.9	7.9	4.2	4.5	2.3	0.3	-15.7	11.1	6.3 e
Luxembourg	11.8	14.8	10.5	6.0	0.8	6.9	11.8	4.2	12.8	9.3	6.1	-14.1	12.1	8.6
Mexique	16.6 e	14.1 e	21.5 e	-1.6 e	1.5 e	0.7 e	10.7	8.5	12.6	7.1	2.6	-18.4	20.5	6.7 e
Norvège	8.8	-1.6	2.0	1.7	1.0	1.2	9.7	7.9	9.1	10.0	3.9	-12.5	9.9	3.5
Nouvelle-Zélande	2.1	11.3	-0.7	4.0	7.2	12.7	12.5	4.2	-1.6	10.1	-4.4	-9.4	11.0 e	6.7 e
Pays-Bas	9.0	9.3	12.2	2.5	0.3	1.8	5.7	5.4	8.8	5.6	2.3	-7.1	10.2	3.6
Pologne	18.6	1.0	15.5	-5.3	2.8	9.6	15.8	4.7	17.3	13.7	8.0	-12.4	13.9	5.5
Portugal	14.7	9.0	5.6	1.0	-0.5	-0.5	7.6	2.3	7.2	5.5	2.3	-10.0	5.4	-5.3
République slovaque	19.1	0.4	8.1	13.4	4.4	7.4	8.3	12.3	17.8	9.2	3.1	-18.9	14.9	10.1
République tchèque	7.1	4.9	16.0	12.5	4.7	7.4	10.0	5.9	10.8	12.8	2.7	-12.1	15.8	6.7
Royaume-Uni	9.9	7.5	9.5	4.8	5.2	2.6	7.0	6.9	10.1	-1.7	-1.8	-11.0	8.0	0.5
Slovénie	9.6	7.8	7.1	3.1	4.9	6.7	13.3	6.7	12.2	16.7	3.7	-19.5	7.9	5.2
Suède	11.3	5.1	11.7	-1.7	-1.3	3.7	6.6	7.0	9.0	9.0	3.5	-14.3	12.0	6.3
Suisse	6.9	4.5	10.5	1.5	-0.8	0.7	7.2	6.6	6.8	6.2	-0.3	-5.2	7.4	4.2
Turquie	2.3 e	-3.7	21.8	-24.8	20.9	23.5	20.8	12.2	6.9	10.7	-4.1	-14.3	20.7	10.9
Zone euro	10.3	7.7	11.9	2.3	0.6	3.1	7.2	5.7	8.7	6.3	0.9	-11.1	9.6	4.1
OCDE-Total	8.1 e	8.8 e	12.5 e	-0.1 e	3.0 e	4.5 e	9.3 e	6.4 e	8.4	5.7	0.4	-12.1	11.9 e	5.1 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769645>

Graphique 13.2. **Importations de biens et services, volume**

Taux de croissance annuel en pourcentage, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768942>

13. Exportations et importations de biens et services

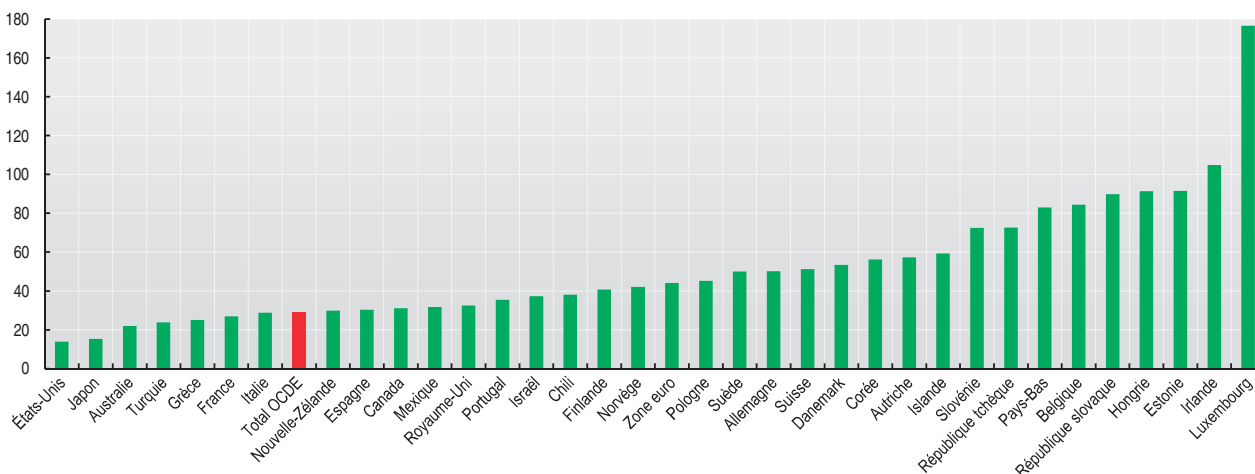
Tableau 13.3. **Exportations de biens et services**

Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	28.6	29.4	33.4	34.8	35.7	35.7	38.5	41.3	45.5	47.2	48.2	42.4	47.0	50.2
Australie	18.3	19.4	22.1	20.6	18.9	17.0	18.1	19.7	20.0	19.9	22.7	19.6	21.2	22.0 e
Autriche	40.9	42.1	46.2	48.1	48.7	48.2	51.5	53.8	56.4	58.9	59.3	50.1	54.1	57.3
Belgique	69.7	70.0	78.1	77.8	76.7	73.9	75.9	78.7	80.8	82.5	84.9	72.8	79.9	84.3
Canada	41.4	43.2	45.6	43.5	41.6	38.1	38.4	37.8	36.1	35.0	35.1	28.7	29.4	31.1 e
Chili	25.5 e	28.7 e	30.6 e	32.3 e	33.0 e	35.5	39.8	40.3	43.9	45.2	41.5	37.0	38.1	38.1
Corée	44.3	37.2	38.6	35.7	33.1	35.4	40.9	39.3	39.7	41.9	53.0	49.7	52.3	56.2
Danemark	38.2	40.7	46.5	47.2	47.2	45.3	45.3	49.0	52.1	52.2	54.7	47.6	50.4	53.4
Espagne	26.7	26.7	29.1	28.5	27.3	26.3	25.9	25.7	26.3	26.9	26.5	23.9	27.2	30.3
Estonie	74.6	70.4	84.6	79.8	70.9	69.2	73.1	77.7	72.7	67.1	71.0	65.1	79.4	91.5
États-Unis	10.9	10.6	11.0	10.0	9.5	9.4	10.0	10.4	11.0	11.9	13.0	11.4	12.8	14.0
Finlande	38.6	38.8	43.6	41.5	40.5	38.7	39.9	41.8	45.5	45.8	46.8	37.3	40.3	40.7
France	26.5	26.4	28.8	28.4	27.5	25.9	26.1	26.4	27.0	26.9	26.9	23.4	25.6	27.0
Grèce	20.0 e	22.5 e	25.7 e	24.9 e	21.8 e	20.7 e	23.1 e	23.2	23.2	23.8	24.1	19.3	22.2	25.1
Hongrie	61.7	64.6	74.6	72.0	63.3	61.4	63.3	65.9	77.7	81.3	81.7	77.6	86.9	91.3
Irlande	86.8	89.1	97.4	99.5	93.7	83.2	83.4	81.3	79.2	80.7	84.0	90.8	100.8	104.9
Islande	34.7	33.6	33.6	38.8	37.4	34.3	34.1	31.7	32.2	34.6	44.4	52.8	56.3	59.3
Israël ¹	29.9	34.2	37.5	33.1	34.9	36.6	41.4	42.8	42.8	42.6	40.5	35.0	37.2	37.3
Italie	25.2	24.3	26.8	26.9	25.5	24.4	25.2	25.9	27.6	28.9	28.5	23.7	26.6	28.8
Japon	10.8	10.2	10.9	10.4	11.3	11.9	13.2	14.3	16.2	17.7	17.7	12.7	15.2	15.2 e
Luxembourg	127.5	134.3	150.0	146.6	140.7	137.0	152.4	155.8	169.9	175.9	181.8	163.5	172.4	176.5
Mexique	28.0 e	28.1 e	28.2 e	25.1 e	24.5 e	25.4	26.6	27.2	28.1	28.0	28.1	27.7	30.4	31.8 e
Norvège	37.6	39.4	46.5	45.8	41.1	40.3	41.8	44.1	45.4	44.1	46.8	39.4	41.1	42.1
Nouvelle-Zélande	29.0	30.2	35.0	34.6	32.0	28.7	28.6	27.4	28.6	28.3	30.8	27.9	28.4 e	29.8 e
Pays-Bas	62.6	63.0	70.1	67.3	64.2	63.0	66.4	69.6	72.8	74.2	76.3	68.6	78.2	83.0
Pologne	26.0	24.2	27.1	27.1	28.6	33.3	37.5	37.1	40.4	40.8	39.9	39.4	42.2	45.2
Portugal	27.9	27.1	28.9	28.1	27.6	27.6	28.0	27.7	30.9	32.2	32.4	28.0	31.0	35.5
République slovaque	59.2	61.2	70.4	72.7	71.1	75.8	74.5	76.3	84.5	86.9	83.5	70.6	80.4	89.7
République tchèque	52.3	53.3	60.9	62.6	57.6	59.1	63.0	64.4	67.0	68.2	64.4	59.0	66.5	72.5
Royaume-Uni	26.6	26.1	27.7	27.3	26.3	25.8	25.5	27.0	29.1	26.9	29.8	28.8	30.5	32.5
Slovénie	51.1	47.2	53.7	55.2	55.1	53.8	57.8	62.2	66.5	69.5	67.9	58.7	66.0	72.4
Suède	43.0	43.1	46.5	46.3	44.4	43.5	46.0	48.4	51.1	51.9	53.5	48.0	49.5	49.9
Suisse	39.7	41.2	45.4	44.7	43.3	42.9	45.0	47.6	50.8	54.4	54.3	50.4	51.7	51.2
Turquie	21.3	19.4	20.1	27.4	25.2	23.0	23.6	21.9	22.7	22.3	23.9	23.3	21.2	23.7
Zone euro	32.5	32.9	36.8	37.0	36.3	35.2	36.7	38.1	40.4	41.5	42.0	36.8	41.1	44.0
OCDE-Total	22.2 e	22.0 e	23.9 e	23.5 e	22.8 e	22.5 e	23.7 e	24.4	25.9	26.8	28.0	24.8	27.2 e	29.0 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769664>Graphique 13.3. **Exportations de biens et services**

Pourcentage du PIB, 2011


Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768961>

13. Exportations et importations de biens et services

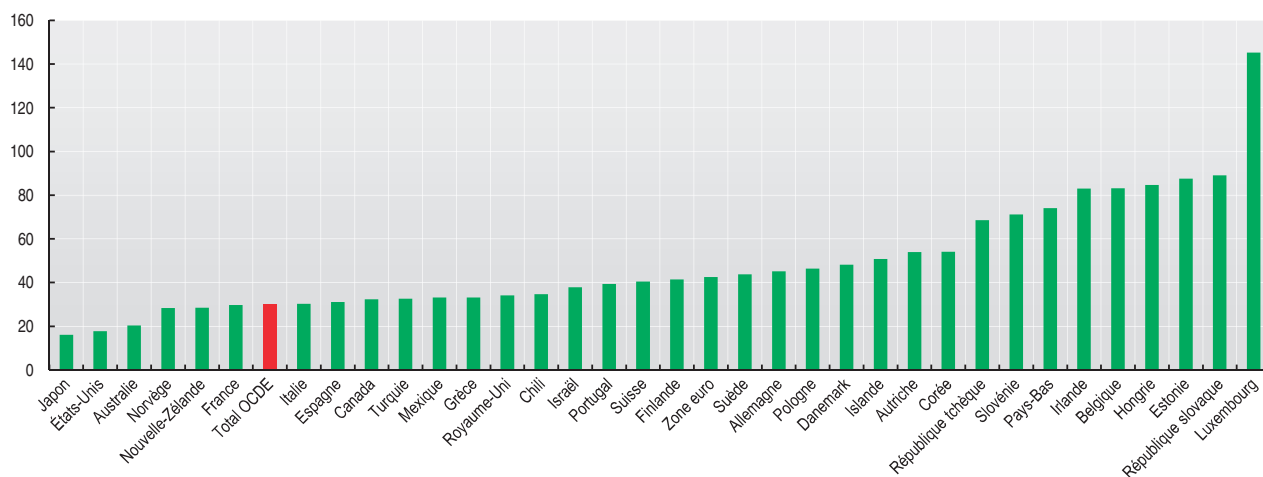
Tableau 13.4. **Importations de biens et services**
Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	27.2	28.5	33.1	32.8	31.2	31.8	33.5	36.1	39.9	40.2	41.9	37.5	41.4	45.1
Australie	20.6	21.4	21.9	20.6	21.0	19.6	20.6	21.2	21.1	22.0	22.1	20.0	19.7	20.3 e
Autriche	40.3	40.9	44.5	45.9	43.9	44.7	47.7	49.9	51.3	53.2	53.5	45.6	49.9	54.0
Belgique	65.9	65.8	75.2	74.2	71.0	68.5	71.0	74.7	77.0	78.7	84.1	70.1	77.6	83.1
Canada	39.4	39.5	39.8	37.8	37.1	34.4	34.1	34.1	33.6	33.0	33.6	30.4	31.3	32.4 e
Chili	28.7 e	26.6 e	28.9 e	30.9 e	30.7 e	31.5	30.5	31.8	29.6	31.9	39.5	29.5	31.9	34.7
Corée	32.1	30.8	35.7	33.5	31.7	33.1	36.7	36.6	38.3	40.4	54.2	46.0	49.7	54.1
Danemark	36.1	35.6	40.5	40.6	41.4	39.1	40.4	44.1	48.9	49.9	51.6	43.7	44.8	48.2
Espagne	26.9	28.5	32.2	31.1	29.4	28.7	29.9	30.9	32.7	33.6	32.3	25.8	29.4	31.1
Estonie	84.6	75.3	88.2	82.3	78.3	76.7	80.1	84.2	82.9	76.3	75.1	59.3	72.7	87.6
États-Unis	12.8	13.5	14.9	13.7	13.5	13.9	15.2	16.1	16.8	17.0	18.0	14.2	16.3	17.8
Finlande	30.5	29.7	34.4	32.1	31.3	31.9	33.3	37.7	40.8	40.7	43.1	35.7	39.0	41.4
France	23.9	24.2	27.8	27.2	26.0	25.0	25.7	27.0	28.1	28.4	29.1	25.2	27.7	29.8
Grèce	31.0 e	34.0 e	39.6 e	38.4 e	35.7 e	33.3 e	33.5 e	32.5	34.6	37.9	38.6	30.7	31.5	33.1
Hongrie	63.0	67.1	78.1	73.0	65.1	65.2	66.9	68.1	78.7	80.4	81.2	72.7	80.4	84.6
Irlande	75.2	75.2	84.1	84.1	76.5	67.2	68.5	69.6	69.5	71.7	74.8	74.6	82.0	82.9
Islande	39.2	38.3	40.9	39.9	35.9	37.4	39.7	44.0	50.5	45.3	47.2	44.2	46.2	50.8
Israël ¹	32.7	36.9	37.7	35.7	38.0	37.5	41.5	43.2	42.6	44.1	41.6	32.3	34.9	37.8
Italie	21.9	22.4	25.8	25.5	24.5	23.9	24.5	25.9	28.4	29.1	29.3	24.3	28.5	30.3
Japon	8.9	8.6	9.4	9.8	9.9	10.2	11.3	12.9	14.9	16.1	17.5	12.3	14.0	16.1 e
Luxembourg	111.1	115.0	129.0	129.0	121.1	113.2	128.2	130.3	139.1	143.6	151.8	131.4	140.3	145.3
Mexique	29.9 e	29.5 e	30.0 e	27.1 e	26.1 e	26.8	28.4	28.6	29.3	29.6	30.4	29.2	31.6	33.1 e
Norvège	35.8	32.0	29.4	28.8	27.7	27.4	28.4	27.8	28.2	30.5	29.5	28.0	28.8	28.3
Nouvelle-Zélande	28.7	30.9	33.4	32.3	30.2	28.3	29.3	29.6	30.0	29.2	32.1	26.5	26.9 e	28.5 e
Pays-Bas	57.9	58.8	64.5	61.5	57.6	56.7	59.0	61.1	65.1	66.0	68.0	61.6	70.1	74.1
Pologne	30.8	30.1	33.5	30.7	32.1	36.0	39.8	37.8	42.2	43.6	43.9	39.4	43.4	46.4
Portugal	37.2	37.4	39.9	38.3	35.9	34.4	36.4	37.1	39.6	40.2	42.5	35.4	38.2	39.3
République slovaque	70.0	65.7	73.0	80.8	78.4	77.8	77.3	80.9	88.5	88.0	85.9	71.1	80.6	89.1
République tchèque	52.8	53.9	63.1	64.1	58.8	60.3	62.1	61.7	64.0	65.6	62.1	54.9	63.3	68.5
Royaume-Uni	27.2	27.6	29.6	29.6	29.0	28.1	28.3	29.8	31.7	29.6	32.1	30.3	32.7	34.1
Slovénie	52.6	51.4	57.2	56.0	53.9	54.0	59.1	62.6	67.1	71.2	70.4	56.7	65.0	71.2
Suède	36.4	36.6	40.2	39.6	37.6	36.7	37.8	40.6	43.0	44.4	46.8	41.5	43.3	43.7
Suisse	35.6	36.5	40.4	40.0	37.1	36.5	38.3	40.9	42.8	44.4	43.2	39.3	40.5	40.4
Turquie	20.2	19.3	23.1	23.3	23.6	24.0	26.2	25.4	27.6	27.5	28.3	24.4	26.8	32.6
Zone euro	30.6	31.6	36.2	35.6	33.9	33.3	34.7	36.6	39.3	40.1	41.1	35.5	39.7	42.6
OCDE-TOTAL	21.9 e	22.3 e	24.9 e	24.1 e	23.4 e	23.3 e	24.7 e	25.8	27.5	28.0	29.6	25.2	27.9 e	30.1 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769683>

Graphique 13.4. **Importations de biens et services**
Pourcentage du PIB, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768980>

13. Exportations et importations de biens et services

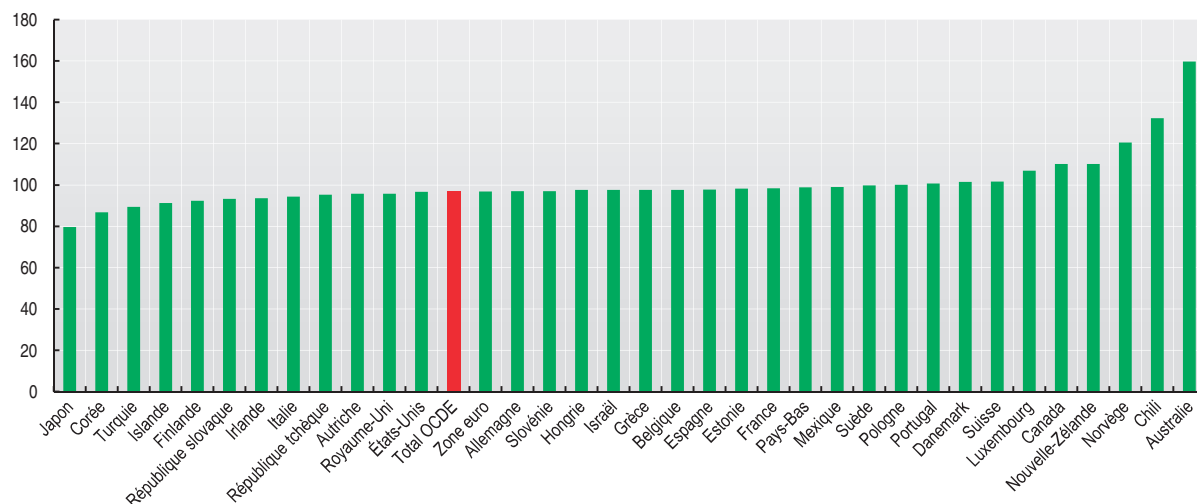
Tableau 13.5. **Termes de l'échange**
Rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	102.4	103.2	98.5	98.5	100.8	101.8	101.9	100.0	98.6	99.1	97.6	101.3	99.2	96.9
Australie	70.5	73.3	74.5	75.7	76.7	82.4	90.3	100.0	107.2	113.2	121.9	117.1	141.0	159.6 e
Autriche	100.7	100.8	99.2	99.5	100.8	101.0	100.8	100.0	99.4	98.5	97.1	99.0	97.7	95.7
Belgique	103.5	102.2	100.2	100.3	101.5	101.3	100.4	100.0	99.3	99.5	97.1	100.5	98.9	97.6
Canada	86.5	87.6	91.1	89.6	87.5	92.4	96.6	100.0	101.1	104.2	109.5	99.4	105.2	110.1 e
Chili	66.7 e	68.4 e	70.3 e	67.3 e	69.5 e	75.1	90.5	100.0	124.1	126.4	105.0	110.3	131.7	132.3
Corée	123.2	119.4	110.6	107.7	107.8	106.8	103.8	100.0	96.4	95.7	88.4	91.0	90.5	86.8
Danemark	93.9	93.9	94.8	94.8	96.0	96.9	98.1	100.0	99.8	99.4	100.9	100.4	103.9	101.4
Espagne	97.2	97.0	94.1	96.1	98.7	100.0	99.4	100.0	100.3	100.8	98.9	103.0	100.9	97.8
Estonie	88.9	88.4	90.4	92.1	94.8	97.4	98.6	100.0	102.0	105.0	104.1	103.4	101.4	98.2
États-Unis	106.1	104.8	102.3	104.4	105.2	103.8	102.5	100.0	99.3	99.2	93.9	99.4	98.0	96.7
Finlande	112.9	109.5	105.4	107.2	107.4	105.9	103.6	100.0	96.8	96.6	94.7	95.9	94.1	92.3
France	102.7	103.0	100.3	100.5	102.3	102.2	101.3	100.0	98.5	99.7	99.0	101.8	100.4	98.4
Grèce	97.2 e	97.4 e	96.3 e	97.1 e	98.6 e	100.5 e	100.7 e	100.0	99.8	100.0	98.9	98.2	98.6	97.6
Hongrie	103.1	102.4	100.2	100.8	102.1	101.8	101.7	100.0	98.6	99.0	98.3	99.0	99.0	97.6
Irlande	101.6	101.6	99.8	100.9	101.9	101.0	100.4	100.0	99.2	97.7	95.5	97.2	95.9	93.5
Islande	106.9	106.2	103.6	103.9	104.6	100.3	99.0	100.0	103.4	103.4	97.1	87.6	92.8	91.3
Israël ¹	107.2	109.7	107.2	107.2	107.0	104.4	101.5	100.0	99.2	97.4	93.8	102.4	100.0	97.6
Italie	105.8	105.8	99.4	100.2	101.9	103.8	103.1	100.0	96.9	97.9	95.9	101.3	97.5	94.4
Japon	122.9	122.2	116.9	117.1	116.0	112.8	107.9	100.0	93.0	89.2	80.7	91.4	86.2	79.6 e
Luxembourg	96.7	98.8	96.6	95.8	96.7	100.8	99.7	100.0	102.0	102.5	102.0	102.2	105.1	106.9
Mexique	92.1 e	95.0 e	98.1 e	98.7 e	99.9 e	98.7	97.2	100.0	102.3	102.5	102.3	99.0	99.2	99.1 e
Norvège	60.1	67.2	85.5	83.7	79.2	79.7	86.5	100.0	111.9	109.2	123.9	100.5	110.4	120.6
Nouvelle-Zélande	89.9	90.1	90.5	93.3	91.9	97.7	101.2	100.0	98.5	107.1	104.8	99.7	106.8 e	110.1 e
Pays-Bas	97.8	97.5	97.7	98.9	100.0	100.1	99.3	100.0	99.6	99.4	99.5	99.4	98.7	98.9
Pologne	103.9	102.6	96.8	96.8	96.1	95.7	98.9	100.0	99.9	101.6	99.8	103.3	101.9	100.0
Portugal	101.6	102.8	99.8	100.1	101.7	102.0	101.3	100.0	100.5	101.2	98.7	103.4	102.8	100.7
République slovaque	100.4	99.1	101.9	100.8	100.8	100.4	100.1	100.0	98.6	97.5	96.0	95.0	94.5	93.2
République tchèque	102.1	101.4	97.9	99.7	102.3	102.2	102.4	100.0	97.6	98.4	97.0	98.9	96.9	95.4
Royaume-Uni	97.9	99.0	98.0	98.8	100.1	101.4	101.7	100.0	99.4	99.4	98.4	97.8	97.4	95.7
Slovénie	101.7	101.9	98.7	100.4	102.3	103.1	102.1	100.0	99.5	100.4	98.9	102.7	98.7	97.1
Suède	110.6	107.9	106.1	104.7	102.9	103.0	101.7	100.0	99.7	101.0	100.6	101.2	100.6	99.8
Suisse	100.0	99.7	97.0	96.9	100.4	103.0	102.3	100.0	99.1	98.7	98.3	102.8	102.1	101.7
Turquie	101.3	104.1	94.4	92.4	94.9	98.2	100.3	100.0	95.6	97.4	94.4	96.4	93.4	89.3
Zone euro	102.1	102.2	99.0	99.5	101.2	101.8	101.2	100.0	98.8	99.1	97.6	100.6	98.8	96.8
OCDE-Total	101.8 e	101.7 e	99.6 e	100.3 e	101.2 e	101.4 e	101.1 e	100.0	99.2	99.4	96.7	99.4	98.6 e	96.8 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769702>

Graphique 13.5. **Termes de l'échange**
Rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932768999>





PRODUCTION

- 14. Valeur ajoutée
- 15. Rémunération des salariés

14. Valeur ajoutée

La valeur ajoutée reflète la contribution de la main-d'œuvre et du capital à la production. Elle peut être présentée par type d'activité, par type de produit, par secteur institutionnel, etc. La valeur ajoutée constitue une variable essentielle pour les analyses économiques telles que l'analyse de la productivité ou l'analyse structurelle.

Définition

La valeur ajoutée aux prix de base peut être définie simplement comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être répartie en plusieurs composantes : rémunération des salariés ; excédent brut d'exploitation ; revenu mixte et autres taxes sur la production moins les subventions à la production. Elle peut aussi être calculée comme la différence entre le PIB (aux prix de marché) et les taxes sur les produits moins les subventions sur les produits.

Le SCN recommande que la valeur ajoutée soit évaluée aux prix de base, mais on peut aussi la mesurer à l'aide de différents prix, par exemple aux prix du producteur ou encore au coût des facteurs. Comparé à l'évaluation aux prix de base, le premier inclut les impôts moins les subventions sur les produits, exceptés ceux à l'importation et la T.V.A. non déductible et le second exclut les autres impôts moins les subventions sur la production.

L'un des principaux avantages de la valeur ajoutée est qu'elle permet d'éviter les problèmes inhérents à la mesure de la production qui est une notion brute, au sens où elle prend en compte la production de toutes les unités de production que le produit soit utilisé ou non dans la production domestique d'autres biens et services. Les pays dotés de réseaux de production fragmentés afficheront donc, toutes choses étant égales par ailleurs, une production plus importante que ceux dotés de réseaux consolidés, ce qui rend les comparaisons internationales plus difficiles. Un problème d'ordre temporel peut se poser également dans la mesure où la consolidation des réseaux de production peut, au sein d'un même pays, varier (du fait de la sous-traitance par exemple) d'une année sur l'autre. Par ailleurs, les réseaux de production se sont mondialisés ces dernières années, ce qui affecte encore la comparabilité aussi bien dans le temps qu'entre les pays.

La valeur ajoutée permet d'éviter ces problèmes au sens où elle mesure la valeur qu'une unité résidente ajoute à celle des unités résidentes qui lui fournissent ses intrants.

Comme le PIB, la valeur ajoutée peut aussi être exprimée en base nette, le qualificatif « net » signifiant ici « net d'amortissement ».

Comme son équivalent nominal, la valeur réelle peut être calculée comme la différence entre la production réelle et la consommation intermédiaire réelle, méthode connue sous le nom de double déflation.

Une autre remarque pouvant également être utile dans le contexte de la valeur ajoutée concerne la production non marchande. Par convention, comme ses prix de marché ne sont pas observables, la production non marchande est calculée selon la méthode de la somme des coûts, avec l'excédent brut d'exploitation égale à l'amortissement et sans imputation de rendement net du capital.

Comparabilité

Tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée en se fondant sur les prix de base. Le Japon utilise approximativement les prix de marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix du producteur tandis que l'Islande et les États-Unis utilisent les coûts des facteurs.

Les tableaux et graphiques présentant des ventilations par activité sont présentés par activités ré-échelonnées sur le système de classification révisé (CITI révision 4). Le plus souvent, les pays collectent les informations en utilisant leurs propres systèmes de classification par industrie. Le passage d'un système de classification national au système CITI est quelquefois source de problèmes de comparabilité. Par exemple, au Japon, les hôtels (qui représentent environ 3 % de la valeur ajoutée) sont inclus dans la rubrique Autres services et non dans le commerce de gros, de détail, etc. Cela étant, au niveau recomposé d'activité 6 présenté ici, les secteurs sont généralement comparables pour la plupart des pays. Les pays suivants présentent leurs données selon la classification CITI Rev 3 : Canada, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Turquie et États-Unis. Pour plus d'information voir le guide du lecteur, « classification industrielle ».

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.
- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Valeur ajoutée et composantes par activité », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00006-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

14. Valeur ajoutée

Tableau 14.1. Valeur ajoutée brute aux prix de base, volume

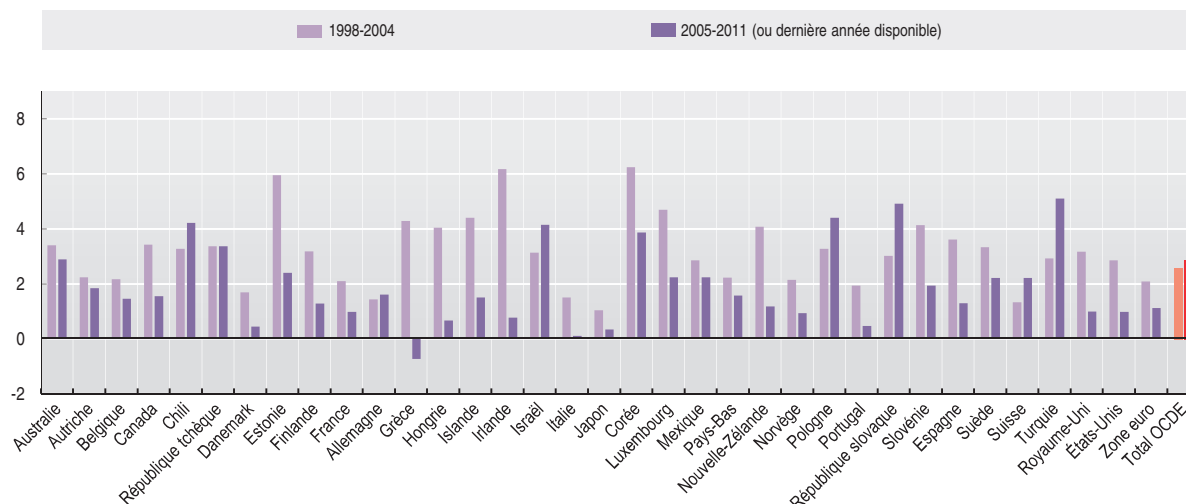
Taux de croissance annuel en pourcentage

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	2.0	1.7	3.5	1.8	0.3	-0.2	1.6	0.8	3.8	3.9	1.2	-5.6	4.6	3.0
Australie	5.0	3.9	2.3	3.9	2.9	4.2	3.2	3.1	3.9	3.9	1.6	2.5	2.3	..
Autriche	3.7	3.2	3.6	1.1	1.7	1.0	2.7	2.6	4.0	3.8	1.6	-4.2	2.2	3.1
Belgique	1.9	3.3	3.5	1.3	1.2	1.0	2.7	1.8	2.7	2.9	1.6	-2.9	2.2	2.1
Canada	3.9	5.6	5.5	1.5	2.6	2.1	3.2	3.2	2.7	2.3	0.8	-3.1	3.6	..
Chili	3.0 e	-0.4 e	4.2 e	3.4 e	2.2 e	3.7 e	6.7	5.9	5.6	4.7	3.0	-0.8	5.5	5.8
Corée	-5.3	10.2	8.6	4.0	7.2	3.0	4.7	4.0	5.1	5.4	2.6	0.5	6.2	3.4
Danemark	1.9	2.9	4.4	0.7	0.3	0.4	1.5	1.5	3.2	1.6	-0.4	-5.1	1.4	1.2
Espagne	4.2	4.5	5.1	3.7	2.6	2.7	3.1	3.3	4.2	3.8	1.0	-3.6	-0.4	1.0
Estonie	6.9	0.2	10.1	6.1	6.0	7.9	5.7	8.9	9.6	7.0	-3.4	-14.6	3.7	8.0
États-Unis	5.1 e	5.0 e	4.3 e	1.3 e	1.3 e	2.2 e	3.1 e	2.9 e	2.6 e	1.8 e	-0.5 e	-3.7 e	3.0 e	..
Finlande	4.8	4.1	6.0	2.4	1.5	1.1	4.0	2.7	4.2	6.1	0.4	-9.1	3.2	2.2
France	3.4	3.2	3.4	1.7	0.9	0.7	2.7	1.7	2.5	2.4	0.1	-3.0	1.5	1.8
Grèce	3.9 e	2.1 e	4.4 e	3.6 e	4.1 e	6.4 e	5.1 e	2.4 e	4.1	3.0	0.0	-2.2	-5.2	-6.6
Hongrie	4.0	3.1	4.1	3.8	4.6	4.0	4.7	3.9	3.9	0.0	0.7	-6.8	1.6	1.8
Irlande	8.5 e	9.7 e	8.8 e	5.6	5.5	2.7	4.8	3.6	5.0	5.4	-2.0	-3.9	-0.2	-2.1
Islande	6.8	5.6	6.1	3.9	-0.1	3.9	7.2	7.4	6.3	6.4	1.1	-8.1	-3.0	..
Israël ¹	4.1	3.4	9.2	0.1	0.0	1.4	5.0	4.9	5.4	5.4	4.5	0.6	..	..
Italie	1.2	1.2	4.0	1.9	0.5	-0.2	1.8	1.0	2.2	1.8	-1.1	-5.6	2.1	0.6
Japon	-1.8 e	0.2 e	2.2 e	0.1 e	0.3	1.4	2.1	1.7	1.9	2.2	-1.1	-6.4	4.2	..
Luxembourg	6.4	8.1	7.5	3.3	3.9	1.6	3.9	5.4	5.4	6.8	-1.3	-4.2	3.0	1.2
Mexique	5.0 e	3.8 e	6.6 e	0.1 e	1.0 e	1.6 e	4.2	3.6	5.4	3.7	1.6	-6.0	5.7	..
Norvège	2.4	2.0	3.3	1.7	1.2	0.9	3.8	2.4	2.0	2.1	0.2	-1.7	0.3	1.3
Nouvelle-Zélande	0.4	5.2	2.7	3.8	4.8	4.1	3.9	3.4	0.8	3.2	-1.1	-0.4	..	..
Pays-Bas	3.8	4.6	4.0	1.9	0.2	0.5	2.3	2.1	3.3	4.0	2.1	-3.3	1.8	1.2
Pologne	4.8 e	4.3 e	4.0 e	1.3 e	1.3	3.6	5.2	3.3	6.0	6.7	5.1	1.8	3.7	4.3
Portugal	4.3	3.5	3.8	2.4	0.9	-0.6	1.7	0.7	1.7	2.7	0.4	-2.2	1.4	-1.3
République slovaque	2.9	0.3	0.5	4.9	4.2	3.8	4.4	5.9	10.0	10.6	6.4	-4.7	4.4	2.7
République tchèque	-0.2	1.9	4.5	3.2	2.8	3.1	4.7	7.0	7.7	5.5	4.1	-5.2	3.1	1.9
Royaume-Uni	3.7	3.3	4.3	2.6	2.1	3.9	2.7	3.0	2.5	3.7	-0.8	-4.1	1.8	1.0
Slovénie	3.2	4.7	4.8	3.5	4.3	3.1	4.4	3.9	6.1	7.1	3.0	-7.8	1.4	0.5
Suède	4.2	4.6	5.0	1.1	2.4	2.4	4.5	3.0	4.4	3.3	-0.4	-5.5	6.7	4.5
Suisse	2.7	0.9	3.4	1.3	0.3	-0.1	2.3	2.7	3.7	3.9	2.3	-1.9	3.1	1.9
Turquie	3.4 e	-3.0	6.5	-4.5	5.2	4.5	9.6	8.5	7.5	4.8	1.3	-3.6	9.1	8.7
Zone euro	2.7	2.6	3.8	2.1	1.0	0.7	2.4	1.7	3.3	3.3	0.6	-4.4	2.1	1.6
OCDE-Total	3.0 e	3.4 e	4.2 e	1.4 e	1.5 e	1.9 e	3.1 e	2.7 e	3.1 e	2.8 e	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769721>

Graphique 14.1. Valeur ajoutée brute aux prix de base, volume

Taux de croissance annuel moyen en pourcentage

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769018>

14. Valeur ajoutée

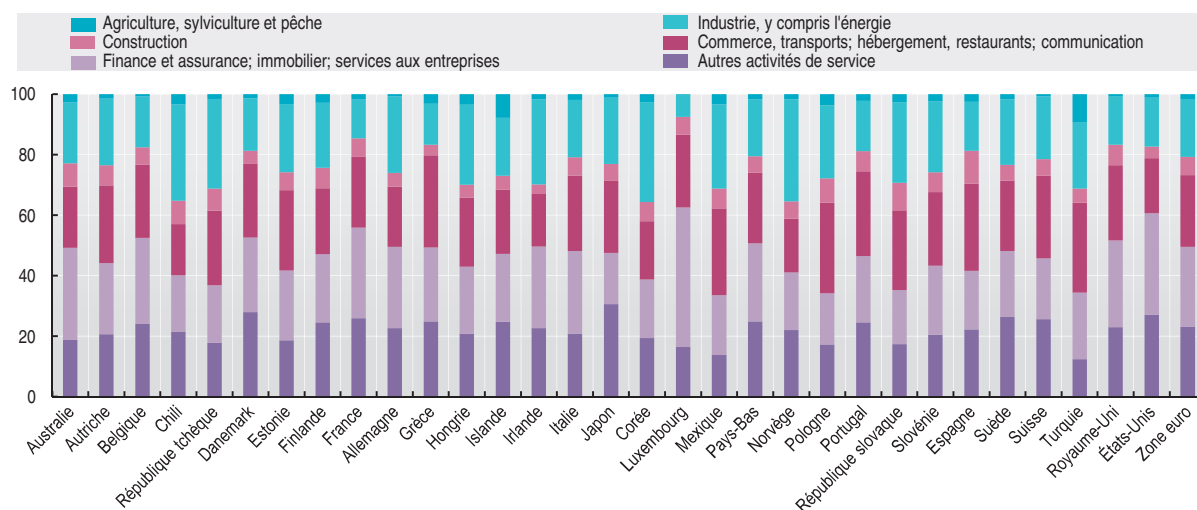
Tableau 14.2. **Valeur ajoutée brute par activité**
Pourcentage de l'activité totale

	Agriculture, sylviculture et pêche		Industrie, y compris l'énergie		Construction		Commerce, transports; hébergement, restaurants; communication		Finance et assurance; immobilier; services aux entreprises		Autres activités de service	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Allemagne	1.1	0.8	25.2	25.3	5.3	4.5	20.3	19.9	26.2	26.9	21.9	22.7
Australie	3.8	2.8	20.6	20.1	5.6	7.7	22.5	20.2	28.1	30.4	19.4	18.8
Autriche	1.9	1.5	23.7	22.0	7.7	6.7	26.2	25.6	20.7	23.5	19.8	20.6
Belgique	1.3	0.8	21.9	16.9	5.2	5.6	23.1	24.2	26.6	28.4	21.8	24.1
Canada	2.3	..	28.2	..	5.0	..	20.3	..	25.0	..	19.2	..
Chili	..	3.4	..	31.8	..	7.8	..	16.9	..	18.7	..	21.4
Corée	4.6	2.6	31.6	33.1	6.9	6.3	21.6	19.3	19.3	19.3	15.9	19.4
Danemark	2.5	1.4	21.1	17.3	5.5	4.4	24.4	24.3	21.1	24.6	25.4	28.0
Espagne	4.2	2.6	20.8	16.2	10.3	10.9	28.1	28.7	16.9	19.4	19.6	22.2
Estonie	4.8	3.3	21.6	22.5	5.9	5.9	29.4	26.5	21.6	23.1	16.7	18.6
États-Unis	1.2	1.2	18.4	16.2	5.0	3.7	20.0	18.2	31.7	33.5	23.7	27.1
Finlande	3.5	2.9	28.0	21.5	6.3	6.7	21.9	21.9	19.6	22.5	20.6	24.6
France	2.5	1.8	17.8	12.8	5.0	6.1	23.1	23.4	27.5	29.9	24.1	26.0
Grèce	..	3.2	..	13.5	..	3.5	..	30.4	..	24.4	..	24.9
Hongrie	5.9	3.5	27.1	26.5	5.3	4.2	21.5	22.8	19.2	22.2	21.0	20.7
Irlande	3.4	1.7	33.8	28.1	7.2	3.2	18.1	17.4	20.9	26.9	16.5	22.7
Islande	8.5	7.9	17.2	19.2	9.3	4.6	24.8	21.3	18.5	22.3	21.8	24.8
Israël ¹	1.7	..	19.2	..	5.8	..	18.2	..	30.5	..	24.6	..
Italie	2.8	1.9	22.6	19.0	5.1	6.1	26.1	24.9	24.4	27.2	18.9	20.9
Japon	1.5 e	1.2	24.3 e	21.9	7.0 e	5.6	20.7 e	23.9	15.9 e	16.9	30.7 e	30.6
Luxembourg	0.7	0.3	12.8	7.2	6.5	6.0	23.5	24.0	41.9	46.1	14.7	16.4
Mexique	4.2 e	3.5	29.4 e	27.7	6.4 e	6.6	29.8 e	28.6	19.0 e	19.7	12.7 e	13.8
Norvège	2.1	1.7	37.7	33.7	4.0	5.8	21.0	17.8	15.3	19.0	20.0	22.0
Nouvelle-Zélande	8.5	..	19.9	..	4.4	..	21.8	..	27.8	..	17.6	..
Pays-Bas	2.5	1.8	19.1	18.8	5.7	5.3	26.1	23.4	25.6	25.7	21.0	24.9
Pologne	4.9	3.7	23.3	24.1	7.8	8.1	29.2	29.9	18.0	16.9	16.8	17.3
Portugal	3.6	2.2	20.3	16.6	8.2	6.7	26.7	28.0	19.2	21.9	22.0	24.6
République slovaque	4.5	2.8	28.8	26.5	7.2	9.1	26.4	26.3	16.6	17.9	16.6	17.3
République tchèque	3.6	1.7	30.9	29.6	6.6	7.3	27.1	24.6	15.0	19.0	16.8	17.8
Royaume-Uni	1.0	0.6	20.8	16.1	6.2	6.8	26.9	24.8	24.5	28.7	20.5	23.0
Slovénie	3.4	2.5	28.1	23.4	6.7	6.5	22.6	24.4	19.8	22.8	19.4	20.4
Suède	2.0	1.7	24.2	21.7	4.3	5.2	22.2	23.2	22.5	21.8	24.7	26.4
Suisse	1.3	0.8	21.2	20.7	5.2	5.4	25.7	27.3	21.3	20.1	25.1	25.7
Turquie	10.8	9.5	24.6	21.8	5.4	4.7	29.1	29.7	19.5	22.1	10.6	12.4
Zone euro	2.4	1.7	22.0	19.1	5.9	6.1	23.8	23.7	24.6	26.3	21.3	23.2
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769740>

Graphique 14.2. **Valeur ajoutée brute par activité**
Pourcentage du total des activités, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769037>

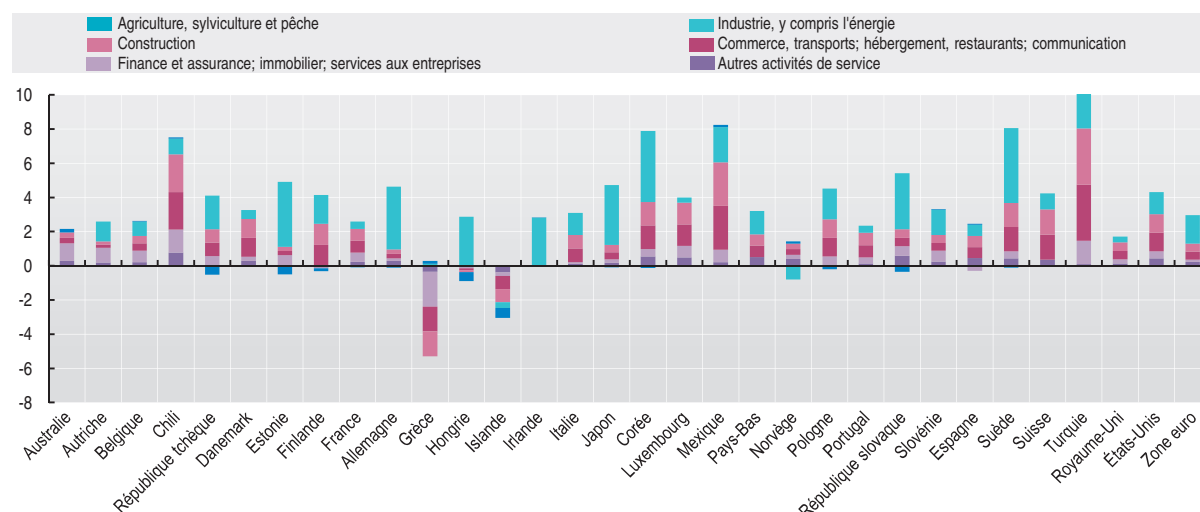
Tableau 14.3. Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité
Pourcentage

	Agriculture, sylviculture et pêche		Industrie, y compris l'énergie		Construction		Commerce, transports; hébergement, restaurants; communication		Finance et assurance; immobilier; services aux entreprises		Autres activités de service	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Allemagne	0.0	-0.1	1.6	3.7	-0.1	0.3	0.9	0.3	0.8	0.1	0.4	0.3
Australie	0.1	0.2	0.7	0.0	-1.0	0.5	0.6	0.3	1.2	1.0	0.6	0.3
Autriche	-0.1	-0.1	1.4	1.2	0.0	-0.2	0.8	0.2	1.5	0.9	-0.1	0.2
Belgique	0.1	0.0	1.1	0.9	0.3	0.0	0.3	0.4	1.1	0.7	0.7	0.2
Canada	0.0	..	2.2	..	0.3	..	1.3	..	1.3	..	0.5	..
Chili	..	0.1	..	0.9	..	0.1	..	2.2	..	1.3	..	0.8
Corée	0.1	-0.1	5.1	4.2	-0.3	-0.2	2.7	1.4	0.8	0.4	0.3	0.6
Danemark	0.2	0.0	0.7	0.5	0.1	-0.8	1.9	1.1	1.2	0.3	0.4	0.3
Espagne	..	0.0	..	0.7	..	-1.9	..	0.7	..	-0.3	..	0.4
Estonie	0.7	-0.5	3.8	3.8	1.4	-0.4	2.2	0.2	1.7	0.6	0.3	0.0
États-Unis	0.2	0.0	0.5	1.3	0.2	-0.1	1.3	1.1	1.9	0.4	0.3	0.4
Finlande	0.3	-0.2	3.5	1.7	0.0	0.6	1.3	1.2	0.5	0.0	0.4	-0.1
France	0.0	-0.1	0.6	0.4	0.3	-0.3	0.9	0.7	1.6	0.5	0.0	0.2
Grèce	..	0.2	..	0.1	..	-1.7	..	-1.5	..	-2.0	..	-0.3
Hongrie	-0.6	-0.5	1.5	2.8	0.7	-0.4	0.7	-0.1	0.8	-0.1	1.0	0.0
Irlande	..	0.0	..	2.8	..	-1.3	..	..	..	..	..	..
Islande	-0.2	-0.6	0.8	-0.3	1.2	-0.7	2.3	-0.8	1.8	-0.2	0.3	-0.4
Israël ¹	0.1	..	2.6	..	-0.1	..	1.3	..	4.9	..	0.4	..
Italie	-0.1	0.0	0.7	1.3	0.2	-0.2	1.6	0.8	1.2	0.1	0.3	0.1
Japon	0.0 e	-0.1	1.1 e	3.5	-0.3 e	-0.1	-0.2 e	0.4	0.6 e	0.2	0.6 e	0.2
Luxembourg	-0.1	0.0	1.0	0.3	0.3	0.3	1.3	1.3	4.2	0.7	0.7	0.5
Mexique	0.0 e	0.1	2.0 e	2.1	0.3 e	0.0	3.2 e	2.6	1.1 e	0.7	0.4 e	0.2
Norvège	-0.1	0.1	1.2	-0.8	0.0	0.0	0.9	0.3	1.1	0.2	0.2	0.4
Nouvelle-Zélande	0.2	..	0.5	..	-0.3	..	1.1	..	0.6	..	0.6	..
Pays-Bas	0.0	0.0	1.1	1.4	0.2	-0.7	1.8	0.7	0.5	0.0	0.4	0.5
Pologne	0.0	-0.2	1.4	1.8	-0.1	0.5	1.9	1.1	0.6	0.5	0.2	0.0
Portugal	-0.2	0.0	0.7	0.4	0.5	-0.3	1.6	0.7	0.3	0.3	0.8	0.1
République slovaque	0.3	-0.4	2.2	3.3	0.4	-0.2	-1.9	0.5	-0.6	0.6	0.2	0.6
République tchèque	0.0	-0.5	3.3	2.0	-0.6	0.3	1.3	0.8	0.3	0.5	0.1	0.0
Royaume-Uni	0.0	0.0	0.4	0.3	0.1	0.6	1.7	0.5	1.5	0.2	0.7	0.1
Slovénie	0.0	0.0	2.6	1.5	-0.1	-1.4	1.1	0.5	0.7	0.6	0.4	0.3
Suède	0.1	-0.1	2.0	4.4	0.1	0.2	1.2	1.4	1.4	0.4	0.4	0.4
Suisse	0.1	0.0	0.2	0.9	0.0	0.4	1.5	1.5	1.0	0.0	0.5	0.4
Turquie	0.8	0.2	1.7	2.7	0.3	0.8	2.6	3.3	0.9	1.4	0.2	0.1
Zone euro	..	0.0	..	1.7	..	-0.3	..	0.5	..	0.1	..	0.2
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769759>

Graphique 14.3. Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité
Pourcentage, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769056>

15. Rémunération des salariés

La rémunération des salariés recouvre le total des rémunérations en espèces ou en nature versées aux salariés et comprend les traitements et salaires ainsi que la valeur des cotisations sociales acquittées par les employeurs. Ce poste constitue généralement la plus grande partie de la valeur ajoutée. Combinée aux estimations de la main-d'œuvre, elle sert de base de calcul à un certain nombre de statistiques importantes telles que les coûts unitaires de main-d'œuvre ou les rémunérations moyennes, qui jouent dans de nombreux pays un rôle important dans la politique monétaire et qui servent également aux comparaisons internationales des coûts de la main-d'œuvre.

Définition

La rémunération des salariés se compose de deux éléments :

- *Les traitements et salaires payables en espèces ou en nature* : ils comprennent la valeur de tous les impôts sur le revenu, cotisations sociales, etc., éventuellement payables par le salarié même s'ils sont en fait retenus par l'employeur et acquittés par lui au nom du salarié.
- *La valeur des cotisations sociales payables par les employeurs* : il peut s'agir de cotisations sociales effectives que les employeurs versent aux régimes de sécurité sociale ou à des régimes privés d'assurance sociale afin de garantir des prestations sociales à leurs salariés, ou bien de cotisations sociales imputées acquittées par des employeurs fournissant des prestations sociales par le biais de régimes non capitalisés.

Aucune rémunération des salariés n'est due au titre de travaux non payés entrepris volontairement, notamment les travaux effectués par les membres d'un ménage au sein d'une entreprise non constituée en société appartenant à ce ménage. La rémunération des salariés exclut également toutes les taxes payables par l'employeur qui figurent sur le bulletin de salaire (par exemple prélèvements sur les salaires, taxe sur les avantages en nature, etc.).

Il est important de préciser que la rémunération des salariés ne représente pas le coût intégral de la main-d'œuvre au sein de la production. Le revenu mixte, qui reflète le revenu versé au(x) propriétaire(s) ou aux membres d'un même foyer qui contribuent sous la forme de travail non rémunéré à des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, contient également un élément de main-d'œuvre.

Comparabilité

La comparabilité entre tous les pays est généralement bonne. Les tableaux et graphiques présentés ici montrent la décomposition par activités ré-échelonnées sur le système de classification révisé (CITI Rev 4). Cependant les pays suivants reportent selon la classification CITI Rev3 : Canada, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle Zélande, Turquie et les États Unis. Pour plus d'information voir le guide du lecteur, « classification industrielle ». Il convient toutefois d'observer une certaine prudence en interprétant le coût de la main-d'œuvre par activité, en particulier dans un contexte transnational. Dans certains pays, et en particulier dans certains secteurs, la part des travailleurs indépendants dans la main-d'œuvre est quelquefois significative et de ce fait, il peut arriver que des différences au niveau de la part de la rémunération des salariés d'un pays à l'autre reflètent en fait des différences institutionnelles, par exemple des incitations fiscales à choisir le statut de travailleur indépendant ou autres. Ceci peut également avoir des conséquences sur le plan temporel. Par exemple, il est possible que le recul systématique de la contribution de la rémunération des salariés à la valeur ajoutée reflète une tendance des individus à choisir un statut d'indépendant plutôt qu'une diminution globale de la part dans la main-d'œuvre ; il peut aussi arriver que, sous l'effet de mécanismes d'attraction-répulsion [par exemple une contraction des traitements et salaires et des prestations sociales (répulsion) ou l'existence d'incitations fiscales (attraction)], les deux explications soient vraies.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

15. Rémunération des salariés

Tableau 15.1. Rémunération des salariés

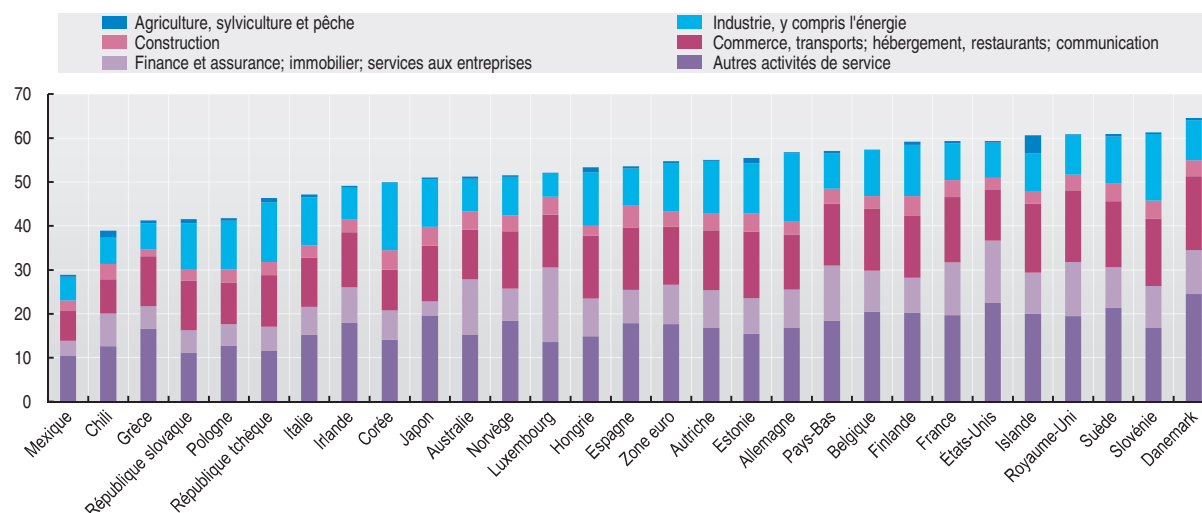
Pourcentage de la valeur ajoutée brute

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	59.1	59.7	60.5	60.0	59.4	59.2	57.9	56.8	55.5	54.5	55.5	58.2	56.7	57.2
Australie	53.8	53.5	53.9	53.0	53.1	52.7	52.9	52.7	52.8	52.9	51.0	51.4	51.3	..
Autriche	57.8	57.8	57.0	56.2	55.5	55.5	54.5	54.1	53.3	53.0	54.0	56.0	55.1	54.4
Belgique	56.7	57.7	57.1	58.3	58.6	58.0	56.7	56.3	56.2	56.1	57.2	58.6	57.4	57.6
Canada	56.2	55.3	54.5	55.2	55.5	55.0	54.7	54.3	54.9	54.9	54.2	..	..	..
Chili	43.9 e	45.1 e	44.0 e	43.9 e	43.9 e	42.5 e	39.9 e	38.3 e	34.8 e	35.2 e	39.7	41.0	38.9	..
Corée	48.8	47.9	48.1	49.1	49.0	50.0	49.8	51.1	51.5	51.3	51.6	51.5	49.9	50.1
Danemark	62.9	63.2	61.2	62.5	63.2	63.5	62.7	62.9	63.2	64.7	65.3	68.3	64.6	64.4
Espagne	54.3	54.7	54.8	54.2	53.8	53.6	53.1	53.2	53.2	53.3	53.9	53.9	53.5	52.1
Estonie	53.4	51.5	50.6	49.8	49.7	49.6	50.1	49.9	50.5	52.5	57.1	60.1	55.5	53.1
États-Unis	61.8	61.8	62.7	62.6	62.0	61.8	61.0	60.5	60.5	60.5	61.0	60.5	59.3	..
Finlande	55.6	55.5	54.2	54.5	54.6	55.8	55.3	56.4	56.1	54.4	56.3	60.4	59.2	59.0
France	57.7	58.3	58.1	58.3	58.8	58.8	58.5	58.5	58.5	57.8	58.1	59.4	59.3	59.7
Grèce	37.6 e	38.9 e	38.5 e	37.9 e	40.7 e	39.7 e	39.8 e	40.2	39.7	40.1	40.4	41.2	41.2	40.0
Hongrie	51.7	50.9	52.7	52.5	52.6	54.0	53.9	54.2	53.3	54.7	54.5	54.9	53.3	52.2
Irlande	45.6	45.3	44.1	43.9	42.8	43.6	44.6	46.1	46.5	46.9	51.1	51.4	49.1	48.3
Israël ¹	61.0	64.5	65.7	62.8	63.8	65.9	66.1	68.3	70.9	72.8	65.6	59.1	60.6	..
Israël ¹	57.2	57.7	57.5	59.0	57.2	56.5	54.7	54.1	54.7	55.2	55.7	53.3	..	..
Italie	44.5	44.5	43.9	43.8	44.1	44.4	44.3	45.1	45.8	45.5	46.4	47.5	47.2	47.2
Japon	53.6 e	53.2 e	53.1 e	53.3	52.4	51.5	50.6	50.7	50.8	50.0	51.5	52.0	51.0	..
Luxembourg	53.2	51.1	51.8	54.9	55.1	52.7	52.8	51.5	48.6	47.7	52.1	55.6	52.1	51.3
Mexique	31.2 e	31.7 e	32.1 e	33.2 e	33.0 e	32.5	30.8	30.4	29.2	28.7	28.3	30.0	28.9	..
Norvège	57.6	56.3	49.0	50.1	52.7	51.9	49.3	46.6	45.8	48.3	47.1	53.1	51.6	50.6
Nouvelle-Zélande	44.4	42.9	42.7	42.6	43.1	43.5	44.1	44.8	45.2	..	..	..	..	..
Pays-Bas	56.8	57.3	56.7	57.2	57.6	57.8	57.5	55.8	55.3	55.2	55.8	58.4	57.1	56.8
Pologne	47.2	47.1	45.2	46.0	44.3	43.3	40.7	40.7	40.4	40.6	42.6	41.5	41.8	41.0
Portugal	55.7	55.8	56.1	56.1	56.5	56.9	56.5	58.0	57.6	56.7	57.4	57.8	57.4	57.5
République slovaque	47.4	45.4	45.7	43.9	43.9	43.3	41.3	41.9	40.6	40.2	40.1	42.2	41.6	41.3
République tchèque	44.6	44.2	44.3	44.3	45.2	45.6	45.8	46.2	45.9	45.8	46.5	46.2	46.3	47.0
Royaume-Uni	59.3	60.2	61.7	62.3	61.8	60.9	60.5	60.2	60.0	59.9	59.7	61.5	60.8	60.8
Slovénie	58.9	58.1	59.0	59.2	58.5	58.0	58.1	58.1	57.5	56.7	58.0	60.6	61.3	60.0
Suède	61.5	60.2	62.4	64.4	63.9	63.2	62.2	62.0	60.4	61.2	61.4	63.0	60.9	59.7
Suisse	61.7	62.5	62.3	64.2	65.2	64.7	63.1	63.2	62.1	61.4	61.4	64.4	62.1	63.1
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	54.7	55.1	55.0	54.8	54.8	54.7	54.0	53.8	53.5	53.0	53.8	55.4	54.7	54.7
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769778>

Graphique 15.1. Rémunération des salariés par activité

Pourcentage de la valeur ajoutée brute, 2010

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769075>



ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

- 16. Total des dépenses
- 17. Dépenses des administrations publiques par fonction
- 18. Impôts
- 19. Cotisations sociales
- 20. Prestations sociales
- 21. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques
- 22. Actifs et passifs financiers

16. Total des dépenses

La notion de consommation finale des administrations publiques, présentée à la section 11, reflète la contribution des administrations à la consommation individuelle et collective en leur qualité de consommateurs de produits et services finaux. Si elle est utile pour illustrer la marge de manœuvre dont dispose le gouvernement pour stimuler directement la demande, elle ne donne toutefois qu'une image incomplète de la situation. Non seulement cette mesure ne comprend pas la formation brute de capital fixe des administrations qui est un domaine dans lequel la capacité à stimuler la demande est considérable, mais elle exclut également d'autres composantes des dépenses des administrations qui ne sont pas comptabilisées comme de la consommation finale, par exemple les paiements au titre du service de la dette, ou les transferts en espèces, par exemple les prestations sociales, qui, collectivement, reflètent mieux la taille des administrations et leur capacité à stimuler la demande sans pour autant modifier directement ou indirectement les impôts. La notion qui reflète le mieux ces dépenses globales est celle du total des dépenses des administrations publiques, qui recouvre le montant total des dépenses des administrations qui doivent être financées par des recettes, l'impôt par exemple, et des emprunts.

Définition

Le total des dépenses des administrations publiques est égal aux dépenses que les administrations publiques consacrent aux éléments suivants : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, subventions, prestations sociales et transferts sociaux en nature (par le truchement des producteurs du marché), autres transferts courants, revenus de la propriété, transferts en capital (à payer), ajustement au titre des droits nets des ménages sur les réserves des fonds de pension, formation brute de capital et acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits. Elle inclut également les impôts sur le revenu et la fortune et toute autre taxe sur la production que les administrations peuvent être tenues d'acquitter.

Pour nombre de ces transactions, une comptabilisation sur une base consolidée (c'est-à-dire que les transactions entre les sous-secteurs des administrations publiques sont compensées) est préférable pour éviter d'exagérer le rôle des administrations publiques. Parmi les éléments généralement consolidés, citons : les intérêts d'emprunts (qui font partie des revenus de la propriété), les transferts en capital (à l'exception des taxes sur le capital à payer) et les autres transferts courants.

Le secteur des administrations comprend toutes les unités appartenant à l'État qui produisent en totalité ou en majorité des biens et services non marchands. Les unités appartenant à l'État produisant en totalité ou en majorité des biens et services marchands ne sont pas incluses dans le secteur des administrations mais dans les entreprises publiques.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques,

au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. L'impact de cette différence sur les comparaisons internationales de la dépense des administrations publiques dépend de la taille des biens et services fournis au marché, dans la mesure où les dépenses des administrations publiques incluent tout de même les paiements aux hôpitaux au titre de ces services. Ce point est important puisque les orientations figurant dans le SCN quant à la différenciation entre les unités qui fournissent des produits et services marchands et celles qui fournissent des produits et services non marchands (qui se réfère à « la plupart » de la production non marchande) autorise des différences entre les pratiques des différents pays. Dans ce contexte, les pays de l'UE ont adopté une règle selon laquelle « la plupart » représente 50 %.

La détermination de l'appartenance à l'État constitue un autre point où il peut arriver que la comparabilité soit affectée. Le SCN prescrit que le « contrôle » soit le facteur déterminant et décrit un certain nombre de critères pouvant être utilisés pour évaluer le respect de cette obligation. Reconnaisant que la question est loin d'être négligeable, il contient une recommandation pratique selon laquelle une règle de 50 % pour la détention d'actions devrait être adoptée. Cela étant, dans la pratique, les pays peuvent toujours choisir d'évaluer la propriété sur la base d'autres critères déterminants.

Pour l'essentiel de la dépense des administrations publiques, il y a peu de risque d'ambiguïté dans le traitement et la qualité des données sous-jacentes est très bonne, si bien que le niveau de comparabilité est généralement satisfaisant.

Tous les pays présentent des données en base consolidée, à l'exception du Canada (qui consolide uniquement les transferts courants) et de la Nouvelle-Zélande.

Dans le graphique 16.1 la catégorie « Prestations sociales et transferts sociaux en nature » est à compléter par « pour les produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands ».

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

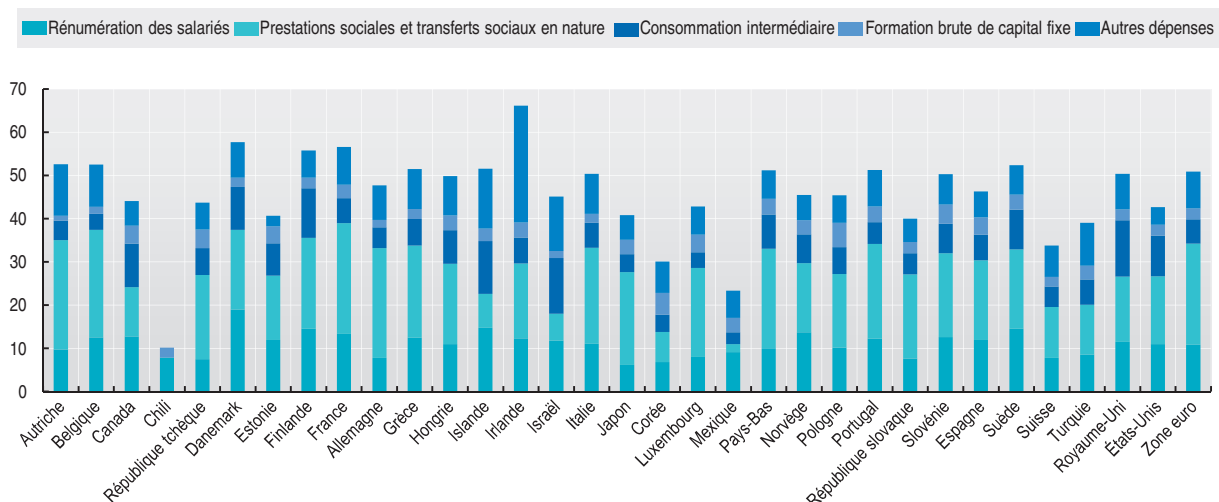
Tableau 16.1. **Dépenses totales des administrations publiques**
Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	48.0	48.2	45.1	47.6	47.9	48.5	47.1	46.9	45.3	43.5	44.1	48.2	47.7	45.3
Australie	35.0	34.5	35.6	35.1	34.5	34.7	34.7	33.9	33.7	33.6	36.1	36.9	..	..
Autriche	53.7	53.4	51.9	51.3	50.7	51.3	53.8	50.0	49.1	48.6	49.3	52.6	52.6	50.5
Belgique	50.4	50.1	49.1	49.1	49.8	51.0	49.2	51.9	48.5	48.2	49.8	53.7	52.5	53.3
Canada	44.8	42.7	41.1	42.0	41.2	41.2	39.9	39.3	39.4	39.4	40.0	44.4	44.1	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	24.1	23.2	22.4	23.9	23.6	28.9	26.1	26.6	27.7	28.7	30.4	33.1	30.1	..
Danemark	56.3	55.5	53.7	54.2	54.6	55.1	54.6	52.8	51.6	50.8	51.5	58.1	57.7	57.6
Espagne	41.1	39.9	39.2	38.7	38.9	38.4	38.9	38.4	38.4	39.2	41.5	46.3	46.3	45.2
Estonie	39.2	40.1	36.1	34.8	35.8	34.8	34.0	33.6	33.6	34.0	39.7	45.5	40.7	38.3
États-Unis	34.6	34.2	33.9	35.0	35.9	36.3	36.1	36.3	36.0	36.8	39.1	42.8	42.7	41.7
Finlande	52.9	51.7	48.3	48.0	49.0	50.3	50.2	50.3	49.2	47.4	49.2	56.1	55.8	54.8
France	52.8	52.6	51.7	51.7	52.9	53.4	53.3	53.6	53.0	52.6	53.3	56.8	56.6	56.0
Grèce	44.7	44.9	47.2	45.8	45.5	45.1	45.9	44.6	45.3	47.5	50.6	54.0	51.5	51.8
Hongrie	51.2	49.2	47.8	47.8	51.5	49.7	49.1	50.1	52.2	50.7	49.2	51.4	49.8	49.6
Irlande	34.8	34.3	31.2	33.2	33.5	33.2	33.6	33.8	34.4	36.8	43.1	48.7	66.1	48.1
Islande	41.3	42.0	41.9	42.6	44.3	45.6	44.0	42.2	41.6	42.3	57.7	51.0	51.5	47.3
Israël ¹	54.7	53.5	51.6	53.9	55.3	54.0	50.8	49.4	47.8	46.5	46.0	45.8	45.1	44.6
Italie	48.9	47.9	45.9	47.7	47.1	48.1	47.5	47.9	48.5	47.6	48.6	51.9	50.4	49.9
Japon	..	..	..	..	..	..	..	36.4	36.0	35.8	36.9	41.9	40.8	..
Luxembourg	41.1	39.2	37.6	38.1	41.5	41.8	42.6	41.5	38.6	36.3	39.1	44.6	42.8	42.0
Mexique	..	..	..	..	..	19.1	18.3	19.1	19.7	20.5	25.7	23.3	23.3	..
Norvège	49.1	47.7	42.3	44.1	47.1	48.2	45.1	41.8	40.0	40.3	39.8	46.7	45.5	44.5
Nouvelle-Zélande	40.2	39.5	37.8	37.1	36.5	36.8	36.7	37.8	39.0	38.8	41.6	42.3	..	..
Pays-Bas	46.7	46.0	44.2	45.4	46.2	47.1	46.1	44.8	45.5	45.3	46.2	51.4	51.2	49.8
Pologne	44.3	42.7	41.1	43.8	44.3	44.7	42.6	43.4	43.9	42.2	43.2	44.6	45.4	43.6
Portugal	41.4	41.5	41.6	43.2	43.1	44.7	45.4	46.6	45.2	44.4	44.8	49.8	51.3	49.4
République slovaque	45.8	48.1	52.1	44.5	45.1	40.1	37.7	38.0	36.5	34.2	34.9	41.5	40.0	38.2
République tchèque	43.0	42.2	41.6	43.9	45.6	50.0	43.3	43.0	42.0	41.0	41.1	44.7	43.7	43.0
Royaume-Uni	39.3	38.9	36.8	40.2	41.4	42.2	43.1	43.8	44.0	43.7	47.7	51.3	50.4	48.6
Slovénie	45.4	46.2	46.5	47.3	46.2	46.2	45.7	45.3	44.6	42.4	44.3	49.1	50.3	50.7
Suède	58.8	58.1	55.1	54.5	55.6	55.7	54.2	53.9	52.7	51.0	51.7	54.9	52.3	51.1
Suisse	35.4	34.7	35.6	34.8	36.9	36.3	35.9	35.2	33.2	32.1	32.1	34.1	33.8	33.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	33.0	34.5	34.8	40.5	39.0	..
Zone euro	48.4	48.0	46.2	47.2	47.5	48.0	47.4	47.3	46.7	46.0	47.1	51.2	50.9	49.4
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769797>

Graphique 16.1. **Total des dépenses des administrations publiques par composante principale**
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769094>

17. Dépenses des administrations publiques par fonction

La section 16 présentait les informations relatives aux dépenses des administrations publiques. La décomposition de ces dépenses par activités est elle aussi d'un intérêt considérable pour les décideurs politiques et les analystes. Le système de classification sur lequel s'appuie cette décomposition internationale et comparable, est connu comme la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP). Elle fournit un moyen pour comparer les dépenses sur des fonctions spécifiques, telles que la sécurité et l'ordre publics, entre les pays et à travers le temps.

Définition

Les dépenses totales des administrations publiques sont définies dans la section 16.

La CFAP est disponible sur deux niveaux : un premier niveau qui partage les dépenses en 10 groupes fonctionnels et un second niveau lequel partage les 10 groupes fonctionnels en sous groupes (jusqu'à 9), comme montré ci-dessous :

Les services publics généraux qui incluent : les organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, les affaires extérieures, l'aide économique étrangère, les services généraux, la recherche fondamentale, les services publics généraux de R-D, les services publics généraux non classés ailleurs (n.c.a.), les transactions liées à la dette publique, et les transferts de caractère général entre les différents niveaux d'administration.

La défense inclut : la défense militaire, la défense civile, l'aide étrangère militaire, la R-D de défense et la défense n.c.a.

L'ordre et la sécurité publics incluant les services de police, les services de protection contre les incendies, les cours de justice, les prisons, la R-D d'ordre et de sécurité publics, et l'ordre et la sécurité publics n.c.a.

Les affaires économiques qui comprennent : l'économie générale, le commerce et l'emploi, l'agriculture, les forêts, la pêche et la chasse, les combustibles et l'énergie, les exploitations minières, l'industrie et la construction, les transports, les communications, les autres industries, la R-D économique, et les affaires économiques n.c.a.

La protection de l'environnement comprenant : le traitement des déchets, le traitement des eaux usées, la lutte contre la pollution, la protection de la biodiversité et du paysage, la R-D de protection de l'environnement, et la protection de l'environnement n.c.a.

Le logement et les équipements publics comprennent : la construction de logements, la construction d'équipements publics, l'approvisionnement en eau, l'éclairage public, la R-D de logement et d'équipements publics, le logement et les équipements publics n.c.a.

La santé qui inclut : les produits, appareils et équipements médicaux, les services de consultation, les services hospitaliers, les services de santé publique, la R-D de santé, la santé n.c.a.

Les loisirs, la culture et la religion incluent : les services de loisirs et de sport, les services culturels, les services de radiodiffusion, de télévision et d'édition, les services destinés aux religions et autres communautés, la R-D de loisirs, culture et religion, et les loisirs, la culture et la religion n.c.a.

L'éducation comprend : l'éducation préscolaire et primaire, l'éducation secondaire, l'éducation postsecondaire, non tertiaire, l'éducation tertiaire, l'éducation non définissable par niveau, les services complémentaires à l'éducation, la R-D d'éducation et l'éducation n.c.a.

La protection sociale couvre : la maladie et le handicap, les personnes âgées, les vétérans, la famille et les enfants, le chômage, l'exclusion sociale n.c.a., la R-D de protection sociale, et la protection sociale n.c.a.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. Cela peut jouer sur la comparaison entre les dépenses totales des administrations publiques et leurs décompositions par fonctions, spécialement si les entreprises publiques produisent très peu de services non marchands et requièrent peu de financement ou subventions de la part du gouvernement.

Les dépenses des États-Unis sur la protection de l'environnement sont incluses dans les logements et équipements publics.

Les données pour tous les pays sont consolidées, excepté le Canada (qui ne consolide que ses transferts courants) et la Nouvelle-Zélande.

Les données du Japon sont en années fiscales.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2011), *Government at a Glance 2011*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2011-en.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

17. Dépenses des administrations publiques par fonction

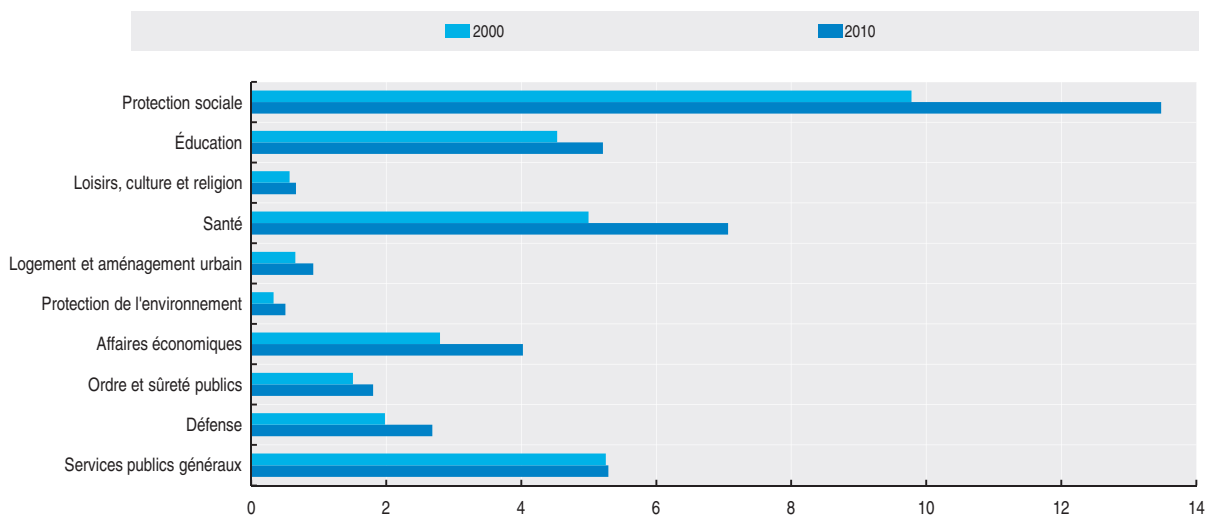
Tableau 17.1. **Dépenses par fonction des administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2010

	Total des dépenses	Services publics généraux	Défense	Ordre et sûreté publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et aménagement urbain	Santé	Loisirs, culture et religion	Éducation	Protection sociale
Allemagne	47.5	6.1	1.1	1.6	4.7	0.7	0.7	7.1	0.8	4.3	20.5
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	52.5	6.8	0.7	1.5	5.7	0.5	0.7	8.1	1.0	5.7	21.7
Belgique	52.7	8.3	1.0	1.8	6.0	0.6	0.4	7.9	1.2	6.2	19.2
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	30.1	4.6	2.6	1.2	6.1	0.8	1.1	4.6	0.7	4.7	3.8
Danemark	57.6	7.5	1.4	1.1	3.4	0.5	0.4	8.4	1.6	8.0	25.3
Espagne	45.7	5.2	1.1	2.1	5.2	0.9	1.2	6.5	1.6	4.9	17.0
Estonie	40.6	3.1	1.8	2.2	4.4	-0.3	0.6	5.3	2.1	6.8	14.6
États-Unis	42.7	5.0	5.1	2.3	4.1	..	1.0	8.9	0.3	6.7	9.2
Finlande	55.8	7.3	1.6	1.5	4.9	0.3	0.5	7.9	1.2	6.6	24.1
France	56.5	6.9	2.1	1.7	3.4	1.0	1.9	8.0	1.5	6.0	24.1
Grèce	51.4	11.4	2.2	1.7	4.5	0.6	0.4	7.7	0.6	3.9	18.4
Hongrie	49.7	9.4	1.2	1.9	5.8	0.6	0.4	5.2	1.8	5.6	17.9
Irlande	66.4	3.8	0.5	1.9	25.0	1.1	1.8	8.5	0.7	6.0	17.1
Islande	51.5	8.9	0.0	1.4	7.0	0.6	2.5	7.9	3.7	8.3	11.2
Israël ¹	45.1	6.7	6.7	1.7	2.6	0.7	0.4	5.5	1.7	7.3	11.8
Italie	50.4	8.3	1.4	1.9	3.8	0.8	0.7	7.6	0.8	4.5	20.4
Japon	40.7	4.7	0.9	1.3	3.9	1.2	0.8	6.9	0.4	3.6	17.2
Luxembourg	42.8	4.6	0.5	1.0	4.3	1.1	0.7	5.0	1.8	5.2	18.5
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	45.5	4.7	1.5	1.0	4.4	0.7	0.7	7.5	1.3	5.9	17.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	51.2	5.9	1.4	2.1	6.0	1.8	0.7	8.3	1.8	5.9	17.2
Pologne	45.3	5.9	1.4	1.9	5.6	0.7	1.0	5.0	1.3	5.6	16.9
Portugal	51.4	7.0	1.7	2.4	5.6	0.7	0.6	7.0	1.3	6.5	18.7
République slovaque	40.0	6.3	1.2	2.6	3.6	0.9	1.0	6.4	1.2	4.5	12.2
République tchèque	43.8	4.6	1.0	2.0	6.6	1.0	0.9	7.8	1.4	4.8	13.7
Royaume-Uni	50.2	5.3	2.7	2.6	3.1	1.0	1.3	8.2	1.1	6.9	17.9
Slovénie	49.8	5.7	1.5	1.8	5.1	0.8	0.7	6.9	2.2	6.6	18.6
Suède	52.2	6.9	1.6	1.4	4.6	0.3	0.7	7.1	1.2	7.0	21.5
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	39.0	9.8	1.3	1.6	3.7	0.4	1.2	1.3	0.6	3.4	15.8
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769816>

Graphique 17.1. **Dépenses des administrations publiques par fonction principale, pour l'OCDE total¹**
Pourcentage du PIB, 2000 et 2010



1. Total OCDE : Inclut tous les pays de l'OCDE à l'exception de l'Australie, du Chili, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse. Il exclut également le Japon, la Pologne et la Turquie en 2000 et le Canada en 2010.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769113>

18. Impôts

Dans le SCN, les impôts sont les versements obligatoires, en espèces ou en nature, effectués sans contrepartie par les unités institutionnelles au profit des administrations publiques exerçant leurs pouvoirs souverains ou d'une autorité supranationale. Ils constituent généralement la plus grande partie des recettes de l'État dans la plupart des pays. Les cotisations de sécurité sociale, bien que constituant des paiements obligatoires aux administrations publiques, ne sont pas traitées comme des impôts dans le SCN parce que la perception de prestations de sécurité sociale dépend, dans la plupart des pays, du versement antérieur de cotisations appropriées, même si le montant des prestations n'est pas nécessairement lié au montant des cotisations. Cela étant, de nombreux responsables de l'action publique et utilisateurs préfèrent inclure les cotisations de sécurité sociale dans la définition des impôts. De fait, c'est la base des mesures des impôts utilisée dans la publication de l'OCDE sur les statistiques des recettes publiques. Ceci reflète en partie le fait que les cotisations aux administrations publiques sont obligatoires, mais s'explique aussi parce que tous les pays n'ont pas de régimes de sécurité sociale, certains préférant financer les prestations sociales versées par l'État grâce à d'autres taxes ou recettes (voir aussi la section 19).

D'un point de vue pratique, sous l'angle de l'action publique, les définitions des impôts incluant les cotisations de sécurité sociale sont généralement privilégiées. Dans la présente section toutefois, on s'en tiendra à la définition du SCN.

Définition

Le SCN définit trois catégories d'impôts :

- La première catégorie, *les impôts sur la production et les importations*, regroupe des taxes traditionnellement qualifiées d'impôts indirects et s'analyse dans le SCN en deux composantes : les impôts sur les produits, par exemple la TVA, et les autres impôts sur la production, par exemple les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, d'immeubles ou d'autres actifs utilisés dans la production ou sur la main-d'œuvre salariée (impôts sur la masse salariale).
- La deuxième catégorie, *les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.*, est constituée principalement des impôts prélevés sur les revenus des ménages et des entreprises. Le « etc. » se réfère au fait qu'elle inclut des impôts périodiques sur les ménages qui ne sont assis ni sur le revenu ni sur le patrimoine du ménage ou de ses membres, par exemple les impôts de capitation.
- La dernière catégorie, *les impôts en capital*, se compose d'impôts prélevés à des intervalles irréguliers, avec une fréquence faible, sur la valeur des actifs ou du patrimoine net détenus par des unités ou transférés d'une unité à l'autre, par exemple les impôts sur les successions ou les impôts sur les plus-values foncières, par exemple les impôts sur l'augmentation de la valeur d'un terrain résultant de l'obtention d'un permis de construire.

Comparabilité

D'une manière générale, la comparabilité des impôts d'un pays à l'autre est bonne, mais les règles qui permettent de différencier les impôts des recettes (généralement celles qui dépendent de redevances/permis) sont quelquefois, à la marge, à l'origine de problèmes de comparabilité. Généralement, si les permis/licences demandent peu de travail à l'État, les redevances

Définition des impôts utilisée dans les Statistiques des recettes publiques de l'OCDE

La définition retenue dans les Statistiques des recettes publiques diffère de celle du SCN à plusieurs égards :

- Elle inclut les cotisations sociales versées à l'État.
- La question de savoir si certains permis et redevances à la marge sont des taxes fait l'objet d'une interprétation différente.
- Les impôts/subventions imputés au maintien de taux de change officiels multiples en sont exclus.
- Certains crédits d'impôt inclus dans le montant global des impôts qui sont considérés par le SCN comme des dépenses des administrations sont éliminés par compensation.

connexes devraient être comptabilisées en tant qu'impôts, mais si les administrations rendent certains services liés et proportionnels à la redevance, cette dernière doit être traitée comme un achat de services.

Les redevances au titre de licences ou de permis pour l'utilisation de ressources naturelles (spectres radio électriques, terres, produits de la pêche) sont presque toujours comptabilisées en tant que loyers ou paiements au titre d'un actif et non en tant qu'impôts. Cela n'est toutefois pas vrai de toutes, par exemple dans le cas des permis concernant la pêche de loisir et non la pêche commerciale. De fait, les paiements effectués par des personnes ou des ménages pour obtenir un permis de posséder ou d'utiliser des véhicules, des navires ou des aéronefs et pour obtenir un permis de chasse, de tir ou de pêche de loisir, sont considérés comme des impôts. Les redevances au titre des autorisations permettant de se livrer à une activité spécifique (par exemple pour être chauffeur de taxi ou ouvrir un casino) sont généralement considérées comme des impôts. Les paiements effectués au titre de toutes les autres catégories de permis (permis de conduire, redevance audiovisuelle, permis de port d'arme à feu) ou les redevances versées à l'État (pour les passeports par exemple) sont généralement (mais pas toujours) considérés comme des paiements de services.

Le graphique présente le total des recettes des administrations publiques (impôts plus autres recettes des administrations publiques) = total des dépenses des administrations publiques +/- la capacité (besoin) de financement, en pourcentage du PIB.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

- FMI (2001), *Manuel de statistiques de finances publiques*, Fonds monétaire international, Washington.
- OCDE (2012), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/rev_stats-2012-en-fr.

Tableau 18.1. Les impôts dans le Système de comptabilité nationale (SCN)

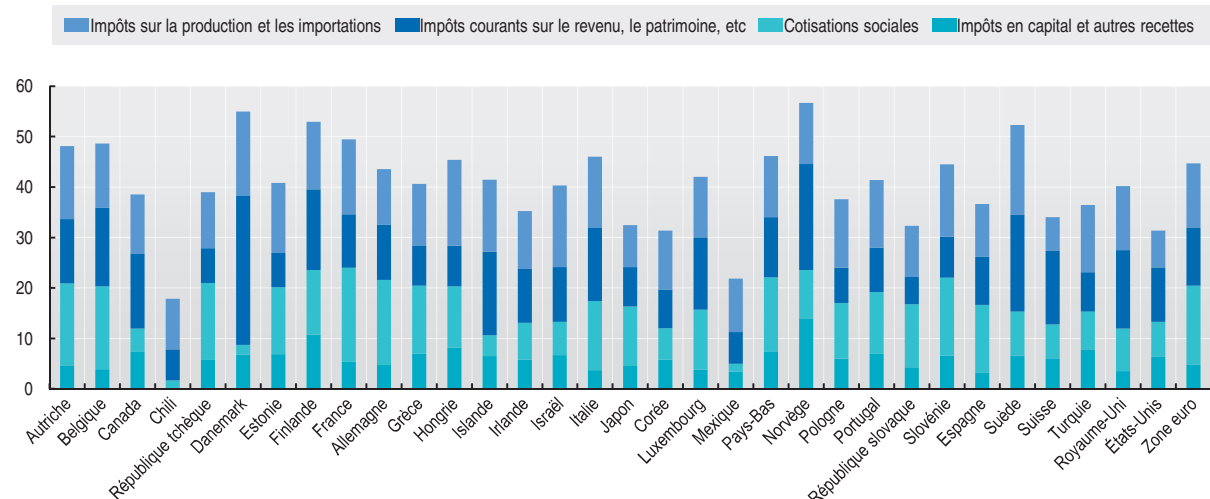

Pourcentage du PIB

	Total des impôts reçus			Impôts sur la production et les importations			Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.			Impôts en capital		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Allemagne	23.6	21.6	22.2	10.6	10.5	11.0	12.8	10.9	10.9	0.1	0.2	0.2
Australie	29.4	30.2	..	12.6	12.1	..	16.8	18.1	..	0.0	0.0	..
Autriche	27.8	27.3	27.2	14.6	14.5	14.5	13.1	12.8	12.7	0.1	0.1	0.0
Belgique	30.4	30.5	29.0	12.9	13.0	12.8	17.0	16.9	15.5	0.5	0.6	0.7
Canada	31.1	28.5	26.6	12.9	12.6	11.8	18.2	16.0	14.8	0.0	0.0	0.0
Chili	..	..	..	..	..	10.0	..	..	6.1	..	..	..
Corée	19.2	19.3	19.7	11.8	11.5	11.7	7.2	7.5	7.7	0.2	0.2	0.3
Danemark	47.5	49.7	46.4	17.0	17.7	16.6	30.3	31.7	29.6	0.2	0.2	0.2
Espagne	22.1	23.9	20.4	11.4	12.4	10.5	10.3	11.0	9.5	0.4	0.5	0.4
Estonie	20.1	20.1	20.7	12.3	13.1	13.9	7.7	7.0	6.8	0.0	0.0	0.0
États-Unis	22.6	20.5	18.3	7.2	7.4	7.3	15.1	12.9	10.8	0.4	0.3	0.1
Finlande	34.8	31.7	29.6	13.5	13.8	13.4	21.1	17.5	16.0	0.3	0.3	0.2
France	27.7	27.3	25.9	15.2	15.4	14.9	12.0	11.3	10.6	0.5	0.5	0.4
Grèce	23.8	20.6	20.3	13.8	11.8	12.3	9.7	8.6	7.9	0.3	0.2	0.1
Hongrie	26.5	24.6	25.6	16.6	15.5	17.0	9.8	9.0	8.0	0.1	0.1	0.5
Irlande	26.3	25.6	22.3	13.0	13.4	11.5	13.2	12.1	10.7	0.2	0.2	0.2
Islande	34.2	37.4	30.9	18.2	19.1	14.3	16.1	18.3	16.6	0.0	0.0	0.0
Israël ¹	31.7	30.0	27.0	16.0	16.7	16.2	15.7	13.4	10.9	0.0	0.0	0.0
Italie	29.0	27.5	28.8	14.6	14.1	14.0	14.3	13.2	14.6	0.1	0.1	0.2
Japon	..	..	..	..	8.4	8.3	..	8.3	7.8	..	..	..
Luxembourg	28.5	26.9	26.5	13.5	13.2	11.9	14.9	13.6	14.4	0.1	0.1	0.1
Mexique	..	15.7	..	..	10.3	10.6	..	5.4	6.3	..	0.0	..
Norvège	33.7	34.4	33.3	13.6	12.2	12.1	20.0	22.1	21.0	0.1	0.1	0.1
Nouvelle-Zélande	32.2	34.4	..	12.5	12.7	..	19.7	21.6	..	0.0	0.1	..
Pays-Bas	23.7	24.2	24.3	11.7	12.4	12.1	11.6	11.4	11.9	0.4	0.3	0.3
Pologne	19.8	20.6	20.5	12.6	13.6	13.6	7.2	7.0	6.9	0.0	0.0	0.0
Portugal	22.5	22.8	22.3	13.0	14.5	13.4	9.5	8.2	8.8	0.1	0.0	0.0
République slovaque	19.9	18.4	15.5	12.5	12.4	10.1	7.4	6.0	5.4	0.0	0.0	0.0
République tchèque	18.8	19.9	18.0	10.8	11.0	11.1	7.9	8.9	6.9	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	29.9	28.7	28.4	13.3	12.5	12.7	16.5	16.0	15.5	0.2	0.2	0.2
Slovénie	23.1	24.2	22.5	15.7	15.5	14.3	7.3	8.7	8.2	0.1	0.0	0.0
Suède	38.5	38.3	37.0	15.9	16.3	17.8	22.5	22.0	19.2	0.1	0.0	0.0
Suisse	22.2	21.6	21.4	7.2	6.9	6.6	14.7	14.5	14.7	0.3	0.2	0.2
Turquie	..	..	21.1	..	..	13.3	..	..	7.8	..	..	0.0
Zone euro	25.9	25.0	24.5	12.9	13.0	12.7	12.8	11.7	11.5	0.3	0.3	0.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769835>

Graphique 18.1. Total des recettes des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2010

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769132>

19. Cotisations sociales

Les cotisations sociales sont des paiements effectivement versés ou imputés au profit de régimes d'assurance sociale dans le but de constituer des provisions en vue du paiement de prestations d'assurance sociale (voir la section 18). Elles peuvent être versées par des employeurs pour le compte de leurs salariés ou par des salariés, travailleurs indépendants et personnes non salariées pour leur propre compte. Ces cotisations peuvent être obligatoires ou volontaires et il peut s'agir de régimes par capitalisation ou par répartition. Les cotisations de sécurité sociale obligatoires versées aux administrations publiques ou à des fonds de sécurité sociale placés sous le contrôle effectif de l'État représentent une part importante des recettes des administrations et, bien qu'elles ne soient pas traitées comme tel dans le SCN, de nombreux analystes (y compris la direction des affaires fiscales de l'OCDE) les considèrent comme similaires à un impôt sur le revenu et estiment qu'elles font de ce fait partie de la charge fiscale globale d'un pays. Elles sont importantes non seulement au sens où elles représentent une fraction importante des recettes de l'État, mais aussi parce qu'elles reflètent une partie des coûts encourus pour exercer une activité. Dans de nombreux pays en développement, la présence simultanée de cotisations sociales élevées et de prestations sociales faibles est souvent citée comme la raison expliquant l'existence d'une vaste économie informelle.

Définition

Des régimes d'assurance sociale peuvent être gérés par n'importe quel secteur d'activité et il peut s'agir de régimes par capitalisation ou par répartition. En outre, les cotisations versées à ces régimes peuvent être obligatoires ou volontaires. Généralement, les régimes les plus importants dans cette catégorie sont les régimes de sécurité sociale, imposés, contrôlés et financés par l'État, mais dans de nombreux pays, le rôle des fonds privés, capitalisés ou non capitalisés, gagne en importance.

Les fonds de sécurité sociale constitués dans le cadre des régimes de sécurité sociale sont des unités institutionnelles distinctes pour le SCN et forment une sous-catégorie du secteur des administrations. Bien que les cotisations au régime soient obligatoires, les versements au fonds peuvent être effectués sur une base volontaire pour bénéficier de prestations de sécurité sociale. Les régimes d'assurance sociale organisés par les administrations pour leurs agents sont classés dans les fonds privés capitalisés ou non capitalisés selon le cas. Comme tels, ils peuvent faire partie ou non des administrations, selon certains critères.

Comparabilité

Tous les pays n'ont pas de régime de sécurité sociale, certains choisissant de financer les prestations sociales versées par l'État grâce à d'autres taxes ou recettes, ce qui explique pourquoi les analystes préfèrent souvent présenter la totalité des impôts et cotisations sociales lors du calcul de la charge fiscale. Cela étant, même ces comparaisons doivent être interprétées avec prudence. Il peut arriver que les États encouragent les employeurs et les salariés à sortir des régimes de sécurité sociale et à verser à la place des cotisations, même obligatoires, à des régimes gérés par des entreprises, réduisant ainsi les recettes et les dépenses des administrations sans nécessairement réduire le bien-être des consommateurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles les comparaisons des impôts sur le revenu sont souvent exprimées en taux, la composante « cotisations sociales » représentant le taux obligatoire, que le régime concerné soit géré par l'administration ou par des entreprises.

En Finlande, en Islande et aux Pays-Bas, certaines cotisations prélevées sont fonction du revenu imposable (gains salariaux nets après totalité ou quasi-totalité des allègements fiscaux). En Australie et en Nouvelle-Zélande, aucune cotisation de sécurité sociale n'est prélevée.

Les chiffres présentés comprennent les cotisations sociales volontaires et obligatoires versées aux administrations.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

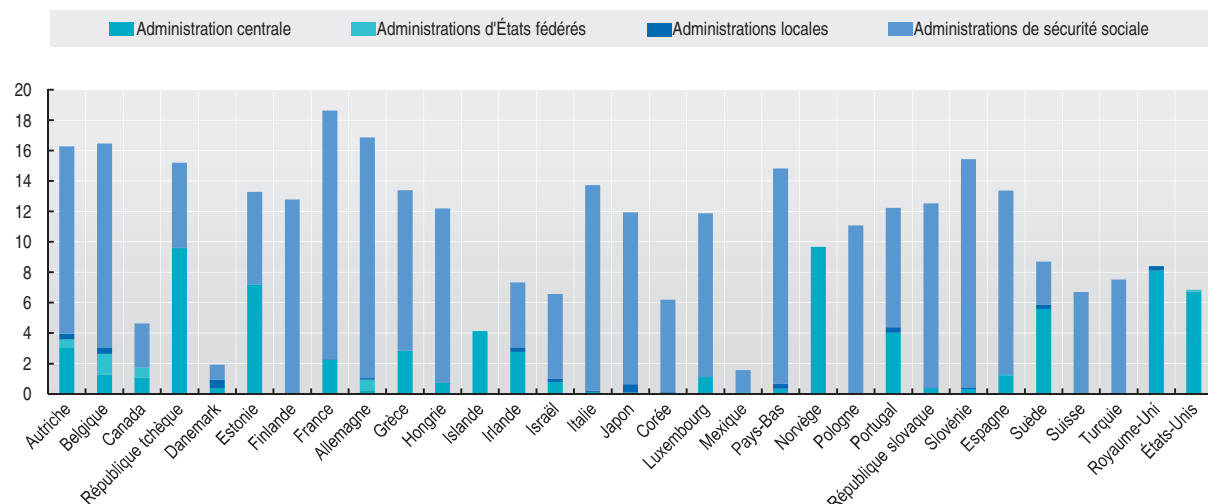
Tableau 19.1. **Cotisations sociales versées aux administrations publiques**
Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	19.2	19.0	18.6	18.4	18.4	18.5	18.1	17.9	17.3	16.5	16.5	17.3	16.9	16.9
Australie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	..	..
Autriche	17.1	17.1	16.8	16.6	16.3	16.4	16.2	16.1	15.9	15.7	15.9	16.5	16.3	16.2
Belgique	16.3	16.3	16.0	16.2	16.5	16.4	16.0	15.8	15.7	15.7	16.1	16.8	16.5	16.6
Canada	4.8	4.7	4.6	4.8	5.0	5.0	4.8	4.8	4.7	4.6	4.5	4.9	4.6	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.7	1.8	1.7	..
Corée	3.5	3.7	4.0	4.5	4.7	5.0	5.2	5.5	5.7	5.9	6.1	6.4	6.2	..
Danemark	2.0	2.5	2.6	2.6	2.1	2.1	2.1	2.0	1.9	1.9	1.8	1.9	1.9	2.0
Espagne	12.7	12.8	12.9	13.0	13.0	13.0	13.0	12.9	12.9	13.0	13.2	13.4	13.4	13.2
Estonie	11.2	11.1	11.0	10.7	11.0	10.7	10.4	10.4	10.2	10.6	11.8	13.4	13.3	12.3
États-Unis	7.2	7.1	7.2	7.2	7.1	7.1	7.0	7.0	7.0	6.9	7.0	7.0	6.9	6.2
Finlande	13.0	13.0	12.1	12.2	12.0	11.9	11.8	12.1	12.4	12.0	12.2	12.9	12.8	12.7
France	17.9	18.1	17.9	17.9	18.0	18.3	18.1	18.2	18.2	18.0	18.1	18.8	18.6	18.8
Grèce	12.2	12.3	12.6	12.7	13.7	13.9	13.4	13.5	12.4	13.0	13.2	12.7	13.4	13.2
Hongrie	13.9	13.3	13.4	13.1	12.9	12.7	12.4	12.6	12.7	13.9	13.8	13.3	12.2	13.2
Irlande	5.5	5.6	5.6	5.7	5.7	5.7	5.9	6.0	6.1	6.3	6.8	7.4	7.3	6.4
Islande	2.7	2.8	2.9	2.8	2.9	3.1	3.0	3.2	3.3	3.0	2.8	3.1	4.1	4.1
Israël ¹	6.8	6.7	6.7	7.1	7.2	7.3	7.1	7.0	6.7	6.6	6.7	6.4	6.6	6.6
Italie	12.6	12.2	12.3	12.1	12.2	12.5	12.6	12.6	12.6	13.1	13.7	14.0	13.7	13.7
Japon	..	..	..	..	..	..	..	10.6	10.9	11.0	11.5	11.8	11.9	..
Luxembourg	11.2	11.0	10.9	11.8	11.8	11.7	11.6	11.3	10.8	10.7	11.5	12.7	11.9	12.0
Mexique	..	..	..	..	..	2.0	1.8	1.7	1.7	1.6	1.5	1.6	1.6	..
Norvège	10.3	10.1	8.9	9.3	9.9	9.8	9.4	8.9	8.7	9.0	8.9	10.0	9.7	9.6
Nouvelle-Zélande	1.8	1.4	1.1	1.1	1.2	1.1	1.0	1.0	1.2	1.2	1.2	1.3	..	..
Pays-Bas	16.1	16.6	16.4	14.7	14.3	14.7	14.9	13.9	14.8	14.2	15.2	14.6	14.8	15.4
Pologne	11.6	13.7	12.9	13.4	12.9	12.8	12.3	12.3	12.2	12.0	11.3	11.3	11.1	11.5
Portugal	10.3	10.2	10.6	10.8	11.1	11.6	11.5	11.9	11.8	11.6	11.9	12.5	12.2	12.2
République slovaque	14.9	14.1	14.2	14.4	14.7	14.0	13.3	12.8	11.9	11.9	12.2	12.9	12.5	12.5
République tchèque	14.9	15.0	15.1	15.0	15.5	15.7	15.5	15.5	15.7	15.7	15.6	14.9	15.2	15.4
Royaume-Uni	7.3	7.5	7.6	7.7	7.5	7.8	8.1	8.3	8.3	8.2	8.4	8.5	8.4	8.4
Slovénie	14.5	14.2	14.4	14.6	14.5	14.4	14.4	14.5	14.3	13.9	14.3	15.2	15.4	15.3
Suède	13.5	12.0	13.1	12.6	11.7	11.4	11.1	10.7	9.8	9.9	9.0	8.7	8.7	7.6
Suisse	7.1	7.1	7.1	7.2	7.4	7.3	6.8	6.8	6.6	6.5	6.5	6.9	6.7	6.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	6.7	6.6	6.3	7.2	7.5	..
Zone euro	16.2	16.1	15.8	15.6	15.6	15.7	15.5	15.4	15.3	15.1	15.3	15.8	15.6	15.7
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769854>

Graphique 19.1. **Cotisations sociales versées aux administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769151>

20. Prestations sociales

Les prestations sociales reflètent les transferts courants effectués en espèces ou en nature au profit des ménages pour faire face aux besoins rencontrés lorsque surviennent certains événements ou que sont réunies certaines circonstances, par exemple maladie, chômage, retraite, événements touchant le logement ou l'éducation ou encore événements familiaux, qui sont susceptibles d'affecter négativement le bien-être des ménages concernés parce qu'ils vont soit exercer des contraintes supplémentaires sur leurs ressources, soit réduire leurs revenus. Ces transferts, généralement effectués par les administrations et les ISBLSM, représentent une part significative du total des dépenses des administrations publiques et du revenu disponible des ménages, en particulier dans les groupes de la société ayant les revenus les plus faibles. Ils constituent de ce fait un facteur important de l'analyse du bien-être des ménages, des inégalités de revenus et du rôle redistributif de la puissance publique.

Définition

En comptabilité nationale, il existe deux catégories distinctes de prestations sociales : les *prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature* et les *transferts sociaux en nature* (voir aussi les sections 6, 10 et 11). La distinction entre les deux est importante. En effet, les transferts effectués dans le cadre de la première catégorie sont généralement versés sous la forme d'espèces et permettent aux ménages de les utiliser sans qu'il soit possible de les distinguer des revenus provenant d'autres sources, alors que les transferts appartenant à la deuxième catégorie sont toujours liés à la provision de certains biens et services, et les ménages n'ont donc aucune discrétion quant à leur utilisation.

Les *prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature* peuvent à leur tour s'analyser en deux composantes principales : les *prestations d'assurance sociale* et les *prestations d'assistance sociale en espèces*.

Cette dernière catégorie comprend les versements d'espèces effectués par des unités de l'administration ou des ISBLSM au profit des ménages pour satisfaire les mêmes types de besoins que les prestations d'assurance sociale, mais dans les cas où les ménages ou les besoins concernés ne sont couverts par aucun régime d'assurance sociale, ou bien lorsque les prestations d'assurance sociale ne sont pas considérées comme suffisantes pour couvrir les besoins. Elles n'incluent pas les versements aux agents des administrations ou aux salariés des ISBLSM en leur qualité d'actuel ou d'ancien agent ou salarié.

Dans le SCN, les prestations d'assurance sociale sont encore divisées en trois catégories : les *prestations de sécurité sociale en espèces* ; les *prestations d'assurance sociale directes d'employeurs* et les *prestations d'assurance sociale de régimes privés*. Les deux premières sont les plus pertinentes pour les administrations et la première, en particulier, représente une fraction importante des dépenses des administrations. Ces prestations comprennent les versements en espèces au titre des prestations pour maladie et invalidité, prestations pour enfants, famille, dépendance et maternité, les allocations de chômage, les pensions et les allocations de décès. Les *prestations d'assurance sociale directes d'employeurs* recouvrent des paiements en espèces ou en nature versés aux salariés dans des circonstances similaires, y compris des versements au titre de services médicaux généraux non liés au travail du salarié. Les administrations, en leur qualité d'employeurs, engagent ici des dépenses, qui reflètent généralement les pensions des agents.

Les *transferts sociaux en nature* représentent les paiements au titre de biens et services individuels tels que l'éducation, la santé ou le logement fournis par les administrations et les ISBLSM aux ménages, soit à titre gratuit, soit à des prix non significatifs du point de vue économique.

Comparabilité

S'il existe des différences marquées entre les *transferts sociaux en nature* et les *prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature* du point de vue du choix des ménages, leur exclusion mutuelle n'est pas complète dans le contexte de l'action publique. Les administrations par exemple peuvent verser des pensions qui incluent une composante de logement gratuit (et cette composante sera alors comptée comme un transfert social en nature) plutôt que des pensions en espèces qui permettent à leur bénéficiaire de payer un loyer au taux du marché. De la même façon, certaines administrations distribuent des coupons alimentaires, considérés comme des transferts sociaux en nature, plutôt que des prestations en espèces.

Ceci montre bien qu'à des fins de comparaisons internationales, les prestations sociales doivent être appréhendées dans leur totalité, en nature et en espèces. En outre, il convient d'observer une certaine prudence lorsqu'on veut comparer les composantes des *prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature* dans la mesure où les bénéficiaires concernés et les conséquences/besoins définis dans les régimes d'assurance sociale varient d'un pays à l'autre. La prudence est également de mise en ce qui concerne les prestations sociales versées aux agents des administrations car elles peuvent l'être par le truchement de régimes privés avec constitution de réserve plutôt que de fonds non capitalisés.

Par ailleurs, dans la pratique, tous les pays ne comptabilisent pas l'intégralité des *transferts sociaux en nature* de la même façon. Certains incluent les remboursements de certains biens et services individuels comme transferts en liquide, la composante remboursée faisant partie de la consommation finale des ménages et non de la consommation finale des administrations publiques. Les dépenses totales des administrations publiques et la consommation finale effective, le revenu disponible ajusté et l'épargne des ménages ne sont en revanche pas affectés par ces différences.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes des administrations publiques : Principaux agrégats », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00020-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

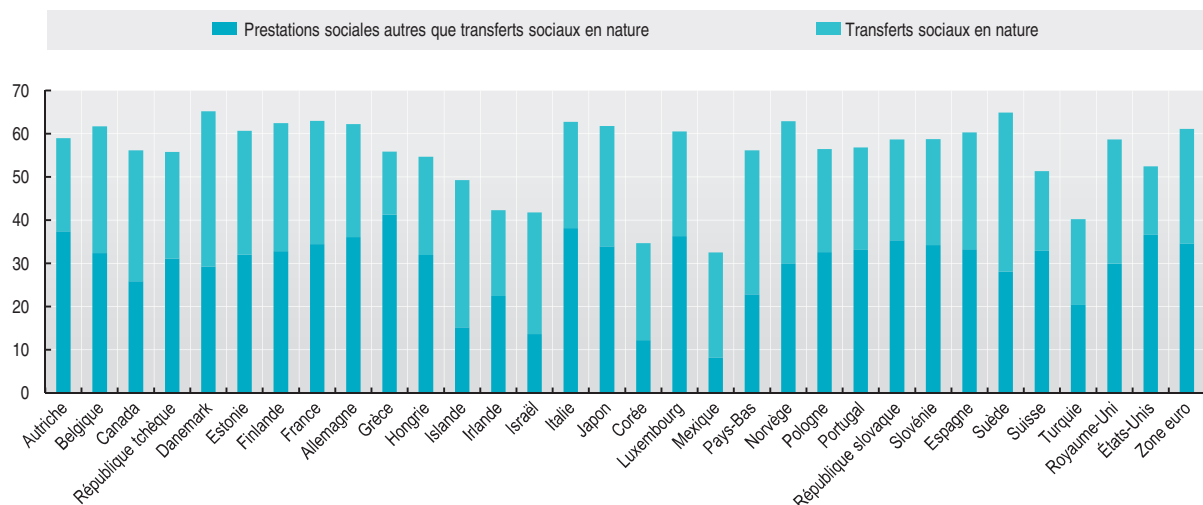
Tableau 20.1. **Prestations sociales versées aux ménages**
Pourcentage du PIB

	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature								Transferts sociaux en nature							
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	18.5	17.7	16.5	16.3	17.9	17.2	16.4	16.4	11.8	11.6	11.4	11.6	12.8	12.5	12.3	12.3
Australie	7.8	7.6	7.4	9.0	7.8	..	..	..	10.6	10.6	10.5	10.9	11.2	..	..	..
Autriche	18.8	18.4	17.8	18.1	19.7	19.7	19.0	19.0	10.6	10.6	10.6	10.9	11.5	11.3	11.1	11.1
Belgique	15.7	15.5	15.4	15.8	17.3	17.0	17.2	17.2	14.1	14.0	13.9	14.6	15.6	15.4	15.6	15.6
Canada	9.9	10.0	10.1	10.3	11.6	11.4	..	..	11.5	11.7	11.8	12.0	13.4	13.3	..	..
Chili	..	..	..	4.2	4.6	4.4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	2.5	2.8	3.1	3.4	3.8	3.7	..	..	5.8	6.2	6.3	6.5	6.9	6.8	..	..
Danemark	16.3	15.4	14.9	14.7	16.7	16.9	17.1	17.1	18.2	18.1	18.2	18.8	21.2	20.7	20.3	20.3
Espagne	11.6	11.4	11.6	12.5	14.7	15.4	15.4	15.4	10.5	10.5	10.7	11.4	12.7	12.5	12.1	12.1
Estonie	8.9	8.7	8.5	10.5	14.1	13.0	11.7	11.7	9.4	8.9	9.0	10.6	12.3	11.6	10.9	10.9
États-Unis	11.9	12.0	12.2	13.1	15.2	15.6	15.3	15.3	6.3	6.3	6.4	6.6	6.9	6.8	6.5	6.5
Finlande	16.5	16.0	15.1	15.3	18.2	18.3	18.0	18.0	14.7	14.7	14.2	14.8	16.6	16.5	16.3	16.3
France	17.8	17.8	17.7	17.8	19.4	19.5	19.5	19.5	15.3	15.1	15.0	15.1	16.1	16.1	16.1	16.1
Grèce	16.5	17.1	17.9	19.6	21.2	21.3	22.6	22.6	7.0	6.8	7.2	7.2	7.7	7.5	7.0	7.0
Hongrie	14.5	15.0	15.5	15.9	16.5	15.9	15.5	15.5	12.7	12.5	11.6	11.7	12.1	11.3	10.7	10.7
Irlande	8.8	8.9	9.6	11.6	14.5	14.8	15.0	15.0	10.4	10.5	10.9	12.0	13.7	13.1	12.5	12.5
Islande	6.2	5.7	5.8	6.1	8.1	7.9	8.5	8.5	16.5	16.4	16.4	16.8	17.9	17.5	16.6	16.6
Israël ¹	6.2	6.1	5.8	5.9	6.1	6.2	6.1	6.1	12.9	12.6	12.5	12.7	12.6	12.7	12.7	12.7
Italie	16.9	16.9	17.0	17.6	19.2	19.2	19.3	19.3	11.8	11.8	11.6	11.8	12.5	12.4	12.0	12.0
Japon	11.2	11.5	11.6	12.1	13.7	13.9	..	..	10.1	10.0	10.1	10.5	11.4	11.4	..	..
Luxembourg	14.4	13.5	12.9	14.4	16.6	15.6	15.1	15.1	10.0	9.4	9.0	9.5	10.8	10.4	10.2	10.2
Mexique	1.5	1.5	1.6	1.7	1.9	1.9	..	..	5.4	5.2	5.2	5.3	5.9	5.7	..	..
Norvège	13.2	12.2	12.1	11.6	13.9	13.7	13.5	13.5	13.3	12.8	13.1	13.0	15.2	15.0	14.6	14.6
Nouvelle-Zélande	9.2	9.8	10.0	10.7	11.4	..	..	..	10.9	11.1	11.1	11.8	12.2	..	..	..
Pays-Bas	10.9	10.8	10.3	10.3	11.4	11.7	11.8	11.8	13.4	14.8	15.0	15.2	17.0	17.1	17.1	17.1
Pologne	15.7	15.2	14.2	14.0	14.7	14.8	14.1	14.1	10.1	10.2	10.0	10.5	10.7	10.8	10.4	10.4
Portugal	14.4	14.5	14.6	15.1	17.0	17.0	17.3	17.3	12.2	11.7	11.1	11.1	12.1	12.1	11.1	11.1
République slovaque	12.4	11.9	11.6	11.4	13.8	14.1	13.5	13.5	7.4	7.6	8.0	8.4	9.4	9.3	8.7	8.7
République tchèque	12.0	12.2	12.5	12.4	13.5	13.6	13.7	13.7	10.6	10.3	9.9	9.9	10.9	10.8	10.7	10.7
Royaume-Uni	12.8	12.5	12.6	13.2	15.0	15.1	15.1	15.1	12.7	13.0	12.9	13.5	14.8	14.5	14.0	14.0
Slovénie	15.7	15.3	14.4	14.7	16.4	17.2	17.6	17.6	11.3	11.1	10.4	10.7	12.0	12.3	12.3	12.3
Suède	15.7	15.2	14.4	14.4	15.7	14.7	14.0	14.0	19.0	18.9	18.6	19.0	20.1	19.2	19.1	19.1
Suisse	11.5	10.9	10.5	10.1	11.2	11.1	10.9	10.9	6.6	6.3	6.1	5.7	6.3	6.2	6.3	6.3
Turquie	..	6.6	7.0	7.4	8.8	8.0	..	..	..	5.5	5.8	6.2	7.9	7.8	..	..
Zone euro	16.3	16.0	15.6	16.0	17.6	17.6	17.4	17.4	12.4	12.4	12.3	12.6	13.6	13.5	13.3	13.3
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769873>

Graphique 20.1. **Prestations sociales versées aux ménages**
Pourcentage du total des dépenses des administrations publiques, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769170>

21. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques

Les concepts d'épargne et de besoin de financement sont introduits respectivement dans les sections 7 et 9. Cependant, ils sont réintroduits ici dans la section des administrations publiques pour refléter l'importance particulière que ces concepts recouvrent dans la sphère des finances des administrations. L'épargne est typiquement associée au concept de la « Règle d'Or », à savoir que les dépenses courantes des administrations moins les recettes courantes (comme les impôts) devraient se compenser sur la durée d'un cycle économique. La capacité/besoin de financement reflète la position budgétaire après enregistrement des dépenses en capitaux. La capacité de financement signifie que les administrations fournissent des ressources financières aux autres secteurs et le besoin de financement signifie que les administrations nécessitent des ressources financières de la part des autres secteurs.

Il est important de noter dans ce contexte qu'ils ne sont pas nécessairement les mesures budgétaires clés ciblées par les gouvernements, alors même que l'épargne et la capacité/besoin de financement des administrations publiques sont des concepts importants dans le cadre comptable du SCN et fournissent une base pour une saine comparaison internationale. Certains pays par exemple gèrent leurs budgets en utilisant des notions plus larges qui incorporent les positions des entreprises publiques et d'autres se concentrent sur des concepts plus étroits comme l'administration centrale. La Commission européenne utilise le concept de capacité de financement pour surveiller les surplus/déficits budgétaires des administrations avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme.

Définition

Épargne brute = revenu disponible moins consommation finale des administrations publiques.

= recettes courantes moins dépenses courantes (excepté l'amortissement).

Besoin de financement = Épargne brute plus transferts nets de capitaux (à recevoir moins à payer) moins formation brute de capital moins acquisition moins cessions d'actifs non financiers non produits.

= Recette totale des administrations publiques moins dépenses totales des administrations publiques.

= Acquisitions nettes des actifs financiers moins accroissement net des passifs.

Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. Ce point est important puisque les orientations figurant dans le SNC quant à la différenciation entre les unités qui fournissent des produits et services marchands et celles qui fournissent des produits et services non marchands. Dans ce contexte les pays de l'UE ont adopté une règle selon laquelle « la plupart » représente 50 %.

La détermination de l'appartenance à l'État constitue un autre point où il peut arriver que la comparabilité soit affectée. Le SCN prescrit que le « contrôle » soit le facteur déterminant et décrit un certain nombre de critères pouvant être utilisés pour évaluer le respect de cette obligation. Reconnaissant que la question est loin d'être négligeable, il contient une recommandation pratique selon laquelle une règle de 50 % pour la détention d'actions devrait être adoptée. Cela étant, dans la pratique, les pays peuvent toujours choisir d'évaluer la propriété sur la base d'autres critères déterminants.

En général, cependant, la comparabilité des chiffres de la capacité/besoin de financement et de l'épargne pour les pays est très bonne.

En Irlande, en 2010 le gouvernement a procédé à un transfert en capitaux massif vers l'Anglo Irish Bank, l'Irish Nationwide Building Society, et l'EBS Building Society, ce qui a eu un gros impact sur le chiffre du besoin de financement de l'administration publique.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2011), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

Pour en savoir plus


- Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

21. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques

Tableau 21.1. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques

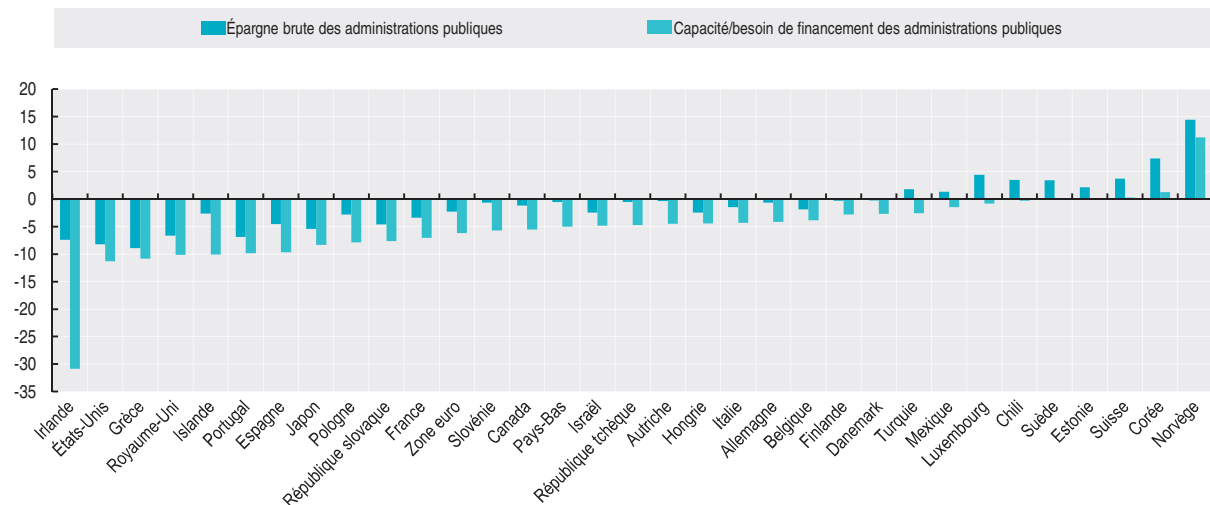

Pourcentage du PIB

	Épargne brute							Capacité/besoin de financement						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	-0.9	0.7	2.5	2.4	-0.4	-0.7	1.5	-3.3	-1.7	0.2	-0.1	-3.1	-4.1	-0.8
Australie	4.9	4.8	5.1	0.6	-0.3	..	..	1.6	1.3	1.5	-3.2	-5.3	..	..
Autriche	1.3	1.4	2.5	2.3	-0.6	-0.4	0.9	-1.8	-1.7	-1.0	-1.0	-4.1	-4.5	-2.5
Belgique	1.7	2.1	1.9	0.9	-3.0	-1.9	-1.6	-2.6	0.3	-0.1	-1.1	-5.6	-3.9	-3.9
Canada	4.4	4.6	4.5	2.9	-0.9	-1.2	..	1.5	1.6	1.4	-0.4	-4.9	-5.6	..
Chili	..	..	..	8.4	0.1	3.5	..	..	..	..	4.8	-3.9	-0.3	..
Corée	9.8	10.0	10.6	9.4	6.8	7.4	..	3.4	3.9	4.7	3.0	-1.1	1.3	..
Danemark	6.5	6.6	6.5	5.5	-0.6	-0.3	0.6	5.0	5.0	4.8	3.3	-2.8	-2.7	-2.0
Espagne	5.4	6.7	6.8	0.7	-5.3	-4.6	-5.2	1.3	2.4	1.9	-4.5	-11.2	-9.7	-9.4
Estonie	5.3	6.8	7.6	3.2	2.0	2.1	3.4	1.6	2.5	2.4	-2.9	-2.0	0.2	1.2
États-Unis	-0.7	0.2	-0.2	-3.4	-8.2	-8.2	-7.4	-3.2	-2.0	-2.8	-6.4	-11.9	-11.3	-10.1
Finlande	5.2	6.2	7.7	6.7	0.2	-0.3	1.5	2.7	4.1	5.3	4.3	-2.7	-2.8	-0.9
France	0.3	1.3	1.1	0.6	-3.4	-3.4	-1.6	-3.0	-2.4	-2.8	-3.3	-7.6	-7.1	-5.2
Grèce	-2.9	-3.8	-4.3	-6.5	-11.8	-8.9	-8.4	-5.6	-6.0	-6.8	-9.9	-15.6	-10.8	-9.5
Hongrie	-3.2	-4.1	-0.4	-0.2	-1.6	-2.5	-2.4	-7.9	-9.5	-5.1	-3.7	-4.5	-4.5	4.3
Irlande	4.8	6.2	4.2	-1.4	-7.7	-7.4	-6.6	1.7	2.9	0.1	-7.4	-13.9	-30.9	-13.3
Islande	8.7	10.8	10.1	4.6	-5.3	-2.6	-1.8	4.9	6.3	5.4	-13.5	-10.0	-10.1	-5.4
Israël ¹	-2.6	-0.3	0.9	-1.2	-3.8	-2.5	-2.1	-5.1	-2.7	-1.6	-4.0	-6.7	-4.8	-4.4
Italie	-0.8	1.3	2.1	0.8	-2.0	-1.5	-1.4	-4.5	-3.4	-1.6	-2.7	-5.4	-4.3	-3.8
Japon	-1.1	0.4	0.6	-0.1	-5.8	-5.4	..	-4.8	-1.3	-2.1	-1.9	-8.8	-8.4	..
Luxembourg	5.7	6.5	8.0	7.5	4.4	4.4	4.5	0.0	1.4	3.7	3.2	-0.8	-0.8	-0.3
Mexique	2.9	2.7	2.1	3.1	0.6	1.3	..	0.4	0.2	-0.5	-2.4	-0.9	-1.5	..
Norvège	17.8	21.1	20.3	21.9	14.2	14.4	17.0	15.0	18.3	17.3	18.8	10.6	11.2	13.7
Nouvelle-Zélande	7.9	8.6	7.5	4.2	1.2	..	..	4.6	5.2	4.4	0.4	-2.5	..	..
Pays-Bas	2.8	3.5	3.4	4.1	-0.7	-0.6	-0.7	-0.3	0.5	0.2	0.5	-5.6	-5.0	-4.4
Pologne	-0.2	0.7	2.5	1.3	-1.8	-2.8	-0.5	-4.1	-3.6	-1.9	-3.7	-7.4	-7.9	-5.0
Portugal	-3.2	-2.0	-0.7	-1.3	-6.9	-6.9	-4.8	-6.5	-4.6	-3.2	-3.7	-10.2	-9.8	-4.4
République slovaque	1.0	-0.2	0.7	1.0	-3.7	-4.6	-2.3	-2.8	-3.2	-1.8	-2.1	-8.0	-7.7	-4.9
République tchèque	3.5	3.5	4.5	3.2	-0.9	-0.6	0.3	-3.2	-2.4	-0.7	-2.2	-5.8	-4.8	-3.2
Royaume-Uni	-1.1	-0.2	-0.4	-1.7	-6.7	-6.7	-5.1	-3.4	-2.7	-2.8	-5.0	-11.4	-10.2	-7.8
Slovénie	2.5	2.8	4.7	3.6	-0.4	-0.7	-0.9	-1.5	-1.4	0.0	-1.9	-6.0	-5.7	-6.4
Suède	5.1	5.3	6.7	5.4	2.5	3.4	3.6	1.9	2.2	3.6	2.2	-1.0	0.0	0.2
Suisse	2.3	3.6	4.1	5.6	4.1	3.7	4.1	-1.1	0.5	1.0	2.0	0.8	0.3	0.5
Turquie	..	4.5	2.6	1.3	-2.8	1.8	..	..	0.8	-1.5	-2.8	-7.0	-2.6	..
Zone euro	0.7	1.9	2.6	1.3	-2.6	-2.3	-1.2	-2.6	-1.4	-0.7	-2.1	-6.4	-6.2	-4.1
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769892>

Graphique 21.1. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques

Pourcentage du PIB, 2010

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769189>

22. Actifs et passifs financiers

Le montant des actifs et passifs financiers détenus par les administrations a une importance politique et économique considérable. Les actifs représentent une source de revenus supplémentaires à la disposition de l'État et une source de fonds dans laquelle il peut puiser sans nécessairement accroître les passifs, par exemple à titre de levier supplémentaire pour protéger sa monnaie lorsque les marchés monétaires exercent des pressions à la hausse prohibitives sur les rendements des obligations entre autres. Les passifs pour leur part reflètent les dettes accumulées par les administrations et donnent de ce fait une indication sur la nature structurelle du service de la dette (qui vient alourdir le déficit public). Ceci est important car en règle générale, plus le montant des passifs est important, plus le risque de défaillance perçu est fort (et donc plus la prime de risque exigée par le marché est élevée). Ce cycle peut finir par forcer les gouvernements soit à réduire les dépenses, soit à relever les impôts. L'importance de la dette brute des administrations publiques et, en particulier, l'importance d'un niveau durable d'endettement, se reflète dans les critères de Maastricht, où elle constitue l'une des deux mesures citée dans la Procédure de déficit excessif.

Définition

Le SCN définit comme actifs financiers : l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les titres autres qu'actions, les actions et autres participations, les prêts, les réserves techniques d'assurance et les autres comptes à recevoir/à payer.

Dans le compte de patrimoine, les actifs comme les passifs doivent être évalués à leurs cours de marché à la fin de l'exercice, de préférence avec une consolidation des actifs et des passifs entre tous les secteurs des administrations publiques.

La mesure utilisée par la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'endettement excessif (dette brute des administrations publiques) est également consolidée, mais elle est fondée sur des évaluations nominales, c'est-à-dire sur le montant qui doit contractuellement être remboursée par l'État à échéance. Elle exclut également tout passif relatif aux actions et autres participations, aux réserves techniques d'assurance et aux autres comptes à payer ainsi qu'aux produits financiers dérivés (qui font partie des titres autres qu'actions).

Comparabilité

Les pays pour lesquels les données ne sont pas consolidées sont : le Chili, la Corée, le Japon, et le Royaume-Uni.

Les données mexicaines sont compilées par la Banque centrale du Mexique (Banco de Mexico). Toutes les informations disponibles sont obtenues des sociétés financières (secteur 12) qui est le seul secteur pour lequel le Mexique enregistre des contreparties détaillées (flux de fin d'année).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale*, 1993 – Glossaire, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

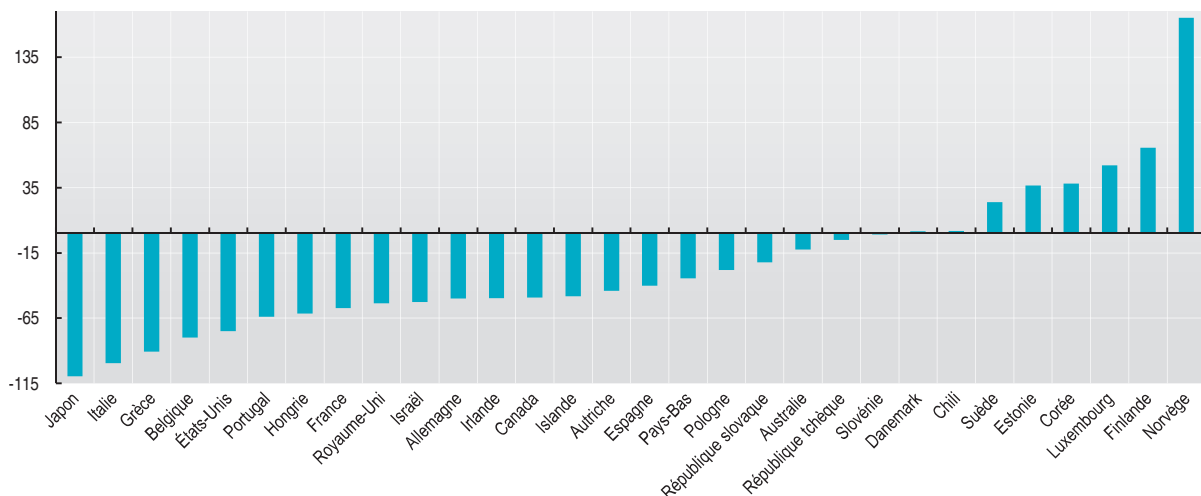
Tableau 22.1. **Actifs et passifs financiers des administrations publiques**
Pourcentage du PIB

	Actifs financiers							Passifs						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	22.1	22.0	23.0	25.0	28.0	36.0	34.9	71.8	69.8	65.7	69.7	77.4	86.0	86.3
Australie	27.9	28.8	29.1	28.7	30.3	29.5	28.0	29.0	27.8	26.6	29.1	37.4	42.0	46.8
Autriche	32.7	32.4	32.0	33.6	33.6	34.1	33.8	70.6	66.4	63.3	68.3	74.0	78.2	79.8
Belgique	13.9	14.6	14.8	19.4	20.3	19.8	20.7	95.9	91.6	87.9	92.7	99.8	99.5	102.0
Canada	42.3	45.9	45.1	47.4	55.1	55.1	52.7	91.2	89.2	83.9	89.1	102.9	104.2	106.2
Chili	8.5	13.2	18.3	29.6	19.6	17.5	23.1	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.1
Corée	61.4	65.3	69.0	68.1	72.5	72.4	72.7	25.6	28.6	28.8	30.4	33.5	34.3	36.1
Danemark	35.3	39.3	38.2	47.6	55.8	56.2	58.2	45.9	41.2	34.3	41.4	51.3	54.6	61.5
Espagne	21.7	23.9	24.6	25.1	28.9	27.5	27.5	50.8	46.2	42.4	47.7	62.9	67.7	76.9
Estonie	40.2	39.5	36.5	34.4	42.0	49.0	..	8.2	8.0	7.2	8.3	12.4	12.5	..
États-Unis	18.5	17.8	18.6	22.0	23.1	23.7	20.8	67.9	66.6	67.0	76.0	89.5	98.6	103.0
Finlande	107.0	115.0	113.9	92.6	114.6	123.4	112.0	48.4	45.6	41.4	40.3	51.8	57.8	57.9
France	33.6	34.6	37.3	33.4	39.2	38.1	37.0	78.9	73.9	73.0	79.2	91.2	95.4	99.9
Grèce	29.7	29.9	32.8	27.6	33.4	35.8	36.5	113.4	117.2	115.2	118.6	134.3	126.4	103.7
Hongrie	22.5	20.6	19.9	25.4	27.0	26.0	33.5	68.8	72.4	73.6	77.1	86.7	87.5	86.1
Irlande	26.2	27.1	28.9	37.2	44.2	42.9	..	33.0	29.3	29.5	50.7	71.9	92.5	..
Islande	39.0	49.6	54.3	76.2	79.9	76.9	78.9	52.6	57.4	53.3	102.2	119.8	125.0	134.2
Israël ¹	44.6	43.5	39.0	34.3	36.3	33.7	..	102.3	90.4	88.1	86.7	89.5	86.4	..
Italie	26.1	26.6	25.3	24.9	27.1	27.2	25.8	119.8	117.2	112.4	114.8	128.0	126.6	119.9
Japon	106.3	107.1	102.0	96.8	108.8	105.4	..	184.9	184.7	184.5	188.8	212.2	215.0	..
Luxembourg	..	62.4	66.1	72.9	76.9	77.8	70.7	..	11.5	11.3	19.3	19.0	25.8	25.8
Mexique	4.0	5.4	7.2	7.8	8.3	..	..	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..
Norvège	168.2	192.6	195.7	177.8	205.6	214.5	194.1	47.8	59.0	56.8	54.3	48.9	49.6	33.8
Nouvelle-Zélande	..	..	45.4	..	..	..	..	..	..	40.7	..	..	..	..
Pays-Bas	25.7	22.9	23.7	37.8	38.0	37.2	37.2	60.7	54.5	51.5	64.8	67.6	71.6	75.9
Pologne	31.3	32.8	34.8	37.3	36.3	34.6	31.6	54.1	54.2	50.4	55.5	58.4	62.6	63.6
Portugal	27.2	27.4	25.8	26.6	28.8	33.8	43.3	77.7	77.5	75.5	80.8	93.5	97.7	97.5
République slovaque	34.2	27.2	26.2	22.9	24.2	23.7	21.8	37.4	35.0	33.5	32.2	40.4	45.9	48.0
République tchèque	45.0	45.1	46.5	41.1	43.6	40.1	42.2	32.8	32.6	31.0	34.4	40.9	45.1	48.0
Royaume-Uni	26.1	25.5	25.0	30.5	35.2	35.2	36.5	53.0	52.8	53.3	63.6	79.1	88.9	104.4
Slovénie	42.5	43.8	47.5	35.4	43.9	47.3	48.4	34.0	33.8	30.6	30.4	44.0	48.2	52.1
Suède	68.9	73.0	72.2	64.8	74.5	73.0	69.9	61.2	54.3	49.8	50.0	52.2	49.3	49.2
Suisse	43.4	40.3	41.5	36.0	39.3	..	..	51.4	45.5	42.4	38.7	37.5	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769911>

Graphique 22.1. **Valeur nette financière des administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769208>





CAPITAL

Actifs financiers et non financiers

- 23. Stock de capital net
- 24. Consommation de capital fixe
- 25. Actifs non financiers des ménages
- 26. Actifs financiers des ménages

23. Stock de capital net

Le stock de capital net reflète la valeur de marché du stock d'actifs fixes dans l'économie et donne à ce titre une indication importante de la richesse globale. Il constitue également une donnée significative à partir de laquelle il est possible de calculer d'autres indicateurs statistiques, par exemple l'amortissement et, dans certains cas, les services tirés du capital.

Définition

Le stock d'actifs subsistant de périodes passées et ajusté pour amortissement constitue le stock de capital (ou de richesse) net. Le stock net est évalué comme si les biens en capital (utilisés ou nouveaux) étaient acquis à la date d'établissement du compte de patrimoine. Le stock net est destiné à refléter la richesse du propriétaire de l'actif à un point donné dans le temps.

La valeur du stock net d'actifs fixes produits est généralement estimée grâce à la *méthode de l'inventaire permanent* (MIP). La MIP permet de cumuler les flux passés de formation brute de capital fixe en volume et de les ajuster en fonction du retrait d'actifs et de leur perte de valeur pour cause de vieillissement et d'amortissement. Chaque investissement annuel vient s'ajouter au stock, tandis que chaque retrait ou détérioration vient en déduction de celui-ci.

Certains pays calculent également un stock de capital brut qui correspond au stock net avant prise en compte des amortissements. Ainsi, le stock brut n'est ajusté qu'en cas de retrait, mais autrement tous les actifs sont considérés comme neufs.

Il convient néanmoins de noter ici que ni le stock net, ni le stock brut, ne constituent une mesure théoriquement correcte pour appréhender les entrées de capital dans la production, qui sont mieux traduites par les mesures des flux de services tirés du capital (pour plus d'informations, voir *La mesure du capital* dans « Pour en savoir plus »).

Comparabilité

La comparabilité entre pays dépend de trois principaux facteurs : i) les éléments compris dans la définition des actifs fixes ; ii) les profils de retrait et d'amortissement utilisés ; et iii) pour les pays

qui utilisent la MIP, la longueur des séries temporelles disponibles pour la formation brute de capital fixe par produit.

Les pays de l'OCDE utilisent différents types de fonction de retrait et d'amortissement qui peuvent différer dans leur forme et dans les durées de service moyennes et maximales retenues pour les différentes catégories d'actifs. Par exemple, certains pays utilisent des méthodes d'amortissement linéaire (ce qui correspond à un montant d'amortissement constant sur chaque période) et d'autres ont plutôt recours à des profils géométriques (correspondant à un taux d'amortissement constant sur chaque période). Cela étant, l'utilisation de paramètres et de profils d'amortissement différents n'implique pas forcément que les comparaisons sont impossibles. Il peut y avoir de bonnes raisons à ces différences. Par exemple, en supposant même que les bâtiments d'un pays soient exactement similaires à ceux d'un autre pays, on pourrait concevoir que l'un des deux applique un taux d'amortissement plus élevé pour cause de températures extrêmes.

La comparabilité est directement affectée suivant la couverture des actifs pris en compte dans les estimations du stock de capital net, qui ne sont pas toujours pleinement comparables d'un pays à l'autre (voir la section 12).

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Actifs fixes par activité et par type de produit », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00009-fr>.


Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.

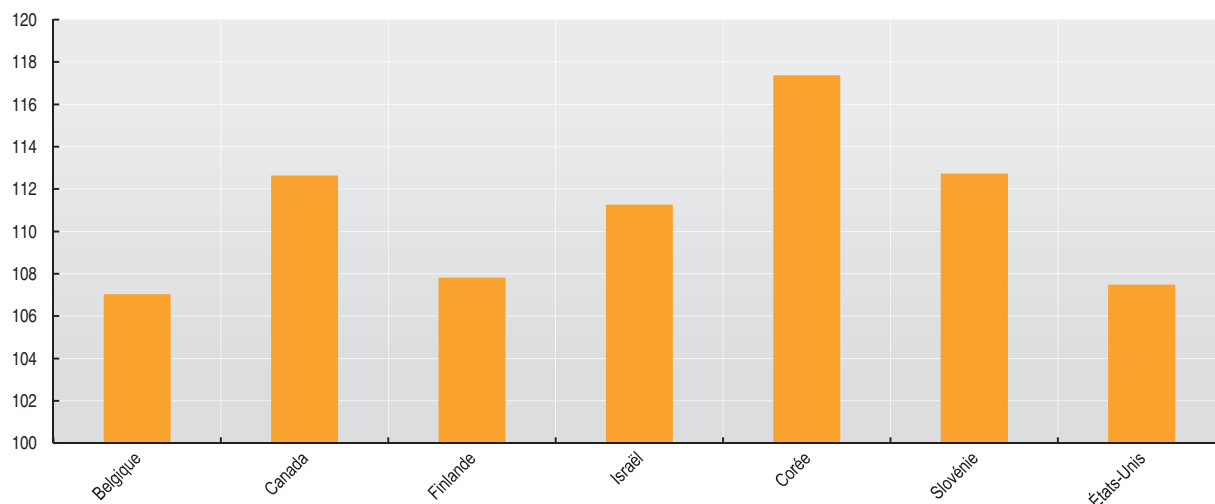

Tableau 23.1. **Stock net de capital, volume**

Année 2005 = 100

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	78.3	81.1	83.2	85.6	88.7	92.3	95.9	100.0	104.2	109.1	114.0	..	..	..
Autriche	86.4	88.5	90.9	93.2	94.6	96.6	98.2	100.0	101.9	104.0	..	..	..	..
Belgique	85.7	87.5	91.9	93.8	95.2	96.5	98.1	100.0	101.8	104.0	106.2	107.0	..	..
Canada	85.0	86.8	88.6	90.5	92.2	94.2	96.7	100.0	103.7	107.4	111.0	112.6	115.3	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	73.2	76.6	80.5	84.0	87.8	91.8	95.8	100.0	104.4	109.2	113.4	117.4	..	..
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	82.9	85.6	88.5	91.0	93.1	95.3	97.7	100.0	102.6	105.0	106.7	107.5	108.3	..
Finlande	89.6	91.0	92.5	94.2	95.4	96.7	98.3	100.0	101.8	104.3	106.7	107.8	..	..
France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	83.7	87.3	90.8	93.7	95.7	97.2	98.6	100.0	102.3	105.6	108.9	111.3	114.7	..
Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	..	..	90.6	92.4	94.2	95.4	97.5	100.0	102.2	105.4	108.8	112.7	..	..
Suède	..	..	91.9	93.7	95.4	97.1	98.4	100.0	102.0	..	..	..	..	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769930>Graphique 23.1. **Stock net de capital, volume**

Année 2005 = 100, 2009

Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769227>

24. Consommation de capital fixe

Économiquement parlant, la meilleure description de la consommation de capital fixe (amortissement) est une déduction opérée dans les revenus au titre de la diminution de la valeur du capital due à l'utilisation de biens d'équipement dans la production. Elle joue un rôle primordial dans son acception comptable du fait qu'elle est utilisée comme élément de « compensation » dans les estimations du produit intérieur net, revenu national net, etc., comme indiqué dans les parties précédentes et, en conséquence, parce qu'elle permet des analyses plus fines d'un point de vue du bien-être que des mesures brutes. Elle constitue par ailleurs une partie du coût des services tirés du capital et joue de ce fait un rôle dans la mesure de la productivité. En outre, elle a un impact direct sur le PIB, car les estimations de la valeur ajoutée non marchande comprennent explicitement une composante au titre de l'amortissement.

Définition

Le *Système de comptabilité nationale de 1993* définit la consommation de capital fixe (amortissement) de la manière suivante :

La consommation de capital fixe représente la diminution, pendant la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes possédés et utilisés par un producteur qui résulte d'une dégradation physique, de l'obsolescence normale ou de dommages accidentels normaux. [...] Les pertes causées par une guerre ou par des catastrophes naturelles majeures qui se produisent rarement [...] ne sont pas incluses dans la consommation de capital fixe. [...]

*Les valeurs des actifs perdues de cette façon sont comptabilisées dans les autres variations en volume des comptes d'actifs. [...] La consommation de capital fixe est définie dans le *Système d'une manière* qui se veut théoriquement appropriée et pertinente à des fins d'analyse économique. Sa valeur peut varier considérablement par rapport à l'amortissement tel qu'il est calculé dans la comptabilité d'entreprise ou à des fins fiscales, en particulier lorsqu'il y a de l'inflation.*

Dans la comptabilité d'entreprise, l'amortissement est généralement calculé différemment de l'amortissement tel qu'il est considéré en comptabilité nationale. Dans ce dernier contexte, l'amortissement est calculé en appliquant un « coefficient d'amortissement » à la valeur courante de chaque actif, tandis que dans le contexte d'une entreprise, les comptables appliquent généralement un coefficient d'amortissement à la valeur du bien estimée à son coût d'acquisition original (« coût historique »). Lorsque les prix des biens d'équipement augmentent, la différence peut être significative.

Compte tenu de l'importance de plus en plus grande des biens d'équipement de haute technologie soumis à des évolutions techniques rapides, la mesure de l'amortissement fait l'objet de nombreuses discussions. En particulier, certains ont soutenu que l'amortissement devrait inclure des pertes effectives au motif que ce serait le moyen de prendre la mesure de l'obsolescence attendue. D'autres sont parvenus à une conclusion différente et font une distinction entre les changements de valeur d'un actif dus à son vieillissement (qu'ils assimilent à l'amortissement) et les changements de valeur dus à l'évolution globale des prix du groupe de biens d'équipement concernés, ce qui correspond à la position du SCN et, de fait, à la pratique retenue par les organismes de statistiques.

Comparabilité

Comme pour les estimations du stock de capital net, la comparabilité internationale des estimations de l'amortissement dépend : i) des éléments compris dans la définition des actifs fixes ; ii) des profils de retrait et d'amortissement utilisés ; et iii) pour les pays qui utilisent la MIP (méthode de l'inventaire permanent), de la longueur des séries temporelles disponibles pour la FBCF par produit. Bien que la comparabilité des points i) et iii) soit généralement bonne entre les pays (voir aussi la section 12), les hypothèses relatives aux durées de service et aux taux d'amortissement diffèrent d'un pays à l'autre, même si, comme indiqué dans la section 23, ces différences sont souvent motivées par de bonnes raisons et sont le reflet d'une réalité économique.

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.

24. Consommation de capital fixe

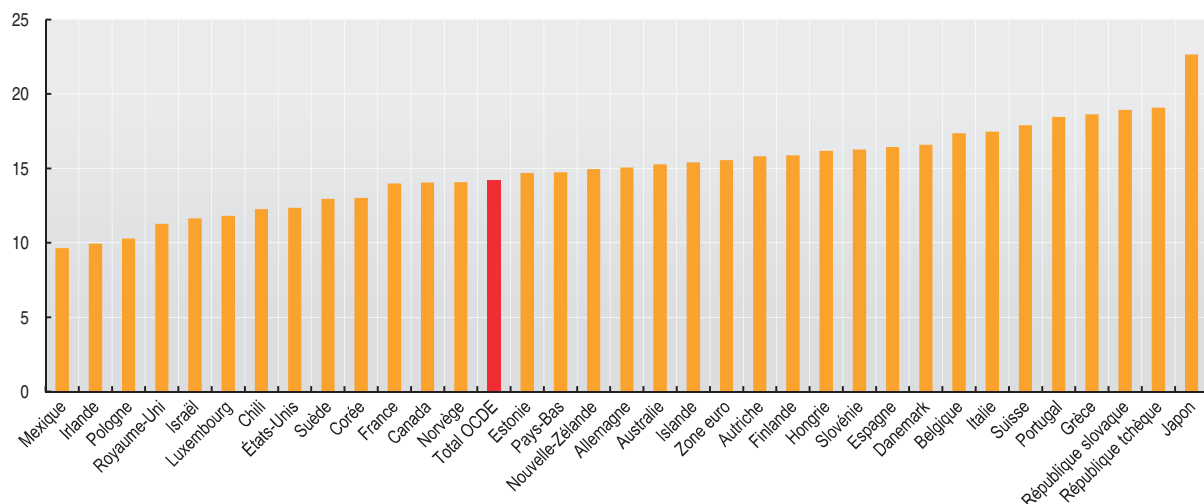
Tableau 24.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	14.4	14.5	14.7	14.8	14.8	14.8	14.7	14.7	14.5	14.5	14.8	15.8	15.2	15.1
Australie	15.8	15.7	16.0	15.9	15.7	15.5	15.6	15.7	15.8	15.7	15.9	16.0	15.5	15.3 e
Autriche	14.9	15.0	15.1	15.4	15.5	15.7	15.6	15.6	15.3	15.1	15.4	16.1	16.0	15.8
Belgique	15.0	15.2	15.1	15.3	15.1	15.5	15.5	15.7	16.0	16.1	16.5	17.3	17.2	17.4
Canada	13.4	13.1	12.8	13.3	13.5	13.3	13.0	12.8	12.8	12.8	13.1	14.4	14.1	14.0 e
Chili	12.8 e	12.7 e	12.6 e	12.6 e	12.5 e	12.2 e	12.0 e	11.9 e	11.5 e	11.6 e	12.1 e	12.2 e	12.1 e	12.3 e
Corée	14.8	14.4	13.8	13.5	12.9	13.0	12.9	13.2	13.2	13.2	13.2	13.3	12.9	13.0
Danemark	15.9	16.1	15.8	16.1	16.2	16.5	16.4	15.9	15.8	16.1	17.0	17.9	16.9	16.6
Espagne	12.9	13.2	12.7	12.8	13.1	13.4	13.8	14.1	14.3	14.4	14.8	15.6	16.1	16.4
Estonie	11.1	11.9	11.8	12.1	12.1	12.1	12.4	12.3	12.2	12.0	13.1	15.9	15.7	14.7
États-Unis	11.1	11.2	11.4	11.8	11.8	11.7	11.7	11.8	12.0	12.2	12.5	12.9	12.4	12.4
Finlande	15.4	15.5	15.4	15.5	15.3	15.3	15.3	15.6	15.5	15.4	15.9	17.0	16.2	15.9
France	11.7	11.7	11.8	12.0	12.2	12.2	12.3	12.5	12.8	12.9	13.4	13.9	13.9	14.0
Grèce	11.4 e	11.4 e	11.3 e	11.5 e	11.4 e	12.4 e	12.2 e	12.2	12.2	12.2	12.8	14.1	16.0	18.6
Hongrie	18.2	18.7	18.3	17.3	15.9	15.3	14.7	14.5	14.8	14.9	14.9	16.5	16.4	16.2
Irlande	9.9	10.0	10.0	10.1	9.9	9.8	10.0	10.2	10.5	10.2	10.1	10.4	10.2	9.9
Islande	11.5	11.9	11.9	12.1	12.1	12.0	11.6	11.7	12.4	13.0	14.8	17.0	16.3	15.4
Israël ¹	11.6	12.2	11.5	12.0	12.9	13.2	13.3	13.3	12.7	12.6	12.2	12.4	11.8	11.6
Italie	14.4	14.5	14.6	14.6	15.0	15.1	15.2	15.5	15.6	15.7	16.2	17.0	17.0	17.5
Japon	19.6 e	19.6 e	19.9 e	20.3	20.4	20.1	20.0	20.1	20.5	20.7	21.7	22.7	22.4	22.7 e
Luxembourg	13.7	13.0	13.2	13.6	12.1	11.3	11.7	11.1	10.9	10.7	12.1	13.1	12.4	11.8
Mexique	9.3 e	9.0 e	8.6 e	8.8 e	8.8 e	9.0	8.9	8.7	8.5	8.6	9.0	10.6	10.1	9.6 e
Norvège	15.5	15.0	13.5	13.9	14.2	13.9	13.2	12.5	12.2	12.7	12.7	14.9	14.5	14.1
Nouvelle-Zélande	14.0	13.9	14.0	13.7	13.5	13.3	13.3	13.6	14.0	13.9	14.7	15.1	14.9 e	15.0 e
Pays-Bas	14.5	14.6	14.7	14.7	14.9	15.0	15.0	14.7	14.5	14.4	14.4	15.3	15.2	14.7
Pologne	13.5	13.6	13.3	13.6	13.6	13.7	13.1	12.9	12.7	12.1	11.4	11.0	10.7	10.3 e
Portugal	15.4	15.4	15.8	16.1	16.4	16.7	16.8	17.0	17.0	16.7	17.3	17.7	17.9	18.5
République slovaque	20.3	20.9	20.7	20.6	20.7	20.5	19.7	19.3	18.2	17.0	17.0	18.9	18.7	18.9
République tchèque	19.9	20.3	20.6	20.2	19.8	19.7	19.0	18.5	18.0	17.6	17.7	18.9	19.0	19.1
Royaume-Uni	11.2	11.4	11.4	11.4	11.4	11.1	11.3	11.0	11.1	10.9	10.5	11.4	11.2	11.3
Slovénie	17.2	16.7	17.1	16.9	16.2	15.4	15.3	15.3	14.9	14.6	14.8	16.5	16.3	16.3
Suède	11.9	12.2	12.7	13.1	13.2	12.8	12.4	12.4	12.3	12.3	13.0	14.1	13.4	13.0
Suisse	18.0	18.4	18.5	19.0	19.2	19.3	18.8	18.6	18.0	17.7	17.7	18.6	18.0	17.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	13.7	13.7	13.8	13.9	14.0	14.1	14.2	14.3	14.3	14.3	14.7	15.5	15.4	15.6
OCDE-Total	13.2 e	13.3 e	13.3 e	13.6 e	13.6 e	13.5 e	13.4 e	13.4 e	13.5 e	13.6 e	13.9 e	14.6 e	14.2 e	14.2 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769949>

Graphique 24.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB, 2011



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769246>

25. Actifs non financiers des ménages

Les actifs non financiers des ménages sont les actifs appartenant aux entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages et les logements appartenant aux ménages, cette dernière composante formant de loin la fraction la plus importante de cette catégorie. Les actifs non financiers des ménages représentent une partie importante de la richesse globale et peuvent constituer une source complémentaire de revenus importante, soit par voie de cession ou de refinancement, soit en générant des revenus grâce à la location d'un bien résidentiel par exemple. Les estimations des actifs non financiers des ménages jouent également un rôle important dans les analyses économiques, par exemple pour l'étude des bulles spéculatives ou pour l'analyse des niveaux de vie.

Définition

Les actifs non financiers des ménages comprennent en théorie les actifs non financiers produits et non produits et à ce titre, ils incluent donc : les logements et autres bâtiments, ouvrages de génie civil et améliorations foncières ; les machines et équipement, y compris le bétail ; et même des produits de propriété intellectuelle, tels que des logiciels ou originaux littéraires, ainsi que des actifs non produits tels que les terrains ou les licences de taxi.

À l'exception des logements, seuls les actifs détenus par des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages et utilisés dans la production sont inclus dans les actifs non financiers. Par exemple, une voiture utilisée par un ménage pour ses seuls déplacements privés ne constitue pas un actif non financier, alors qu'une voiture utilisée par un chauffeur de taxi ayant le statut de travailleur indépendant en constitue un.

Dans le compte de patrimoine, les actifs non financiers sont évalués à leur prix du marché à la date d'établissement du bilan et sont comptabilisés nets d'amortissement.

Comparabilité

Les informations sur les actifs non financiers des ménages sont généralement obtenues à partir d'études sur les ménages et de ce fait, leur qualité, sauf en ce qui concerne les logements

et les terrains, est généralement inférieure à celle d'informations similaires collectées sur les entreprises non constituées en sociétés.

De plus, dans la pratique, les pays utilisent des méthodes très diverses pour faire la différence entre la valeur des logements et la valeur des terrains sur lesquels ils sont bâtis, ce qui signifie que les comparaisons de ces sous-composantes sont difficiles d'un pays à l'autre. Certains pays, par exemple le Royaume-Uni, incluent la valeur du terrain dans celle des logements. Ceci a une importance non seulement pour la comparabilité internationale et *a fortiori* pour les comparaisons temporelles, mais a aussi des répercussions dans la mesure où les logements, comme des actifs produits, s'amortissent, alors que (pour la plupart) les terrains, en tant qu'actifs non produits, ne s'amortissent pas. Il est ainsi particulièrement difficile de saisir les changements et les différences de qualité du stock de logements et de l'évaluer en conséquence.

Ces mises en garde concernant la distinction entre les terrains et les logements signifient que les utilisateurs devront se montrer particulièrement prudents lorsqu'ils utiliseront les chiffres pour procéder à des comparaisons internationales. La Direction des statistiques de l'OCDE va collaborer avec les organismes nationaux de statistiques de façon à ce que les versions futures de la présente publication présentent un degré plus élevé de comparabilité internationale.

Les données sont des actifs nets pour tous les pays excepté pour la République slovaque et la Pologne (actifs bruts).

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes nationaux détaillés : Comptes de patrimoine des actifs non financiers », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00368-fr>.

Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

25. Actifs non financiers des ménages

Tableau 25.1. **Actifs non financiers des ménages par tête**

Dollars USD, PPA courantes

	Logements				Terrains				Autres			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Allemagne	47 581	51 491	54 091	54 907	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	42 469	42 256	43 965	43 696	86 849	77 480	95 181	85 326	16 737	16 212	16 815	16 215
Autriche	43 418	46 184	47 975	49 222	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	39 981	44 275	46 006	47 183	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	34 690	35 239	36 494	37 598	30 072	30 908	32 804	33 502	1 587	1 693	1 675	1 599
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	53 465	58 300	60 880	61 702	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	23 643	24 083	24 157	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	54 288	52 833	51 348	51 184	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	35 627	38 965	38 652	37 502	..	..	..	..	..	..	..	..
France	51 547	54 244	55 840	57 690	63 944	60 795	57 289	66 769	7 339	7 445	7 487	7 516
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	20 308	22 169	23 544	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	25 758	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	39 513	42 644	43 559	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	20 295	21 141	20 606	..	54 363	54 263	52 911	..	4 816	4 842	4 648	..
Luxembourg	63 180	69 022	71 992	73 528	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	48 245	51 652	53 782	54 859	55 232	58 541	54 107	51 970	..	..	..	..
Pologne	6 529	7 496	7 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	26 157	28 778	31 047	31 198	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	21 972	22 773	23 938	23 892	2 652	2 926	2 913	2 998	4 816	4 594	4 671	4 883
Royaume-Uni	103 646	92 311	94 676	98 418	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	32 187	33 829	34 158	35 007	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	23 861	26 147	26 806	26 531	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769968>

26. Actifs financiers des ménages

Les actifs financiers des ménages comprennent les espèces, les actions, les fonds de pension, etc. et constituent une partie significative de la richesse globale et peuvent constituer une source de revenus importante, soit par voie de cession ou de refinancement, soit par la perception d'autres revenus tels que des intérêts ou des dividendes par exemple. Les données relatives aux actifs financiers des ménages jouent également un rôle important dans les analyses économiques, par exemple pour l'étude des bulles spéculatives ou l'analyse du bien-être.

Définition

Les actifs financiers des ménages comprennent : le numéraire et les dépôts ; les titres autres que les actions ; les prêts ; les actions et autres participations ; les droits nets des ménages sur les réserves techniques d'assurance vie ; les droits nets des ménages sur les fonds de pension ; les provisions pour primes non acquises et les provisions pour sinistres ; enfin les autres comptes à recevoir.

Les libellés de la plupart des classes d'actifs cités ci-dessus sont suffisamment explicites, mais pour les catégories énumérées ci-après, quelques précisions supplémentaires pourront être utiles.

Les réserves techniques d'assurance vie et les fonds de pension sont le plus souvent gérés par des institutions qui n'appartiennent pas au secteur des ménages, mais les réserves et les fonds sont considérés comme la propriété du secteur des ménages.

L'assurance non-vie est toutefois traitée différemment et seules les provisions pour primes non acquises et les provisions pour sinistres au bénéfice des ménages sont considérées comme des actifs financiers des ménages eux-mêmes.

Les autres comptes à recevoir sont généralement constitués de sommes devant être versées aux ménages et non comptabilisées ailleurs, par exemple les remboursements d'impôts, les traitements et salaires à payer et souvent, en fonction des pratiques nationales, les intérêts courus sur les dépôts et les prêts non capitalisés dans les actifs sous-jacents.

Dans la pratique, la plus grosse partie des actifs financiers des ménages se compose du numéraire et des dépôts, des titres, des actions et participations et des droits sur les réserves techniques d'assurance vie et sur les fonds de pension.

Les actifs financiers des ménages comprennent un élément supplémentaire important, les actifs conditionnels, en particulier les droits des ménages à des pensions versées par des régimes non capitalisés, par exemple les régimes de sécurité sociale par répartition. Dans ce cas, il n'existe pas de réserves financières réelles affectées à un fonds de pension et de ce fait, aucun actif financier n'est porté au crédit du secteur des ménages (voir l'annexe B pour les changements apportés au SCN 2008).

Comparabilité

La comparabilité est bonne mais les données ne sont pas toujours identifiables pour tous les types d'actifs, ou bien ne sont pas identifiables séparément. De ce fait, une extrême prudence s'impose pour procéder à des comparaisons entre pays, non seulement des montants totaux, mais aussi des sous-totaux. De plus, il est à souligner en particulier que les différences institutionnelles dans l'organisation des systèmes de pensions à travers les pays peuvent affecter les interprétations simples des sous composantes.

Les estimations figurant dans les tableaux et graphiques qui suivent sont des statistiques non consolidées (sauf pour l'Australie et Israël).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Pour en savoir plus


- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

26. Actifs financiers des ménages

Tableau 26.1. **Actifs financiers des ménages par type d'actif**
Pourcentage du total des actifs

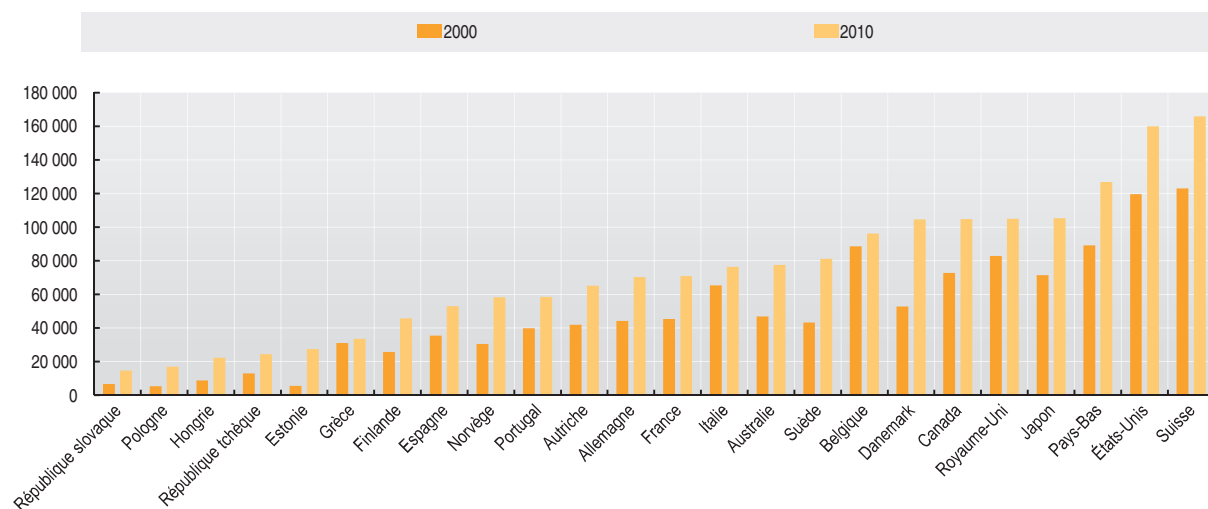
	Numéraires et dépôts		Titres autres qu'actions		Prêts		Actions et autres participations		Réserves techniques d'assurance		Autres comptes	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Allemagne	35.1	40.0	6.5	5.5	0.0	0.0	28.3	18.8	28.8	35.0	1.3	0.8
Australie	19.4	24.7	1.3	0.2	0.3	0.0	20.3	10.5	54.5	61.4	4.2	3.2
Autriche	51.2	47.4	6.9	8.9	0.0	0.0	23.6	21.7	17.7	20.1	0.5	1.9
Belgique	21.0	32.4	19.1	8.9	0.0	0.0	44.4	31.2	12.8	26.3	2.6	1.2
Canada	19.4	22.8	5.0	2.1	0.9	0.2	34.2	35.5	35.8	35.9	4.6	3.4
Chili	..	11.4	..	0.7	..	0.0	..	26.4	..	60.5	..	1.0
Corée	..	45.1	..	9.7	..	..	..	20.1	..	20.9	..	4.2
Danemark	20.9	19.2	8.2	3.7	0.0	0.0	22.6	29.1	46.5	46.6	1.8	1.5
Espagne	39.8	49.0	2.5	2.9	0.0	0.0	40.4	28.9	13.9	15.4	3.4	3.7
Estonie	33.8	21.4	0.3	0.1	0.7	0.1	55.0	68.9	1.3	5.8	8.9	3.6
États-Unis	10.4	13.7	7.3	10.8	1.5	1.6	50.1	43.4	30.7	30.4	0.0	0.0
Finlande	33.2	35.3	1.1	2.8	0.3	0.0	44.0	40.1	19.0	19.4	2.4	2.4
France	31.6	28.6	3.0	1.6	0.8	0.7	32.1	24.5	28.1	37.3	4.4	7.3
Grèce	43.9	77.3	8.0	7.5	0.0	0.0	43.3	8.9	2.3	4.3	2.4	2.0
Hongrie	41.8	34.4	8.8	5.5	1.0	0.9	33.7	35.6	9.7	20.7	5.0	2.9
Irlande	..	40.5	..	0.2	..	0.0	..	17.7	..	40.8	..	0.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël ¹	..	19.9	..	11.7	..	0.2	..	25.5	..	39.6	..	3.1
Italie	22.9	30.0	16.6	18.8	0.3	0.4	46.4	29.7	10.8	18.2	2.9	2.8
Japon	53.6	54.3	4.1	2.6	0.0	0.0	10.9	10.8	26.9	28.0	4.5	4.3
Luxembourg	..	49.0	..	14.5	..	0.5	..	22.4	..	13.5	..	0.0
Mexique	20.8	..	41.8	..	0.0	..	34.5	..	2.9	..	0.0	..
Norvège	33.0	31.7	1.1	0.5	1.2	1.9	17.6	13.2	37.2	39.8	9.9	13.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	17.3	23.1	3.2	2.5	0.2	0.2	25.7	12.9	51.9	60.6	1.7	0.7
Pologne	60.3	42.8	0.9	0.6	0.0	0.9	22.0	27.4	6.5	26.5	10.3	1.7
Portugal	36.5	37.4	4.4	5.7	9.3	7.0	32.2	27.4	12.4	19.1	5.2	3.3
République slovaque	77.7	64.5	2.8	1.7	0.5	0.3	6.1	7.6	1.3	20.9	11.6	4.9
République tchèque	51.0	55.6	0.4	1.2	0.1	0.2	39.0	25.5	7.3	14.0	2.1	3.5
Royaume-Uni	20.5	28.2	1.5	1.4	0.2	0.4	23.0	15.3	52.2	51.7	2.7	3.0
Slovénie	..	49.9	..	1.2	..	2.4	..	29.8	..	11.4	..	5.4
Suède	14.8	17.6	3.1	2.2	0.5	0.2	40.9	39.7	40.5	38.9	0.2	1.4
Suisse	23.4	29.9	9.2	7.4	0.0	0.0	26.6	20.3	40.7	42.4	0.0	0.0
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769987>

Graphique 26.1. **Actifs financiers des ménages par tête**

Dollars USD, PPA courantes



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769265>

ANNEXE A

Séries de référence

Produit intérieur brut

Consommation individuelle effective

Population

Parités de pouvoir d'achat

Taux de change

Tableau A.1. **Produit intérieur brut, PPA constantes 2005**

Milliards de dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	2 373	2 417	2 491	2 529	2 529	2 519	2 549	2 566	2 661	2 748	2 778	2 635	2 745	2 828
Australie	571	592	604	627	647	674	695	717	744	772	782	800	817	835 e
Autriche	237	246	255	257	261	263	270	277	287	297	302	290	296	304
Belgique	290	301	312	314	318	321	331	337	346	356	360	350	358	365
Canada	899	949	998	1 016	1 046	1 066	1 099	1 132	1 164	1 190	1 198	1 165	1 202	1 231 e
Chili	160 e	158 e	166 e	171 e	175 e	182	194	206	218	229	237	235	249	264
Corée	731	809	880	915	981	1 008	1 055	1 097	1 154	1 212	1 240	1 244	1 323	1 371
Danemark	159	163	169	170	171	172	176	180	186	189	187	177	180	182
Espagne	920	964	1 013	1 050	1 078	1 111	1 148	1 189	1 237	1 280	1 292	1 243	1 239	1 245
Estonie	14	14	16	17	18	19	20	22	25	26	25	22	22	24
États-Unis	10 214	10 711	11 158	11 280	11 486	11 780	12 189	12 564	12 898	13 144	13 097	12 690	12 992	13 226
Finlande	129	134	141	145	147	150	157	161	168	177	178	163	168	173
France	1 604	1 657	1 718	1 750	1 766	1 782	1 827	1 861	1 907	1 950	1 949	1 887	1 919	1 951
Grèce	205 e	212 e	222 e	231 e	239 e	253 e	264 e	270	285	295	295	285	271	252
Hongrie	130	134	140	145	151	157	165	171	178	178	180	168	170	173
Irlande	103	114	126	133	141	146	152	161	170	179	176	166	165	167
Islande	8	8	8	9	9	9	10	10	11	11	12	11	10	11
Israël ¹	129	133	145	145	145	147	154	161	171	181	188	190	200	209
Italie	1 501	1 523	1 578	1 608	1 615	1 614	1 642	1 657	1 694	1 722	1 702	1 609	1 638	1 645
Japon	3 591	3 584	3 665	3 678	3 689	3 751	3 840	3 890	3 955	4 042	4 000	3 779	3 947	3 917 e
Luxembourg	23	25	27	27	28	29	30	32	33	36	35	34	35	35
Mexique	1 066 e	1 106 e	1 179 e	1 178 e	1 187 e	1 204	1 253	1 294	1 359	1 405	1 422	1 333	1 407	1 462 e
Norvège	187	191	197	201	204	206	215	220	226	232	232	228	229	233
Nouvelle-Zélande	80	85	87	90	94	98	101	105	107	110	109	110	111 e	111 e
Pays-Bas	493	516	537	547	547	549	561	573	592	616	627	604	614	620
Pologne	415	433	452	457	464	482	508	526	559	597	627	638	662	691
Portugal	200	208	216	221	222	220	224	225	229	234	234	227	230	227
République slovaque	68	68	69	71	74	78	82	87	94	104	110	105	109	113
République tchèque	168	171	178	184	188	195	204	218	233	246	254	242	249	253
Royaume-Uni	1 595	1 646	1 715	1 765	1 808	1 877	1 931	1 985	2 036	2 110	2 090	2 007	2 043	2 059
Slovénie	36	38	39	40	42	43	45	47	50	53	55	51	51	52
Suède	237	248	259	262	268	275	286	295	308	318	316	300	320	332
Suisse	245	248	258	261	261	261	268	275	285	296	303	297	306	312
Turquie	606	586	625	590	626	659	721	781	835	874	880	837	914	992
Zone euro	8 264	8 502	8 822	8 997	9 079	9 144	9 346	9 506	9 814	10 109	10 147	9 702	9 895	10 038
OCDE-Total	29 387 e	30 392 e	31 642 e	32 080 e	32 627 e	33 302 e	34 366 e	35 293	36 405	37 414	37 473	36 116	37 185 e	37 863 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770006>

Tableau A.2. Produit intérieur brut par tête, PPA courantes
Dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	24 190	24 994	25 768	26 707	27 446	28 354	29 684	31 117	33 552	35 559	37 115	36 052	37 723	39 518
Australie	25 388	26 816	27 968	29 077	30 314	31 875	33 306	34 882	36 814	38 744	38 964	39 904	40 790	41 993 e
Autriche	26 231	27 186	28 909	29 025	30 463	31 319	32 856	33 637	36 586	38 073	39 785	39 026	40 065	42 132
Belgique	24 390	25 366	27 669	28 524	30 054	30 292	31 190	32 204	34 254	35 667	37 032	36 743	37 881	38 872
Canada	25 550	27 138	28 485	29 332	29 911	31 267	32 837	35 106	36 863	38 350	38 985	37 842	39 050	40 489 e
Chili	9 143 e	9 088 e	9 572 e	10 004 e	10 272 e	10 784	11 736	12 690	13 734	14 628	15 328	15 201	16 156	17 312
Corée	13 985	15 601	17 197	18 151	19 656	20 180	21 624	22 783	24 247	26 102	26 689	26 931	28 797	30 254
Danemark	26 150	26 926	28 831	29 432	30 756	30 430	32 290	33 196	36 048	37 723	39 841	38 233	40 338	41 136
Espagne	18 899	19 824	21 314	22 578	24 068	24 755	25 956	27 392	30 406	32 233	33 131	32 157	31 829	32 197
Estonie	8 421	8 752	9 865	10 691	11 967	13 371	14 753	16 531	19 146	21 583	22 061	19 679	20 418	21 909
États-Unis	31 653	33 298	35 053	35 880	36 777	38 157	40 230	42 448	44 557	46 278	46 691	45 236	46 548	48 043
Finlande	22 575	23 613	25 674	26 531	27 531	27 616	29 863	30 708	33 140	36 167	38 080	35 655	36 307	37 642
France	22 773	23 612	25 249	26 611	27 676	27 283	28 185	29 554	31 426	33 144	34 167	33 676	34 256	35 133
Grèce	16 363 e	16 877 e	18 249 e	19 744 e	21 401 e	22 497 e	23 861 e	24 348	26 768	27 758	29 604	29 313	27 797	26 113
Hongrie	10 639	11 059	11 884	13 394	14 669	15 344	16 188	16 975	18 298	18 932	20 430	20 159	20 448	21 403
Irlande	24 029	25 973	28 911	30 651	33 157	34 730	36 706	38 795	42 387	45 130	42 313	39 923	40 606	42 189
Islande	27 837	28 632	28 849	30 438	31 084	30 776	33 731	34 992	35 831	37 171	39 477	36 721	35 646	35 999
Israël ¹	20 877	21 312	23 346	23 274	23 441	22 152	23 468	23 210	23 817	25 332	25 463	25 469	26 561	27 968 e
Italie	23 881	24 345	25 758	27 276	26 942	27 271	27 528	28 280	30 399	32 056	33 372	32 250	31 909	32 927
Japon	24 323	24 600	25 958	26 567	27 233	27 966	29 327	30 443	31 796	33 370	33 592	32 119	33 785	34 031 e
Luxembourg	43 216	48 976	53 571	53 844	57 469	60 592	64 872	68 211	78 442	84 414	84 298	79 805	85 310	89 164
Mexique	8 916 e	9 259 e	10 042 e	10 134 e	10 396 e	10 882	11 529	12 461	13 741	14 486	15 267	14 343	15 195	15 980 e
Norvège	27 425	29 800	36 137	37 085	37 052	38 262	42 479	47 640	53 846	55 874	61 332	54 713	57 259	61 870
Nouvelle-Zélande	18 911	20 165	21 036	22 017	22 775	23 433	24 498	25 219	27 020	28 600	29 077	29 386	29 678 e	30 199 e
Pays-Bas	25 489	26 933	29 414	30 783	31 943	31 705	33 197	35 111	38 088	40 736	42 929	41 244	42 219	42 838
Pologne	9 472	9 996	10 570	10 948	11 563	11 986	13 010	13 786	15 077	16 759	18 025	18 928	19 910	21 313 e
Portugal	15 732	16 744	17 797	18 507	19 146	19 456	19 854	21 369	22 967	24 201	24 939	24 938	25 444	25 336
République slovaque	10 328	10 407	10 983	12 069	12 966	13 599	14 654	16 175	18 383	20 876	23 214	22 583	23 308	24 035
République tchèque	14 423	14 782	15 549	16 833	17 578	18 768	20 081	21 268	23 268	25 457	25 872	25 752	25 420	26 389
Royaume-Uni	23 410	24 268	26 046	27 520	28 702	29 771	31 700	32 952	35 119	35 897	36 059	34 685	35 756	35 642
Slovénie	15 694	16 707	17 554	18 438	19 759	20 516	22 268	23 472	25 444	27 243	29 037	27 342	27 086	27 811
Suède	24 428	25 976	27 957	28 226	29 278	30 420	32 494	32 701	35 703	38 478	39 613	37 339	39 428	41 467
Suisse	30 192	30 626	32 403	33 062	34 354	34 245	35 593	36 648	40 537	44 362	47 552	46 343	48 657	51 224
Turquie	8 575	8 171	9 173	8 612	8 667	8 791	10 164	11 394	12 900	13 903	15 021	14 413	15 571	17 468
Zone euro	22 377	23 189	24 520	25 766	26 604	27 024	28 056	29 351	31 677	33 519	34 684	33 868	34 413	35 394
OCDE-Total	22 108 e	23 002 e	24 402 e	25 184 e	25 953 e	26 715 e	28 137 e	29 590	31 529	33 104	33 896	32 903	33 972 e	35 069 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770025>

Tableau A.3. Produit intérieur brut par tête, PPA constantes 2005
Dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	28 923	29 443	30 306	30 708	30 659	30 530	30 891	31 117	32 306	33 404	33 825	32 187	33 573	34 581
Australie	30 327	31 123	31 328	32 119	32 734	33 681	34 342	34 882	35 629	36 296	36 001	36 173	36 397	36 689 e
Autriche	29 733	30 725	31 776	31 926	32 306	32 441	33 073	33 637	34 691	35 834	36 193	34 714	35 322	36 131
Belgique	28 454	29 407	30 415	30 556	30 824	30 944	31 823	32 204	32 846	33 542	33 600	32 419	32 920	33 217
Canada	29 812	31 207	32 536	32 760	33 358	33 679	34 402	35 106	35 730	36 124	35 948	34 527	35 223	35 697 e
Chili	10 643 e	10 426 e	10 749 e	10 985 e	11 099 e	11 412	12 081	12 690	13 277	13 823	14 138	13 854	14 557	15 273
Corée	15 790	17 360	18 730	19 331	20 598	21 070	21 961	22 783	23 847	24 948	25 339	25 299	26 774	27 541
Danemark	30 016	30 681	31 662	31 772	31 807	31 847	32 500	33 196	34 209	34 604	34 133	32 024	32 388	32 611
Espagne	23 165	24 140	25 147	25 777	26 095	26 459	26 882	27 392	28 075	28 530	28 330	27 070	26 899	26 981
Estonie	10 345	10 421	11 491	12 258	13 118	14 191	15 146	16 531	18 238	19 638	18 844	16 198	16 741	18 126
États-Unis	36 986	38 346	39 512	39 548	39 889	40 531	41 565	42 448	43 165	43 568	43 006	41 303	41 940	42 385
Finlande	25 085	26 005	27 333	27 893	28 336	28 838	29 940	30 708	31 939	33 501	33 443	30 441	31 310	32 025
France	26 737	27 477	28 296	28 609	28 668	28 724	29 241	29 554	30 076	30 576	30 384	29 271	29 598	29 938
Grèce	18 946 e	19 508 e	20 317 e	21 107 e	21 758 e	22 976 e	23 896 e	24 348	25 587	26 387	26 226	25 301	23 997	22 287
Hongrie	12 644	13 085	13 674	14 214	14 897	15 515	16 295	16 975	17 663	17 710	17 899	16 714	16 972	17 301
Irlande	27 673	30 399	33 225	34 446	35 758	36 542	37 476	38 795	39 921	41 089	39 521	37 154	36 806	37 210
Islande	28 248	29 045	29 873	30 620	30 395	30 951	32 998	34 992	35 620	36 896	36 403	34 020	32 782	33 514
Israël ¹	21 597	21 738	22 997	22 413	21 944	21 862	22 523	23 210	24 117	25 081	25 643	25 439	26 222	26 969 e
Italie	26 374	26 752	27 717	28 216	28 254	28 022	28 227	28 280	28 738	29 008	28 454	26 729	27 083	27 081
Japon	28 397	28 297	28 876	28 890	28 936	29 375	30 047	30 443	30 958	31 636	31 326	29 637	30 819	30 414 e
Luxembourg	53 317	56 989	60 993	61 836	63 688	63 932	65 824	68 211	70 488	73 913	72 095	67 906	68 605	68 143
Mexique	11 187 e	11 450 e	11 990 e	11 831 e	11 780 e	11 815	12 176	12 461	12 976	13 295	13 344	12 404	12 991	13 384 e
Norvège	42 299	42 866	43 974	44 631	45 042	45 226	46 751	47 640	48 399	49 208	48 575	47 191	46 908	46 972
Nouvelle-Zélande	21 058	22 037	22 431	23 020	23 720	24 184	24 705	25 219	25 473	25 936	25 420	25 318	25 246 e	25 166 e
Pays-Bas	31 401	32 652	33 698	34 089	33 894	33 849	34 494	35 111	36 250	37 585	38 119	36 530	36 933	37 123
Pologne	10 833	11 327	11 814	11 958	12 137	12 618	13 298	13 786	14 655	15 656	16 459	16 711	17 343	18 098 e
Portugal	19 747	20 466	21 155	21 432	21 439	21 095	21 300	21 369	21 607	22 068	22 037	21 376	21 665	21 277
République slovaque	12 545	12 539	12 698	13 192	13 799	14 456	15 179	16 175	17 512	19 329	20 406	19 356	20 159	20 767
République tchèque	16 333	16 627	17 340	17 962	18 390	19 081	19 976	21 268	22 689	23 860	24 347	23 113	23 631	24 124
Royaume-Uni	27 278	28 042	29 129	29 855	30 475	31 514	32 273	32 952	33 614	34 605	34 041	32 479	32 814	32 814
Slovénie	18 059	19 007	19 762	20 316	21 061	21 665	22 607	23 472	24 758	26 336	27 185	24 812	25 032	25 133
Suède	26 724	27 948	29 146	29 434	30 067	30 656	31 826	32 701	33 915	34 783	34 299	32 298	34 126	35 211
Suisse	34 363	34 674	35 736	35 802	35 586	35 295	35 912	36 648	37 739	38 876	39 242	38 038	39 267	39 600
Turquie	9 702	9 242	9 732	9 054	9 484	9 854	10 642	11 394	12 034	12 449	12 376	11 622	12 521	13 412
Zone euro	26 433	27 118	28 034	28 459	28 560	28 589	29 033	29 351	30 146	30 869	30 818	29 363	29 860	30 202
OCDE-Total	25 885 e	26 586 e	27 471 e	27 650 e	27 924 e	28 302 e	29 006 e	29 590	30 319	30 941	30 770	29 472	30 153 e	30 507 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770044>

Tableau A.4. Produit intérieur brut par tête, OCDE = 100 en 2005
 Aux niveaux de prix et PPA de 2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	98	100	102	104	104	103	104	105	109	113	114	109	113	117
Australie	102	105	106	109	111	114	116	118	120	123	122	122	123	124 e
Autriche	100	104	107	108	109	110	112	114	117	121	122	117	119	122
Belgique	96	99	103	103	104	105	108	109	111	113	114	110	111	112
Canada	101	105	110	111	113	114	116	119	121	122	121	117	119	121 e
Chili	36 e	35 e	36 e	37 e	38 e	39	41	43	45	47	48	47	49	52
Corée	53	59	63	65	70	71	74	77	81	84	86	85	90	93
Danemark	101	104	107	107	107	108	110	112	116	117	115	108	109	110
Espagne	78	82	85	87	88	89	91	93	95	96	96	91	91	91
Estonie	35	35	39	41	44	48	51	56	62	66	64	55	57	61
États-Unis	125	130	134	134	135	137	140	143	146	147	145	140	142	143
Finlande	85	88	92	94	96	97	101	104	108	113	113	103	106	108
France	90	93	96	97	97	97	99	100	102	103	103	99	100	101
Grèce	64 e	66 e	69 e	71 e	74 e	78 e	81 e	82	86	89	89	86	81	75
Hongrie	43	44	46	48	50	52	55	57	60	60	60	56	57	58
Irlande	94	103	112	116	121	123	127	131	135	139	134	126	124	126
Islande	95	98	101	103	103	105	112	118	120	125	123	115	111	113
Israël ¹	73	73	78	76	74	74	76	78	82	85	87	86	89	91 e
Italie	89	90	94	95	95	95	95	96	97	98	96	90	92	92
Japon	96	96	98	98	98	99	102	103	105	107	106	100	104	103 e
Luxembourg	180	193	206	209	215	216	222	231	238	250	244	229	232	230
Mexique	38 e	39 e	41 e	40 e	40 e	40	41	42	44	45	45	42	44	45 e
Norvège	143	145	149	151	152	153	158	161	164	166	164	159	159	159
Nouvelle-Zélande	71	74	76	78	80	82	83	85	86	88	86	86	85 e	85 e
Pays-Bas	106	110	114	115	115	114	117	119	123	127	129	123	125	125
Pologne	37	38	40	40	41	43	45	47	50	53	56	56	59	61 e
Portugal	67	69	71	72	72	71	72	72	73	75	74	72	73	72
République slovaque	42	42	43	45	47	49	51	55	59	65	69	65	68	70
République tchèque	55	56	59	61	62	64	68	72	77	81	82	78	80	82
Royaume-Uni	92	95	98	101	103	107	109	111	114	117	115	110	111	111
Slovénie	61	64	67	69	71	73	76	79	84	89	92	84	85	85
Suède	90	94	98	99	102	104	108	111	115	118	116	109	115	119
Suisse	116	117	121	121	120	119	121	124	128	131	133	129	133	134
Turquie	33	31	33	31	32	33	36	39	41	42	42	39	42	45
Zone euro	89	92	95	96	97	97	98	99	102	104	104	99	101	102
OCDE-Total	87 e	90 e	93 e	93 e	94 e	96 e	98 e	100	102	105	104	100	102 e	103 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770063>

Tableau A.5. **Consommation individuelle effective, PPA courantes**

Milliards de dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1 401	1 461	1 550	1 606	1 681	1 738	1 776	1 867	1 939	1 996	2 077	2 097	2 169	2 275
Australie	327	346	377	395	426	443	474	486	508	548	556	575	604	636 e
Autriche	138	142	157	158	169	174	182	186	198	202	210	213	221	231
Belgique	165	171	194	201	216	214	223	225	233	242	257	260	272	281
Canada	528	556	592	618	648	676	716	758	785	843	871	880	924	968 e
Chili	74 e	74 e	79 e	83 e	86 e	91 e	102 e	114 e	127 e	141 e	153 e	151 e	168 e	186 e
Corée	378	428	482	518	577	580	601	638	684	738	770	777	826	866 e
Danemark	94	95	101	102	112	108	114	116	125	133	140	139	144	146
Espagne	517	548	620	665	739	750	795	841	908	959	1 001	971	995	1 004
Estonie	9	9	10	11	12	13	14	15	17	19	19	17	17	18
États-Unis	6 442	6 901	7 432	7 791	8 119	8 524	9 019	9 598	10 141	10 662	10 977	10 807	11 193	11 710
Finlande	71	74	82	85	93	94	100	104	111	121	130	129	135	140
France	981	1 023	1 144	1 223	1 326	1 302	1 348	1 396	1 454	1 533	1 592	1 611	1 661	1 699
Grèce	136 e	139 e	152 e	167 e	190 e	190 e	201 e	208	223	237	261	258	251	238
Hongrie	78	84	91	99	113	119	122	124	129	133	138	136	135	140
Irlande	51	55	64	68	75	79	84	90	97	107	107	100	102	104
Islande	5	6	6	6	6	7	7	8	8	9	9	8	8	8
Israël ¹	75	79	90	95	102	100	108	111	114	126	128	131	140	149
Italie	909	940	1 028	1 099	1 092	1 113	1 130	1 164	1 232	1 294	1 375	1 360	1 397	1 435
Japon	1 887	1 947	2 096	2 179	2 312	2 403	2 496	2 648	2 731	2 837	2 892	2 891	3 018	3 115 e
Luxembourg	10	10	12	12	14	13	14	14	15	15	16	16	16	17
Mexique	615 e	653 e	739 e	768 e	810 e	835	901	969	1 060	1 133	1 202	1 123	1 310	1 391 e
Norvège	76	79	87	91	99	104	111	115	123	134	140	143	150	158
Nouvelle-Zélande	54	56	59	62	65	68	73	76	82	87	91	92	98 e	102 e
Pays-Bas	256	276	313	328	358	349	360	371	394	417	435	431	437	438
Pologne	273	293	320	332	366	371	391	402	430	481	521	542	574	615
Portugal	113	122	136	142	150	153	159	172	181	189	197	194	201	201
République slovaque	41	40	43	48	53	53	56	61	67	75	84	86	87	89
République tchèque	99	103	110	119	126	132	140	143	150	161	161	168	170	174
Royaume-Uni	1 022	1 079	1 210	1 290	1 397	1 432	1 528	1 581	1 656	1 696	1 681	1 643	1 705	1 715
Slovénie	22	23	25	26	28	29	30	31	32	35	37	37	38	39
Suède	141	151	168	172	186	190	197	199	210	225	237	236	243	252
Suisse	139	141	152	158	170	169	175	178	186	201	215	219	227	235
Turquie	375 e	383 e	455 e	441 e	469 e	481 e	540 e	602 e	649 e	699 e	767 e	772 e	849 e	974 e
Zone euro	...	5 051 e	5 536 e	5 861 e	6 222 e	6 292 e	6 489 e	6 765 e	7 122 e	7 463 e	7 825 e	7 803 e	8 028 e	8 242 e
OCDE-Total	17 500 e	18 489 e	20 172 e	21 158 e	22 384 e	23 099 e	24 287 e	25 610 e	27 001 e	28 426 e	29 450 e	29 211 e	30 487 e	31 752 e


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770082>

Tableau A.6. **Consommation individuelle effective, PPA constantes 2005**
Milliards de dollars USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1 763	1 799	1 832	1 854	1 850	1 858	1 860	1 867	1 893	1 898	1 921	1 934	1 955	1 987
Australie	376	390	403	415	431	454	474	486	507	529	533	545	562	578 e
Autriche	165	168	172	174	177	179	182	186	190	192	195	197	199	201
Belgique	202	206	212	215	216	218	222	225	228	232	238	239	245	246
Canada	607	628	652	668	690	711	733	758	787	822	847	855	881	899 e
Chili	87 e	86 e	89 e	92 e	94 e	98 e	105 e	114 e	123 e	132 e	138 e	138 e	150 e	162 e
Corée	437	486	528	555	604	604	610	638	670	702	713	718	749	766 e
Danemark	103	103	104	105	107	108	112	116	120	123	124	121	123	122
Espagne	635 e	668 e	701 e	726 e	749 e	772 e	807 e	841 e	872 e	904 e	905 e	880 e	882 e	872 e
Estonie	10	10	11	11	12	13	14	15	17	19	18	16	15	16
États-Unis	7 541	7 937	8 329	8 560	8 793	9 028	9 303	9 598	9 857	10 073	10 026	9 872	10 029	10 236
Finlande	85	87	89	92	94	98	101	104	107	110	113	110	113	115 e
France	1 185	1 221	1 259	1 288	1 316	1 341	1 365	1 396	1 425	1 458	1 465	1 475	1 498	1 506
Grèce	160 e	164 e	167 e	175 e	183 e	190 e	198 e	208	218	227	235	231	218	202
Hongrie	90	95	98	102	110	119	121	124	127	126	125	118	114	115
Irlande	59	64	71	76	79	82	85	90	96	102	102	98	98	95
Islande	7 e	7 e	7 e	7 e	7 e	8 e	7 e	8 e	8 e	8 e	8 e	7 e	7 e	7 e
Israël ¹	88	91	98	101	103	103	107	111	116	124	127	130	136	141
Italie	1 052	1 077	1 103	1 118	1 124	1 136	1 149	1 164	1 180	1 193	1 187	1 173	1 184	1 184
Japon	2 413	2 450	2 478	2 524	2 557	2 573	2 606	2 648	2 675	2 704	2 689	2 683	2 752	2 769 e
Luxembourg	11	12	12	13	14	13	13	14	14	15	15	15	15	15
Mexique	752 e	785 e	843 e	859 e	871 e	881	926	969	1 022	1 062	1 079	1 007	1 057	1 098 e
Norvège	89	92	96	98	102	105	110	115	120	125	127	129	133	136
Nouvelle-Zélande	59 e	60 e	61 e	63 e	66 e	70 e	73 e	76 e	78 e	80 e	80 e	81 e	82 e	83 e
Pays-Bas	322	337	349	356	362	363	366	371	381	390	396	395	398	398
Pologne	322	339	350	358	368	377	393	402	423	443	470	481	497	506
Portugal	147	155	161	163	165	165	169	172	175	178	180	178	182	175
République slovaque	51	49	50	52	55	56	57	61	65	70	74	74	74	73
République tchèque	117	120	120	125	130	136	140	143	147	153	156	158	159	160
Royaume-Uni	1 228	1 284	1 344	1 393	1 447	1 496	1 543	1 581	1 605	1 647	1 629	1 596	1 618	1 608
Slovénie	25	27	27	27	28	29	30	31	32	33	34	34	35	35
Suède	168	174	180	183	187	191	194	199	204	209	210	211	218	222
Suisse	159	162	166	169	170	173	175	178	180	184	185	189	192	195 e
Turquie	443 e	444 e	470 e	441 e	462 e	506 e	560 e	602 e	631 e	666 e	665 e	653 e	695 e	748 e
Zone euro	5 919 e	6 082 e	6 259 e	6 383 e	6 456 e	6 542 e	6 643 e	6 765 e	6 915 e	7 045 e	7 097 e	7 057 e	7 137 e	7 158 e
OCDE-Total	20 935 e	21 761 e	22 621 e	23 148 e	23 716 e	24 251 e	24 911 e	25 610 e	26 293 e	26 933 e	27 007 e	26 735 e	27 263 e	27 674 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770101>

Tableau A.7. Population
Milliers

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	82 029	82 087	82 188	82 340	82 482	82 520	82 501	82 464	82 366	82 263	82 120	81 875	81 757	81 779
Australie	18 812	19 036	19 270	19 531	19 768	20 009	20 250	20 542	20 871	21 261	21 728	22 129	22 446	22 769 e
Autriche	7 977	7 992	8 012	8 042	8 082	8 118	8 169	8 225	8 268	8 301	8 337	8 363	8 388	8 421
Belgique	10 203	10 222	10 246	10 281	10 330	10 373	10 417	10 474	10 543	10 622	10 708	10 790	10 883	10 978
Canada	30 155	30 401	30 686	31 019	31 354	31 640	31 941	32 245	32 576	32 930	33 319	33 730	34 126	34 483
Chili	14 997	15 197	15 398	15 572	15 746	15 919	16 093	16 267	16 433	16 598	16 763	16 929	17 094	17 268
Corée	46 287	46 617	47 008	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 372	48 598	48 949	49 182	49 410	49 779
Danemark	5 303	5 321	5 338	5 357	5 376	5 390	5 403	5 419	5 437	5 460	5 492	5 522	5 546	5 569
Espagne	39 722	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 692	43 398	44 068	44 874	45 593	46 329	47 073	47 825
Estonie	1 393	1 379	1 372	1 367	1 361	1 356	1 351	1 348	1 345	1 342	1 341	1 340	1 340	1 340
États-Unis	276 154	279 328	282 398	285 225	287 955	290 626	293 262	295 993	298 818	301 696	304 543	307 240	309 774	312 040
Finlande	5 154	5 166	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 313	5 339	5 363	5 387
France	60 011	60 315	60 725	61 163	61 605	62 038	62 491	62 958	63 393	63 781	64 133	64 476	64 824	65 176
Grèce	10 835	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 149	11 193	11 237	11 283	11 308	11 310
Hongrie	10 267	10 238	10 211	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 056	10 038	10 023	10 000	9 972
Irlande	3 714	3 755	3 804	3 864	3 932	3 997	4 067	4 160	4 261	4 365	4 443	4 468	4 476	4 491
Islande	274	277	281	285	288	289	293	296	304	311	319	319	318	319
Israël ¹	5 978	6 135	6 301	6 453	6 587	6 709	6 831	6 955	7 082	7 211	7 343	7 484	7 622	7 752 e
Italie	56 907	56 916	56 942	56 977	57 157	57 605	58 175	58 607	58 942	59 375	59 832	60 193	60 483	60 749
Japon	126 472	126 667	126 926	127 316	127 485	127 694	127 786	127 767	127 769	127 770	127 692	127 509	128 057	128 781 e
Luxembourg	425	431	437	442	447	452	459	466	473	481	489	498	508	519
Mexique	95 259	96 569	98 295	99 580	100 783	101 884	102 888	103 831	104 748	105 677	106 573	107 443	108 292	109 220 e
Norvège	4 432	4 462	4 491	4 513	4 539	4 565	4 591	4 622	4 661	4 706	4 769	4 827	4 889	4 953
Nouvelle-Zélande	3 822	3 843	3 868	3 900	3 970	4 045	4 101	4 148	4 198	4 241	4 281	4 332	4 384 e	4 421 e
Pays-Bas	15 703	15 809	15 922	16 043	16 147	16 223	16 276	16 317	16 341	16 378	16 440	16 526	16 612	16 691
Pologne	38 283	38 270	38 256	38 251	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	38 116	38 153	38 187	38 176 e
Portugal	10 129	10 172	10 226	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 584	10 608	10 622	10 632	10 637	10 651
République slovaque	5 391	5 396	5 401	5 380	5 379	5 379	5 382	5 387	5 391	5 397	5 406	5 418	5 430	5 441
République tchèque	10 295	10 283	10 273	10 224	10 201	10 202	10 207	10 234	10 267	10 323	10 430	10 491	10 517	10 497
Royaume-Uni	58 475	58 684	58 886	59 113	59 319	59 552	59 842	60 235	60 584	60 986	61 398	61 792	62 262	62 735
Slovénie	1 982	1 984	1 989	1 992	1 995	1 996	1 997	2 001	2 008	2 019	2 022	2 042	2 049	2 053
Suède	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 220	9 299	9 378	9 442
Suisse	7 132	7 167	7 209	7 285	7 343	7 405	7 454	7 501	7 558	7 619	7 711	7 801	7 786	7 869
Turquie	62 464	63 364	64 252	65 133	66 008	66 873	67 723	68 566	69 395	70 215	71 095	72 050	73 003	73 950
Zone euro	312 640	313 508	314 706	316 138	317 897	319 861	321 904	323 851	325 562	327 473	329 246	330 405	331 387	332 373
OCDE-Total	1 135 285	1 143 150	1 151 840	1 160 242	1 168 445	1 176 684	1 184 755	1 192 741	1 200 754	1 209 209	1 217 817	1 225 427	1 233 223 e	1 241 106 e

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770120>

Tableau A.8. Parités de pouvoir d'achat du PIB
Monnaie nationale par dollar USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.988	0.975	0.967	0.956	0.942	0.918	0.897	0.867	0.837	0.830	0.812	0.804	0.809	0.802
Australie	1.30	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.43	1.48	1.46	1.53	1.56
Autriche	0.917	0.917	0.900	0.918	0.896	0.885	0.874	0.886	0.856	0.867	0.852	0.846	0.852	0.848
Belgique	0.924	0.921	0.891	0.886	0.865	0.879	0.897	0.900	0.883	0.886	0.874	0.860	0.864	0.867
Canada	1.19	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21	1.23	1.20	1.22	1.23
Chili	275	277	284	288	296	307	321	334	363	372	365	376	400	402
Corée	774	755	746	758	770	794	796	789	775	769	786	804	825	821
Danemark	8.39	8.47	8.41	8.47	8.30	8.54	8.40	8.59	8.32	8.23	8.01	7.89	7.87	7.82
Espagne	0.719	0.733	0.734	0.740	0.733	0.753	0.759	0.765	0.736	0.728	0.720	0.710	0.715	0.716
Estonie	0.429	0.444	0.455	0.477	0.477	0.481	0.486	0.502	0.520	0.555	0.549	0.522	0.523	0.543
États-Unis	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Finlande	1.003	1.003	0.995	1.012	1.003	1.011	0.975	0.977	0.950	0.940	0.918	0.905	0.918	0.934
France	0.967	0.960	0.939	0.919	0.905	0.938	0.940	0.923	0.903	0.893	0.882	0.868	0.872	0.872
Grèce	0.662	0.681	0.678	0.671	0.660	0.689	0.696	0.714	0.699	0.718	0.701	0.699	0.707	0.706
Hongrie	94.1	101.1	107.9	110.7	114.9	120.6	126.3	128.6	128.5	131.3	129.4	126.8	130.1	130.7
Irlande	0.882	0.930	0.962	0.993	1.004	1.014	1.006	1.010	0.984	0.958	0.952	0.904	0.861	0.839
Islande	77.2	79.7	84.3	89.0	91.3	94.5	94.2	99.1	107.2	113.0	117.4	127.8	135.5	141.6
Israël ¹	3.344	3.505	3.441	3.424	3.463	3.629	3.534	3.717	3.834	3.741	3.867	4.019	4.021	4.021
Italie	0.808	0.818	0.817	0.808	0.845	0.854	0.873	0.867	0.833	0.817	0.789	0.783	0.805	0.790
Japon	167	162	155	149	144	140	134	130	125	120	117	115	111	107
Luxembourg	0.948	0.941	0.940	0.949	0.934	0.942	0.923	0.953	0.914	0.924	0.906	0.906	0.922	0.920
Mexique	4.97	5.63	6.10	6.31	6.55	6.82	7.22	7.13	7.19	7.38	7.47	7.71	7.93	8.19
Norvège	9.38	9.33	9.13	9.18	9.11	9.12	8.99	8.90	8.69	8.77	8.75	8.92	9.01	8.88
Nouvelle-Zélande	1.45	1.43	1.44	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.49	1.50	1.49	1.48	1.51	1.53
Pays-Bas	0.906	0.907	0.892	0.907	0.902	0.927	0.909	0.896	0.868	0.857	0.842	0.841	0.839	0.842
Pologne	1.66	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.84	1.84	1.86	1.86	1.86	1.87
Portugal	0.693	0.697	0.700	0.706	0.708	0.706	0.716	0.684	0.662	0.660	0.649	0.635	0.638	0.633
République slovaque	0.470	0.501	0.526	0.522	0.528	0.555	0.573	0.566	0.555	0.545	0.533	0.513	0.520	0.528
République tchèque	13.9	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.0	13.9	14.3	13.9	14.2	13.9
Royaume-Uni	0.64	0.65	0.64	0.63	0.63	0.64	0.63	0.64	0.63	0.65	0.65	0.65	0.66	0.68
Slovénie	0.485	0.511	0.532	0.565	0.588	0.615	0.611	0.612	0.608	0.629	0.634	0.637	0.642	0.634
Suède	9.37	9.29	9.13	9.35	9.35	9.34	9.11	9.38	9.08	8.88	8.77	8.94	9.03	8.95
Suisse	1.88	1.87	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.66	1.60	1.55	1.53	1.52	1.46
Turquie	0.131	0.202	0.283	0.428	0.613	0.774	0.812	0.831	0.847	0.864	0.890	0.917	0.967	1.005
Zone euro	0.882	0.887	0.879	0.870	0.867	0.873	0.870	0.857	0.830	0.823	0.809	0.797	0.805	0.801
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770139>

Tableau A.9. Parités de pouvoir d'achat de la consommation individuelle effective
Monnaie nationale par dollar USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.971	0.957	0.925	0.921	0.889	0.876	0.867	0.840	0.829	0.818	0.807	0.808	0.805	0.794
Australie	1.32	1.32	1.31	1.32	1.31	1.34	1.33	1.37	1.42	1.43	1.46	1.49	1.50	1.50
Autriche	0.924	0.921	0.873	0.889	0.847	0.848	0.844	0.864	0.847	0.860	0.856	0.861	0.857	0.853
Belgique	0.929	0.924	0.861	0.865	0.822	0.856	0.856	0.886	0.893	0.901	0.897	0.896	0.896	0.897
Canada	1.21	1.21	1.21	1.21	1.22	1.23	1.22	1.21	1.24	1.22	1.24	1.25	1.25	1.25
Chili	364	368	375	384	391	394	386	387	387	391	409	424	422	425
Corée	729	737	742	770	774	796	801	809	806	801	816	836	843	854
Danemark	8.45	8.54	8.28	8.48	8.08	8.57	8.56	8.86	8.66	8.46	8.38	8.46	8.50	8.46
Espagne	0.723	0.734	0.707	0.704	0.673	0.706	0.722	0.739	0.738	0.748	0.745	0.747	0.743	0.746
Estonie	0.394	0.412	0.406	0.433	0.421	0.436	0.446	0.477	0.506	0.543	0.555	0.537	0.529	0.557
États-Unis	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Finlande	1.056	1.050	1.010	1.033	0.993	1.019	1.000	1.006	0.988	0.960	0.945	0.950	0.954	0.971
France	0.949	0.937	0.886	0.866	0.830	0.880	0.883	0.888	0.889	0.880	0.875	0.868	0.865	0.866
Grèce	0.679	0.697	0.673	0.657	0.622	0.667	0.678	0.711	0.715	0.724	0.710	0.718	0.717	0.714
Hongrie	84.0	90.3	94.6	99.9	101.0	109.9	115.0	119.7	121.5	125.1	126.6	125.3	126.2	126.8
Irlande	0.904	0.950	0.949	0.987	0.990	1.004	1.010	1.015	1.029	1.031	1.048	1.013	0.963	0.936
Islande	81.1	81.4	84.5	91.0	91.9	95.7	96.6	100.3	106.4	109.3	120.0	134.6	138.0	142.0
Israël ¹	3.773	3.924	3.765	3.749	3.691	3.743	3.668	3.744	3.875	3.824	4.007	4.083	4.131	4.159
Italie	0.840	0.848	0.824	0.803	0.834	0.849	0.867	0.874	0.859	0.843	0.813	0.814	0.812	0.807
Japon	176	172	160	156	147	140	136	129	126	122	119	116	113	109
Luxembourg	0.969	0.959	0.926	0.940	0.891	0.910	0.926	1.001	0.977	1.002	0.997	1.011	1.023	1.032
Mexique	4.81	5.43	5.75	6.08	6.20	6.56	6.80	6.84	6.84	6.98	7.09	7.61	7.12	7.26
Norvège	9.36	9.53	9.32	9.48	9.20	9.30	9.25	9.50	9.45	9.29	9.46	9.60	9.72	9.58
Nouvelle-Zélande	1.41	1.40	1.40	1.40	1.41	1.45	1.44	1.49	1.46	1.45	1.43	1.46	1.42	1.42
Pays-Bas	0.882	0.878	0.835	0.851	0.821	0.869	0.858	0.861	0.850	0.838	0.829	0.837	0.843	0.853
Pologne	1.59	1.67	1.73	1.77	1.71	1.73	1.76	1.80	1.79	1.73	1.76	1.78	1.78	1.77
Portugal	0.721	0.721	0.701	0.707	0.697	0.705	0.711	0.689	0.681	0.684	0.679	0.672	0.670	0.657
République slovaque	0.429	0.461	0.473	0.469	0.460	0.498	0.525	0.526	0.536	0.523	0.521	0.517	0.513	0.516
République tchèque	13.1	13.2	12.8	12.7	12.7	12.8	12.9	13.1	13.2	13.1	14.0	13.7	13.7	13.6
Royaume-Uni	0.65	0.66	0.62	0.61	0.60	0.62	0.60	0.62	0.62	0.64	0.66	0.67	0.68	0.69
Slovénie	0.480	0.504	0.514	0.547	0.553	0.590	0.600	0.613	0.613	0.628	0.642	0.651	0.651	0.643
Suède	9.72	9.53	9.03	9.23	8.97	9.14	9.11	9.36	9.27	9.06	8.92	9.15	9.30	9.28
Suisse	1.96	1.97	1.90	1.87	1.76	1.80	1.78	1.79	1.76	1.69	1.64	1.64	1.62	1.59
Turquie	0.131	0.199	0.274	0.397	0.542	0.715	0.782	0.818	0.875	0.915	0.922	0.946	0.993	1.014
Zone euro	..	0.883	0.848	0.838	0.816	0.836	0.840	0.838	0.831	0.825	0.814	0.814	0.811	0.809
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770158>

Tableau A.10. Taux de change
Monnaie nationale par dollar USD

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Australie	1.59	1.55	1.72	1.93	1.84	1.54	1.36	1.31	1.33	1.20	1.19	1.28	1.09	0.97
Autriche	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Belgique	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Canada	1.48	1.49	1.49	1.55	1.57	1.40	1.30	1.21	1.13	1.07	1.07	1.14	1.03	0.99
Chili	460	509	540	635	689	691	610	560	530	522	522	561	510	484
Corée	1 401	1 189	1 131	1 291	1 251	1 192	1 145	1 024	955	929	1 102	1 277	1 156	1 108
Danemark	6.70	6.98	8.08	8.32	7.89	6.59	5.99	6.00	5.95	5.44	5.10	5.36	5.62	5.37
Espagne	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Estonie	0.900	0.938	1.084	1.117	1.062	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.719	0.755	0.719
États-Unis	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Finlande	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
France	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Grèce	0.867	0.897	1.072	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Hongrie	214.4	237.1	282.2	286.5	257.9	224.3	202.7	199.6	210.4	183.6	172.1	202.3	207.9	201.1
Irlande	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Islande	71.0	72.3	78.6	97.4	91.7	76.7	70.2	63.0	70.2	64.1	87.9	123.6	122.2	116.0
Israël ¹	3.800	4.140	4.077	4.206	4.738	4.554	4.482	4.488	4.456	4.108	3.588	3.932	3.739	3.578
Italie	0.897	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Japon	131	114	108	122	125	116	108	110	116	118	103	94	88	80
Luxembourg	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Mexique	9.14	9.56	9.46	9.34	9.66	10.79	11.29	10.90	10.90	10.93	11.13	13.51	12.64	12.42
Norvège	7.55	7.80	8.80	8.99	7.98	7.08	6.74	6.44	6.41	5.86	5.64	6.29	6.04	5.60
Nouvelle-Zélande	1.87	1.89	2.20	2.38	2.16	1.72	1.51	1.42	1.54	1.36	1.42	1.60	1.39	1.27
Pays-Bas	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Pologne	3.48	3.97	4.35	4.09	4.08	3.89	3.66	3.24	3.10	2.77	2.41	3.12	3.02	2.96
Portugal	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
République slovaque	1.170	1.373	1.528	1.605	1.505	1.221	1.071	1.030	0.986	0.820	0.709	0.720	0.755	0.719
République tchèque	32.3	34.6	38.6	38.0	32.7	28.2	25.7	24.0	22.6	20.3	17.1	19.1	19.1	17.7
Royaume-Uni	0.60	0.62	0.66	0.69	0.67	0.61	0.55	0.55	0.54	0.50	0.54	0.64	0.65	0.62
Slovénie	0.693	0.759	0.929	1.013	1.003	0.864	0.803	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
Suède	7.95	8.26	9.16	10.33	9.74	8.09	7.35	7.47	7.38	6.76	6.59	7.65	7.21	6.49
Suisse	1.45	1.50	1.69	1.69	1.56	1.35	1.24	1.25	1.25	1.20	1.08	1.09	1.04	0.89
Turquie	0.261	0.419	0.625	1.226	1.507	1.501	1.426	1.344	1.428	1.303	1.302	1.550	1.503	1.675
Zone euro	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.720	0.755	0.719
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932770177>

ANNEXE B

Le SCN 2008 : Changements par rapport au SCN 1993

Les indicateurs pour tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Australie, présentés dans cette publication sont fondés sur le SCN 1993. Le SCN 2008 vient d'être finalisé et comporte un certain nombre de changements par rapport à la version du SCN 1993. Il faudra un certain nombre d'années (2014 pour la plupart des pays), avant que ces changements soient reflétés dans la comptabilité nationale et dans cette publication mais il est tout de même intéressant de présenter ici les principaux changements (ceux qui auront finalement un impact sur les indicateurs présentés dans cette publication). Pour l'Australie, une indication de l'ampleur des changements pour les deux points les plus représentatifs (R-D et systèmes d'armement) qui ont un impact sur les indicateurs, est aussi présentée ci-dessous. Une description complète de l'impact du SCN 2008 sur les comptes australiens peut être lue en anglais sur : [www.ausstats.abs.gov.au/Ausstats/subscriber.nsf/0/8DD6B1990BCE6806CA25765D0004DD3F/\\$File/5310055002_September %202009.pdf](http://www.ausstats.abs.gov.au/Ausstats/subscriber.nsf/0/8DD6B1990BCE6806CA25765D0004DD3F/$File/5310055002_September%202009.pdf).

Changements affectant les niveaux de revenus, etc., à l'échelle de l'ensemble de l'économie

Recherche et développement expérimental : La R-D est comptabilisée pour la première fois comme un actif produit. Ceci signifie également que les paiements au titre de l'acquisition de brevets, traités comme une acquisition ou une cession d'actifs non financiers non produits dans le SCN 1993, seront désormais traités comme des transactions sur un actif produit, la R-D. Ce changement a également des retombées sur la valeur ajoutée brute dans la mesure où le SCN 2008 recommande également que les producteurs de R-D soient comptabilisés comme un établissement distinct chaque fois que possible. Voir aussi le Manuel de l'OCDE intitulé *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*. Pour l'Australie, l'inclusion directe de la R-D en tant qu'actif de capital augmente le PIB d'environ 1 à 1.25 pour cent dans les années les plus récentes. C'est plus bas que ce que représente la part de l'investissement en R-D dans le PIB (lequel se monte à 0.25 pour cent du PIB) car certains investissements de R-D sont conduits par les administrations publiques. Dans le SCN 1993 les dépenses de R-D faites par l'administration sont déjà comptabilisées dans sa production (laquelle est estimée par la somme des coûts) et en conséquence comme consommation finale des administrations publiques. Ainsi, pour l'administration, l'impact direct de la capitalisation implique simplement une reclassification des dépenses de consommation finale vers la formation brute de capital fixe. Cependant de manière indirecte la production et donc le PIB croîtront car une partie des coûts de l'administration inclut une imputation pour amortissement. Cela augmente la production et la consommation finale

des administrations publiques d'environ 0.25 pour cent du PIB. L'augmentation totale directe et indirecte sur le PIB en raison de la capitalisation de la R-D se situe donc entre 1.25 et 1.5 pour cent.

Systèmes d'armement : Les systèmes d'armement militaire tels que les véhicules, navires de guerre, etc., utilisés de manière continue pour la production de services de défense (et de dissuasion) sont comptabilisés comme des actifs fixes dans le SCN 2008 (dans le SCN 1993, ils n'étaient comptabilisés en tant qu'actifs fixes que s'ils pouvaient avoir une double utilisation, militaire et civile, faute de quoi ils étaient inclus dans la consommation intermédiaire). Certains éléments ayant un seul usage comme par exemple certains types de missiles balistiques dotés d'une forte capacité de destruction, mais qui rendent des services de dissuasion sur une base continue, sont également comptabilisés dans les actifs fixes dans le SCN 2008. Comme la majorité, pour ne pas dire la totalité de ces dépenses sont prises en charge par l'État (dont la production est généralement évaluée en faisant la somme des coûts), le PIB n'augmentera que de la nouvelle consommation de capital fixe y afférent. Dans les années récentes pour l'Australie cette augmentation se monte à moins de 0.25 pour cent du PIB.

Pour l'Australie, l'impact total des changements apportés pour la R-D et les systèmes d'armement en pourcentage du total de la FBCF (formation brute de capital fixe) sur la base du SCN 1993, augmente la FBCF de 5.5 pour cent.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) : La méthode recommandée dans le SCN 2008 pour le calcul des SIFIM implique plusieurs changements par rapport à celle qui était préconisée par le SCN 1993. Par exemple, il est explicitement recommandé que les SIFIM ne s'appliquent qu'aux prêts et dépôts fournis ou reçus par les institutions financières, et que pour les intermédiaires financiers tous les prêts et dépôts soient inclus, et non uniquement ceux des fonds d'intermédiation. Par ailleurs, le SCN 2008 n'autorise plus les pays à comptabiliser les SIFIM en tant que secteur d'activité fictif.

Services financiers : Le SCN 2008 définit de manière plus explicite les services financiers pour garantir que des services tels que la gestion du risque financier ou la transformation de liquidités seront bien pris en compte.

Production des services d'assurance dommages : La méthodologie utilisée pour estimer indirectement cette activité dans le SCN 1993 (les primes, plus les suppléments de primes moins les sinistres) risquait d'aboutir à des séries extrêmement volatiles (et négatives) en cas de pertes catastrophiques. Le SCN 2008 recommande une approche de mesure indirecte différente, qui reflète mieux les structures de tarification utilisées par les entreprises d'assurance et la fourniture sous-jacente de services d'assurance en soi. Pour faire simple, on pourrait la qualifier d'approche d'anticipation *a priori*. La production est égale aux primes auxquelles on ajoute les suppléments de primes attendus et dont on déduit les sinistres attendus. Le SCN 2008 recommande également que les sinistres exceptionnellement importants qui suivent une catastrophe soient comptabilisés dans les transferts en capital plutôt que dans les transferts courants, ce qui aura un impact sur les estimations du revenu disponible (en particulier les estimations sectorielles).

Production des banques centrales : Le SCN 2008 fournit des précisions supplémentaires sur la mesure des SIFIM lors du calcul de la production des banques centrales. Lorsque les banques centrales prêtent ou empruntent à des taux inférieurs ou supérieurs au taux de prêt/d'emprunt réel du marché, le SCN 2008 recommande de comptabiliser, selon le cas, soit un impôt prélevé, soit une subvention versée par le prêteur/l'emprunteur à l'administration pour rendre compte de la différence entre les deux taux. Parallèlement, un transfert courant

(la contrepartie de l'impôt/de la subvention) est comptabilisé entre l'administration et la Banque centrale. Ces flux auront un impact sur la répartition du revenu dans le revenu national par rapport au traitement préconisé dans le SCN 1993.

Évaluation de la production pour usage final propre : Le SCN 2008 recommande qu'en l'absence de prix de marché comparables, les estimations de la production pour usage final propre incluent une composante au titre du rendement du capital dans le cadre de l'approche de la somme des coûts. En revanche, aucun rendement du capital ne doit être inclus pour les producteurs non marchands.

Coûts de transfert de propriété : Le SCN 1993 recommandait que ces coûts (traités comme de la FBCF dans les comptes) soient passés en charges sur la durée de vie de l'actif concerné. Le SCN 2008 recommande au contraire que ces coûts soient passés en charges sur la période pendant laquelle il est prévu que l'actif sera détenu par son acheteur. Ce changement aura un impact sur les mesures du revenu net, mais des retombées marginales sur les mesures brutes, reflétant le calcul de production pour usage final propre et la production des administrations (qui est calculée comme la somme des coûts, amortissements compris).

Réaffectation de revenu, etc., entre les catégories

Biens envoyés à l'étranger pour transformation : Le SCN 2008 recommande que les importations et les exportations soient comptabilisées sur la base stricte de leur propriété, ce qui signifie que les différentes valeurs d'un flux de biens passant d'un pays (qui en reste le propriétaire) à un autre pays rendant des services de transformation ne doivent pas être comptabilisées. Seule la charge encourue au titre du service de transformation doit apparaître dans les statistiques commerciales. Le SCN 1993 imputait un changement réel de propriété.

(Pensions) Régimes à prestations définies : Selon le SCN 1993, les cotisations sociales réelles acquittées par les employeurs et les salariés devaient refléter les montants effectivement versés. Le SCN 2008 diffère au sens où il prend en compte le fait que les montants effectivement mis de côté peuvent ne pas correspondre à la dette envers les salariés. De ce fait, il recommande que la cotisation des employeurs reflète l'augmentation de la valeur réelle nette des droits à pension plus les coûts facturés par le fonds de pension moins les cotisations propres du salarié. Ce changement entraînera un déplacement de revenu entre l'excédent brut d'exploitation et la rémunération des salariés ainsi qu'entre les différents secteurs institutionnels (sociétés/administrations et ménages).

Activités auxiliaires : Le SCN 2008 recommande que dans les cas où l'activité d'une unité exerçant des activités purement auxiliaires est statistiquement observable (comptes distincts, emplacements séparés), l'unité concernée doit être comptabilisée comme un établissement distinct.

Sociétés holdings : Le SCN 2008 recommande que les sociétés holdings soient toujours affectées au secteur des entreprises financières, même si leurs filiales sont des entreprises non financières. Le SCN 1993 au contraire recommandait qu'elles soient incluses dans le secteur institutionnel dans lequel la majorité de leurs filiales étaient concentrées.

Versements exceptionnels de sociétés publiques : Le SCN 2008 recommande que ces paiements soient comptabilisés comme des retraits du capital lorsqu'ils sont effectués à partir de réserves cumulées ou de cessions d'actifs. Avec le SCN 1993, ces transactions devaient être comptabilisées comme des dividendes.

Versements exceptionnels des administrations à des sociétés semi-publiques : Le SCN 2008 recommande que ces versements soient traités comme des transferts en capital lorsqu'ils sont destinés à couvrir des pertes cumulées et comme des augmentations des fonds propres lorsqu'on peut raisonnablement en attendre un rendement sous la forme de revenu de la propriété. Le SCN 1993 traitait l'ensemble de ces versements comme des augmentations de capital.

ANNEXE C

Glossaire des principaux termes

Système de comptabilité nationale, 1993

Les définitions dans ce glossaire sont basées aussi étroitement que possible sur la terminologie utilisée dans le *Système de comptabilité nationale, 1993* (SCN 1993). Chaque définition précise le numéro du paragraphe du SCN 1993 d'où est dérivée la définition.

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Acquisitions	Les biens et les services sont acquis par les unités institutionnelles quand elles deviennent les nouveaux propriétaires des biens ou quand la prestation des services qui leur sont fournis est achevée.	9.32
Administrations publiques	Le secteur des <i>administrations publiques</i> comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.	2.20
Ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension	L' <i>ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension</i> est égal à la valeur totale des cotisations sociales effectives à payer aux régimes privés de pension avec constitution de réserves plus la valeur totale des suppléments de cotisation à payer sur les revenus de la propriété attribués aux assurés (c'est-à-dire aux titulaires de droits à pension) moins la valeur de la rémunération du service associé moins la valeur totale des pensions payées comme prestations d'assurance sociale par les régimes privés de pension avec constitution de réserves ; ce poste d'ajustement est introduit afin d'éviter que le solde des cotisations de pension sur les pensions reçues (c'est-à-dire des « transferts » à payer sur les « transferts » à recevoir) n'entre pas dans l'épargne des ménages.	9.16 [10.30]
Besoin de financement	<i>Le besoin de financement</i> Voir « la capacité de financement ».	
Brut	Le terme <i>brut</i> désigne des valeurs enregistrées sans déduction de la consommation de capital fixe (généralement utilisé par exemple dans « le stock brut de capital » ou « le produit intérieur brut ») ; les principaux soldes comptables, de la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent tous faire l'objet d'un enregistrement brut ou net.	6.201
Capacité de financement	La <i>capacité de financement</i> est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée « besoin de financement ».	2.137 et tableaux 2.1, III.1 et 10.30
Cessions	Les <i>cessions d'actifs</i> (stocks, actifs fixes, ou terrains ou autres actifs non produits) par les unités institutionnelles ont lieu quand une de ces unités vend un de ces actifs à une autre unité institutionnelle ; quand la propriété d'un actif fixe existant est transférée d'un producteur résident à un autre, la valeur de l'actif vendu, troqué ou transféré est enregistrée comme une formation brute de capitale fixe négative du premier et comme une formation brute de capitale fixe positive du second.	10.40 [9.32]
Changement de base	Avec le temps, les rapports de prix de la période de base ont tendance à concorder de moins en moins avec ceux des périodes ultérieures, au point qu'il devient un jour inacceptable de continuer à les utiliser pour déterminer les variations de volume d'une période à l'autre ; il faut alors changer de période de base, processus qui se nomme généralement « <i>changement de base</i> ».	16.31
CITI	La <i>CITI</i> est la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique des Nations Unies ; la troisième révision de la CITI sert d'ailleurs de nomenclature des branches d'activité pour le SCN.	1.47

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Consommation de capital fixe	La <i>consommation de capital fixe</i> représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.	10.27 [6.179, 10.118]
Consommation finale	La <i>consommation finale</i> comprend les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.	1.49
Consommation finale effective des administrations publiques	La <i>consommation finale effective des administrations publiques</i> est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.	9.97 et 9.3
Consommation finale effective des ISBLSM	Les <i>ISBLSM</i> n'ont pas de <i>consommation finale effective</i> parce que la plupart des services fournis par les ISBLSM sont individuels par nature et, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont, par convention, traités comme des transferts sociaux.	9.44 [9.94, 9.95]
Consommation finale effective des ménages	La consommation finale effective des ménages mesure la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant la valeur des transferts sociaux en nature à recevoir.	9.11 et 9.3 [9.72, 9.96]
Consommation finale totale	La <i>consommation finale totale</i> est la valeur totale de toutes les dépenses en biens et en services de consommation individuels et collectifs supportées par les ménages résidents, les ISBLSM résidentes, et les administrations publiques ; elle peut aussi être définie en terme de consommation finale effective comme la valeur de tous les biens et services individuels acquis par les ménages résidents, plus la valeur des services collectifs fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensemble de la collectivité.	9.98
Consommation individuelle effective	La <i>consommation individuelle effective</i> est mesurée par la valeur du total des dépenses de consommation finale des ménages, des dépenses de consommation finale des ISBLSM et des dépenses des administrations publiques en biens et en services de consommation individuels.	[9.94]
Coût des facteurs	La valeur ajoutée brute au <i>coût des facteurs</i> n'est pas un concept utilisé explicitement dans le SCN mais elle peut aisément se dériver des mesures de la valeur ajoutée brute en soustrayant la valeur des éventuels impôts, diminués des subventions, sur la production qui sont à payer sur la valeur ajoutée brute.	6.229
Dépense de consommation finale des administrations publiques	La <i>dépense de consommation finale des administrations publiques</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.	9.94
Dépense de consommation finale des ISBLSM	La <i>dépense de consommation finale des ISBLSM</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.	9.94
Dépense de consommation finale des ménages	La <i>dépense de consommation finale des ménages</i> est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.	9.94 [9.45]
Dépense nationale	Ensemble, la formation de capital et la consommation finale constituent la <i>dépense nationale</i> .	2.187
Droits sur les importations	Les <i>droits sur les importations</i> comprennent des droits de douane, ou d'autres prélèvements à l'importation, qui sont payables sur certains types de biens à leur entrée sur le territoire économique.	7.66
Emploi équivalent plein-temps	L' <i>emploi équivalent plein-temps</i> est égal au nombre d'emplois équivalents plein-temps, lequel se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein-temps.	17.14 [15.102, 17.28]
Épargne	L' <i>épargne</i> s'obtient en soustrayant la dépense de consommation finale du revenu disponible ou en soustrayant la consommation finale effective du revenu disponible ajusté.	9.17 [1.10, 9.2, 9.19]
Épargne brute	L' <i>épargne brute</i> est égale au revenu disponible brut moins la consommation finale.	9.2
Épargne nette	L' <i>épargne nette</i> s'obtient en soustrayant la dépense de consommation finale du revenu disponible net.	9.2
Excédent d'exploitation	L' <i>excédent d'exploitation</i> mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers, ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers, ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter : dans le cas des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, ce solde comptable s'appelle « revenu mixte »).	7.8
Exportations de biens et services	Les <i>exportations de biens et services</i> se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements décrits dans le Manuel de la balance des paiements.	14.88 [14.91, 14.94]
Formation brute de capital	La <i>formation brute de capital</i> est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.	10.32
Formation brute de capital fixe	La <i>formation brute de capital fixe</i> est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou les améliorations importantes de la quantité, de la qualité ou de la productivité des terrains) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.	10.33 et 10.51 [10.26]

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Gains et pertes d'échange	Les <i>gains et pertes d'échange</i> résultent de modifications des termes de l'échange d'un pays ; par exemple, si les prix des exportations d'un pays augmentent plus (ou diminuent moins) que ceux de ses importations (c'est-à-dire si ses termes de l'échange s'améliorent) alors un volume supérieur d'importations de biens et services peut être acheté par les résidents au moyen des recettes générées par un niveau d'exportations donné.	16.152
Importations de biens et services	Les <i>importations de biens et services</i> se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non résidents à des résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements décrits dans le Manuel de la balance des paiements.	14.88 [14.91, 14.94]
Impôts	Les <i>impôts</i> sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits « sans contrepartie » parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement, ou à la communauté dans son ensemble.	7.48 [8.43]
Impôts sur la production et sur les importations	Les <i>impôts sur la production et sur les importations</i> se composent des impôts payables sur les biens et sur les services quand ils sont produits, livrés, vendus, transférés ou mis autrement à disposition par leurs producteurs plus les impôts et les droits sur les importations qui doivent être acquittés lorsque des biens entrent sur le territoire économique en franchissant la frontière ou lorsque des services sont fournis à des unités résidentes par des unités non résidentes ; ils comprennent aussi les autres impôts sur la production, qui comprennent principalement les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments ou d'autres actifs utilisés dans le cadre de la production, et les impôts sur la main-d'œuvre employée ou sur la rémunération du travail versée.	7.49
Impôts sur les produits	Les <i>impôts sur les produits</i> , à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations et les exportations, sont des impôts sur les biens et les services qui deviennent payables en conséquence de la production, de la vente, du transfert, de la location ou de la livraison de ces biens ou de ces services, ou en conséquence de leur utilisation pour la consommation propre ou la formation de capital pour compte propre.	7.69, 15.47
Indices-chaîne	Les <i>indices-chaîne</i> sont obtenus en enchaînant les indices de prix (ou volume) de périodes consécutives. Les variations à court terme qui sont enchaînées sont calculées en utilisant des pondérations appropriées aux périodes concernées.	16.41
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Les <i>institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)</i> comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlés et principalement financés par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.	4.64 et 4.65 [2.20]
Net	Le terme <i>net</i> désigne des valeurs enregistrées après déduction de la consommation de capital fixe (généralement utilisé par exemple dans « le stock net de capital » ou « le produit intérieur net ») ; les principaux soldes comptables, de la valeur ajoutée jusqu'à l'épargne, peuvent tous faire l'objet d'un enregistrement brut ou net ; cependant, il faut préciser que le terme « net » peut être utilisé dans des contextes différents, comme le « revenu net de l'extérieur » qui est la différence entre deux flux de revenu.	6.201
Objets de valeur	Les <i>objets de valeur</i> sont les actifs produits qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation, dont la valeur relativement élevée est censée augmenter avec le temps ou, à tout le moins, ne pas diminuer en termes réels, qui ne se détériorent pas dans des conditions normales et qui sont acquis et détenus essentiellement pour servir de réserve de valeur.	(AN. 13) – Annexe à chapitre XIII [10.7, 10.116, 13.15, 13.50]
Parité de pouvoir d'achat (PPA)	Une <i>parité de pouvoir d'achat (PPA)</i> est un rapport de prix qui mesure le nombre d'unités de la monnaie du pays B qui sont nécessaires dans le pays B pour acquérir la même quantité d'un bien ou d'un service particulier qu'une unité de la monnaie du pays A permet d'acheter dans le pays A.	16.82
Prix constants	Les mesures à <i>prix constants</i> sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations « à prix constants »). L'expression « à prix constants » se réfère généralement aux séries qui utilisent la formule de Laspeyres à base fixe.	16.2
Prix de base	Le <i>prix de base</i> est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.	6.205, 15.28 [3.82]
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique des dépenses	Dans l' <i>optique des dépenses</i> , le <i>produit intérieur brut (PIB)</i> se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (fab).	6.235
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique du revenu	Dans l' <i>optique du revenu</i> , le <i>produit intérieur brut (PIB)</i> est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.	2.222
Produit intérieur brut (PIB), dans l'optique de la production	Dans l' <i>optique de la production</i> , le <i>produit intérieur brut (PIB)</i> est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base, plus tous les impôts moins les subventions, sur les produits.	6.235 – 6.237
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	Le <i>PIB aux prix du marché</i> est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix du producteur, plus les impôts sur les importations, diminués des subventions, plus toute la TVA non déductible (ou impôts semblables).	6.235 – 6.237

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Rémunération des salariés	La <i>rémunération des salariés</i> est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doit verser une entreprise à un salarié en contrepartie du travail accompli par ce dernier au cours de la période comptable.	7.21 [7.31]
Rémunération en nature	La <i>rémunération en nature</i> se compose de biens et de services qui ne sont pas nécessaires au travail, et qui peuvent être utilisés par les salariés, quand et comme ils le souhaitent, pour satisfaire leurs propres besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.	7.39
Revenu disponible	Le <i>revenu disponible</i> se déduit du solde des revenus primaires d'une unité ou d'un secteur institutionnel en ajoutant tous les transferts courants, à l'exception des transferts sociaux en nature, à recevoir par cette unité ou ce secteur et en soustrayant tous les transferts courants, à l'exception des transferts sociaux en nature, à payer par cette unité ou ce secteur.	8.11
Revenu intérieur brut réel (RIB réel)	Le <i>revenu intérieur brut réel (RIB réel)</i> mesure le pouvoir d'achat des revenus créés par la production intérieure (y compris l'impact sur ces revenus des variations des termes de l'échange) ; il est égal au produit intérieur brut à prix constants plus le gain d'échange (ou moins la perte d'échange) résultant des modifications des termes de l'échange.	16.152
Revenu mixte	Le <i>revenu mixte</i> est l'excédent ou le déficit issu de la production sur les activités des petites entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages ; il contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par le propriétaire, ou par des membres de son ménage, qui ne peut être distingué de ce qui revient au propriétaire comme entrepreneur mais il exclut l'excédent d'exploitation résultant de la production de service de logements pour compte propre.	7.8 [4.143, 7.81]
Revenu national	Au niveau de l'ensemble de l'économie, le <i>revenu national</i> est la valeur totale des revenus primaires à recevoir dans l'économie moins le total des revenus primaires à payer par les unités résidentes.	7.14
Revenu national brut (RNB)	Le <i>revenu national brut (RNB)</i> est égal au PIB diminué des impôts (moins les subventions) sur la production et les importations, de la rémunération des salariés et des revenus de la propriété à payer au reste du monde, et augmenté des rubriques correspondantes à recevoir du reste du monde (en d'autres termes, PIB moins les revenus primaires à payer à des unités non résidentes plus les revenus primaires à recevoir d'unités non résidentes) ; le RNB au prix du marché est aussi la valeur agrégée des soldes bruts des revenus primaires de l'ensemble des secteurs ; (le RNB est identique au produit national brut (PNB) comme on l'entend traditionnellement en comptabilité nationale).	2.81 et 7.16 et tableau 7.2 [2.181]
Revenu national disponible	Le <i>revenu national disponible</i> s'obtient à partir du revenu national en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16 [2.183]
Revenu national disponible brut	Le <i>revenu national disponible brut</i> s'obtient à partir du revenu national brut en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16 [2.183]
Revenu national disponible net	Le <i>revenu national disponible net</i> s'obtient à partir du revenu national net en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.	8.16
Revenu national net	La valeur agrégée des soldes des revenus nets primaires, obtenue par sommation sur l'ensemble des secteurs, est appelée <i>revenu national net</i> .	7.16 et tableau 7.2 [2.182]
Revenu net de l'extérieur	Le <i>revenu net de l'extérieur</i> est la différence entre la valeur totale des revenus primaires à recevoir des non résidents, et la valeur totale des revenus primaires à payer à des non-résidents.	7.15
Revenus primaires	Les <i>revenus primaires</i> sont des revenus qui échoient aux unités institutionnelles du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent des actifs qui peuvent être nécessaires pour produire.	7.2
Salaires et traitements	Les <i>salaires et traitements</i> sont la somme des salaires et traitements en espèces et des salaires et traitements en nature.	7.33 et 7.37
Salaires et traitements en espèces	Les <i>salaires et traitements en espèces</i> comprennent les salaires et traitements payables à intervalles réguliers, hebdomadaire, mensuel, ou autre, y compris les salaires au rendement et à la pièce ; plus les suppléments comme les indemnités spéciales pour les heures supplémentaires ; plus les salaires et traitements payés aux salariés absents pour de courtes périodes – par exemple, en cas de congés ; plus les primes et les autres paiements exceptionnels ; plus les commissions, les gratifications, et les pourboires reçus par les salariés.	7.33
Salarié	Un <i>salarié</i> est une personne qui passe un accord, qui peut être formel ou informel, par lequel elle s'engage à travailler pour une société en échange d'une rémunération en espèces ou en nature.	7.23
SCN (Système de comptabilité nationale)	Le <i>Système de comptabilité nationale (SCN)</i> se compose d'une série cohérente de comptes macroéconomiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvé au plan international.	1.1
Service de consommation collectif	Un <i>service de consommation collectif</i> est un service qui est fourni par les administrations publiques simultanément à tous les membres de la collectivité, ou à un sous-ensemble particulier de la collectivité, comme l'ensemble des ménages vivant dans une région déterminée.	9.43

Terme	Définition	Paragraphe(s)
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	Les <i>services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i> sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.	6.124
Solde des échanges extérieurs de biens et de services	Le <i>solde des échanges extérieurs de biens et de services</i> est obtenu en soustrayant les importations de biens et de services des exportations de biens et de services.	2.166 et tableau 2.2 V.I
Subventions	Les <i>subventions</i> sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.	7.71 [15.52]
Subventions sur la production – autres	Les <i>autres subventions sur la production</i> sont des subventions, à l'exclusion des subventions sur les produits, que les entreprises résidentes peuvent recevoir du fait de leurs activités de production (par exemple, les subventions sur les salaires ou la main-d'œuvre ou les subventions destinées à réduire la pollution).	7.79
Subventions sur les importations	Les <i>subventions sur les importations</i> sont des subventions sur des biens et des services qui deviennent payables quand les biens franchissent la frontière du territoire économique, ou quand les services sont fournis à des unités institutionnelles résidentes.	7.74
Subventions sur les produits – autres	Les <i>autres subventions sur les produits</i> (autres que les subventions sur les exportations ou importations) sont des subventions sur des biens ou des services produits par des entreprises résidentes qui deviennent payables en conséquence de la production, de la vente, du transfert, de la location ou de la fourniture de ces biens ou de ces services ou en conséquence de leur utilisation pour la consommation pour compte propre ou pour la formation de capital pour compte propre ; les types les plus répandus sont : <i>a)</i> les subventions sur les produits utilisés intérieurement ; <i>b)</i> les pertes des organismes publics de commercialisation ; et <i>c)</i> les subventions à des sociétés et à des quasi-sociétés publiques.	7.78
Système de comptabilité nationale (SCN)	Le <i>Système de comptabilité nationale (SCN)</i> se compose d'une série cohérente de comptes macroéconomiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvé au plan international.	1.1
Transferts courants	Les <i>transferts courants</i> sont tous les transferts qui ne sont pas des transferts en capital. Ils affectent directement le niveau du revenu disponible et ils devraient influencer la consommation de biens ou de services.	8.32 [3.22, 8.3, 10.133]
Transferts courants vers/au reste du monde	Les <i>transferts courants vers/au reste du monde</i> sont des transferts courants qui interviennent entre unités institutionnelles résidentes et non résidentes.	8.4
Transferts en capital	Les <i>transferts en capital</i> sont des opérations dans lesquelles la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une unité institutionnelle à une autre, dans lesquelles des espèces sont transférées pour permettre au bénéficiaire d'acquérir un autre actif, ou dans lesquelles les fonds rapportés par la cession d'un actif sont transférés.	10.29 [3.22, 8.3]
Travailleurs indépendants	Les <i>travailleurs indépendants</i> sont des personnes qui sont propriétaires – seules ou conjointement avec d'autres – des entreprises, non constituées en sociétés, dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises non constituées en sociétés qui sont classées en quasi-sociétés.	7.24
Valeur ajoutée brute	La <i>valeur ajoutée brute</i> correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN et c'est la raison pour laquelle elle est reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.	1.6 [2.172, 6.4, 6.222]
Valeur ajoutée brute aux prix de base	La <i>valeur ajoutée brute aux prix de base</i> se définit comme la production valorisée aux prix de base moins la consommation intermédiaire valorisée aux prix d'acquisition.	6.226, 15.37 [6.231]
Valeur ajoutée brute aux prix du producteur	La <i>valeur ajoutée brute aux prix du producteur</i> se définit comme la production valorisée aux prix du producteur moins la consommation intermédiaire valorisée aux prix d'acquisition.	6.227, 15.37
Variations des stocks (y compris les travaux en cours)	Les <i>variations des stocks (y compris les travaux en cours)</i> comprennent les variations : <i>a)</i> des stocks de produits qui sont encore détenus par les unités qui les ont produits, avant qu'ils soient ultérieurement transformés, vendus, livrés à d'autres unités ou utilisés autrement ; et <i>b)</i> des stocks de produits acquis auprès d'autres unités qui sont destinés à être utilisés pour la consommation intermédiaire ou à être revendus sans transformation ultérieure ; elles sont mesurées par la valeur des entrées en stocks, moins la valeur des sorties de stocks, et moins la valeur des éventuelles pertes courantes sur les biens stockés.	10.7 et 10.28

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Panorama des comptes nationaux 2013

La publication *Panorama des comptes nationaux* présente des statistiques utilisant une approche par indicateur, en insistant sur les comparaisons entre pays. Le but, ici, étant de rendre les comptes nationaux plus accessibles et instructifs, et en même temps d'avoir l'occasion de présenter le cadre conceptuel sous-jacent et les questions de comparabilités inhérentes, pour chaque indicateur.

La large sélection présentée a également pour objet d'inciter les utilisateurs à porter leur attention sur d'autres indicateurs que le célèbre produit intérieur brut (PIB). La publication se compose de sept chapitres clefs, et fournit des indicateurs concernant respectivement le PIB, les revenus, les dépenses, la production, l'administration publique et le capital.

ÉGALEMENT DISPONIBLE EN LIGNE

Cette publication est également disponible sous forme de base de données en ligne qui permet aux utilisateurs d'extraire des données et de construire des tableaux et graphiques. Elle est disponible via **www.oecd-ilibrary.org** sous le titre *Panorama des comptes nationaux, Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (<http://dx.doi.org/10.1787/naag-data-fr>).

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : **http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2013-fr**.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site **www.oecd-ilibrary.org** pour plus d'informations.